



Pour une DIDACTOCRATIE organisée par des DIDACTOGOGUES

Actuellement : <http://reseaumuif.chez.com>

ou www.communaudemuiif.sitew.com

Pour un nouveau parti citoyen
Roger ERTEL



Droits d'auteur 2012 Roger ERTTEL

Muif édition

*Retrouvez le bulletin de vote du muif sur son site internet
<http://reseaumuif.chez.com> dans la partie PDF: pour les
militants et sympathisants*

Préface

Ce livre est composé de 2 essais : « économie, social, politique », « quand nos PP pousseront les MM », tous deux vision de la société, propositions pour la changer. Il se complète ensuite de critiques et d'une partie explicative et de documents pour les militants.

Le but de ce livre est de convaincre les gens de s'engager dans un nouveau mouvement politique, que j'ai choisi d'intituler le MUIF, Mouvement d'Union des indépendants Français, ou alors I comme international ou Imbéciles selon votre vision de la politique, mais surtout parce qu'il fallait bien choisir quelque chose pour se faire connaître -un mouvement sans nom, cela ne se fait pas.

-Ce livre s'adresse, principalement, à ceux qui croient que certaines choses doivent changer pour améliorer le système complexe que représente la société. Certes, il y aura toujours des « égoïsmes », de l'amour, de la haine, dont les principales causes sont sans doute à rechercher dans la biologie humaine. Mais ces « égoïsmes » évoluent, et l'homme doit les contrôler, les canaliser d'une manière efficace pour que les gens souffrent le moins possible.

Ce livre est à la fois réaliste et idéaliste, raison et déraison

Rétablir le bon sens avec une nouvelle vision du monde par un programme politique applicable et soutenu par des concepts idéalistes pour un meilleur monde. Appliquer les idées, c'est la réalité. Encore faut-il y croire ! Et trouver des gens honnêtes et responsables.

- Peut-on avoir accès à la vérité sans se tromper ?
- Peut-on tolérer sans comprendre ?

Questions majeures pour les hommes politiques, les idéologues, les scientifiques. Terrain de lutte des uns, la vérité par la raison pour les scientifiques, démonstration d'idées pour les autres ; défendre ses idées face à l'intolérance et aux autres idées pour les idéologues. La politique composant avec les deux, nous sommes donc, tous, des animaux politiques.

Plan

Résumé (page 8)

Économie, social, politique (plan page 13)

Quand nos "PP" pousseront les "MM" (plan page 67)

Doc annexe pour les militants (explications complémentaires pour les militants) (page 135)

- 1) Constatations
- 2) Objectifs
- 3) L'idéologie et la structure du parti
- 4) Pour la mise en place de tout cela nous proposons les grandes lignes de l'organisation suivante
- 5) Les directives (pour tous les membres du parti et de l'association)
 - 51) Objectif développer le parti
 - 511) Recruter les futurs « cadres chefs »
 - 512) Développer l'idéologie et l'auto conditionnement
 - 513) Se faire respecter
 - 514) Occuper le terrain et être sur le terrain
 - 52) Un objectif à faire valoir : améliorer les conditions de vie de nos membres
 - 53) Présentation du parti
 - 54) Résumé de notre programme ; celui que nous proposons aux politiques qui s'y conformeront et obtiendront nos voix et notre soutien
 - 55) Autres documents complémentaires, (Doc11), (Doc12), (Doc13)
- 56) Les documents qui vont suivre sont les premiers tracts à distribuer : (Doc 14), (Doc15), (Doc16), (Doc 17), (Doc 18), (Doc 19), (Doc 20), (Doc 21)

Critiques (page 167)

Prévisions (page 176)

Premier message interne du parti (page 179)

Doc autres, ANNEXE (page 181)

DocA1 Statuts de l'association)

DocA2 Présentation du MUIF

DocA3 La gabegie (gaspillage) de l'État

DocA4 Quelques concepts

DocA5 Règle communauté

DocA6 La charte d'honnêteté

DocA7 Problèmes majeurs : le pouvoir de l'argent et l'urbanisation

DocA8 Quelques problèmes

DocA9 Trois points importants, propositions

DocA10 Ce qui nous mène à notre perte

DocA11 Pour une croissance durable

DocA12 Autres suggestions et mesures

DocA13 Analyse : pourquoi le chômage

DocA14 Problème des politiques

Doc A15 autres Problème et solutions que j'aurais pu oublier

En final : ce que l'on ne vous dira jamais, surtout les politiques et les financiers (page 228)

Quelques résumés (page 230)

Doc R1

Doc R2 Doc résumé du livre « pour un nouveau parti citoyen »

Doc R3 Résumé du programme

Doc R4 La communauté du MUIF

Que se passera-t-il si le MUIF arrive à faire pression grâce aux citoyens ? (Page 238)

La primaire 2017 (page 240)

Testament politique (page 253)

Épilogue (page 265)

Livres à lire (page 267)

Principales sources bibliographiques (page 270)

Résumé du livre-programme

PRINCIPE et AXIOME FONDATEURS et DIRECTEURS

L'État a des devoirs envers les citoyens et doit leur octroyer des droits pour leurs maintien, développement, et épanouissement et les citoyens ont des devoirs envers l'État, s'ils profitent de l'État pour leur bien-être et leur protection, ils doivent en retour se soumettre à ses lois.

La perversité du système actuel est que l'État octroie de plus en plus de droits « illusoires » car faits sur du vent et du papier et n'aboutissant pas effectivement au niveau « pratique ». (Par exemple, on a le droit de vous soigner mais on ne le fait pas efficacement parce que des intérêts égoïstes financiers sont derrière), la conséquence implicite est que les individus ne se sentent plus obligés d'obéir aux lois ou de se mettre au service de l'État sincèrement, parce qu'on les soigne mal ou on les exploite et puisque les lois sont inefficaces ou inappliquées, voire détournées et qu'elles prennent de plus en plus un visage servant les grands intérêts financiers privés, et cela de manière disproportionnée au détriment de l'État et des petits intérêts privés, ne pouvant plus se protéger par leur travail et leurs efforts face aux grosses structures privées d'exploitation et donc au détriment de la majorité des citoyens qui croient encore à l'honnêteté des politiques.

*

Voici résumés ci-après les différents axes où il faudrait agir et les mesures pressantes à mettre en œuvre par les lois et par la mise en place de structures nouvelles qui consisteront à redonner de la valeur au travail bien fait, à relancer l'emploi, à diminuer les déficits ainsi qu'à diminuer « l'agressivité sociale et économique » qui rend le système « malade ».

Mesures sociales

Principe : Redonner de la valeur au travail et au respect du travail des autres pour plus de justice sociale

- Taxation de l'argent (taxe tobine).
- Actionnariat de l'État dans les grandes entreprises, les bénéfices serviront le social, la collectivité (RMS -revenu minimum de survie-) etc...
- Redistribution des bénéfices pour tous sous différentes formes (logements sociaux à prix modiques, redistribution sous forme d'argent ou de baisse d'impôts).
- Création d'une banque et assurance nationales uniques pour tous.
- Non taxation des héritages (en particulier pour que les jeunes puissent reprendre l'exploitation).
- Taxer les richesses personnelles qui ne servent pas les entreprises du pays et qui ne se basent pas sur du travail personnel. À part les héritages, l'argent facile doit être taxé.

Mesures économiques dont le but est d'atteindre rapidement la suppression de la dette et du déficit public de l'État et de la sécurité sociale par la relance de la croissance et de l'emploi en France

Principe : La solidarité doit aller un peu plus au niveau collectif qu'au niveau individuel, cela luttera contre ce que les politiques et économistes spécialistes appellent l'assistanat et le chômage.

- Baisse des charges sur les petites entreprises.
- Taxation aux frontières des produits étrangers selon leurs qualités.
- Baisse des allocations chômage et leur remplacement par un revenu que tous toucheront, indexé selon la bonne forme économique de l'État (RMS, revenu minimum de survie).
- Retraite pouvant être versée à partir de 55 ans (non obligatoire) composée de RMS + cotisation.
- Semaine de 30 heures (non obligatoire). Cela créera des emplois pour tous.
- Création d'une armée économique qui, dans chaque ville, emploiera les chômeurs tout en maintenant un Pôle Emploi pour aider les chômeurs à trouver du travail.
- Diminution des multiples allocations : la solidarité familiale et nationale à échelle humaine doit les remplacer, la solidarité doit aller et être au niveau collectif non au niveau individuel (ainsi il n'y aura pas de fraudes et de système administratif poussif et inefficace) ; l'argent économisé ira à des institutions et à la recherche (CAT, associations, hôpitaux, entreprises employant des handicapés, des chômeurs etc...) ; en fait, les gens recevront leurs allocations « complètes » ; en plus, s'ils viennent dans les structures qui les emploieront, soigneront, aideront, comme tout le monde, ils auront droit à du temps libre, des loisirs et de l'amour, etc...
- Gratuité des soins (choisis par le médecin) le reste sera payant ; gratuité de l'euthanasie et de la prise en charge de l'enterrement, tout ceci par l'État.

Mesure éducative : Redonner un sens à la vie, à l'honnêteté et au respect

Principe : Utiliser ce qui réussit le mieux, avec l'aide des neurosciences et dans le respect de l'individu.

- Rééducation et responsabilisation par des activités encadrées (effort honnête + loisir) dans les campagnes, pour les enfants difficiles des banlieues durant les vacances.
- L'éducation doit se faire par la famille avant que ce soit l'État, responsabiliser les familles.

Toutes ces mesures se feront progressivement.

Vous découvrirez également dans ce livre mes conceptions sur l'éducation, l'économie, la communauté nationale, l'État, etc... ainsi que les structures à mettre en place et comment les mettre en place. Pour cela, il faut que quelqu'un soit élu avec notre programme et ait une majorité au pouvoir.

Voici l'annonce à laquelle vous avez pu répondre

Pour l'ordre, la justice, et l'aide aux citoyens, **association en création pour agir sur la politique** cherche Région Brioude hommes de mains, porte-parole, leader, adhérents, trésorier, secrétaire, président, informaticien, etc... Gens curieux ne pas s'abstenir ; faire parvenir revendication ou motivation et adresse pour réponse... discrétion et tolérance assurées. Le but est d'influencer la politique, voire de fonder un nouveau parti grâce à l'aide d'une association à partir de nouvelles propositions venant des citoyens. Pour être populaire il faut, je crois, s'inspirer des extrêmes et les réunir : un peu d'idées d'extrême gauche et un peu d'organisation d'extrême droite, saupoudrées d'idées unificatrices. Dans les documents qui vont suivre, je vous présente différentes idées ; le parti que je souhaite créer doit reposer sur une association, car c'est sans doute le moyen le plus efficace pour réaliser des choses. Le parti que je souhaiterai créer repose sur 3 notions simples :

1° Ordre et unité

Organiser l'association-parti selon les compétences de chacun ; respect des chefs et de l'organisation ; autodiscipline et auto conditionnement à travers les manifestations pour montrer la force de l'organisation (impressionner est un moyen de gagner des voix) ; l'on doit s'aider de la psychologie humaine et s'inspirer des organisations humaines qui ont « réussi », ainsi l'on peut s'inspirer de l'organisation nazie, sans prendre ses idées et sans pour autant être totalitaire et intolérant. L'idée aussi est de créer une communauté ; devant le gâchis des talents, nous proposerons une nouvelle organisation du travail à travers une communauté morale, nul besoin de lois explicites qui provoquent des injustices, une seule loi doit exister pour le peuple français ou plutôt pour les membres de la communauté patron ou employé ; c'est la loi de la nation, la loi du respect de l'autre, la loi de la fraternité, de la loyauté, de l'honneur et de l'entraide entre français membres de la communauté qui doivent primer.

2° Science, foi, éducation

À partir de la cybernétique, la science doit être intégrée en politique ; il faudrait que nos dirigeants soient plus « sages » et moins hypocrites ; je verrai bien un chercheur scientifique comme président de la république. En matière de foi, chacun évidemment pratique selon son bon droit et ses convictions mais néanmoins le droit à la critique de la religion est un droit que nous défendons fermement. Notre foi doit avant tout être orientée et canalisée pour servir notre parti et cette foi devrait aller en l'homme, en la science et en la technologie et enfin à l'organisation du parti. Pour cela des rites, des discours et une culture devront être mis en place. Le rôle de l'éducation et de l'instruction, donc de l'enseignement, à tous les niveaux, est aussi très important dans notre programme.

3° Philosophie

Défendre les libertés d'opinions et d'expressions quelles qu'elles soient pour maintenir la diversité. Aider les citoyens appartenant à notre communauté même si pour cela on doit désobéir aux lois. Les fans s'identifient à leurs idoles, il faut que les français s'identifient à notre mouvement. Enfin, avant tout, récompenser l'effort ; s'il est récompensé, la perception et l'action des gens se modifieront et pour cela il faut que les plus intelligents, capables et responsables montrent l'exemple, car si l'on favorise uniquement l'intelligence ou le résultat, cela amène à des injustices : on pousse son enfant à être « le plus » et ceci engendre l'agressivité et les malheurs associés, les « reconnus » plus « intelligents » ou ayant obtenu « un résultat » bien que tout relatif, se permettent par la suite de ne plus faire d'effort ou d'être surpayés alors qu'ils ne le méritent plus, alors que le résultat ne leur est parfois même pas dû.

En résumé, on veut établir une didactocratie ; la DIDACTOCRATIE est un nouveau mot tiré du grec qui signifie « le pouvoir (cratos) par l'enseignement (didact) ». Les DIDACTOGOGUES seront ceux qui dirigeront, conduiront par l'enseignement ; les didactogogues seront choisis par les citoyens sur un système de représentation plus ou moins identique à celui que nous connaissons actuellement. Comme dans le système actuel, ils pourront venir de tous les milieux sociaux, professionnels, sans distinction et ne seront pas des professionnels de la politique.

A) Économie

B) Social

C) Politique

A) Économie

- 1) Histoire, représentation, conception, théorie, situation, constat, critique
- 2) Pour une économie saine : analyses et propositions

B) Social

- 1) La justice
- 2) D'autres problèmes de société
- 3) Critiques autres de la société
- 4) Ce que je et nous proposons

C) Politique

- 1) Le système
- 2) Comment mettre en place un tel système
- 3) Notre politique

Introduction

À quoi devrait servir le « politique » sinon qu'à améliorer la condition de ses concitoyens ? Afin qu'ils soient heureux et baignent dans le bonheur ; c'est pour proposer une nouvelle politique que j'écris ce livre, une politique, qui, je crois, améliorera la condition des citoyens, c'est pour aussi que perdurent dans le temps mes propositions de système social, économique et politique. Malheureusement, le politique à tendance à se servir au détriment des citoyens et de la communauté entière grâce à ses « pouvoir », réseaux, amis, argent, loi, sans se préoccuper sérieusement des problèmes ou en les déléguant à des subalternes pris dans un système que nul ne maîtrise. Les politiques devraient être des ingénieurs des systèmes et non des marionnettes autoguidées par leur propre intérêt.

En théorie, la meilleure solution pour résoudre le problème serait un consensus honnête entre le politique et les citoyens, mais en pratique un changement de cet ordre ne peut pas se faire tout seul et demandera une part d'investissement personnel de chacun. La meilleure solution pour enclencher un tel processus serait de faire comprendre aux politiques que ce n'est pas eux qui ont « le vrai pouvoir », la meilleure solution serait donc de faire comprendre aux politiques par un vote contestataire pour notre parti ou un autre petit parti ou d'autres petits candidats sérieux afin, par exemple, de faciliter la diversité politique et mettre en jeu la concurrence selon la loi de l'offre et de la demande comme par ailleurs ils le font en économie, et non utiliser la concurrence déloyale en faisant pression sur les maires ou en utilisant le seuil astronomique des 500 signatures. Il serait préférable dans un premier temps d'abaisser ce nombre afin de diversifier les offres et propositions politiques afin que les citoyens puissent choisir « réellement » le type de société dans laquelle ils désirent vivre et s'investir, malheureusement les gens ne semblent pas encore prêts à croire en ce changement puisqu'ils continuent à voter pour des grands partis (Républicains, UM, PS, FN, RN, Parti de gauche, etc...) croyant tout ce qu'on leur dit.

Enfin, ces propositions toucheront en particulier les principaux thèmes avec lesquels aura à composer le politique, à savoir : l'économie et la justice, thèmes par lesquels nous commencerons ; je proposerai les objectifs et mesures à développer pour organiser et améliorer le système afin qu'il change en bien pour le mieux de tous.

A) L'économie

1) Histoire, représentation, conception, théorie, situation, critique, analyse

11) Histoire : petit historique de la loi du plus fort

Au début, la loi du plus fort s'est imposée par la force brutale, les conflits étaient ainsi plus violents, en grande partie le *but final étant l'élimination*, la suppression du plus faible puis les conflits sont devenus encadrés, transformés par les relations et la création de l'argent, entre autres, contribue certes à faciliter les échanges, mais est aussi un moyen utilisé permettant de dominer *afin d'exploiter les moyens d'autrui*. Ainsi de l'élimination est-on arrivé à la conservation de « l'ennemi » pour mieux l'utiliser, l'exploiter.

CE QUE JE PROPOSE, c'est d'établir une autre vision du conflit de domination plus humaine et plus égale; une domination qui ne se fera pas par l'argent mais par une organisation humaine qui orientera les individus simplement selon leur capacité en évitant qu'ils souffrent. Est-il nécessaire de montrer sa domination en gagnant plus d'argent ? Non, il suffit d'être haut placé dans une hiérarchie et d'avoir sa part de responsabilité selon ses capacités. De quel droit un être plus intelligent ou simplement mieux placé qu'un autre impose-t-il à autrui de par sa position de gagner plus ou moins d'argent s'il exploite ses capacités et son intelligence ou sa position dans le seul but de s'enrichir au détriment des autres ? Le moins fort ou moins bien placé n'a-t-il pas le droit de gagner autant s'il fait des efforts ? Car ne participe-t-il pas au travail et à la progression de l'humanité tout entière ?

Le plus établi dans la hiérarchie n'a-t-il pas besoin des moins établis pour vivre dans un monde meilleur ? Les productions techniques sont le fait de tous, pourquoi certains s'en arrogeraient plus que d'autres ? Il en est ainsi dans toutes les hiérarchies de la justice à la politique en passant par la technique et la recherche, cette inégalité brime la créativité, bloque l'innovation, ne peut-il donc pas exister une hiérarchie égalitaire où chacun participe de son mieux sans pour autant éliminer la loi du plus fort. Sans pour autant limiter une partie du droit de consommer et de vivre au dominé ; le but n'est pas de supprimer les hiérarchies mais de les améliorer ? le but n'est pas d'imposer à autrui une valeur de la distribution des biens mais de lui permettre de remettre en cause la société dans laquelle il vit et les mécanismes auxquels il obéit, c'est de rebelles que notre organisation a besoin, de personnes se remettant en question.

La mise en place d'un tel système ne se fera pas tout seul car la plupart de ceux ayant les plus gros intérêts dans la structure actuelle la défendront mais, ne voient-ils pas que ce sont cette réelle inégalité et l'impression du sentiment de cette inégalité ressentie par une partie de la population qui engendrent une partie de la violence actuelle et qui bloquent les énergies productives et par conséquent la croissance ? Un autre objectif qui peut améliorer la vie de nos membres, c'est la responsabilisation en tant que membre et la motivation, l'émulation que peuvent apporter la lutte, la fierté et l'engagement à défendre un tel système.

12) De l'argent et de sa représentation

L'argent est un moyen de domination, la loi du plus fort est toujours la meilleure mais elle bloque la créativité car cette loi doit être reformulée, utilisée d'une autre manière pour le bien de l'humanité ; par le capitalisme, l'argent est un moyen de domination, c'est une vision de domination qui est associée à l'argent alors que ce peut être un moyen d'échange et de développement ; les entreprises veulent plus d'argent, elles investissent dans des robots et l'homme se retrouve en concurrence avec les robots, mais l'homme n'est pas un robot « parfait », il ne peut pas lutter contre la « perfection » robotique.

L'argent doit être un outil, non une fin en soi.

L'argent doit servir de moyen d'échange et de développement, non de domination.

13) Conception, théorie, situation, constat, critique

131) Conception

C'est donc d'une nouvelle conception de l'économie et du travail dont je veux vous parler, et donc à travers elle, de la société actuelle, la société de consommation. La société capitaliste pure a pour but le profit, l'unique profit, mais en raisonnant ainsi elle sera obligée de redistribuer ses richesses. En effet, dans la lutte au profit les plus faibles sont éliminés. Dans cette lutte, la rentabilité pousse à utiliser des machines de plus en plus perfectionnées qui remplaceront de plus en plus le travail de l'homme ; en soit cela n'est nullement un mal, l'homme libéré des tâches aliénantes pourra travailler comme il lui plaira, mais le vice de forme de cette lutte dans la société capitaliste, c'est que son but, sans pour cela se l'avouer ouvertement, c'est d'éliminer la concurrence afin de faire plus de profit au lieu de s'en faire un allié ou coopérateur pour l'économie et le bien de tous, ainsi, en exagérant un peu, on arrivera à un point où il restera très peu de travailleurs donc peu de consommateurs, en conséquence, faire du profit sera plus difficile et la lutte entre les grandes multinationales d'autant plus dure, ça sera la fin des dinosaures ; celles qui subsisteront seront celles qui se seront adaptées, devenues souples ; évidemment par la redistribution, elles joueront un rôle tampon, puis, cela ne se passera pas tout seul car l'État interviendra plus ou moins. L'autre limite du capitalisme toujours due à son égoïsme est la surexploitation des ressources ; l'avenir de la société sera donc de gérer au mieux ces ressources ; on peut parler des 4p (poisson, pétrole, agriculture, pollution de l'environnement, population).

132) Théorie

En pratique Marx et Lénine avaient tort hier (il semble que les résultats l'aient prouvé !), car le communisme total n'était pas applicable à leur époque mais la partie idéaliste pourrait être source d'idées applicables et réalistes afin d'améliorer le système de répartition des richesses. Ils avaient tort de vouloir aller trop vite et de vouloir des hommes parfaits ; non il faut composer avec le capitalisme, ne pas forcer les hommes à abandonner leur bien privé, la propriété est un droit acquis par la sélection naturelle, on ne peut pas effacer ceci en un clin d'œil, le capitalisme permet aussi aux énergies de s'exprimer. Le salarié vend sa force de travail au propriétaire des instruments de production, il travaille en partie pour couvrir les frais de son entretien (le salaire) et l'autre partie gratuitement en créant, pour le capitaliste, la plus-value, source de profit et de richesse pour la classe capitaliste donc en exploitant autrui. Une injustice de plus (voir plus loin « y aura-t-il toujours de l'injustice »). Ce que je propose c'est que les plus-values servent moins aux capitalistes les plus riches mais à l'économie, à la recherche, à l'évolution de notre société et aux capitalistes les plus pauvres les moins dotés. C'est pourquoi plus l'on sera nombreux mieux ce sera.

« Nous autres petits capitalistes unissons-nous pour créer une société sur des structures communistes permettant de soutenir le travail de tous (privée ou non) ... »

Pour ne pas un jour se retrouver du mauvais côté du fossé qui se creuse, du côté de la pauvreté !

Quelques effets pervers de l'économie de marché

La cause principale perverse de l'économie de marché est le rôle démesuré attribué à l'argent que celle-ci entraîne, (Nous parlerons de généralités ici), d'autres exemples dans des domaines particuliers seront découverts tout au long de ce livre.

Il en découle des problèmes de société économique et planétaires

Cela pousse et incite évidemment les individus et les systèmes à produire de la mauvaise qualité pour vendre plus. (Arnaque, problèmes commerciaux, fatigue, exploitation des individus, violence institutionnelle).

Afin d'avoir de l'argent, on a tendance à créer de la valeur fiduciaire qui ne « correspond à rien ou à aucun travail » et l'on utilise des informations pour exploiter ceux qui n'en n'ont pas par l'intelligence, les moyens, ou les données, par exemple dans la bourse, là où certains gagnent, d'autres perdent, et ceci a tendance à ne pas prendre en compte le travail humain mais seulement « la production » (qu'elle soit humaine ou faite par des machines). Ceci tend à faire considérer les individus comme des outils de production, à faire du capital et à consommer des biens.

Cela entraîne effectivement à la production, à la surexploitation des ressources et à la consommation effrénée ainsi qu'à une bulle financière ; on continue de prêter et d'emprunter en croyant ainsi à la relance de l'emploi et de la croissance.

133) Situation

En France, l'État intervient par une redistribution et des lois sur la liberté, plus strictes voire trop lourdes et empêchant l'initiative de toute sorte. La redistribution est moindre aux États-Unis et les lois sont moins strictes par principe de liberté individuelle, ceci n'étant pas sans expliquer une partie de la violence qu'il y a dans ce pays, aidée par les disparités où le riche côtoie le pauvre, la liberté et la violence ; les lois ou l'anarchie, tel est le choix à faire. Or, même en France, la violence prend plus d'ampleur, l'immigration qui se concentre dans les villes n'y est pas pour rien, des valeurs différentes sont en lutte, l'intégration ne se fait pas, des ghettos se forment. Mais arrivera un jour où cette forme de capitalisme de grande échelle n'enrichira pas l'humanité, où arrivera par lui-même à un point tel qu'elle devra changer de niveau, chassé par une autre forme ou existera-t-elle toujours mais compensée par un autre système ? Car dans tous les cas, l'égoïsme capitaliste bloque le développement économique et ralentit la croissance des pays capitalistes.

Prenons un exemple pour expliquer cela : les grandes entreprises visent les gains et la moyenne des actionnaires en tant que masse en majorité égoïste veut un pourcentage de plus en plus grand des bénéfices, quitte à supprimer des emplois ainsi en éliminant des personnes du monde du travail. Ils éliminent des consommateurs potentiels et donc des emplois ou de futurs emplois par le biais des achats aux entreprises qu'ils pouvaient faire marcher ; ceci ralentit et bloque la croissance économique et la concurrence entre les grandes entreprises deviendra encore plus grande, l'automatisation remplaçant peu à peu l'homme le nombre de chômeurs et les inégalités augmenteront peu à peu.

Globalement les pays risquent de s'appauvrir, les riches étant de plus en plus riches mais de moins en moins nombreux et les pauvres de plus en plus pauvres et de plus en plus nombreux. Je dis globalement s'appauvriront car le total des richesses (riches + pauvres) diminuera, la valeur de la pauvreté étant plus forte que la richesse des plus riches, peu à peu les grands groupes diminueront leur activité tout en gardant un bénéfice constant voire diminuant ; la valeur qui avait été acquise à travers la masse de la population se concentrera chez les plus riches, le stress chez eux augmentera car ils se rendront compte peu à peu que la valeur qu'ils possèdent avait été surévaluée grâce à sa répartition antérieure dans le temps sur l'ensemble de la population. Seules les entreprises hautement automatisées ou comprenant qu'il faut répartir les richesses d'une certaine manière, peut-être en trouvant un moyen de faire des bénéfices par des valeurs morales ou autres, survivront.

De plus, en s'accaparant une partie du capital, ils empêchent l'entreprise de se développer en lui retirant l'argent utile aux innovations et investissements. Le capitalisme ne vise que le bénéfice à court terme, sans se soucier du reste (éducation, recherche, etc...) qui est organisé par les États et par les efforts individuels et qui est porteur d'avenir. Seule l'apparition d'une nouvelle économie pourra enrayer le phénomène, seule une répartition des richesses permettra un développement durable face aux fausses valeurs portées par le capitalisme. Il y a du travail mais le problème est de le créer, de le trouver, de faire correspondre une activité à chacun en fonction de ses compétences. Or, l'égoïsme capitaliste, en préférant supprimer des emplois pour conserver les bénéfices, bloque cette potentialité et sa structure de valeurs empêchera la création d'emplois valables à ses yeux ; même s'ils créent de la valeur, ils n'en créent pas assez à ses yeux pour être valables car ces entreprises ont en face d'elles une concurrence.

134) Constats

Des structures inadéquates freinent l'économie : pourquoi forcer des chercheurs à arrêter de travailler alors qu'ils peuvent encore être utiles et qu'ils veulent encore travailler ? Il faut donc changer et prendre des mesures pour éviter ces pertes d'énergie. Dans le capitalisme, une seule chose peut freiner la croissance ce sont les trop grandes différences de propriété privée. Ceux n'ayant pas ou très peu de propriété privée et surtout pas la possibilité d'en acquérir ne peuvent pas exprimer leur force de travail et de création ; c'est l'exemple au Brésil : des gens sans terre obligés de travailler pour une misère.

Si un peu d'inégalité motive les énergies, trop d'inégalité les détruit. Le communisme raisonné et raisonnable doit donc être un frein aux trop grandes inégalités sans pour autant être un frein au développement.

Sans m'attarder sur la lutte des classes dont nous parle Marx et sans nier qu'il y ait dans toute société de multiples formes de lutte des « classes », classes au sens le plus générique du terme, disons simplement que les proportions et l'importance des formes de lutte ont changé, la lutte des ouvriers face aux capitalistes bourgeois n'est plus la principale, c'est plus une lutte pour trouver du travail qui s'est engagée. Nous pourrions dire que désormais, la démocratie ayant fait son œuvre, les deux principales classes « luttant » entre elles sont : d'une part ceux qui ont une place et un savoir, d'autre part ceux en recherchant, les plus jeunes ou ceux n'ayant pas de qualification. Évidemment, la forme de lutte n'est pas directe et est en partie cause de la violence.

J'ai bien dit « en partie ». Évidemment la lutte des valeurs et des différentes cultures qui coexistent en France n'y est pas pour rien, la société de consommation semble développer les valeurs telles que l'enfant roi, ce qui limite pour lui la conscience du bien et du mal, il se croit donc tout permis, il voit, il veut, il ne fait qu'obéir aux représentations qu'ont les adultes de la société dans laquelle il vit et le manque d'idéal et de structures de soins n'y sont pas pour rien, oui, structures de soins, car cet enfant roi est malade de la société de consommation.

L'existence de cette lutte est due à l'économie capitaliste. L'économie capitaliste existera tant que le « besoin » des hommes ne sera pas assouvi, tant qu'il y aura toujours la possibilité d'échanges inégaux, dans le sens où, lors de l'échange, l'un perd plus de « valeur » que l'autre ; alors vous allez me dire que cette société existera toujours. L'homme a toujours de plus en plus de besoins et puis la valeur peut être si relative ! Oui mais elle devra exister à une échelle plus humaine où les besoins de chacun seront proches, où l'un ne sera pas à mourir de faim et l'autre à vouloir la lune. De chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins. Elle devra alors déboucher sur moins d'inégalité, la société capitaliste actuelle est à une échelle internationale et seuls certains en profitent au détriment de tous les autres sans que ceux-ci ne s'en rendent compte. L'africain se rend-il compte qu'il vend des bananes à un prix plus bas que leurs valeurs caloriques à son propre détriment ? Non, il essaye de vendre plus bas que son voisin, c'est l'économie de marché qu'on leur a apportée, mais pour entrer dans le système ils en payent le prix : être la base de soutien de l'enrichissement du voisin qui a une monnaie plus forte, peut-être exagérerais-je un peu, certains pays asiatiques s'en sont sortis par une force de travail

immense, des restrictions et une mentalité d'entraide et d'échange hors marché. Évidemment cette économie capitaliste produit également de la valeur sous forme de multiples matériaux, informations et structures, et globalement enrichit sans doute l'humanité, elle a développé les technologies, la science...

La société capitaliste détruit les structures anciennes et jugées « ennemies » en les considérant comme des concurrents. Certes le remplacement et la destruction sont nécessaires, certes d'autres valeurs bloquent également l'économie : la religion, les croyances créant des conflits dépensant de l'énergie pour rien. Mais la destruction doit désormais être contrôlée et ne s'appliquer que sur les grandes structures non sur les petites (artisanales) ; or, que se passe-t-il ? Les grosses structures font disparaître les plus petites.

Le stade de l'économie actuelle correspondrait au stade féodal si on la rapportait en faisant une analogie, aux liens humains de ces temps-là ; les rapports que les entreprises ont face aux autres entreprises sont des rapports de concurrence destructeurs. De même que de nombreux autres humains sont encore au stade des rapports féodaux, ils considèrent autrui par la différence, les intérêts communs comme une concurrence une compétition où le concurrent doit être éliminé quitte à utiliser la violence, leur but étant d'avoir le dernier mot, là est leur tort ; éliminer autrui, lui daigner de le reconnaître, et refuser d'accorder un sens à sa vie et lui refuser de vivre c'est perdre de l'expérience, c'est retarder son évolution psychologique, c'est retarder sa propre évolution ; pour eux, perdre est vécu comme une défaite, une destruction alors que dans un stade plus évolué ceci doit être considéré comme un apprentissage ; il en est de même pour la culture, les cultures les plus fortes ne doivent plus imposer la leur en détruisant celles les plus fragiles par la guerre, mais doit pouvoir les intégrer.

C'est cette conception de la lutte et du rapport de force qui bloquera l'économie capitaliste, il faudra donc un moyen pour que la lutte soit moins directe et ne repose pas sur la destruction mais sur la coopération entre entreprises.

135) Critique

« Il n'y a pas de travail ! » ... quelle hypocrisie !

Oui, dans la société capitaliste et pour un être qui s'y est soumis [sans se révolter](#) par la consolation de la société de consommation et par l'aide qu'est le RSA que celle-ci lui a fournit, je parle pour la France car pour les États-Unis il n'y a pas de RSA.

Les chômeurs assistés sont les malades de l'économie capitaliste, ils ont intégré la société de consommation et en sont devenus dépendants et celle-ci est incapable de les soigner.

Mais il y a potentiellement [de l'occupation utile](#) pour tous ceux qui le veulent, mais certaines lois et [structures sociales et administratives](#) découragent le travail et les travailleurs.

Il y a du travail mais celui-ci ne correspond pas à l'idée que s'en fait le travailleur, car le travailleur veut gagner bien sa vie ; autrement dit, il y a [potentiellement des travailleurs et du travail](#) mais [au niveau économique](#) il n'y a pas du bon travail bien rémunéré et correspondant à la qualification et au niveau d'études des individus.

Il n'y a pas de sous métier : je ne vois pas pourquoi un petit artisan devrait moins gagner qu'un PDG qui exploite les machines, le capital et le travail légué par tous les hommes qui ont travaillé avant lui, c'est honteux, ils ont autant de mérite, l'un que l'autre, une injustice qu'il faudra résoudre. La société a rendu malades chômeurs et individus en proie à la violence, femmes et enfants ; il faut les soigner, il faut soigner notre société.

- Pourquoi travailler si c'est pour être exploité sans éprouver de plaisir ou de retour d'avantages quelconques à l'être ?

Parce que les machines remplacent le travail des hommes, et, de plus, il y a une mauvaise répartition des moyens de production : les investissements se sont globalement détournés de l'économie de productions ces années passées et ont entraîné à leur suite le système libre de plus-values et dividendes, ce qui a généré le chômage au niveau économique.

Pour réguler ceci, les métiers où il y a manque et pénurie de main-d'œuvre doivent être mieux payés, « normalement », selon une loi de l'offre et de la demande, « équilibrés » par les règles imposées par l'État (les grands groupes n'ont pas à avoir d'avantages si c'est pour servir des intérêts particuliers privés), l'honnêteté et le travail bien fait doivent être encouragés avant que ce soit le gain d'argent qui soit « récompensé » par tout le système.

2) Pour une économie saine : analyses et propositions

21) Analyse

Il y a du travail pour tous mais il n'y a pas assez d'argent pour tous, pourquoi ?

Différentes RAISONS

Mauvaise répartition (égoïsme), argent inutilisé voire inexistant ne correspondant à rien, servant à boursicoter ; les machines sont « payées » comme si elles étaient humaines. Elles ne sont pas humaines, les bénéfices doivent être utilisés en payant plus les salariés, en utilisant l'argent pour investir et en baissant les prix, certes cela est fait en partie mais les inégalités sont toujours présentes. La raison pour laquelle ça ne marche pas c'est la concurrence : la concurrence vend à prix plus bas et tente de faire le plus de profits seulement elle peut étouffer la créativité des entreprises moins grandes et moins développées donc éliminer des emplois, de la richesse (dans un état communautaire pas de concurrence pour les petites structures, c'est l'État qui les oriente et les protège). Mais l'argent doit être injecté en bonnes quantités afin de permettre une correspondance avec la création de richesses « utiles », car, faute à la concurrence, certaines

marchandises ne se vendront pas, elles ne correspondront donc pas à de la création de richesses. Vous êtes-vous posé la question : pourquoi l'injection d'argent ne marche pas ? Il suffirait de donner X euros (une certaine valeur acceptable) 2000 euros, par exemple, par mois à tous les individus... ça ne marcherait pas car les travailleurs ne voudraient plus travailler et les entreprises voudraient gagner plus donc augmenteraient leurs prix. Pour que cela marche, Il faut injecter non dans les consommations et pour les consommateurs mais dans l'investissement de production sans augmenter les salaires afin d'utiliser plus de monde. Chacun recevra la paie minimum par employé le reste en fonction des revenus de production ; plus le pays sera riche plus le revenu minimum du pays sera élevé. Des associations devront être créées pour maintenir l'artisanat lorsque le revenu minimum sera trop élevé et des associations pour que les gens travaillent ainsi que pour maintenir des activités culturelles et d'éducation.

22) Propositions

La politique intérieure et extérieure : tendre vers une libéralisation honnête. Pourquoi ?

La libéralisation de l'économie permettrait à de multiples petites entreprises de survivre et d'apparaître ; cela serait donc un facteur d'emploi et de créativité pour le bien-être de tous ; pour contrecarrer les effets négatifs de cette libéralisation (les pertes de l'État et les profils malhonnêtes), l'État doit avant tout être concurrentiel et créer lui aussi de la richesse et pour cela préparer des structures qui maintiendront le plein emploi. Il doit aussi limiter les profits inutiles et malhonnêtes par un conditionnement psychologique des individus (éducation, loi simple), évidemment ceci doit se faire progressivement.

Il ne faut pas taxer le travail comme le font les actionnaires, tout cela ralentissant l'économie à cause d'un égoïsme trop important et pervers ; les actionnaires voulant de plus en plus « économie de marché » (15% des bénéfices chez Danone !), non il faut que l'argent soit réinvesti. L'argent et la monnaie sont le meilleur moyen pour rendre esclaves les économies les plus faibles.

Nous devons aller vers le partage du temps de travail, les associations permettront un autre type d'économie, une utilisation des hommes pour leurs plaisirs et besoins. Certes les 35 heures ont entraîné des injustices, il faudra réparer ça ; si certains travaillent 60 h, voire plus, par semaine avec des responsabilités, il faut les payer plus : simple justice. Quel est le but de tout homme ? Est-ce de s'enrichir et de consommer jusqu'à en exploser ? NON, c'est la société de consommation qui nous fait croire cela afin que nous la soutenions. Le but de chaque homme est de trouver du bonheur, retrouver un état proche de celui où il était dans le ventre de sa mère et même avant d'être, il recherche cet état proche du nirvana où il est à la fois un et tout avec le cosmos. Croyez-vous que c'est en prenant plus de part que les autres que l'on peut être heureux ? C'est pourtant ce que la société de consommation nous fait croire implicitement, nous propose, par ses publicités mensongères, ses millionnaires qui semblent heureux ; non, ce message n'est pas vrai pour tous, non l'argent ne rime pas forcément avec bonheur, ces

messages sont la face cachée, provocateurs de stress, de frustration et, par conséquent, de violence dans nos sociétés. Comment voulez-vous que des enfants comprennent la notion de propriété et de respect lorsque qu'on leur fait voir ce qu'ils n'auront peut-être jamais ? Comment peuvent-ils comprendre lorsque la publicité leur suggestionne « tiens tu le veux alors prends-le » , c'est à la portée de tout le monde, ils cèdent à la tentation, ils volent puis devant l'incompréhension d'adultes froids et intolérants face à leurs actes, à leur existence même, ils défendent leur existence comme ils peuvent, perdus dans une société sans valeurs, beaucoup sombrent dans la violence.

En résumé

Pour une société meilleure, la meilleure solution :

L'État doit être une entreprise capitaliste distribuant équitablement, chacun des citoyens le composant étant actionnaire à part égale, il devra promulguer des lois pour qu'il n'y ait pas surexploitation et limitation de la pollution ainsi que des lois protégeant le consommateur des mauvaises qualités des produits tout en incitant à la créativité et à entrepreneuriat des énergies nouvelles (développement de la voiture à eau). Dans les domaines suivants il devra intervenir et réguler le privé par des systèmes associatifs ou communautaires : la santé (maintenir la Sécurité Sociale), la nourriture (produire à prix concurrentiel), la recherche, l'éducation...

3) Transition

L'immigration

Pour passer de l'économie à la justice nous pouvons parler de l'immigration. Vu la régression démographique donc la baisse du nombre d'enfants par femme en Europe et l'absence d'eugénisme et de contrôle de régulation des enfants à naître (par la génétique ou d'autres procédés que l'on juge immoraux) en fonction des besoins et nécessités économiques et écologiques ceci dans les pays pauvres surpeuplés comme dans les pays riches, alors il est clair que si les pays européens veulent continuer à se développer soit ils devront faire appel à la main d'œuvre étrangère, soit faire des enfants suffisamment (seuil de remplacement des générations).

Mais le problème de l'immigration c'est que l'État ne la contrôle pas, il y a autant de bons éléments que de mauvais. La question se pose aussi : peut-on accepter de l'immigration alors que dans notre propre pays des français sont à la rue. Ne devrait-on pas pouvoir aider les français avant d'aider des étrangers ? Est-ce donc juste d'aider les immigrés alors que des français sont à la rue ? Ou cette « injustice est-elle nécessaire ? ». D'où l'idée d'instaurer un service d'immigration, des structures d'état spéciales permettant l'intégration et la mise en place d'une carte de séjour de travail pour les immigrés, ceux refusant de passer par ces structures seront purement et simplement privés de droit et expulsés le plus rapidement possible, idée que Jean-Marie Le Pen, Marine et le Front National développent et trop peu écoutent Jean-Marie Le Pen sous prétexte qu'il est facho, anti-démocrate, etc... Arguments que les autres partis politiques utilisent pour le discréditer et développer la haine à son égard. Son seul tort étant de vouloir aider la France, ce sont « les biens penseurs » qui se disent démocrates et qui veulent imposer leur point de vue. Son idée c'est d'aider les pays à garder leurs immigrants en les aidant économiquement mais surtout par l'éducation. L'égoïsme ambiant refuse d'admettre que ce serait la bonne solution pour équilibrer les flux migratoires du monde. Il faut une immigration, mais maîtrisée et maîtrisable.

La France ne peut pas se permettre d'accueillir des gens qui traîneront et mourront de froid dans les rues sans abri ou des gens qui traiteront les français d'impies et menaceront leur sécurité tels les fanatiques religieux qui risquent de détruire et de remettre en question la culture française et ses structures laïques. Un des problèmes de l'immigration est l'intégration, certains me rétorqueront qu'il y a toujours eu de l'immigration dans l'histoire de France, à quoi je rétorquerai que c'était une immigration qui s'intégrait bien car elle venait de pays de culture proche européenne et qui finissait par aimer la France comme son propre pays. Aujourd'hui elle vient de cultures différentes, arabes, africaines ; le pire, et ce qui est inquiétant, c'est que dans ces groupes d'immigrants se développe, non un amour de la France pays d'accueil, mais une haine de la république et de la France. Comme si ces gens profitaient de tous les avantages (sociaux, économiques) d'être français sans être français dans leur cœur. Espérons que cette tendance n'est que minoritaire et l'œuvre de désœuvrés.

Il faut d'abord changer le système économique afin que tous aient du travail et c'est ce que notre parti, le Mouvement d'Union Internationale Français, a l'ambition de faire.

B) Le social, la justice et autres problèmes de société : (*Eugénisme, le progrès qui tue, etc...*)

1) La justice

11) Question : Y aura-t-il toujours de l'injustice ?

Imaginons une société où tout le monde puisse avoir la même valeur (en argent, en qualité, en capacité), qu'un malfaiteur entre alors chez vous et que vous le blessiez, seriez-vous en tort ? Dans la société actuelle oui semble-t-il ; il est normal de se défendre. De quel droit les sénateurs et autres oligarques s'octroient plus d'argent que les chercheurs et techniciens et travailleurs en tout genre de la nation, de quel droit peuvent-ils voter des lois qui les protègent croient-ils que ce soit un privilège, une responsabilité, et bien pour moi la réponse est **non** pas autant que tous les français qui croient en une vraie justice, car en vérité, qui les applique ces lois ? Sinon que le peuple tout entier, et principalement les honnêtes citoyens qui s'y confrontent, des lois décidées par une minorité d'énarques qui sont parfois d'une totale injustice ; il faut une justice pour tous (ce n'est pas normal que les députés votent pour eux des lois qui leur permettent d'être surpayés au détriment des citoyens), la loi doit être faite pour tous d'où ma proposition de la création d'une justice privée plus rapide composée de sages non spécialistes. L'argent fait tout, si on a de l'argent ou un statut on obtient tout (libération de prison).

Exemple : Maurice Papon, criminel, a été relâché alors que son voisin de cellule ou un autre à 90 ans à moitié aveugle on lui refuse la sortie. Si la police veut se faire respecter, il faut qu'elle punisse sinon il n'y a pas de justice ! Alors pourquoi respecter la police dans ces cas-là ? Moi personnellement ni la police ni la justice je ne respecterai au niveau intellectuel évidemment en la critiquant, et non pas en m'attaquant aux représentants de l'ordre qui font leur métier, mais aux hautes institutions responsables car dans « l'affaire » (voir mon livre « Un condamné au silence ») elles ne m'ont pas respecté, alors pourquoi les respecter ? Pourquoi puisqu'elles ne font rien pour vous aider et tout pour vous pénaliser ? Il y a de quoi être en colère, non ? Les petits caïds que je nomme les petits didjus, si l'on ne fait rien contre eux surtout dans leur milieu protégé que sont les banlieues, continueront à être vus comme des héros et des exemples pour les plus jeunes de ces banlieues ; sales mentalités, joli travail. Les gens ne croient plus en la justice. C'est pourquoi ils n'interviennent pas, ils ne se sentent pas concernés par ce problème de respect, c'est aussi à chacun de se prendre en main. La justice doit être privée, de quel droit des gens choisissent-ils pour d'autres, entre autres pour les victimes ? L'injustice commence lorsque la répartition des tâches n'est pas rémunérée à sa véritable valeur, l'un travaillant autant ou plus que l'autre mais touchant moins. L'injustice insoutenable engendre la violence, la propriété trop inégale bloque la croissance, empêche les innovations, impose des injustices lorsque les différentes tâches ne sont pas rémunérées selon leurs propres valeurs. La politique doit être une sélection entre les meilleurs systèmes et doit apporter à tous, via la société, les nécessaires besoins, se loger, se nourrir, s'épanouir, **s'exprimer** (voir mon livre « Aide pour un monde équilibré »), sinon la violence est le prix à payer.

12) Quelques exemples d'injustices

Avant tout l'injustice est subjective ; un individu d'origine arabe recherche un logement mais dès que la propriétaire, sans l'avoir vu, lit son nom il refuse de le lui louer malgré sa bonne situation. Est-ce juste ou injuste ? La dame arabe a porté plainte, certains diront qu'elle a raison mais l'on peut dire aussi que c'est le bon droit de la propriétaire de louer à qui elle veut, on est tout de même dans un pays libre, c'est évident, alors chacun fait ce qu'il veut, non ? Même si ceci est une discrimination raciale, la liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres, c'est mal de juger car on n'est pas à la place de ces deux personnes, chacun a son problème, sa problématique, l'une ne supporte pas la frustration (l'agence lui avait promis l'appartement), l'autre a un problème de préjugés, un besoin d'avoir raison ou de provoquer, elle a l'impression d'avoir raison, elle peut avoir eu des problèmes personnels avec des arabes. Seul l'amour, la compréhension et le respect peuvent aider ces gens, ce n'est pas en les rejetant ou en les condamnant que l'on arrivera à leur faire comprendre leurs problèmes (ils ont un vécu, une éducation, des préjugés et ils réagissent de manière juste à ce vécu, leur comportement est pour eux juste...), rien ne sert de les condamner ; pour chasser les préjugés, il ne faut pas rejeter les « coupables » car ils ne sont pas plus coupables que ceux qui les condamnent.

Évidemment il y a une limite à tout, on ne peut pas laisser tout faire sous prétexte des souffrances, il faut donc une limite ; à force de rechercher à comprendre l'incompréhensible on excusera l'inexcusable, passé un stade malheureusement, il n'y a plus à chercher à comprendre il faut punir montrer qui est le plus fort, sinon c'est la porte ouverte à l'absence de respect, car celui qu'on respecte trop peut nous exploiter à son tour.

121) Le coefficient de Gini

Il mesure l'inégalité de richesse dans la population, il est le plus faible dans les sociétés produisant peu de biens matériels (type chasseurs cueilleurs), il augmente plus les sociétés produisent (industrielles), cependant avec des différences notables ; les pays du nord ont un coefficient autour de 0,25, c'est le but à atteindre pour la France qui, en 2012, était de 0,303 ; le coefficient 1 étant une population la plus inégalitaire où un individu a toutes les richesses.

122) Les retraites

Les retraites devraient être à peu près les mêmes pour tous suivant le nombre d'années cotisées, évidemment des différences trop grandes de retraite pour un même nombre d'années cotisées ne devraient plus exister car ceci avantage certains et défavorise d'autres, c'est donc une source d'injustice ; mais il faut bien quelques petites différences pour encourager les entrepreneurs et les initiatives privées. Mais nous reparlerons de ce système plus loin (en gros chacun cotisera

pour lui-même et malgré les différences pour « égaliser » et qu'il y ait moins d'injustice un salaire de survie sera versé pour tous, en complément de la retraite, ainsi ceci atténuera les injustices.).

123) Injustice par rapport à tout ce qui touche à la religion et aux préjugés

La foi prend son origine dans l'enfance, c'est le résultat de la pensée magique. L'enfant est obligé de croire au retour de sa mère car il est encore fort dépendant d'elle. Elle est nécessaire à la construction psychologique et à la réalisation et à la motivation pour la réalisation de tout acte. Elle est absolument indispensable dans l'élaboration de son éducation, c'est-à-dire l'apprentissage des gestes quotidiens (prise de repas, toilette) ainsi que le savoir être (politesse, respect de l'autre, qui sont nécessaires à son insertion dans la société) ; lors de la construction primitive, cette mère est une des principales motivations de l'enfant pour la réalisation de tout acte ; La religion découle aussi de la capacité de l'homme à manipuler les symboles (rôle symbolique dans la religion). Prenons le cas de l'islam. De quel droit une religion se permet-elle de critiquer les institutions et de vouloir les changer ? Une religion ne doit pas se mêler de politique, elle n'a pas à commencer à imposer ou obliger, dans les institutions publiques, aux femmes à porter le voile et autres éléments ostentatoires propices à la ségrégation, car elle finira par imposer à ceux qui ne veulent pas porter ce voile. **UNE RELIGION QUI IMPOSE** et veut s'imposer en politique comme ailleurs **EST UNE RELIGION DANGEREUSE** qui limite le progrès spirituel, malheureusement, l'islam semble en prendre le chemin; aucun soutien à aucune religion ne doit être donné de la part de l'État.

L'islam justifie par la religion tous les actes, qu'ils soient humains ou inhumains, ceci est la porte ouverte à l'exploitation de l'esprit des plus faibles pour les manipuler, aucune justification ne peut et ne devrait justifier l'obéissance aveugle et sans explication à quelqu'un ou à un principe religieux négatif et pourtant on ne peut pas respecter une religion qui ne respecte pas les droits humains fondamentaux.

On n'y peut rien, c'est ainsi, chacun cherche à justifier ses actions, non pas pour elles-mêmes mais en réalité vis-à-vis de principes qu'elles sous-entendent, principes de domination et de conservation de soi (voir les sept péchés capitaux et la dissonance cognitive, partie psychologie de mon livre « Un condamné au silence »). La foi est une belle chose mais elle ne doit pas être fanatique et aveuglante. Je condamne donc la religion quand elle est mise au service de l'intolérance et croit détenir la seule vérité ; en revanche, bien qu'athée, j'encourage les religions tolérantes et ouvertes comme le bouddhisme.

1231) Les apparences et ce qu'on y met derrière : les signes ostentatoires (le voile, etc...)

Le problème du voile à l'école découle de deux principes qui se contredisent ; d'une part, l'égalité, tout le monde est égal et d'autre part le respect ; ainsi, selon le principe d'égalité, les jeunes filles islamiques qui refusent d'aller à la piscine ou en cours de biologie devraient y aller, mais selon le principe du respect. L'on doit respecter la personnalité et son intimité et

donc la croyance de chacun ; si ces filles sont trop pudiques pour aller à la piscine, alors il faut les laisser faire, la limite de l'égalité comme du respect s'arrête au respect d'autrui. Le respect des uns s'arrête ou commence celui des autres ; il faut donc poser une limite au respect comme au principe d'égalité laïque ; dans le cas du voile, je préconise son interdiction dans le cadre laïque et une sanction lorsque les jeunes filles refusent d'aller en cours ou à la piscine lorsqu'elles n'ont pas de raison valable. L'égalité laïque ne doit pas être remise en question par la religion, il ne doit pas y avoir traitement de faveur sous prétexte de la religion dans l'école publique, sinon c'est la porte ouverte aux dérives. Si ces filles veulent porter le voile à l'école alors c'est à des écoles privées islamiques ou d'autres écoles privées où elles ont ce droit qu'elles doivent s'adresser. C'est le choc des cultures, des valeurs amenées avec les immigrants qui s'opposent avec les nôtres occidentales. L'intégration comme le rejet font partie de ce jeu. La moindre des choses évidemment est de respecter les valeurs du pays dans lequel on a immigré ; cependant j'ai du mal à comprendre ces gens qui appliquent et servent la science, la technique et la société des sciences et techniques industrielles sans avoir la foi en celle-ci. Je trouve cela paradoxal, c'est la nécessité qui les pousse ; ils doivent résoudre ce paradoxe par le rejet de la société de consommation et la haine de celle-ci sans se rendre compte qu'ils la servent. En occident, la foi chrétienne n'est plus que relique, on se marie à l'église par simple « tradition » sans y porter une grande attention mais l'on n'applique plus guère d'importance à la morale et à la discipline religieuse ; peu de gens vont encore prier si ce n'est pour la beauté de l'acte en des occasions festives. Car l'importance est donnée à la consommation, au bien matériel, au plaisir, aux loisirs naturels et au travail. La foi est celle en la technique, en la science et en la fête des sens qui permettra le mieux-être, bref, en la rationalité. Les pays islamiques ont connu une évolution différente. Pour les islamistes ce sont encore des règles de sacrifice et de morale qui sont appliquées, qui ne servent plus à rien « ne bois pas d'alcool, ne fais pas ceci, ne fais pas cela, sinon tu es et seras considéré comme dégénéré et exclu, tu n'auras plus d'origine, oserais-tu renier tes origines ?, Allah te punira, qu'il ne soit pas avec toi. Ce chantage idéologique ne vous rappelle rien ? La race aryenne doit se sacrifier pour son avenir, l'esprit de groupe et de sacrifice c'est bien beau mais cela doit être mis au service d'autre **idéologie** que la haine de l'autre ; oui **l'autodiscipline** consentie peut forger le caractère et rendre fier et fort, l'émulation est source de progrès humain mais la discipline ne doit pas être **imposée de l'extérieur en argumentant des représailles en cas de refus** et servir des idéaux intolérants et haineux ; **à la rigueur**, elle pourrait être mise au service de l'humanité et de la science et de valeur plus noble, sans pour autant disqualifier la différence. Je dis oui à la provocation et non à la violence.

L'engagement explique que des individus font des choses inhumaines par tradition, ils sont conscients de leurs origines et de leurs engagements, vis-à-vis de celles-ci ils ne peuvent pas les renier. Par ailleurs, le conditionnement et les actes qu'ils ont faits ou subis dans l'enfance les ont engagés dans cette voie alors qu'ils étaient fragiles et dépendants affectivement ; ils n'avaient donc pas d'autres choix (puisque limités psychologiquement et ne pouvant se défendre) que de s'engager dans la relation. Ils n'ont connu que cela ; ils continuent donc dans cet engagement parce qu'ils refusent d'admettre leur tort d'avoir accepté cet engagement (bien malgré eux puisque nécessaire à leur survie et au maintien relationnel et psychologique vital). Sinon cela remettrait en question tout leurs vécu et équilibre psychologique (voir aussi dans la

partie psychologie serial killer, anorexique qui continue dans son engagement relationnel passé).

1232) Les atteintes corporelles, (exemple : l'excision)

Comment une telle tradition, comme bien d'autres, aussi absurde et barbare consistant à imposer d'exciser des petites filles a-t-elle pu se perpétrer ? Un rite si « idiot » ; quelles en sont les origines primitives ? Je ne pourrai vous répondre qu'en vous disant que ceci doit rentrer dans une conception croyante du monde. Qui a pu oser un jour faire cela, pourquoi ça s'est perpétré, répandu ? Cela consistait sûrement à consolider « le groupe » par l'illusion d'avoir des choses en commun, dont une religion, avec des rites de passage, consolider la cohésion du groupe, la rendre plus forte pour lui donner une légitimité, en particulier aux anciens, et pour faire face aux dures conditions environnementales. Ceci préparerait l'individu à cette dure vie d'adulte. Quel sens ? Les « exciseuses » devaient justifier leur acte sans doute par la peur des esprits, la peur que leur fille soit infertile ? Ou d'autre peur surnaturelle, cela sert de rite de passage à l'âge de la fertilité ? Ceci est aussi un moyen de contrôle des femmes afin qu'elles n'aillent pas voir ailleurs comme elles doivent moins éprouver de plaisir et qu'elles soient donc fidèles. J'aimerais savoir si quelqu'un peut m'y aider, un ethno-anthropologue de culture africaine vous renseignera plus que moi ; soyez curieux, en comprenant on accepte mieux les autres. Mais comprendre ne permet pas forcément de justifier.

Et bien d'autres traditions absurdes... (Issues d'esprits malades ou ignorants). Ce que je pense c'est que les religions qui possèdent rites et traditions (qui transmettent implicitement le message suivant « doivent être appliquées sous peine d'être exclus ») sont des barrages à l'avancée scientifique, au progrès et à la compréhension des hommes entre eux. Ils sont absurdes, ils n'ont été inventés puis amplifiés que comme moyen primitif d'assouvir un pouvoir en premier lieu, de donner un sens au monde en deuxième lieu et en troisième lieu de réunir et rassurer la tribu, le groupe, la nation autour de mythes fondateurs et de rituels sensés donner un sens au monde social spirituel. Mais en aucun cas ces traditions n'ont jamais le moins du monde aidé au développement matériel du bien-être humain, simplement spirituel. Je ne pense pas qu'en sacrifiant un homme par exemple, on fera se lever le soleil plus tôt ou amener la pluie ou d'autre faveur, ce n'est pas en excisant une femme qu'on rendra la terre plus productive et fertile à moins qu'il y ait des relations inconnues et irrationnelles. La pensée de l'homme croyant modifierait alors les événements, les pensées agiraient sur son devenir. Les relations que l'homme donne et tisse entre les événements l'homme ne sont pas forcément « justes », mais ceci ne m'importe guère, tant que ceci ne va pas à l'encontre des droits fondamentaux de l'homme. Oui la loi du plus fort est toujours la meilleure mais le plus fort sera non celui qui détruit totalement son adversaire mais celui qui construit avec lui et le transforme par la relation et l'utilise jusqu'à s'en faire un allié.

Quant à moi, la science, le doute et la tolérance sont ma religion, Mes croyances et amours vont en l'homme, en l'avenir et en l'amour humain et non pas en un dieu hypothétique... Quant à l'inexplicable, je l'explique par le hasard, l'inconnu et par le fait que nulle chose n'est parfaite, l'on peut penser l'existence d'un monde de l'invisible qui préexistait à

l'espace-temps et qui est toujours présent dans cet espace-temps, notre petite conscience ne peut pas tout comprendre c'est pourquoi elle croit. La notion de dieu ne découle que du psychisme humain qui cherche à tout expliquer et à donner un sens à toute chose. Croyez-vous que les animaux ont un dieu ? Tout est fait comme si Dieu existait mais Dieu n'existe pas objectivement, il n'existe que subjectivement. Mais je ne suis pas foncièrement contre la religion puisque que j'estime que tout le monde a le droit de croire en ce qu'il veut ; moi, par exemple, je ne suis pas contre l'idée de réincarnation ni contre le bouddhisme en général. L'irrationnel, la croyance ont un pouvoir motivant ; tant de choses grandioses ont été faites et laissées dans notre histoire et notre patrimoine par la foi, mais parfois aussi des choses destructrices ont été faites, il faut bien le dire, ça va dans les deux sens comme beaucoup de choses.

De la religion en résumé : *Devant Dieu l'on n'a pas à se justifier, chacun pratique sa religion comme il le veut, ça s'appelle la liberté de conscience ; alors il n'y a pas à obéir à des imams et autres petits chefs qui veulent établir une norme à laquelle il faudrait obéir.*

1233) De la prostitution et des moyens d'échanges économiques

La prostitution est nécessaire au bien-être de certaines personnes malheureuses sexuellement, les tabous qui entourent notre société du sexe (à cause des traditions) sont destructeurs et apportent le malheur. Ceci éviterait de nombreuses violences. Pour défendre les prostituées, des centres, lieux de prostitution, devront être créés pour qu'elles n'embêtent pas les riverains ; (en attendant les poupées gonflables robotiques miracles ou les plantes humaines (comme les orchidées qui arrivent à tromper les insectes) ; ces centres devront leur apporter soutien si elles veulent s'en sortir, des peines de prison sévères et des soins pour les proxénètes devront être les mesures prises. Puis également, des lieux de rencontres sexuelles où les femmes comme les hommes pourront se rendre, s'ils le désirent, devront être mis en place ; chacun pourra choisir en fonction de leur liberté virtuelle (car objectivement nul n'est libre), les hommes ou femmes avec lesquelles elles/ils voudront avoir des rapports, et fixeront s'ils le désirent un prix. L'on doit aider les gens ayant des problèmes sexuels, c'est honteux que journaux, lieux de rencontre, clubs, minitel, site internet malhonnête se fassent de l'argent sur le malheur et la faiblesse d'autrui. Un journal à petit prix et des sites internet d'État devraient être mis en place pour faciliter les rencontres et l'amour, mais aussi les « rencontres » économiques (offre-demande) au niveau de toutes les entreprises d'État, afin d'optimiser leur efficacité (le parti a des idées à ce sujet et cherche des compétences techniques pour les développer).

2) D'autres problèmes de société

Problème moral éthique : pour la science et la technique il n'y a ni juste ni injuste, ni bon ni mal, mais efficace et prédicible

21) Le progrès qui « tue »

Bien des progrès sont source de problèmes, coupent l'individu de la réalité et de la communication avec autrui.

Les écouteurs sur la tête rompent la communication, la télé en surdose rend violent car l'individu « contrôle » la stimulation et donc croit contrôler le monde, il fait moins d'efforts de concentration en changeant de chaînes dès qu'il en a marre, il réagit de ce fait agressivement à toute frustration, il faut ni trop, ni trop peu, le trop comme le peu gâtent le jeu ; parfois l'on n'a pas enseigné aux jeunes à utiliser les nouvelles technologies car elles sont aussi nouvelles pour les adultes.

Evidemment le progrès est porteur d'avenir, s'il est bien utilisé ; le téléphone, la télévision, internet, sont des moyens de communication et d'instruction comme les jeux qui sont des moyens de cultiver savoirs et capacités. Néanmoins, passé leur stade initial de création et de nouveauté, il semble qu'ils ont tendance à être exploités dans le mauvais « sens », celui de la désinformation et du gain à court termes au détriment du bien être individuel. Ceci est aussi une conséquence et un effet pervers de l'économie de marché qui donne trop de valeur à l'argent, ce que je n'ai pas cité dans le paragraphe traitant de ce sujet).

Les agriculteurs seuls avec des moyens inhumains. Pourquoi ne pas partager le travail, sans pour autant bien sûr éliminer les machines qui nous aident ? Bientôt, le travail n'aura plus de sens et sera fait par des machines. Ne sera-t-il pas plus plaisant de travailler à plusieurs ? Que fera-t-on lorsque les machines nous remplaceront ?

Il y aura une petite partie qui travaillera et gagnera de l'argent sur le dos des machines et les autres. Il est temps de réorganiser le travail afin que, pour chacun, une partie du travail devienne un plaisir, une motivation, un engagement, une reconnaissance et que chacun trouve le plaisir de l'effort.

22) Les problèmes sociaux éthiques

221) Les expériences sur l'embryon et le clonage

Je crains que les mesures politiques actuelles (2002) ne limitent que trop les recherches dans ce domaine et la France prend du retard. Ces recherches sur l'embryon et les cellules souches sont **nécessaires** comme l'a été la dissection de cadavre à l'époque où l'église l'interdisait par les mêmes principes moraux et éthiques qu'aujourd'hui. Pourtant les recherches dans ces domaines permettront de mieux comprendre le fonctionnement cellulaire et déboucheront tôt ou tard sur des retombées bienfaitrices (thérapie génique, organes de remplacement, thérapie anti-vieillessement).

Quant à ceux qui pensent que ceci est la porte ouverte à toutes les dérives comme par exemple la mise au point d'homme génétiquement modifié pour « obéir », cela m'étonnerait car les animaux, même conditionnés, ne sont pas toujours obéissants pour autant. À la rigueur l'on pourrait jouer sur des tendances, besoins, goûts et capacités innées mais rendre obéissant tout en conservant les capacités humaines utilisables pour différentes tâches où la conscience semble nécessaire ; non ceci semble bien difficile à réaliser : l'on ne peut pas laisser la conscience des actes difficiles et élaborés tout en contrôlant l'individu par l'obéissance. D'autant plus, si ce n'est par un apprentissage et un conditionnement dès le plus jeune âge, donc l'utilité de ces « hommes-obéissants » n'est sans doute pas prête d'être au goût du jour, et même si dans un futur lointain cela se révèle possible où est le mal ? Contrôler l'obéissance améliorerait le bien-être de tous. L'obéissance aujourd'hui n'est pas « contrôlée » mais elle existe. Pourquoi nier son existence tant que le conditionnement se fera sans que les personnes n'en souffrent, où est le mal ? Mais ceci n'est pas à craindre, les robots que l'on développera seront plus obéissants et éviteront cela, sauf peut-être ceci se fera par la menace extraterrestre.

Sans doute arrivera-t-on à un compromis entre contrôle partiel par conditionnement environnemental et partiel par conditionnement génétique somatique, le contrôle d'une partie de la population permettrait une meilleure adaptation aux besoins sociaux (par exemple si un manque dans telle catégorie sociale professionnelle est prévu, il serait bon de préparer à l'avance des remplaçants par contrôle génétique et conditionnement) ; évidemment, orienter le choix d'un individu par le conditionnement dépend de tellement de choses que le contrôle ne sera que partiel et ne sera jamais total. Car, à la différence des insectes sociaux, l'unité se fait sur la psychologie et non la chimie, il est donc important d'exercer un conditionnement psychologique pour l'organisation du parti ; un autre moyen d'améliorer la société et sans doute le plus prometteur à court terme est l'intelligence artificielle et la robotisation et que les machines remplacent l'homme. Les machines n'ont pas à faire de choix ou plutôt leur choix est limité par la programmation humaine ; les machines seraient plus facilement conditionnables », leur liberté contrôlée. Mais il faudra que l'homme reste occupé et que les richesses produites par les machines soient partagées équitablement entre tous.

222) Organismes Génétiquement Modifiés (OGM)

Ils sont par principe une bonne chose mais ne doivent pas éliminer les autres espèces et ne doivent pas servir uniquement les intérêts des firmes multinationales privées. Des conservatoires et mini productions d'espèces devront être mis en place et les États ensemble devront mettre aussi au point des espèces pour le bien de tous et surtout la fabrication de ces OGM doit être réfléchie et ne pas dépendre de firmes dont le but est de se faire de l'argent à tout prix. Les OGM ne doivent pas produire eux mêmes les pesticides, sinon alors nous consommerons ces pesticides, non ? Actuellement de nombreux spécialistes (Rachel Carson, Veillerette, Niccolino, Claude et Lydia Bourguignon) constatent un déséquilibre inquiétant dans la base des écosystèmes comme la disparition des insectes (sans parler des abeilles dont tout le monde comprend l'importance) et ceci est probablement dû en grande partie à l'utilisation immodéré de produits chimiques, d'ailleurs les conséquences s'en font aussi sentir sur la biologie humaine.

D'autres problèmes se posent, par exemple, la transmission des résistances à l'herbicide aux autres espèces. La culture doit être raisonnée et humaine. Des agronomes ont prouvé que l'on pouvait produire autant et en s'en sortant mieux en utilisant aucun pesticide ni OGM ! Les plantes se protègent elles-mêmes grâce à l'interaction avec d'autres plantes. Ainsi, en Allemagne, un agriculteur a réussi à faire pousser des orangers qui donnent des fruits à 2000 mètres d'altitude ! (Il a un site web et écrit un livre).

223) Explosion démographique et diminution des ressources

L'explosion démographique fait subir des pressions énormes aux ressources alimentaires, à l'écosystème et à la biodiversité.

Le monde peut-il continuer à nourrir sa population lorsque la démographie continue à progresser avec toujours un galop d'avance ? Le problème n'est pas tant la démographie que les problèmes qu'elle amène (pauvreté, inégalité, injustice, migration) ; si l'on veut éviter des migrations fabuleuses et tragiques de l'Afrique vers l'Europe, il faut les aider très rapidement à améliorer leurs conditions de vie et à diminuer leur nombre d'enfants et à contrôler l'agressivité inhérente à la surpopulation. Car l'agressivité est à l'origine de tous nos maux. Lorsque l'on recommande à son enfant d'être premier en classe c'est lui suggérer un comportement agressif. À quoi bon réclamer l'égalité des chances à corps et à cri puisqu'elle débouchera tôt ou tard sur la compétition, donc sur l'inégalité. Dès qu'une source de plaisir est convoitée, une compétition s'engage et le plus fort gagne. Et en second lieu, on pourrait dire que les problèmes posés par la démographie ne sont pas tant les problèmes humains (famine, violence) que les problèmes planétaires (disparition de la biodiversité, ce qui affaiblit les bases des écosystèmes et pourra peut-être amener à une extinction de masse comme la planète en a déjà connu).

Si l'homme veut continuer d'évoluer, le contrôle de l'agressivité et de la violence devra se faire, sans quoi l'homme finira par s'exterminer lui-même après avoir exterminé son environnement. Le problème démographique nous amène à un autre problème ci-après 224.

224) Du rôle de la médecine sur le devenir de l'homme

Le relâchement de la sélection naturelle à l'égard de gènes « nocifs » qui, dans les conditions primitives, auraient été automatiquement éliminés ne va-t-il pas mener à affaiblir l'espèce ? Actuellement la médecine, l'hygiène, la chirurgie, le progrès des législations sociales ont pour effet de faire survivre et procréer une foule d'individus qui, mal nantis du point de vue génétique, eussent été dans l'état de nature éliminés. Les progrès de la technique et des mœurs sont-ils contraires aux intérêts biologiques de l'espèce et produisent-ils graduellement un avilissement de la qualité génétique de la population ?

Nous pouvons parler des mesures d'hygiène inutiles qui aseptisent tout, ceci ne permet pas à notre système immunitaire de se défendre et l'on est encore plus fragile, d'où des mesures encore plus draconiennes. La vaccination n'affaiblit-elle pas le potentiel de défense immunitaire de toute l'espèce humaine en ne défavorisant pas les individus au système moins solide que les autres ? L'homme ne doit-il pas accepter parfois la mort pour le bien de son espèce ? Sans parler des coûts que cet affaiblissement engendrera ; l'espèce est-elle condamnée à la « décadence » ou à devenir plus agressive ? La sélection naturelle de l'environnement continue, l'homme ne peut maîtriser que partiellement son évolution, de même que la conscience n'est que le produit de l'inconscient qui se croit libre.

En tout cas, les hommes vont devenir de plus en plus dépendants les uns des autres et tributaires du milieu qu'ils ont créé eux-mêmes par leurs organisations et institutions et de moins en moins capables de survivre seuls. Il semble donc qu'un minimum d'intégrité organique, donc génétique, reste souhaitable, intégrité remise en question par la médecine. Mais, peut être, le progrès de la médecine, de la thérapie génique et de la robotique améliorera les choses s'il est bien appliqué ; tous seront alors en bonne santé sans un coût trop important. Mais peut être les lois de notre univers amènent inexorablement à l'affaiblissement du corps au profit de l'esprit.

225) L'eugénisme et l'euthanasie : l'eugénisme pose un problème de société de justice

La société doit-elle se protéger elle-même du danger que représentent les dégénérés ? C'est du passé. Je ne suis ni pour ni contre l'eugénisme, j'estime que chacun a le droit de vivre et que l'on n'a pas à imposer à autrui ce qu'il a à faire, mais si autrui veut appliquer certaines techniques pour sa progéniture (avortement thérapeutique, insémination par banque de sperme, d'être supposé supérieur), libre à lui. Il a le droit, mais il n'a pas le droit de l'imposer, l'État n'a pas à interdire à des groupes de promouvoir leur croyance ni à intervenir pour faire un programme d'eugénisme. Chacun doit avoir le choix, les privés seuls peuvent l'organiser. Nos sociétés ne sont-elles pas assez riches pour soutenir ces pauvres malheureux ? Sont-elles si égoïstes pour refuser le droit de vivre à autrui ?

La perfection n'est pas de ce monde. Je pourrais avancer différents arguments : la différence et la difficulté sont des atouts pour l'avancement de notre société et un moyen de renforcer et d'exprimer la force et les capacités des plus forts, sinon à quoi servirait leur force ? À s'entre-détruire dans une concurrence féroce ? Devrait-on éliminer les vieillards une fois utilisés car ils

coûtent trop cher ? Personne n'ose y songer. C'est un exemple extrême. Pourtant, dans certaines tribus sud-américaines, cette pratique a eu cours.

Les gens agressifs et violents certes pourraient être progressivement éliminés, mais la violence et l'agressivité ne sont-elles pas également la source de la combativité et de la création, si elles sont plus ou moins contrôlées et refoulées ? Il faudrait simplement mettre en place ces moyens de refoulement et de contrôle, quitte à soigner ces personnes par la thérapie cellulaire, génique ou informatique (greffe de puces électroniques, de casques de contrôle cérébral et d'interface bionique machine/homme). L'autre argument que j'avance est que la génétique est bien plus compliquée que l'on croit et qu'un gène déficient est cause de déficiences physiques ou intellectuelles chez un individu, peut être aussi la source de l'intelligence de la sensibilité et de la créativité chez un autre du fait de l'interaction avec les autres gènes qu'ils possèdent en lui et de son environnement extérieur. Laissons faire la nature tant que nous ne connaissons pas encore exactement ses lois. À la rigueur des essais pourraient être faits de « croisement de caractère » pour améliorer et subvenir aux besoins de l'économie et du développement si un jour un manque d'ingénieurs, de médecins, etc, se faisait sentir ; je n'ai rien contre, ceci permettrait une meilleure société, ses individus seraient éduqués et conditionnés plus ou moins spécialement avec plus ou moins de réussite et permettraient à la société de résoudre certains problèmes, mais actuellement la régulation ne se fait-elle pas toute seule ? Oui, en effet peut-être dans les prochaines années y aura-t-il un manque et la solution est déjà trouvée. Ce seront les pays pauvres qui fourniront les personnes qualifiées. Évidemment cela pose un problème. Comment vont-ils se développer si on leur prend toute leur intelligence ou alors il faudra accepter d'être moins bien loti.

La sélection a favorisé et développé « l'altruisme », ce sont les dures conditions du milieu qui l'ont imposé, par la suite il a amené des avantages. L'eugénisme repose sur l'idée qu'en supprimant les déficients la société ira mieux. Au contraire, une société où il y a des déficients devra être plus altruiste et développera ainsi encore plus d'altruisme, cette pression environnementale imposera des nouvelles adaptations à la société, un développement de la société et l'expression des plus intelligents.

Les eugénismes me rétorqueront oui mais l'égoïsme est aussi constructeur. À quoi je rétorque oui mais inutile lorsque le but est de supprimer autrui. C'est alors un signe de faiblesse de développement. On a peur de la différence, donc on veut la détruire, alors que la peur peut être constructive. Un danger à long terme et que seuls les plus riches seront à même de s'offrir l'amélioration de leur germe tandis que les autres ne le pourront pas et laisseront ainsi le reste de la société en arrière pour finir par créer un nouveau système de caste biologique, tout ce qui pourrait tendre vers une amélioration génétique à la potentialité d'instaurer de nouvelles inégalités sociales mais sur de nouvelles bases. Les vieilles aristocraties de la naissance, du sang, de la couleur, du sexe, pourraient tendre à disparaître simplement pour faire place à une nouvelle aristocratie génétique. Le problème de l'euthanasie doit être clair. Celui qui veut mourir, quels que soient son âge et son état de santé, doit pouvoir être aidé à le faire. Les institutions devront être adaptées pour y parvenir.

L'homme fait aussi partie intégrante de la nature et s'il ne la respecte pas c'est une forme d'irrespect envers lui-même et il en paiera les conséquences.

3) Autres critiques de la société

31) De la mondialisation

La mondialisation n'est pas destructrice, au contraire elle permet grâce à la concurrence de faire évoluer les entreprises mais pour que cette concurrence soit équitable, il faudrait que les pays soient tous soumis aux mêmes règles. En effet, dans les pays pauvres, les gens sont exploités, ne paient pas de retraites, etc. Puis, il faudrait taxer les grands groupes ou plutôt ne pas taxer les petites entreprises afin qu'il n'y ait pas monopole et que la concurrence soit équitable. Il faudrait donc pour éviter ces injustices une monnaie internationale, et un système de protection sociale imposé aux entreprises, idem pour tous, ou alors remettre en place un système « d'esclavage » mieux géré avec des esclaves conditionnés ne souffrant pas car qu'est-ce que le système actuel sinon qu'un système « d'esclavage » moderne ayant pour argument : la loi de l'argent et du marché. Nul n'est libre : nous sommes esclaves de la société de consommation dans laquelle nous vivons. Pourquoi donc ces pauvres gens sont-ils obligés de travailler pour trois roupies, à défaut d'autres moyens ? Parce que par l'argent on leur a acheté leur terre, leur conscience, parce qu'on les a intégrés dans un système de marché en leur faisant valoir ses avantages, sans montrer les inconvénients. Avantages que représente la consommation de biens, et qui vont surtout à ceux possédant le plus d'argent. Car on ne leur a pas montré ces inconvénients (esclavage par l'argent possédé par les plus riches) et on ne les a pas préparés psychologiquement, culturellement. Mais n'étaient-ils pas plus heureux avant la colonisation ?

32) Du commerce et de la diversité

La production locale doit aller en partie au local, ainsi éviterait-elle le gaspillage, le commerce à outrance, le déplacement des denrées, et permettrait-elle de maintenir la biodiversité locale, les espèces les mieux adaptées et le petit commerce. Certes, les importations sont nécessaires et la concurrence aussi pour les productions que l'on ne peut avoir faute au climat (café, vanille, chocolat) ou au terrain (à quoi sert-il d'irriguer du maïs alors que la terre ne s'y prête pas) et pour le bien être de certains (avoir des fruits hors saison), mais le monde des artisans est en

danger. Il faut garder la diversité pour maintenir non seulement cette diversité mais aussi l'emploi de main-d'œuvre.

Seuls les grands groupes automatisés qui font des bénéfices doivent être taxés, l'on ne peut pas taxer de même les deux types d'entreprises, il faudrait même pour bien faire taxer l'une pour reverser à l'autre, reverser aux entreprises employant beaucoup de main-d'œuvre sans machines. Il faut maintenir la diversité tant au niveau économique que culturel et biologique, d'une part pour l'émerveillement que cela apportera aux générations futures et d'autre part pour l'utilité : par exemple les plantes médicinales sauvages du moyen âge qui peuvent encore être utiles et sont tout aussi efficaces que les médicaments. En outre, le commerce actuel pousse à la consommation, les objets sont souvent conçus pour durer moins longtemps, ils sont plus vite faits avec moins d'attention qu'autrefois de manière plus ou moins calculée. Résultat : l'on sacrifie la durabilité, la solidité au nom de la consommation ; « vaut mieux qu'ils se cassent pour qu'on puisse en consommer d'autres » voilà la logique poussée à l'extrême. Je crois que l'on peut faire quelque chose pour une production de masse plus honnête tout en maintenant les savoir-faire et la diversité artisanale.

33) De la société de consommation et de la violence des jeunes

La société de consommation pousse les gens à être malheureux s'ils ne consomment pas, pousse les gens à être individualistes et égoïstes s'ils ne possèdent pas. Car on inculque une valeur : l'on montre que pour exister il faut avoir. Par la publicité entre autres, d'où la violence. Il faut changer les valeurs, poser des limites aux jeunes, dire non à la violence et pour cela la justice doit suivre. Si, par exemple, la justice ne m'a pas donné raison qu'est-ce qui empêche alors mes agresseurs de continuer avec d'autres ? Rien. Un enfant deviendra plus facilement un adulte agressif si, depuis sa tendre enfance, ses parents ont été indifférents ou hostiles à son égard et de manière inconsciente, mais ce peut être aussi parce qu'il n'a été soumis à aucune discipline ; c'est le cas des familles immigrées qui ont déjà pas mal de problèmes pour s'intégrer et être reconnues. Si l'on élève des individus sans tenir compte de leurs sentiments parce que, par exemple, on est trop occupé, alors ils seront potentiellement plus violents en fonction également d'une partie innée à l'agression de l'espèce humaine. L'habitude qu'ont prise également les jeunes enfants de « contrôler », sans leurs parents, leur stimulation par la télé, par exemple en zappant sans arrêt, ne facilite pas les choses, ils n'apprennent pas à se concentrer et se frustrer vite sans parler du contenu des émissions qui peuvent donner des principes d'irrespect et de violence puisqu'ils voient que ceux-ci marchent à la télé. Une des solutions contre la violence des jeunes est de les encadrer, de leur donner du travail en montrant l'exemple, en supprimant les injustices et en les aidant à s'exprimer.

34) La drogue

La drogue est dangereuse en excès mais je suis personnellement, et j'oserais dire « nous » car Dieu sait que je ne suis pas le seul à le penser, pour une dépénalisation accompagnée des drogues. Mise dans un contexte social particulier cette prise de drogue doit

être ritualisée, canalisée comme peut l'être la violence et cette prise de drogue comme il en est des prises de médicaments (sauf que là on ne l'interdit pas parce que les intérêts des firmes pharmaceutiques sont trop grands) devra permettre à l'individu de se sentir bien. Pour cela, on ne pourra se procurer de la drogue qu'en pharmacie et il faudra également mettre en place des conseillers qui auront le droit de délivrer gratuitement les drogues lorsque l'on en fera la demande. Des lieux conviviaux devront être mis en place. Cette prise de drogue sera encadrée et conseillée afin qu'il n'y ait pas d'abus, des campagnes de prévention à l'addiction et aux prises dangereuses seront mises en place et élaborées.

En outre, cette dépénalisation permettra de chasser les profiteurs (dealers et racailles) et autres corollaires satellites dépendants de la vente des drogues (la violence et la prétention que la possession de drogue amène). Afin que les drogues soient les moins dangereuses possibles, les principes actifs ne seront pas vendus purs mais seule la plante brute sera utilisée (feuilles, tubercules, etc...).

4) Ce que je et nous proposons

Il faut s'attaquer aux causes, non aux conséquences et aux apparences. Il ne sert à rien d'augmenter le nombre de policiers et de gendarmes si on ne leur donne pas les moyens juridiques et légaux pour agir. C'est avant tout à la base qu'il faut s'attaquer : à l'éducation ; l'éducation ne se doit pas seulement de donner des savoirs mais aussi de donner des valeurs et des limites que les parents oublient de donner. Les jeunes sont imbibés de fausses valeurs devant la télévision, des valeurs égoïstes qui les poussent aux petits puis aux gros délits quand ce n'est pas le climat d'irrespect envers eux, autour d'eux, qui les pousse à être violents pour se défendre et à faire subir aux autres ce qu'ils ont subi eux-mêmes. Je suis pour une diminution du nombre de policiers, ce sont les gens qui doivent aller à la police et non l'inverse. Cela ne sert à rien qu'il y ait un policier derrière chaque citoyen si la justice ne suit pas.

Et puis n'est-on pas libres ? On n'est pas dans une dictature des lois, lois que nous n'avons pas choisies pour la plupart. Il faut maintenir le système judiciaire tel qu'il est. Mais l'établissement d'un système judiciaire privé pour les petites affaires comme la mienne n'est pas à exclure afin de responsabiliser les citoyens. Ce seront les citoyens qui jugeront et de nouvelles structures devront être mises en place, d'abord par l'intermédiaire d'associations de victimes mécontentes de la justice actuelle et ensuite, ensemble peu à peu, une organisation se mettra en place (victimes, joignez-nous pour que ceux qui se moquent de vos souffrances sans chercher à les comprendre paient) - l'argent qui est mis en jeu dans la justice la dénature ; celui qui a de l'argent ou une réputation a plus de chance de s'en sortir.

Il y aura toujours des injustices vécues subjectivement et donc de l'injustice car on ne peut pas déterminer quel principe vaut mieux qu'un autre, les principes se valent ; ce n'est que l'utilisation que l'on en fait qui les différencie, donc la manière dont on les utilise par rapport à la vie des autres mais toujours pour le même principe, toujours pour se conserver physiquement et psychologiquement (éviter les souffrances et avoir du plaisir).

Mais il faudra changer les institutions telles que les prisons deviennent des centres de soins et de redressement. Et pour que la justice soit plus rapide il faut aussi débloquer de l'argent et créer plus de poste donc d'emploi en elle.

Cependant de nouveaux principes et règles doivent être institués et gardés, sous peine de dérive

Construire des prisons plus humaines. Prison test ; coupable jugé par les citoyens mais avec des règles de base (cinq choix) : asile psychiatrique, mort si le prisonnier le demande ou reconditionnement au service de la science (expérience sans souffrance, thérapie génique, opération sur le cerveau, camisole chimique, etc., toujours avec l'avis du patient prisonnier) ou amende à payer ou travaux d'intérêt général, selon le choix du coupable.

Le prix à payer sera fonction du jugement populaire. Néanmoins, parmi les jurés appelés à juger, l'un devra défendre la victime, un autre l'agresseur. Dans chaque grande ville de plus de 7000 habitants des membres seront chargés d'organiser cela afin que la justice soit plus rapide et que l'on puisse convoquer les agresseurs plus facilement. Des cellules d'enquête et d'aide psychologique aux victimes seront créées pour accélérer la justice.

Pour plus de justice il faut se battre contre les institutions trop bien établies, il faut une exclusion de toute politisation de la magistrature.

C) Organisation politique

(Structure, prévision, les étapes de la construction, etc...)

1) LE SYSTÈME

11) Repose sur un parti, une association, une communauté (voir dans le deuxième essai : quand nos PP pousseront les MM -dans : nos moyens- également en annexe) dont les principes reposent sur des chartes actuellement en germe

12) Mesures et objectifs de l'organisation

Les objectifs de l'organisation sont, à première vue, simples. Comme nous l'avons vu en introduction, c'est appliquer de nouvelles organisations à l'économie et pour plus de justice mais aussi à tout ce qui touche de près, à celles-ci comme l'éducation et la santé, afin que les membres de notre organisation puissent vivre heureux et que leur qualité de vie soit améliorée. (Aider la création pour aider la croissance).

QUELS SONT LES OBJECTIFS QUI PEUVENT AMELIORER LA CONDITION DE VIE ?
VERS QUELS IDEAUX LIMITES DEVRA TENDRE L'ORGANISATION ? EN PRATIQUE
QUELLES MESURES POUR QUELLE ORGANISATION ?

Pour que diminuent les inégalités et les souffrances quoi de mieux que de tendre vers une société où tout le monde sera payé presque pareil et où tout le monde aura accès aux mêmes soins ? Certes ceci ne diminue en rien les inégalités physiques et les luttes entre valeurs différentes, il y aura toujours des gens pour vouloir imposer leur valeur de gré ou de force aux autres, les hommes devront s'en accommoder avec les limites de la biologie.

13) Quelques principes

Tout d'abord ne pas contraindre ceux qui veulent rester dans l'ancien système. En effet, l'inégalité peut aussi se révéler un facteur d'évolution, de développement et de compétitivité, ainsi seuls ceux voulant participer à cette politique y participeront et seront intégrés dans cette organisation. Il ne faut pas détruire l'ancien système car, sans doute, a-t-il encore son rôle à

jouer et puis mettre en place un tel système est un peu utopique. Il faut le préciser c'est seulement le but vers lequel notre organisation doit tendre, il va de soi qu'il ne faut pas l'atteindre sous peine de parvenir à une structure trop rigide qui à son tour risquerait d'étouffer les énergies, il faut donc un juste milieu, le trop et le peu gâchent le jeu.

Des contraintes doivent exister afin que l'organisation se structure et soit réelle et non détachée de la réalité afin qu'elle soit efficiente et efficace. Ainsi faut-il prévoir un organisme qui s'occupera de l'orientation et du conditionnement des membres selon des critères psychophysiques bien étudiés scientifiquement qui devront faire leurs preuves ; il faut aussi prévoir une bonne circulation de l'information du bas vers le haut et que tout membre puisse proposer ses idées et agir, il ne faut surtout pas étouffer les initiatives. Il faudra, entre autres, que chaque membre puisse avoir accès au savoir technique et informatif, des supports devront être créés pour y parvenir et un réseau d'instructeurs mis en place, un système d'éducation et d'échange de savoir et savoir-faire de tous les membres, de sorte que la conscience d'appartenir à une organisation nouvelle soit présente.

Le système ne doit pas forcément détruire les structures politiques déjà présentes, l'organisation de la cinquième république est très bien, mais les modifier légèrement et surtout en rajouter d'autres afin que le plus grand nombre de nos membres puissent et aient conscience d'agir dans une démocratie (si 15 pour cent d'électeurs votent pour un parti alors ce pourcentage doit être représenté au niveau du pouvoir (proportionnelle), mais de ceci nous reparlerons plus tard et d'ailleurs tout d'abord avant d'en arriver là, il faut qu'un de nos membres puisse agir et proposer au système actuel donc y accéder car il n'y a, semble-t-il, pas d'autres moyens pour se faire entendre. Il faudra surtout jouer sur les baisses des charges et des impôts sur les entreprises pour relancer une croissance raisonnable.

Supprimer le plus d'intermédiaires afin d'avoir des prix concurrentiels, pour cela s'aider d'Internet (où toutes nos productions seront en vente). En effet, les intermédiaires prennent de l'argent simplement parce qu'ils connaissent mieux le marché que les consommateurs. Ils prennent ainsi de l'argent dans l'échange ou dans l'application des lois et souvent au détriment des travailleurs. Un réseau de qualité des échanges devra être mis en place et développé.

Un nouveau concept : responsabiliser le citoyen membre de notre organisation en ne le forçant pas à payer et en lui faisant prendre conscience que plus il donnera plus il avantagera, lui et l'organisation.

La philosophie du système est qu'il n'y a pas un système meilleur qu'un autre et qu'il faut maintenir la diversité des systèmes (voir philosophie).

Principe

Ni trop ni pas assez, les différences font l'inégalité, il en faut mais pas trop. Pour développer notre système et notre santé, s'endormir en ayant une légère faim est conseillé, il s'est révélé qu'un tel régime améliore la durée de vie, et c'est une habitude, notre corps s'y adapte. Ce

sacrifice, régime de nos membres, servira l'économie du système (en développant des productions de qualité et le respect des ressources de la planète) et donc sa réussite mais bien sûr il n'est pas obligatoire, notre philosophie étant de n'appliquer aucune contrainte.

Tout doit être équilibré, prendre trop de vitamines d'un type sans en prendre d'un autre type peut parfois nuire ; elles doivent agir ensemble. En économie politique c'est pareil, il faut être souple avec le patronat tout en étant pas trop dur avec les employés.

Le principe à admettre aussi c'est que les plus capables, responsables, honnêtes et engagés doivent être obéis et s'ils font des erreurs ou ne montrent pas l'exemple ils doivent le rembourser à l'organisation par leur démission ou/et le remboursement de ce qu'ils ont détourné le cas échéant ou par d'autres sanctions ; c'est le principe du chef, de l'exemple et de la responsabilité.

2) Comment mettre en place un tel système ?

21) Les bases pour la mise en place du système

Ne dit-on pas de l'argent qu'il est le nerf de la guerre ? L'argent doit être un outil, un moyen, non une fin en soi.

Les bases du système reposent sur le volontariat, chacun donnant ce qu'il veut à l'association dont les termes sont explicités en annexe, en échange il devient membre et recevra régulièrement des nouvelles des actions de l'organisation.

L'on peut considérer :

- Les entreprises réseau.
- Les entreprises sous notre dépendance.
- Les entreprises étatiques communautaires ou non communautaires.
- Les entreprises partenaires.

Les entreprises réseau sont des entreprises privées qui ont signé la charte d'honnêteté. Elles s'engageront à vendre bien et service à plus bas prix et de qualité pour nos membres, leur avantage sera de se faire ainsi une clientèle fidèle et honnête. De pouvoir s'appuyer sur tous les membres du réseau, ils pourront aussi bénéficier du prêt de nos banques à taux préférentiel, ils pourront également verser partie de leur bénéfice afin d'aider le système et les entreprise réseau qu'ils désirent.

L'argent recueilli sert uniquement à aider les entreprises partenaires, à investir ; en aucune manière, il ne doit servir des particuliers et des intérêts égoïstes ; en échange, les entreprises partenaires qui adhèrent à nos idées reversent leurs bénéfices à un centre de gestion qui, à nouveau, aidera d'autres entreprises et le reversera en partie à la société donatrice selon ses besoins d'investissement et de maintenance ; ces entreprises seront exonérées d'impôt car elles appartiendront à l'association.

Autant que nous pourrons, nous essayerons et proposerons aussi aux entreprises partenaires des membres quasi gratuitement ou plutôt moins chers (ils n'auront à payer que les charges sociales ou au début 150 euros en dessous du SMIC qui, lui, sera augmenté), en échange d'une partie de leur production correspondante qui sera soit revendue soit utilisée par nos membres.

Par la suite, si le système réussit, on pourra proposer ceci aussi aux autres entreprises extérieures.

Il sera fait de même pour les entreprises sous notre dépendance, la seule différence c'est que leurs employés seront payés entièrement par l'État. Ce seront des entreprises de services publics ou de maintien des infrastructures ou considérées comme d'utilité de maintien de l'organisation sociale (emploi, maintien de l'agriculture, de la biodiversité...) évidemment ce type d'entreprise existera lorsque notre organisation sera assez puissante économiquement et politiquement.

L'on peut aussi considérer les entreprises appartenant à notre organisation, celles-ci sont gérées par nos membres et produisent en grande partie pour les membres à moindre prix.

Le surplus étant vendu au système extérieur. Ces entreprises se constitueront soit par des initiatives de nos membres soit par l'intégration d'entreprises déjà existantes qui pour être intégrées, devront alors se soumettre au système de plan et de hiérarchie, leur gestion sera alors prise en charge collectivement avec les autres entreprises d'État.

Les débuts

Comment débiter à récolter l'argent ? De manière centralisée, ou décentralisée ?

Au départ, je proposerais de centraliser au niveau national la récolte d'argent puis au fur et à mesure on la décentralisera mais il y aura toujours une partie des revenus des régions qui reviendra au centre. Cet argent permettra de lancer des projets nationaux ou de revaloriser certaines régions mal loties.

Et les autres entreprises ?

Les autres entreprises seront taxées comme il est fait actuellement ; cependant afin de favoriser les petits artisans, commerçants et autres créateurs d'emploi privé, ceux-ci seront moins taxés que les grandes entreprises robotisées. Une taxe sur la robotisation sera mise en place pour les plus grandes entreprises particulièrement les non françaises ou non européennes, ainsi récompensé le travail reprendra ses droits et le chômage baissera.

22) Le concept de plan

Le plan s'appliquera à nos entreprises et orientera le choix des entreprises partenaires. Il doit, dès le départ, subvenir à nos besoins, il devra donc, pour nos entreprises, partir de la micro production alimentaire et aller jusqu'aux entreprises spécialisées dans d'autres domaines plus ou moins techniques et à grande échelle afin de prendre possession d'autres entreprises ; une partie du capital sera investie dans des actions.

Présentation de 5 ou 6 axes possibles

- La production alimentaire et conditionnement.
- La production technique (bio-chimie-physique).
- Les transports, logistique et infrastructure.
- Les machines et intelligence artificielle.
- La gestion et les prêts bancaires.
- Service de santé (regroupement multidisciplinaire dans des maisons de santé).

Et d'autres pouvant s'y rajouter comme l'éducation et la recherche. Chacun coopérant les uns avec les autres. Chacune de ces branches sera également composée d'un branchage identique à celui-ci (plus ou moins) mais à un niveau inférieur et orienté selon la spécialisation.

L'organisme serait globalement constitué des éléments suivants :

- Économie, commerce et industrie (idée : agriculture mieux rémunérée et vendant moins cher que les grandes surfaces, bénéfiques aux chefs d'entreprises indépendants et efficaces), production alimentaire, distribution, production matériel de production.
- Santé.
- Intelligence artificielle et automatisme (aide aux entreprises (recherche). Création d'un langage écrit mondial Homme/machine.
- Recherche.
- Conditionnement (recherche en conditionnement et psychologie, test psy, rassemblement, cohésion, orientation, éducation).
- Association d'aide et de soutien de développement à la structure.
- Prison.
- Éducation.
- Autres : création de supports explicatifs du système (livres ?) et appel à ceux voulant mettre en place connaissances scientifiques et techniques actuelles expliquées qui serviront à l'éducation pour tous et porteront sur différents thèmes : outil technique, mathématique -un nouveau langage universel sera proposé- et dans différents domaines biologie, physique, chimie techniques psychologie et science humaine informatique et automatismes.

L'organisation devra peu à peu se composer d'un pouvoir (une justice rapide faite par et pour les citoyens, qui siégeront tous en un grand conseil (voir plus bas politique intérieure)).

Exécutif
Législatif
Judiciaire

Au début, trouver des partenaires (agriculteurs, etc.) auxquels, en échange de leur production, on leur fournit le matériel et la main-d'œuvre pour produire mieux et on distribue, répartit gratuitement la production. Une petite paie au début en fonction des ventes de la société à l'extérieur ; un système de redistribution et répartition des biens doit être mis en place tel que seul le surplus soit vendu à la société extérieure et où l'on paiera un impôt dessus. Un centre de gestion de tous les échanges devra être mis en place et des cartes de distribution de nourriture mises en circulation, avant que ces cartes ne deviennent des cartes où sera virée la même somme pour tous laquelle permettra d'acheter nos produits et ceux extérieurs. (« Inventer » un produit standard qui nourrira bien, diversifié et adaptable, établi sur des aliments de première nécessité tels : oeufs, lait, farine, miel, présure, levure avec viande hachée, protéine dont on pourra varier les proportions).

L'extension du système devra aller vers les pays exploités : on leur « paiera mieux » leur production (en leur donnant de la nourriture, des habits, de l'éducation, des moyens techniques de production) et ceux-ci ne se feront pas exploiter par les grandes firmes exploiteuses qui tomberont.

Le but final est de créer un réseau sur de petites et moyennes entreprises qui mailleront le territoire, entreprises dont le but sera l'emploi et la production de qualité ; ce tissu dense permettra l'indépendance économique du pays vis-à-vis des multinationales et des lobbys ainsi que la vitalité des territoires et enfin la formation grâce à une culture de formation et d'apprentissage que toute entreprises devra promouvoir pour perdurer.

Mettre en place tout ceci risque de prendre du temps (au début) puis ensuite cela pourra aller assez rapidement et devra toujours être en évolution afin de garantir le bien-être de nos membres. Pour aller plus vite une intervention politique permettant de faciliter la mise en œuvre des mesures nous aidera dans cette tâche.

23) L'organisation

231) Idées « farfelues ? » sur la structure

La structure politique sera différente de l'actuelle par le fait qu'elle aura en plus une partie nouvelle dont le but sera de superviser, d'orienter ou discuter avec les autres partis politiques, ce conseil sera tel un organisme composé de :

- L'organisme lui-même composé d'une structure avec des sages scientifiques et d'agents économiques appartenant à notre parti qui établiront leur propre système (économique, justice, exécutif, législatif...) vis-à-vis d'eux-mêmes et du système en place sans pour autant le détruire et visant implicitement le but d'élaborer une société sans trop de souffrance, son but sera donc d'orienter vers un monde meilleur.
- Citoyens pris au hasard durant leur service d'état (s'ils en ont envie) quels que soient leur profession, âge, etc, qui seront régulièrement changés et parmi lesquels seront recrutés d'après des tests psy et qui devront intégrer niveau après niveau le conseil scientifique de l'organisme ce seront des observateurs du système de la société, ils débattront et proposeront à l'organisme.
- Sages actifs dans la vie politique et dont une partie sera présente dans les autres parties organisationnelles actuelles du système (sénat, assemblée) et une autre constituera un nouveau morceau du système ; ces sages pourront faire ou avoir fait partie de l'organisme mais aussi pourront être des personnalités reconnues pour leurs travaux et contributions au bien-être des hommes et à qui l'on demandera de participer s'ils le désirent.
- Ceux qui superviseront diront oui ou non aux lois du système extérieur (pour ne pas qu'il dégénère ou qu'il aille à l'encontre du bien-être des citoyens) ; souvent, évidemment, ils diront oui et ne s'y opposeront pas mais dans certains cas orienteront par petites touches, ce sont eux qui constitueront une nouvelle partie du système global mais n'auront pas le pouvoir exécutif.
- Ceux qui seront dans le système actuel et qui essayeront de l'orienter (grâce à notre parti).

L'organisation structurale du système organisme devra se faire tel que tous les membres soient du même avis, car les différences d'opinions ne cachent souvent que des luttes de pouvoir, de caractère, de personnalité entre hommes et des poids bien subjectifs sur la valeur des mesures à prendre. Ces luttes de pouvoir risquent de détériorer l'efficacité de notre organisation. Ils auront simplement des idées et une philosophie en commun afin qu'il n'y ait pas dissension, par la réflexion, la simulation et un point de vue le plus objectif possible. L'on peut s'entendre sur la chose à faire (sauf les citoyens pris au hasard qui pourront être d'avis différents). Au début l'organisation sera hiérarchisée plus ou moins en forme de sablier : en haut les ordonnateurs superviseurs « synthétiseurs globaux », en bas les acteurs « analyseurs spécifiques », les intermédiaires seront les moins nombreux car faisant souvent perdre des économies, faisant augmenter les prix. Exemple du grossiste au commerçant puis au client. Les intermédiaires seront cependant intégrés dans le système économique mais à l'optimum afin qu'il n'y ait pas concurrence entre nos propres agents économiques. L'analyse est nécessaire pour la synthèse et inversement, c'est pourquoi ceci n'est qu'une vue de l'esprit, chacun aura le même pouvoir de

décision ; par la suite, une fois le système établi, l'organisation prendra « la forme » d'une « sphère », la forme la plus équilibrée qu'ait trouvée la nature.

Des sections de spécialistes dans différents domaines pourront être organisées afin d'orienter au mieux les choix politiques, le chef ne doit pas prendre des décisions seul mais entouré, le chef doit avoir curiosité et ouverture d'esprit.

L'argent, au début, servira à acheter des parts d'entreprises les plus automatisées ou techniques : agro-alimentaire, machines et outils de base et d'avenir, biotechnologie d'avenir.

Des propositions de capitalisation seront proposées aux entreprises voulant investir ou être créées grâce à annonce. Il faudra donc créer un journal, cela fera partie du système conditionnement et information. Ensuite les entreprises seront mises « au régime » c'est-à-dire donneront leur production ; une partie sera donnée, une autre revendue ; les salariés n'appartenant pas au système seront payés au SMIC.

Mettre en place un tel système demande une certaine organisation, c'est pourquoi je propose une hiérarchie structurée. D'abord pour chaque région, puis par département, puis par grande ville et ensembles de communes avec des sections ou « cellules ».

232) Les sections : (chef = responsable)

Section économie

Un conseiller à l'investissement.

Un chef des entreprises nous appartenant qui devront se développer suivant le plan des besoins de nos membres (dont habillement, logement, nourriture...), il dirigera « l'armée économique ».

Un représentant des entreprises partenaires qui également seront recrutées en fonction de nos besoins.

Un chef logistique coopération entre entreprise et relations inter départements (dont une partie s'occupera de trouver du travail à nos membres).

Un chef représentant de « communautés » communistes responsables des micros communautés et de leur production, santé etc. au départ de notre organisation.

Un chef de gestion et logistique départemental.

Un chef liaison avec le centre administratif central (informatisation des cotisations bénéfiques versées par entreprise).

Section bien-être sécurité de nos membres

Un responsable des associations, dont celles de la justice, celles pour le bien-être, l'éducation et la formation de nos membres et les autres ligues, association de protection de consommateurs, etc...

- Responsable police et protection gratuite de nos membres.
- Un organisme d'aide au développement et à la recherche (recherche de différents types biotechnologie, nanotechnologie, etc...) obéissant aux autres sections, particulièrement à celle recherche d'information et éducation et auto conditionnement pour les membres.
- Un organisme d'aide à nos membres (logement, travail, santé, sécurité, recherche personnelle, loisir, lieu de rencontre, journaux d'annonces, site conseillé, (en coopération avec les associations répertoriées et soutenues, orientation de nos membres, sorte d'assistance sociale orientant vers médecine et éducation, soutien moral et aides multiples).
- Un groupe de traitement des réponses, des demandes de conseils, des propositions et initiatives d'amélioration proposées par nos membres et des autres envois extérieurs, ce sera la permanence du parti qui proposera aux autres services des actions et fera passer les propositions d'action ou de modification au niveau du dessus (national) si nécessaire (siégera au bureau, siège local du parti, également lieu de rencontre des autres structures).
- Un chef de structures (assurance, banque, service funéraire, prise en charge des décès, etc...).

Section propagande, promotion maintenance et cohésion de l'organisation

- Un chef de l'orientation du conditionnement et de la circulation de l'information intérieure (journaux, comptes rendus, assemblées, réunions, psychologie, orientation des membres, également « loisirs » et actions de groupe liées à l'organisation).
- Un chef propagande publicité et information consistant à la promotion de l'organisation à l'extérieur (tracts, affiches) et recherche de soutien et argent (dons, organisation de tombolas, industriels etc.) et promotion dans les pays étrangers, Europe et Chine principalement au début, et ensuite tous les pays du monde).

Section secrète (indépendante du président et dépendant du chef superviseur national puis international) (cette section structure n'est pas prioritaire pour le moment) mais rien n'empêche aux membres et sympathisants de la préparer

Elle pourra s'occuper de choses telles qu'il y ait moins d'injustice et protégera en priorité les intérêts de l'association, du parti, de la communauté et des membres appartenant à ses structures de manière non hypocrite, et tous les citoyens français, si le parti est influent au gouvernement, pourront se former ; par exemple : la Ligue Contre Les Profiteurs ; elle constituera à rendre plus efficaces les mesures en les cachant afin de masquer notre stratégie face aux exploiters ; cette section s'occupera d'éléments importants et à long terme ou pressants (plan anti-pollution, contre la pression des lobbies pétroliers ; plan de maintien de la santé des populations (développement des thérapies géniques et des prothèses bioniques liant informatique, cybernétique, intelligence artificielle, etc...)). Promouvoir la paix, l'internationalisation de notre organisation, le contrôle démographique, etc..., direction de grands projets de recherche (lutte contre le cancer, réacteur à fusion,), par l'intermédiaire de l'infiltration par nos membres, de la justice, de la politique, de l'industrie, de la recherche. Cette section devra maintenir le secret par tous les moyens. Elle possédera le plus tôt possible ses

propres logements et établissements, ses services de renseignement et son organisation propre ; de même que le secret est nécessaire au niveau individuel parfois pour se protéger de l'agressivité des autres, il est aussi nécessaire à tout gouvernement et au niveau industriel et économique.

La section communauté

- Un chef du service volontaire du parti où chacun donnera son temps libre pour servir gratuitement le parti. Il sera en relation avec les autres chefs dont orientation, et poussera les membres à assister, proposer, s'engager et participer aux réunions des assemblées des différentes sections.
- Un chef responsable comité des gens membres de l'organisation.

La section membres

Les membres seront responsables devant eux-mêmes de leur engagement, ils pourront s'engager prendre des initiatives et former des cellules diverses et variées de manière non contrôlée et rechercher des conseillers extérieurs pour aider notre organisation s'ils le désirent. Si une cellule prend de l'importance dans quelques domaines que ce soit elle pourra être intégrée dans une des sections. Les membres pourront profiter de tous les services de l'organisation.

La section écologie

Promouvoir les énergies libres, les maisons et habitats autonomes, la défense de l'environnement, la permaculture, la production bio, etc...

La section politique

- Un représentant de l'association, le plus charismatique, il devra convaincre les gens).
 - Un président, il devra s'occuper d'organiser les hommes politiques partisans.
 - Un secrétaire.
 - Un trésorier qui devra aussi s'occuper de la liaison administrative et des cotisations avec l'aide de responsables spécialisés en cela.
 - Un chef superviseur de l'organisation qui s'occupera du bon fonctionnement des autres structures et pourra les conseiller ; entre autres, il pourra désigner et choisir le président à tout moment ; il supervisera la mise au point des documents et tout document devra passer par lui (en théorie). Des associés l'aideront. Ce sera lui que le conseil national avisera lorsqu'il en aura besoin (pour faire passer des consignes aux autres) ; il déterminera les objectifs des autres parties ;
- Au début, le superviseur sera aussi celui de toutes les autres sections ; ensuite il y aura plusieurs superviseurs, un pour chaque section.

L'ensemble des x équipes pourront former des « cellules » (de crise, pour résoudre certains problèmes ou en fonction des directives d'en haut si elles le jugent utile). Cellules dans lesquelles se rajouteront, en plus des membres propres aux équipes, **d'autres acteurs** choisis en

fonction du rôle défini par la cellule mais aussi des experts non membres de l'organisation que nous devons payer.

Les cellules devront être régulièrement mises en place, même sans problème, pour permettre la circulation d'informations, la mise au point de débats stimulant les énergies, le conditionnement ; le service propagande et conditionnement intérieur en prendra l'initiative dans ces cas ; chaque membre agissant et engagé de nos parti et organisation pourra se reconnaître dans ces actions dans l'un, l'autre ou plusieurs de ses parties.

Des représentants de divers milieux pourront aussi se rajouter soit dans les cellules soit dans les équipes (agriculture, retraite, justice, environnement...).

Différentes fonctions pourront être prises par une même personne. Les membres chefs (1 à 25 puisqu'au début il faudra être polyvalent) siégeront dans une assemblée régionale puis départementale et les personnes d'un service pourront changer de service ou aller voir ce qui se passe dans un autre pour le conseiller ou échanger, ce changement pourra « continuer » par la suite afin de ne pas trop compartimenter, figer la structure et laisser libres l'énergie, l'imagination et l'initiative.

Chacun des 1 à 25 chefs aura son équipe qu'il organisera selon son bon vouloir, de manière optimum.

Chaque organe cellule s'organisera au mieux en reproduisant plus ou moins à l'échelle inférieure l'organisation de l'échelle supérieure afin que le lien avec les autres parties soit fait (en les intégrant dans l'organisation de niveau du dessous.

233) Les premières structures à mettre en place

Une structure nationale (centralisée au départ) avec

- Un chef responsable des conseillers à l'investissement (pour les entreprises partenaires, voir les bases du système quelques pages précédemment).
- Un chef de nos entreprises suivant le plan.
- Un chef information, orientation et conditionnement.
- Un chef responsable de gestion et logistique qui devra s'occuper des marchés, de la répartition des entreprises dans l'espace, etc...
- Un chef responsable des associations affiliées et soutenu par l'organisation et de **nos** associations et structures pour le bien-être des citoyens (santé, assurance, retraite, loisir, éducation) qui s'occupera de leur promotion (loto, loterie, vide grenier, banque d'échange de livres, dons, kermesses, campagne de sensibilisation, etc.).
- Un chef des recherches (technologie, intelligence artificielle, voiture propre, lutte contre l'intérêt des grands lobbies pétroliers et autres projets (exemple : production de pétrole à partir de substrats organiques agricoles grâce à des bactéries, recherche d'« ersatz » remplaçant le pétrole, traitements des déchets nucléaires, thérapie génique, lutte contre le cancer (vaccin),

plastique biodégradable produit grâce au blé ou maïs transgénique, langages écrits, homme machine internationale, etc...).

- Un chef des structures nationales (assurance, banque, prise en charge des décès...) .
- Un chef des affaires courantes et défense et protection de nos membres (police spéciale, justice, politique, en liaison avec le parti, promotion de la communauté, éducation loisirs, bien-être).
- Un chef du secret avec service de renseignement de contre-espionnage et d'infiltration si nécessaire (qui fera la promotion à l'extérieur : pays européens, grands projets d'amélioration pour tous (tenus secrets pour être plus efficaces), son rôle sera de contrer l'agressivité et les services secrets des autres pays qui pourraient nous nuire. Organisation selon les 13 (plus ou moins adaptés) (les 10 que vous pouvez compter sur cette page plus les 3 (président, trésorier, secrétaire) (la partie secrète possédera son système d'information, d'éducation, de recrutement, d'infiltration politique, sa police et sa justice. Cette partie « secrète » est vouée à disparaître une fois la stabilisation mondiale obtenue et un système démocratique citoyen stable mis en place.

Siégeront avec eux le président, le trésorier et le secrétaire, comme dans toute association. Chaque organe cellule s'organisera au mieux en essayant de reproduire plus ou moins à l'échelle inférieure l'organisation de l'échelle supérieure afin que le lien avec les autres parties soit fait, en les intégrant dans l'organisation de niveau inférieur.

S'ajouteront à cette grande assemblée, à ce grand conseil national, des représentants élus dans les assemblées départementales. Chaque chef aura son « cabinet » avec conseiller, etc... Le président aura un service de réponse aux demandes et propositions. Des cellules de crise pourront aussi être mises en place à ce niveau national.

Chaque parti devra, par sa constitution, s'intégrer au mieux dans l'ensemble (par exemple, le trésorier devra donner la proportion des bénéfices demandée par le pouvoir supérieur qui la redistribuera et le reste non demandé servira au pouvoir inférieur).

La circulation des informations devra se faire, pour les directives, du haut vers le bas, concernant les résultats et remarques, du bas vers le haut ; ce conseil distribuera globalement au niveau inférieur (régional) puis particulièrement à chacune des parties les objectifs et mesures à appliquer.

Et afin que l'argent n'interfère pas et n'empêche pas la performance et également afin de faire des économies et d'être concurrentiels, ils ne seront pas payés (ou très peu).

Quand il y a de l'argent une dérive est possible.

Ces propositions seront susceptibles d'évoluer, de se modifier en fonction des contraintes, d'autres fonctions pouvant s'y ajouter, se développer (recherche, éducation).

24) Le rôle des « communautés » dans notre politique globale

L'idée est de favoriser par la libéralisation, suppression de taxes sur les bénéfices, les initiatives honnêtes et la création de mini-communautés simples avec des responsables « privés » indépendants un peu partout sur le territoire pour former par la suite, peu à peu, une organisation d'ampleur « nationale » gérée par un système associatif national qui les intégrera par la suite, s'ils le désirent, dans la structure d'état selon le plan. Pour faire partie de ces communautés et profiter de ne plus payer de taxe sur les bénéfices, il faudra, entre autres, signer une charte d'honnêteté (voir annexes doc 12-13).

Les micro-communautés s'organiseront sur les principes communistes : toute production reviendra à la communauté (partage des outils de production et des biens produits, l'argent gagné sera en partie redistribué et en partie utilisé par la communauté pour faire des achats groupés pour la communauté).

Les principes seront :

« À chacun selon sa capacité, à chaque capacité suivant ses œuvres » ou « chacun est requis selon ses capacités et chacun revoit selon ses besoins » ou « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

Le communisme que nous prôtons est une vie sociale organisée selon des règles établies mais sous la contrainte que chacun se fixera, donc sous l'auto- « contrainte » volontaire et acceptée et non obligatoire.

Le rôle des communautés sera de :

- Développer un communisme humain.
- Faire baisser le chômage et la misère en employant les personnes lorsque les machines remplaceront l'homme, c'est-à-dire un rôle d'occupation et de contrôle des individus afin qu'ils ne provoquent pas de troubles sociaux.
- Accueillir les individus sans formation, sans emploi, parlant à peine le français et venus des pays étrangers, sans quoi ils ne recevront aucune aide s'ils n'ont pas la citoyenneté.

Des fonds seront récoltés auprès de ceux soutenant l'organisation pour subvenir aux besoins et développement de ces communautés d'intégration. Bref, elles auront un rôle social en redonnant des repères aux personnes SDF et autres parias qui voudront les intégrer.

Au départ, la diversité de nos productions ne sera pas très grande. Nos productions seront les moins chères pour nos membres, le reste sera vendu à l'extérieur. Le sacrifice minime et régulier actuel est le bien de demain. Le bien matériel exagéré d'aujourd'hui est incompatible avec le bien-être de demain. Et ce autant au niveau matériel que spirituel (exemple : si tout petit

tous vos désirs ont été réalisés vous aurez tendance à être malheureux, si plus tard vous n'êtes pas gâté ou ne possédez pas ce que vous voulez car ne pas donner de limite ne nous a pas permis de développer notre conscience, il faut connaître la faim, le malheur, etc. Pour connaître et savourer le plaisir, la philosophie que nous conseillons à nos membres est donc celle de la maîtrise des désirs.

3) NOTRE POLITIQUE (PROPOSITION DE POLITIQUE FUTURE)

31) POLITIQUE GÉNÉRALE

Libéralisation du social et de l'économie progressivement avec l'élaboration des structures communautaires et associatives. Imposer le minimum d'obligations aux citoyens.

32) POLITIQUE INTÉRIEURE

Selon mes visions de l'économie et de la justice, voici les mesures que notre organisation propose :

- * L'État doit être compétitif et intervenir dans l'économie. Pour cela un système que je nomme « armée économique » doit être mis en place.
- * Chaque région puis département devra avoir son centre d'organisation et de travail comptabilisant les entreprises sur son territoire et relevant des impôts sur ces entreprises en fonction de la valeur créée. Ces impôts seront redistribués aux entreprises en grande partie pour le bien de la communauté.
- * Un système de gestion paiera et s'occupera de payer les impôts à l'État.
- * Développer un système bancaire grâce à ces impôts dont les prêts seront sans intérêt ou avec intérêts faibles, puis mise en place d'un système d'assurance visant légalité pour tous les membres.
- * La mise au point d'une carte pour tous permettant de payer (dans tous les pays : la même monnaie) et des réductions sur l'aliment pour les membres possédant cette carte.

321) Mesures économiques et sociales : orientation des mesures, que faut-il faire ?

Il faut faire concurrence aux monopoles « qui en profitent » comme les firmes pharmaceutiques, les grandes banques et autres monopoles (les firmes brevetant les organismes génétiquement modifiés, le vivant n'appartient à personne ! il faut protéger la biodiversité) et remettre en question « les avantages et les acquis » de ceux-ci, comme si le marché leur appartenait. Il faut remettre en cause ces privilèges et monopoles comme si le savoir, l'information étaient un privilège utilisé pour s'enrichir. Pour contrer cela, il va falloir s'organiser et lutter, car ils ont les moyens financiers des lobbies pour faire pression. Nos agriculteurs sont menacés ; s'ils adhèrent à notre association, en échange d'une production de qualité ils auront de multiples avantages, on leur achètera leurs produits au même prix que celui de la grande distribution pour les revendre à nos membres moins chers que ceux de la grande distribution, si cela est possible. (Peut-être est-ce trop idéaliste). Pour mettre en place cela à l'intérieur des départements et entre chacun de ceux-ci des échanges doivent être organisés (le responsable logistique devra s'en occuper), des centres de collectes et de

distributions devront être mis en place ; la collectivisation ne sera pas obligatoire mais bienvenue. Les membres seront alors payés par l'État, « notre État », en fonction néanmoins de leur production.

Comment ?

3211) Par les lois et les mesures

Pour la croissance juste

Pour faire repartir la croissance, mise en place progressive d'un système simple d'impôt sur les entreprises et de répartition que l'on mettra ensuite en œuvre à l'extérieur (simplifier les charges sur les entreprises françaises où le travail de l'homme reste important (artisans, commerçants) et pour les petites entreprises de moins de 10 salariés ; ainsi l'on prendra des mesures consistant à faire progressivement diminuer tous les impôts et les charges sur les entreprises jusqu'à ce qu'il ne reste que la T.V.A ou plutôt un impôt sur les « bénéfices » plus que sur le travail et un impôt sur les grosses fortunes, afin que le citoyen consommateur ne paie pas) (5 à 20 pour cent sur cinq ans jusqu'à l'annulation totale des impôts). Un étalement sur la durée sera nécessaire

Il restera à payer aux entreprises l'impôt sur les bénéfices qui remplacera les contributions sociales généralisées, mais des membres du parti conseiller en économie et politique pourront mieux nous conseiller (notamment sur les autres impôts régionaux, communaux).

La recherche en avant (grand axe de recherche intelligence artificielle -IA-, automatisme robotique).

De nouveaux organes dont :

Ministère de l'éducation et du temps libre.

Faire devenir l'État une entreprise construisant de la richesse et de la compétitivité.

Économie : transformer le RMI ou RSA (insertion) en travail d'intérêt général organisé par les communes (somme qui se rajoutera au RMS (revenu minimum de survie).

Retraite de manière dégressive à 55 ans puis à 50 pour tous (non obligatoire).

D'ici vingt ans la semaine de 32h : vers 32h par semaine sans forcer les gens qui veulent travailler et gagner plus, ni les entreprises. L'État devra montrer l'exemple.

Annuler provisoirement toutes les taxes imposées aux entreprises étrangères établies sur le sol français ; elles seront taxées par la suite ; en revanche taxer tous les produits étrangers en fonction de leurs utilité et qualité. Développer les associations par des mesures d'aide si elles sont utiles (recherche, intégration sociale...) grâce à une association centrale.

Aide à l'emploi et à la création d'entreprise : faire des réductions d'impôts durant 5 ans.

Aide au développement des coopératives agricoles privées et d'État par des incitations économiques (moins de TVA, rabais sur le matériel agricole des entreprises d'État.

Suppression des subventions aux agriculteurs privés, ils doivent pouvoir vivre de leurs produits car ils s'endettent.

Simplification du code du travail qui complique la vie des entreprises, on s'inspirera du code du travail suisse.

3212) Par la mise en place de nouvelles structures organisé par l'État

- Une armée économique

L'armée militaire de métier sera conservée mais une autre armée se mettra en place : une armée économique qui utilisera ceux après 45 ans et ceux qui auront voulu l'intégrer dans leur jeune âge (l'armée économique recrute !!!) ; quel que soit leur niveau d'avant, ils passeront par toutes les étapes : orientation, éducation, instruction.

Une armée économique (moins de chômage mise en place du minimum de survie en fonction du niveau et de la bonne santé de l'économie remplacera le RMI ou RSA. « L'armée économique » devra orienter et utiliser au mieux les capacités et les savoirs.

La prison devra être un système utilisant des méthodes psy afin d'utiliser les hommes pour une réinsertion dans le système économique et social.

Réorganisation des prisons (les prisonniers travailleront pour l'État selon les cas). Les débuts : tout cela se fera grâce au volontariat avec des associations et peu à peu cela prendra tournure.

L'armée économique reposera sur le volontariat au début, pour finir il sera payé par la carte pour les membres. Chacun des membres paiera ce qu'ont payé les autres pour être membres (x euro, 150 euros ? par mois au début ou pourcentage 1/6 du salaire touché doit être reversé (conseillé), ceux voulant donner moins ou plus seront libres de le faire). Ensuite cette carte évoluera pour aller jusqu'à toute la paie ou presque. Un revenu minimum (carte de survie) sera versé à ceux hors du système lorsque celui-ci sera viable, il commencera bas et sera en fonction de la bonne santé de l'économie et des bénéfices de nos sociétés. Les retraités et les chômeurs toucheront ce revenu minimum. Les agents de police, de gendarmerie et d'encadrement, politiques et administratifs seront payés à ce minimum de survie de manière à ce que ce soit une vocation et non un refuge de fonctionnaires et afin d'améliorer l'efficacité du système tout en faisant des économies.

Qu'est-ce que l'armée économique ? :

C'est une organisation susceptible de donner un coup de main à l'économie locale, aux infrastructures, aux associations jugées utiles et qui pourra fédérer les maires des petites communes.

Les buts de l'armée économique :

- soutien au tissu économique local.
- Emploi des chômeurs.
- éducation et formation populaire.
- faire vivre et entretenir les campagnes et les villes.

Ses revenus :

- de sa propre activité (dont coopération avec les entreprises).
- payée par l'état selon le nombre de chômeurs employés.

- Un service économique

Mise en place d'un service par l'État pour les retraites : cotisations durant 30 ans, après 45 ans de service pour l'État (l'organiser) jusqu'à 55 ans (sans forcer les gens), les entreprises qui voudront garder chercheurs et travailleurs ne seront pas obligées de les payer, ils recevront le salaire minimum de survie mais pourront cependant les payer pour les retenir ; ceux voulant partir à la retraite à 45 ans sans travailler pour l'État par la suite auront une paie minimum de survie comme les chômeurs (sauf pour les fonctionnaires qui resteront fonctionnaires). Mise progressive d'une paie quasi similaire pour tous ceux qui travailleront dans les services d'État ; du moins des écarts moindres (SMIC d'État en fonction de l'état économique) ; afin que le service d'État soit rentable durant les quelques années où les individus serviront l'État ils cotiseront pour leur retraite suivant les bénéfices créés, ainsi la productivité sera maintenue. Les patrons des petites entreprises (commerçants, artisans) ne seront pas obligés de se mettre au service de l'État et devront cotiser normalement pour eux, pas pour les autres.

- Grâce à l'élaboration d'une « didactocratie » pour l'engagement des citoyens

Dans chaque département puis dans chaque ville de plus de 7000 habitants, des assemblées seront tenues et voteront oui ou non pour les lois à la majorité et **en discuteront** ; ce seront les personnes intégrées et engagées dans l'État les plus de 45 ans et ceux y étant déjà intégrés avant car ayant des compétences qui s'en occuperont et organiseront des débats. Ils superviseront ainsi les lois du système, chacun pourra aller y donner son avis, s'il le veut ; dans chaque assemblée il y aura un responsable élu. Peu importe la formation, le diplôme, chacun pourra donner son avis.

- Par un service « justice, police » organisé par un réseau d'associations non politiques

- Responsabiliser le citoyen : moins de police plus de responsabilités, il faut que ce soit le citoyen qui aille à la police et non l'inverse ; il faut trouver des moyens, des structures pour canaliser la violence l'agressivité par la création d'une justice indépendante de l'État et privée, avec des principes humains pour les victimes et les bourreaux (voir la justice).
- Promouvoir, soutenir, les associations qui aident à la justice.
- Créer des assemblées dans les villes (information + loisir + culture = instruction des citoyens) (but : rendre intéressant la politique (droit pour tous à l'apprentissage à tout âge) et promouvoir une éducation et une formation tout au long de la vie.
- Pourront enseigner : d'anciens professeurs à la retraite et des bénévoles ; création de moyens pédagogiques (livres, internet, éducatifs dans tous les domaines), les bénévoles étant là pour répondre aux interrogations du citoyen et l'orienter et favoriser les échanges.
- « Le citoyen policier » : constitution de milice de jeunes encadrés qui feront respecter le mouvement et s'intégreront dans la société, cette « milice » n'aura pas pour but la violence mais d'établir le respect entre les gens ; les jeunes désœuvrés, drogués, en rupture, pourront

choisir cette voie durant quelque temps, ils seront par la suite intégrés dans le réseau d'État ; ce pourront être aussi des jeunes un peu plus expérimentés venant de l'armée militaire et ayant une formation et qui pourront ainsi compléter leur expérience dans ce service.

- Prison modèle.

- La prostitution encadrée : réouverture des maisons closes, lutte contre le proxénétisme et l'hypocrisie.

3213) Par la proposition aux politiques actuels de créer de nouveaux responsables

-Ministre pour l'entreprise d'État.

-Gestion (la cour des comptes mais avec des gens nouveaux et surtout ses décisions doivent être appliquées).

-Information et défense des consommateurs et citoyens.

-Conditionnement et éducation de la jeunesse.

-Ministre du temps libre (qui aidera, organisera, informera les associations qu'il jugera utiles).

Et autres structures qui pourront aider nos structures à se développer (autre ministre).

Secrétaire d'État (à ceci ou cela mettre tout cela au clair en fonction des contraintes).

Les chefs devront montrer l'exemple en restant justes au minimum de base.

3214) Par une politique éducative et d'intégration

32141) De l'éducation

Changer le mode d'éducation :

1) La discipline pour le respect de l'autorité.

2) L'autorité dans le respect sans la domination.

3) Une école plus libre qui crée des individus pouvant penser et apprendre par eux-mêmes ne rentrant pas dans un schéma de domination/soumission ; écoles interactives où les élèves poseront des questions, choisissant sans être trop imposés les différentes matières qui les intéressent et progressant à leur rythme.

L'éducation et les loisirs

Durant le primaire l'enfant devra savoir lire, écrire et compter ; des activités d'éveil seront proposées l'après-midi et choisies par les élèves (théâtre, contact avec la nature etc.) ; rien donc ne sera changé mais pour le collège il n'y aura que très peu de cours écrits de la 6^{ème} à la 4^{ème}.

Des papiers seront distribués : l'élève devra en prendre connaissance et ensuite poser des questions, le professeur étant là pour expliquer. Il est inutile que le professeur écrive toujours la même chose au tableau. Tant pour le professeur que pour l'élève, l'école doit tendre à devenir un plaisir, des activités d'éveil plus interactives choisies pour l'après midi ou des cours de rattrapage et d'étude pour faire les devoirs, l'enfant devra travailler à l'école non en dehors,

seuls les cours écrits se feront le matin : mathématiques, français, langues, latin pour les plus doués, mais toujours avec le souci de structurer et développer les capacités de l'élève avec des problèmes concrets adaptés au plus grand nombre ; les élèves devront développer le sens critique et le sens social (respect) savoir, savoir-faire et savoir être ; l'éducation devra s'adapter au mieux à chacun, le moins de temps libre sera laissé aux enfants et des limites par une discipline et des règles devront être inculquées aux enfants de manière qu'ils soient tous logés à la même enseigne.

L'éducation doit être permanente pour tous. Dans chaque ville de plus de 7000 habitants devront être mis en place des lieux d'éducatons et de loisirs suivant des livres ainsi qu'une encyclopédie des techniques. Ce sera l'endroit où chacun pourra venir poser des questions sur tout, ce doit être une nouvelle église du savoir ; savoir-faire, savoir être et activités se partageront selon les choix de chacun.

Des structures, des associations promouvant cela, devront être mises en place ; certaines le sont déjà. Il suffira de les intégrer si elles le désirent suivant certaines conditions dans « l'association ». Des gens bénévoles à la retraite pourront s'en occuper s'ils le désirent.

32142) Par l'intégration des immigrés sans papier « récalcitrants aux valeurs honnêtes de notre mouvement » ou leur expulsion selon leur choix

Pour l'immigration il faut aller vers une réglementation par l'État. On a trop laissé faire, sans rien faire. Seules les personnes dignes d'être naturalisées le seront, l'ayant prouvé par leur travail, leur honnêteté, leur respect des lois ou leur engagement dans la propagation de notre mouvement. Les immigrés déboussolés seront intégrés parmi les travailleurs d'État et orientés selon leurs capacités et diplômes ; ils devront être intégrés par le service économique afin de leur inculquer de nouvelles valeurs ; l'immigration sera régulée efficacement comme le préconise le FN. En aucun cas ils ne devront profiter des avantages de la société française mieux que les français. Car, en effet, une grande partie des nouveaux arrivants s'installe en croyant que tout leur est acquis, ceux nés de la génération d'immigration précédente (années 60-80) se retrouvent dans des ghettos, faute aux politiques des grands ensembles, de la production de masse visant celles de l'exploitation, de la misère afin de gagner toujours plus d'argent (encore un effet pervers qui découle de l'économie de marché). La conséquence actuelle c'est que lorsque l'on entre dans des ghettos, on voit écrit « mort aux français ». N'est-ce pas révoltant ? Bien sûr que si, on peut penser : « Est-ce ainsi qu'ils nous remercient de notre accueil ? », mais ce n'est ni contre les français qu'il faut se révolter ni contre les étrangers mal intégrés, car s'ils sont mal intégrés c'est tout simplement parce qu'ils viennent d'une culture différente et parce que les politiques de l'époque les ont fortement incité à venir en France, voyant leurs parents exploités et abusés par les politiques français des 60 dernières années, acculturé leur progéniture, ils sont désorientés, ne savent plus où sont leur vraies valeurs, entre la société occidentale de consommation et leur inconscient familial, alors ils se réfugient dans la religions ou dans les valeurs extrêmes afin de faire reconnaître la différence que l'on n'a pas reconnu à leur parents et les conflits ont tendance à se résoudre par la violence (suicide, agression, rancune envers les français de souche.

Critique de la politique à ce niveau-là des « politiques » actuels

Le comportement évident du PS, de l'UMP et des politiques de gouvernement le prouve clairement : ils n'ont pas compris le vrai problème, ils semblent vouloir utiliser le malheur des uns et des autres, montant les uns contre les autres.

Pour l'UMP et la droite nationale : l'argument implicite de base qu'ils essayent de faire passer est : « Quand un français désire virer un étranger, l'étranger se plaint à une association et obtient gain de cause sous justification que c'est un acte raciste. Cependant lorsqu'il s'agit d'un français on ne dit rien : simple fait divers. Mais n'est-ce pas normal de privilégier le français avant l'étranger, de privilégier l'homme honnête et de confiance face à l'étranger ayant des valeurs antirépublicaines et anti-laïque ? Alors on n'a pas le droit de faire quoi que ce soit envers un étranger sous peine d'être traité de raciste ? En revanche, lorsque ces mêmes étrangers agressent un français ou nous considèrent de manière intolérante le français devrait se taire ? N'est-ce pas pourtant une forme de racisme contre le français ? Sous couvert de politiquement correct, l'on doit tout accepter ? Ou le français n'est plus chez lui mais en pays étranger ou les lois de la république n'ont plus cours. Le respect des uns qui sont étrangers doit s'arrêter au respect de l'autre, le français. Sinon le français ne sera plus maître dans son pays. Et c'est en vérité ce qui se passe dans les ghettos.

Certes, c'est en partie vrai dans certaines zones, mais à qui la faute ?

C'est l'argument bidon pour faire croire aux français que la France existe encore afin d'exploiter la fibre du sentiment national sans utiliser les moyens de la protéger, bref, c'est s'en moquer ouvertement ; l'on monte les malheureux contre les malheureux afin de continuer d'exploiter le vote de la misère ou de l'orgueil d'autodéfense.

Pour le PS et la gauche nationale, l'argument implicite de base est : « on est tous égaux devant la pauvreté, l'exploitation et l'injustice, il faut partager, faire des efforts, taxer les riches afin que ceux qui n'ont pas de travail puissent vivre ; la pauvreté et la misère viennent de là, tout ça c'est la faute...euh...euh... aux autres qui étaient avant nous. C'est l'argument bidon associé aux mesures bidons ; souvenez-vous de Mitterrand !!! Grâce à lui le sort des français s'est amélioré !!! Nous, on va essayer de faire pareil.

Certes, c'est en partie vrai dans certaines zones mais à qui la faute ?

C'est l'argument bidon pour utiliser la bonne pensée actuelle : «il n'y a pas de problème, tout le monde il est gentil, tout le monde il est mignon » laissons partir nos capitaux ils reviendront bientôt ». C'est exploiter le vote du désespoir ou l'orgueil de confiance en soi et d'abnégation.

Mais, je vous le dis, les Français ne sont maîtres de rien ! C'est la finance internationale qui fait la loi en France depuis très longtemps ! Les étrangers la subissent encore plus que les autres !
--

Dans le cas de la droite comme de la gauche, dire une partie de la vérité ce n'est pas donner la solution c'est simplement admettre son échec, les politiques n'ont pas su dire non à l'emprunt simplement afin d'être réélus.

Lorsque vingt pour cent des français ont voté en faveur de Jean Marie Le Pen et du Front National c'était contre toutes ces injustices et pourtant les mesures économiques du FN ne sont pas toutes « irréalisables et irréalistes », il suffirait d'y croire. Elles nécessitent un certain sacrifice et une réorganisation administrative et que ceci ne règlera pas l'inflation administrative française.

Croyez-moi, la peur est mauvaise conseillère et la raison nous dicte de ne pas revoter pour des gens qui accusent les autres alors que les problèmes viennent de leurs propres erreurs.

Mais le gouvernement actuel en a-t-il pris conscience ?

Non ou très peu car il ne fait intervenir que par l'intermédiaire de la police, ce qui ne fait qu'accroître le déficit mais il ne simplifie en rien le système. Le RMI ou RSA et les autres avantages doivent être indexés sur la croissance et non être stables et acquis. Mais sur ce sujet aucun politique n'aura le courage de le faire par peur de perdre des voix.

Oui parce que le bon français, qu'il soit d'origine étrangère ou non, travaille ; mais où va une partie de son travail ? Il va à la multiplication des avantages à ceux qui connaissent le système mieux que lui et donc l'exploitent, c'est-à-dire les gouvernants et toute la clique de ceux qui profitent du système sans faire l'effort de le servir ; notre mouvement, le MUIF (mouvement d'union international français), défendra l'intérêt des français contre ces injustices, contre un système qui favorise la fainéantise, l'orgueil politique, qui mène à des absurdités et qui dépense sans compter le travail et l'effort des français. Un système qui décourage les travailleurs d'être honnêtes en les poussant à travailler au noir pour pouvoir subsister, et encourage l'assistanat exagéré à outrance. Oui, il doit être possible de travailler moins tout en gagnant honorablement sa vie, il suffit de réorganiser la société et de supprimer les institutions parasites qui absorbent l'argent pour ne rien faire d'utile.

33) FUTURE POLITIQUE EXTÉRIEURE ET ÉTRANGÈRE

L'Europe

Mesures immédiates

Assujettissement et contrôle des banques privées à l'État européen avec maintien de l'euro en négociation avec les partenaires européens, banque centrale européenne maîtrisée par un État européen, obligeant les banques à diminuer les taux d'intérêts.

Le but de la politique internationale : vers un état mondial respectueux des peuples ?

Agrandissement, extension de l'Europe jusqu'à l'Oural puis jusqu'à la Chine et internationalisation progressive de notre mouvement.

Développement de l'organisation dans les pays étrangers.

Mise en place d'un langage universel de base (afin de communiquer facilement) utilisable par nous comme par les machines. (Enseignement + organisation respectueuse des ressources au niveau des pays).

Harmonisation des structures démocratiques et économiques de façon progressive en vue de la création d'une monnaie unique internationale.

La mondialisation par l'augmentation des inégalités ne peut pas durer, ce pourquoi je lutte et propose mon organisation. Manifester ne sert à rien, il ne faut pas rester inerte et ne rien faire, il faut proposer un nouvel ordre international, une réunion d'États fédérés.

Politique d'expansion

Le système devra s'étendre. Des cellules de développement devront être mises en place dans les pays étrangers riches ou pauvres, le but final étant la réunion de tous les pays du monde dans un seul État. Mais respectueux des particularismes de chaque pays.

Une langue commune pour tous en fonction des contraintes techniques et scientifiques actuelles devra être mise en place.

Pour le développement, le respect, la réussite future de notre organisation à long terme

Préparation d'aide aux pays pauvres

Préparation d'aide en particulier aux pays d'Afrique si sa population arrive à diminuer à 2,1 enfants par femme en 10 ans ; sinon la régulation se fera par la souffrance (famines, guerres). Et

autres mesures dont je garde le secret qui permettront une installation optimum de notre organisation, c'est la partie secrète qui s'occupera de préparer tout ceci (notamment l'imposition progressive de la laïcité (propagande : abandon de religion ; nouvelle religion : celle du progrès ; abandon égoïsme national en Afrique, etc...) tout ceci de manière douce et non violente.

Alliance : coopération avec la Chine (si elle respecte les droits sociaux : retraite, etc.).

Extension de l'Europe, préparer États Unis d'Europe, « révolution » pacifique. Pour se développer, notre organisation devra s'aider des pays pauvres et les infiltrer.

L'aide aux pays pauvres passe par une aide en leur développement et une aide alimentaire optimum pour leurs survie et bien-être. Leur développement devra servir nos intérêts. Mais cette aide ne devra pas servir les intérêts immédiats privés comme celle des grandes firmes mais l'intérêt de la population européenne qui recherche un niveau de vie de qualité ; la biodiversité de ces pays doit être conservée et une agriculture biologique respectueuse de l'environnement doit leur être proposée.

En échange de notre aide, les pays étrangers devront aussi faire des sacrifices ; par exemple, ne pas taxer les entreprises que nous aurons jugé utiles pour leur développement et accepter de rentrer dans notre organisation en adoptant la même monnaie que nous et par l'apprentissage en seconde langue de la langue universelle.

Mise en place et harmonisation des structures gouvernementales des différents pays par l'intermédiaire de l'organisme (cotisation progressivement identique pour tous les membres d'autres pays de l'Union Européenne) et grâce à la mise au point d'un langage universel et d'autres organes politiques (constitution, assemblée, parlement) qui sont en train de prendre forme pour l'union Européenne.

Application de la réciprocité envers les gouvernements extérieurs : Sanction ou contrat-coopération
--

Tout ceci ne se fera pas en un jour et les structures nécessaires ne sont pas encore mises en place.

34) LES ÉTAPES

Mais comment pourra-t-on organiser tout cela ? Voici donc les grandes étapes par lesquelles devra passer l'organisation. Ces étapes ne sont qu'une idée. Les objectifs et buts de chaque étape pourront être plus ou moins avancés ou retardés en fonction de la réalité.

Création de l'association

Première étape : 10 individus membres engagés

Premier achat essentiel et recrutement de membres nécessaires pour l'informatisation du système de paiement et pour la création d'un site web. Préparation : mise au point de tracts et recrutement ainsi que mise en place d'un journal d'information pour les membres. Vente des livres que j'ai écrits (Aide pour un monde équilibré, Un condamné au silence, Pour un nouveau parti citoyen, etc...).

Deuxième étape : 100 individus membres engagés

Achat d'actions et de biens immobiliers pour la location.

Troisième étape : 1 000 individus partisans

Continuation des investissements.

Recherche d'entreprises « partenaires ».

Première création de nos entreprises non lucratives, les bénéfices ne servant alors qu'à promouvoir l'organisation et développer d'autres entreprises de base et à payer les ouvriers extérieurs ou membres de l'organisation. Un responsable par département : mise en place d'un système logistique et de journal départemental et national pour informer les membres du réseau (pour faire paraître des annonces, etc.).

Quatrième étape : 10 000 individus membres de l'association

Centre d'information d'orientation et de propagande.

Continuation des investissements.

Cinquième étape : 100 000 individus membres militants du parti

Début de l'exportation de nos idées dans pays les extérieurs et des échanges économiques avec eux.

Création d'un parti + insigne du parti, recrutement de citoyens pour rejoindre notre parti.

Carte d'appartenance comme membre et de paiement.

Début de création d'une police et système judiciaire pour défendre nos membres.

Création d'une banque (qui prêtera sans intérêt à nos membres) et d'une assurance pour nos membres actifs.

Service funéraire de prise en charge.

Sixième étape : 1 million d'individus membres de la communauté du parti de et de l'association

Distribution des bénéfices, une partie selon les apports et l'autre partie de façon égalitaire ; lancement de notre parti pour la présidence, création d'un autre système de justice plus rapide.

Septième étape : 1 million et plus (effet boule de neige en fonction des résultats de notre organisation et de tous ses membres)

Accès de l'un de nos membres à la présidence. Mise en place de « l'armée économique » puis libéralisation progressive (baisse des charges). Semaine de 30 heures pour l'armée économique, non obligatoire pour les autres entreprises.

Mise en place d'un système socio-économique pour occuper les gens, avec une idée de base à développer : par l'intermédiaire de l'État, les français doivent devenir équitablement actionnaires de leurs entreprises, sinon les entreprises qui délocalisent ne rapporteront rien aux français, mais seulement à quelques gros actionnaires et la pauvreté se développera en France, rajoutée à l'inactivité, cercle vicieux qui ne peut qu'amener violence et injustice.

Pour finir, n'oublions pas qu'un bon projet humain sans leader vaut mieux qu'un mauvais projet avec un bon leader, donc il faut un bon projet car un bon projet avancera toujours même sans grand leader.

Quand nos P P pousseront les M M

OU

Quand nos Propositions
Politiques pousseront les
Modernisations Multiples
« Une Nouvelle Politique »

Ce petit recueil de propositions de constatations d'idées, formant un programme, est fait pour faire pression sur les politiques, pour aider le citoyen, lui faciliter la vie, le protéger, pour un monde plus juste ; des solutions sont proposées pour faire baisser le chômage, relancer l'économie, la recherche et surtout pour que les gens soient le plus heureux possible ; enfin ce petit fascicule contient tout ce qu'il faut pour qu'un nouveau mouvement politique naisse, pour que des citoyens s'y reconnaissant, s'y intègrent et s'engagent ; pour que ce programme trouve son président et ses forces vives.

Plan

1°) Nos idées

- 11) Économie
- 12) Social
- 13) Problèmes à résoudre
- 14) La solution économique
- 15) La solution sociale
- 16) Coup de gueule

2°) Nos moyens

Doivent reposer sur une nouvelle organisation centrale : l'association.

Projet d'association (Doc 1).

L'association : qu'est-ce que c'est ? (Doc 2).

L'association c'est aussi des propositions pour modifier le système éducatif (Doc 3).

L'association propose (Doc 4).

Résumé : but association (Doc 5).

3°) Comment réaliser nos projets et propositions

31) Quelqu'un à la présidence pour soutenir nos idées

311) Documents à donner aux maires pour obtenir leurs signatures (**Doc 6**)

312) Documents à donner aux citoyens

Pour ceux qui veulent en savoir plus (Doc 7).

Le devoir de tout parti politique et de tout candidat est de montrer l'exemple (Doc 8).

Notre programme politique (Doc 9).

32) Nos premières mesures

33) Association d'entraide

4°) De l'État et de son rôle :

41) Son rôle

42) À long terme si ça continue ainsi l'État français s'écroulera-t-il ?

43) Morale et communauté de l'État

44) Résumé et prévision

45) Vers un monde meilleur (**Doc 10**)

46) Vision de la politique

1°) Nos **idées**

Mesures principales accompagnant nos propositions dans les différents domaines

11) Économie

111) L'État doit investir dans l'économie

Création d'une organisation bien structurée appelée « armée économique » (voir plus loin) qui emploiera les gens voulant travailler. Le rôle de cette structure sera de trouver du travail aux personnes et de créer des richesses en partenariat avec les entreprises privées, les communes, les départements, l'ANPE (agence nationale pour l'emploi) ou le Pôle Emploi actuel ; il sera l'embryon de cette structure qui emploiera les chômeurs dans les communes, par exemple pour les travaux nécessaires à l'entretien du patrimoine, murs et chemins, etc.

Actionnariat de l'État dans les grandes entreprises grâce aux richesses produites par « l'armée économique », bénéfices redistribués réinvestis pour et à tous les français (dans la santé, l'éducation, les retraites, les infrastructures).

- Voir aussi 16) la solution institutionnelle (la nationalisation des banques).

112) Justice et meilleure distribution des richesses

- Limiter la distribution des bénéfices aux actionnaires à une valeur raisonnable de manière que le reste des bénéfices soit réinvesti ou distribué aux employés.
- Moralisation des politiques et des grands patrons : tout le monde devra se serrer la ceinture.
- Taxation des spéculations boursières et des hommes d'affaires trop riches qui tirent leur richesse en détruisant des entreprises et des emplois en les livrant sans défense à la loi du marché pas nécessairement juste et qui peuvent produire de la qualité alors que leurs concurrents étrangers n'en produisent pas. C'est pourquoi ils vendent moins cher ; nous ne sommes pas contre les plus riches mais ceux-ci doivent être des gens honnêtes, méritants et travailleurs.
- Servir l'État doit être une vocation pour les fonctionnaires, en particulier l'enseignement, la politique, dans la justice et dans la sécurité (gendarmerie, police), qui ne doivent pas être intéressés par l'argent qui les corrompt ; c'est pourquoi, devant montrer l'exemple, leur salaire sera diminué : ils toucheront le SMIC (sauf rares exceptions (enseignants de valeur, cadres de la direction importants) ; pour les grades les plus bas ils toucheront le RMS, ce seront des jeunes ou des retraités (voir plus loin) ; un échelonnement se fera selon la valeur. Pour les cadres, une légère différence de traitement devra être effective afin de motiver et récompenser la prise des responsabilités ; en revanche, leur nombre sera globalement maintenu et augmenté pour l'éducation et les moyens donnés (sauf le salaire) également ; cependant, des aides multiples et autres petits privilèges pourront leur être octroyés afin qu'ils ne vivent pas dans la misère. Certains travaux, qui ne justifient pas d'être sous-payés et qui ne sont pas vraiment des vocations ou qui sont trop difficiles ou risqués et dangereux (armée, police dans les banlieues, voirie, entretien, etc...) faits par les fonctionnaires, seront délégués en partie aux entreprises privées qui, en plus d'une rémunération de l'État pourront recevoir une prime de l'État, des régions ou des communes, s'ils sont efficaces, sauf l'armée qui restera dirigée par l'État. EDF, La Poste, France Télécom, la SNCF seront aussi en partie dirigés par l'État afin de maintenir le service public et l'emploi.

113) Simplification du système social et économique et de l'administration

Qui sont poussifs pour permettre un fonctionnement économique optimum et moins de tracas pour les français.

Le travail des uns ne doit pas nuire au travail des autres ;

- fusionner les administrations dont les compétences se chevauchent ;
- mise en place d'un RMS (revenu minimum de survie) indexé sur la santé économique du pays que tous toucheront grâce à une carte que chaque français aura à sa majorité ; suppression du RMI oui RSA et des allocations chômage ; le RMS les remplacera ;
- ne pas taxer le travail et simplifier son administration car il faut presque être surdoué de la comptabilité et il faut presque payer pour pouvoir travailler, cela n'encourage pas le travail.

114) De la proposition de création de « l'armée économique »

Comment s'organisera l'armée économique ? À partir de qui, de quoi ? Quel sera son rôle ?

Tout d'abord, elle s'organisera sur la base du volontariat et des bonnes volontés avec des petits travaux d'intérêts généraux (entretien des chemins, des WC publics, jardin communal, aide aux personnes âgées, aux agriculteurs, repeuplement de la campagne par les jeunes désœuvrés qui filent du mauvais coton, etc) ; avec de petits dons privés ; puis progressivement de plus gros travaux avec un meilleur encadrement, une diversification des métiers, des partenariats avec des entreprises privées comme publiques, cette entreprise, «l'armée économique», s'organisera grâce à ceux ayant pris leur retraite à 55 ans et voulant encore servir à quelque chose (surtout pour les administrateurs et politiques voulant servir la nation, ils seront évidemment rétribués légèrement en plus de leur retraite) et elle s'organisera aussi grâce aux jeunes voulant décrocher un premier emploi cela s'organisera au départ à partir de dons de cotisations personnelles et de bénévolat. Ceux qui s'y engageront devront et seront valorisés, ils seront un exemple pour tous ; un programme de propagande publicitaire et culturel devra les encourager.

Son rôle premier sera de créer de l'occupation et de l'emploi aux chômeurs, son deuxième rôle sera de créer de la richesse, enfin son troisième rôle sera d'éduquer les jeunes aux valeurs de respect et de travail.

Pour mettre cette structure en place à grande échelle il va de soi que nous devons arriver au pouvoir ; néanmoins, il est possible de l'organiser même sans le pouvoir ; à ce moment-là ce sera une structure organisée et privée dont les privilèges (droit de travail) et acquis par le travail reviendront aux adhérents du parti, de l'association et de la communauté.

12) Social

121) Santé

- une assurance nationale pour tous prenant en charge de moitié les actes médicaux.
- création de maisons médicalisées pour les personnes âgées dans les villes de plus de 3000 à 4000 habitants.
- la situation hospitalière française est plutôt bonne (2010) mais l'on peut noter une certaine dégradation, il faut former plus d'hospitaliers (médecins, infirmières), il faudra donc conserver une bonne situation et continuer la modernisation.

- légalisation de l'euthanasie et prise en charge du décès des citoyens par l'État pour ceux qui le désirent.
- responsabiliser les patients, les médecins et personnels de santé sur les économies à faire et l'efficacité de leurs traitements.

122) Éducation

- créer une nouvelle pédagogie basée sur le développement psychologique humain capable de juguler la violence des futurs citoyens et développer l'esprit critique.
- adapter l'éducation aux élèves, leur donner le goût du plaisir au travail ; enseigner avant tout aux élèves à « apprendre à apprendre » dès l'enfance avec de nouveaux moyens (par exemple l'hypnose) ; lecture, écriture, mathématique, français de base, au primaire le matin, éveil, loisir, devoir l'après-midi. Enseigner la bienveillance et les émotions positives.
- diversifier la curiosité au collège en laissant plus de liberté avec des activités encadrées de « loisir et de curiosité » l'après-midi (sport, latin, grec, théâtre, histoire, géographie, éveil scientifique).
- vouloir 100% de réussite au bac ne rendra pas plus intelligent mais dévalorisera le bac et fera baisser son niveau.
- les professeurs seront formés avec des temps de stage en situation réelle afin de les habituer et non directement parachutés comme il est fait actuellement et devront voyager pour voir ce qui réussit ailleurs.

123) Retraite

- à 55 ans, retraite pour tous ceux qui le désirent ; en fait des cinquante ans sera versée la retraite d'État mais ceux voulant continuer à travailler le pourront en étant payés plus ou moins (selon privé, public).
- dès 55ans, la retraite d'État pourra être versée, elle aura comme base le RMS et sera complétée par les cotisations privées propres à chacun, si la personne le demande tout pourra être versé d'un coup.
- supprimer la retraite par répartition, les gens ayant cotisé recevront en plus de la retraite d'État ce qu'ils auront cotisé ou économisé. Chacun cotisera pour lui-même le nombre d'années qu'il désire.

124) La recherche (aussi source d'emploi)

Donner les moyens aux chercheurs dans les voix d'avenir entre autres.

Les nanotechnologies, les biotechnologies, la robotique dans tous les domaines économiques. Les technologies d'énergie du futur (lutte contre la pollution et processus de recyclage). Santé vieillesse, alimentation du futur. Tout ceci créera de nouveaux métiers et de nombreux emplois.

125) Cohésion sociale

Remise en marche du service dit « militaire » ; l'armée facteur de cohésion sous forme d'un service civil qui pourra ensuite être intégré dans « l'armée économique ».

Il est nécessaire de changer l'organisation de la solidarité ; en effet, aujourd'hui, cette solidarité est mise en place par de grandes structures administratives, il faut laisser les familles et les associations s'occuper en partie de la solidarité car la solidarité à niveau humain est plus naturelle qu'organisée dans des grandes structures administratives coûteuses, à visage déshumanisé, ce qui encourage la fraude. La famille est le premier maillon de cette solidarité, il faut donc la laisser s'exercer en taxant le moins possible le travail et les petits héritages ; l'État pourra organiser ou aider des associations à but humanitaire (resto du cœur, etc...).

Pour chaque enfant né, une aide sera versée afin de maintenir le seuil de régénération par la natalité (2,1 enfants par femme), les structures actuelles (crèches, écoles, assistance, DASS) seront maintenues et encouragées.

Les chômeurs qui voudront toucher plus que le RMS (revenu minimum de survie) ou simplement s'occuper seront pris en charge par l'État qui leur donnera du travail plus ou moins rémunéré selon la pénibilité et le temps de travail grâce aux entreprises d'État ou coopérant avec l'État dans l'agriculture, dans l'entretien des campagnes et des villes, dans les aides et services multiples aux personnes, ces petits travaux devront être accessibles aux moins qualifiés, aux plus précaires.

126) Justice

Il y a deux poids deux mesures, un et une pour les nantis, les autres pour les gens du commun ; la justice doit être la même pour tous et l'argent ne doit rien à voir là-dedans ; pour cela les justiciers doivent être honnêtes. Pour traiter les affaires les plus importantes et organiser une justice rapide et efficace, nous demanderons aide et conseil auprès de spécialistes ; mais il va de soi que la justice est aussi une entente entre personnes et un travail sur soi ; pour les petites affaires courantes qui encombrent les tribunaux, les associations et autres organismes civils pourront les prendre en charge sans trop de paperasserie.

La mise en place de toutes ces mesures devra se faire progressivement.

13) Problèmes à résoudre

Les trop grandes inégalités minent la croissance tout en faisant baisser le moral des citoyens, il faudra donc y remédier en taxant les échanges boursiers par exemple et tout l'argent « facile ».

131) L'immigration

Pose plusieurs problèmes : comment vivre ensemble ?

Un problème d'assimilation : certains immigrés viennent avec leur culture et surtout leur mentalité parfois incompatible avec celle des français, ils ne se mélangent pas, créent des ghettos et des problèmes de violence qui submergent la culture et la société française, il faudra donc remettre au goût du jour un service d'intégration ; quand on veut s'intégrer dans un groupe, en l'occurrence une nation, on respecte les coutumes, l'histoire de ses hôtes accueillants et les mentalités, sinon l'on risque de choquer la population à ses risques et périls car c'est un signe de manque de respect de faire du prosélytisme avec des signes ostentatoires (burqa) ou des rites absurdes, par exemple : s'ils ne mangent pas de porc, ils ont le droit, mais qu'ils ne cherchent pas à l'imposer à nos collectivités. La tolérance et le respect de la nation vis-à-vis des étrangers ont donc une limite, l'on n'est pas contre la culture étrangère tant qu'elle ne nuit pas à la France, moi, personnellement, je vais au resto vietnamien, au kebab ; je ne suis pas contre la diversité culturelle mais contre l'intolérance de toutes les personnes qui tentent d'imposer leur vue par la violence. Il y a une limite ; cette limite c'est la survie même de l'État nation laïque qu'est la France.

Établir la loi du sang de telle manière que seuls les enfants nés de français soient reconnus français et profitent de cet avantage (allocations familiales, etc.) et non ceux nés sur le sol français (loi du sol) ; seuls les étrangers bien intégrés après avoir été reconnus pourront recevoir la nationalité française ; ainsi les conditions étant plus dures pour les immigrés cela ralentira le flux migratoire.

L'on n'est pas contre les immigrés qui travaillent, il est normal qu'ils soient régularisés s'ils payent des impôts comme tout le monde. Le problème provient du fait que les patrons font du dumping sur les salaires, les travailleurs ne se plaignent pas de leur salaire. Les patrons en profitent et les payent moins que les travailleurs français ; résultat : les travailleurs français sont obligés de s'aligner sur les salaires en étant moins bien payés ; en général cette mondialisation des échanges et du travail appauvrit le pays et parfois même au détriment des petits patrons et petites firmes elles-mêmes.

Le problème des religions : certaines religions, dont l'islam, sont, par définition, contre les lois de la république laïque, contre la loi faite par les hommes, car, pour elles il y a une seule loi, une seule vérité, celle de dieu ; cette mentalité religieuse qu'avait l'église catholique a été combattue et vaincue grâce aux lois et à la laïcité durant la révolution ; il ne reste plus qu'à faire de même avec le fondamentalisme intolérant islamique et d'autre orthodoxie extrême dont les médias ne vous parleront pas en France.

Quant aux étrangers qui viennent pour profiter du système, ils ne seront pas aidés ; ceci permettra au flux migratoire de diminuer en décourageant l'immigration de profit.

132) Le problème du chômage

Il faut réorganiser le travail. Quelques exemples :

Les robots vont remplacer les hommes, conséquence : il y aura plus de chômage si rien n'est fait pour occuper la population.

L'évolution technique est ralentie par les lobbys qui défendent leurs intérêts ; par exemple : l'on a inventé et trouvé un frein quasi inusable, mais l'on s'oppose à sa mise sur le marché car cela va contre les intérêts de certains lobbys qui ont intérêt à changer les freins car ceci créerait du chômage ; pareil pour un pneu mis au point qui ne crève pas, pareil pour la filière pétrolière qui, disparue, d'un coup supprimerait des emplois et des revenus pour les exploitants alors qu'il serait raisonnable d'investir et de mettre au point des moyens propres le plus rapidement possible ; sans parler de l'aluminium qu'on met partout en particulier dans les vaccins et qui rend les gens malade. La solution est de réorganiser le travail. L'État doit s'impliquer grâce à une armée économique qui occupera et payera les hommes sans ralentir l'évolution technologique et scientifique et en supprimant l'inertie du système économique. L'État français doit, comme le font certains États nordiques (Finlande), investir en actions dans ses firmes qui se sont établies à l'étranger où les coûts de fabrication sont moins élevés ; si cet effort politique d'investissement et d'emploi n'est pas fait, le pays verra ses industries dépérir et les citoyens du pays s'appauvriront sans que l'on ne puisse faire grand-chose.

133) Les problèmes agricoles, agroalimentaires, planétaires

- De la pollution et de la pêche excessive.
- Les lobbys des grandes entreprises agricoles obligent les agriculteurs à acheter leurs graines de semences ainsi que les traitements chimiques qui vont avec ; des lois devront être faites pour protéger et favoriser les agriculteurs qui sélectionnent eux-mêmes et ressemment avec leur propre semence et en respectant un optimum la terre et les animaux.
- Salaire minimum pour les agriculteurs comme pour les médecins ; ils compléteront ce salaire par le fruit de leur travail ; pour maintenir l'indépendance alimentaire du pays l'on pourra mettre en place une agriculture d'État qui emploiera des gens. Des personnes pourront aussi être employées également dans tous les domaines touchés par l'agriculture et il y en a ; le seul problème est de maintenir compétitivité et efficacité ; il faudra donc y réfléchir pour ne pas sombrer dans l'étatisme comme dans l'ancienne Union Soviétique.
- Promouvoir des méthodes agraires moins polluantes et respectueuses du sol et des animaux.

134) Problème de l'insécurité et de la délinquance

Mise au point d'un encadrement de spécialistes pour encadrer les délinquants, sorte d'armée de psychologues, de gendarmes, d'anciens militaires inemployés, de personnes de différents métiers à la retraite bénévoles ou non, dès le plus jeune âge en repérant les cas sociaux (connaissance avec différents métiers, encadrement à la campagne, travaux d'intérêt général).

135) Problème de la consommation et du travail

On peut organiser le travail de manière plus juste mais cela pose plusieurs problèmes. On peut penser que travailler moins de temps permettra aux gens d'avoir plus de loisirs et de mieux répartir le travail pour tous car produire plus ne sert à rien s'il n'y a pas la consommation qui suit (on pousse à la consommation alors que ce n'est pas nécessaire) cela serait la solution ; mais le problème est la répartition de la valeur de l'argent ; si l'on se met aux 35 heures alors que d'autres pays travaillent et produisent plus, ils sont plus compétitifs leurs produits se vendent moins cher donc sont achetés plus facilement au détriment des industries du pays importateur moins compétitif ; du coup, cela crée un cercle vicieux dans les pays les moins compétitifs, les entreprises disparaissent, il y a moins de travail, moins d'argent et le pays aux 35 heures ne peut que s'appauvrir. Pour résoudre ce problème, il lui sera nécessaire d'être plus compétitif ; si rien n'est fait à côté, même s'il y a une meilleure répartition, la productivité ne pourra pas augmenter, elle restera la même car les ouvriers ne pourront pas être mieux payés et ne consommeront pas plus que quand c'était mal réparti.

14) La solution économique : être plus compétitif

141) Plusieurs solutions

- En taxant aux frontières les produits importés en fonction de leur véritable valeur ce qui permettra aux entreprises de se maintenir (à part les produits dont l'on ne peut pas se passer ou ne pas produire pour le moment, matière première entre autres), cela offrira du travail aux entreprises françaises ; afin d'exporter, elles devront faire de la qualité et celles qui dépendront en partie de l'État (sécurité, infrastructure) comme les groupes automobiles, France Télécoms, les banques, les producteurs et tout ce qui touche le pétrole, devront également obéir à une charte de qualité et d'honnêteté ; elles devront aussi coopérer avec l'État pour de grands projets d'ampleur mondiale (recherche pour le recyclage des déchets, pour l'énergie, contre la pollution).
- En augmentant la productivité grâce aux robots.
- En mettant les mêmes règles sociales et économiques pour tous les pays et en poussant à produire de la qualité par un travail honnête.
- En dévaluant la monnaie, ce qui baissera le pouvoir d'achat et fera travailler en gagnant moins de valeur « en argent » ce qui amènera donc finalement à travailler plus pour vivre aussi bien.

Les solutions que nous proposons aux politiques sont les 3 premières (taxer aux frontières, augmenter la productivité, internationaliser les règles sociales et économiques) ; en contrepartie la quatrième solution sera abandonnée et on fera l'inverse : baisser le temps de travail et mieux le répartir pour tous.

142) Redressement des finances françaises

Elle se fera progressivement selon l'ordre suivant :

1) Produire français et de qualité taxer les produits non européens ne respectant pas les mêmes lois sociales. Grâce à une charte d'honnêteté.

2) Moins taxer le travail créera des emplois ; une des idées phare dont je ne vous ai pas encore parlé est la suivante : ne faire fonctionner la TVA qu'à partir d'un certain seuil de bénéfices en fonction du nombre d'emplois humains de telle manière. Je dirais surtout que les petits travailleurs, artisans, agriculteurs, commerçants puissent vivre, de ce fait ils pourront baisser leurs prix et la consommation (avec en plus les autres mesures dont j'ai précédemment parlé) repartira. Les entreprises à fort bénéfice, n'employant que peu de personnes et donc qui s'enrichissent, seront plus taxées (tranche de TVA selon le bénéfice non redistribué) ; pour elles la TVA sera augmentée, sauf si elles investissent ; une partie de l'argent récolté pourra, plus tard, si la situation le permet, être redistribuée ; il faut annuler les charges pour les petits car combien de petits commerçants n'arrivent pas à survivre alors qu'on paie les chômeurs (ce qui est normal), mais ce qui n'est pas normal c'est qu'ils soient payés quasiment plus que celui qui travaille honnêtement. Combien d'emplois pourraient être ainsi créés ? Des centaines de milliers, sans aucun doute.

3) Faire des économies (mais je vais me répéter).

Dans la santé : médicaments génériques et médicaments de prévention pour les différents grands types de maladies grâce au dépistage génétique (cardiovasculaire et circulatoire, prévention par les statines, etc... pour les autres grands types de maladie) ; je ne suis pas médecin, alors pardonnez le manque d'exemples et d'informations.

« Payer » moins l'activité malhonnête (suppression des allocations chômages ou autres mesures dissuasives pour les gros délinquants (financiers et politique).

Toutes les lois à adapter et que les membres du parti faisant partie du gouvernement voteront devront aller dans une même direction, viser un but :

Moins consommer mais de meilleure qualité ; respect de la santé des consommateurs et travailleurs .

4) Ne plus emprunter à des banques privées mais revenir à une banque nationale à taux d'intérêts compatible et propice au travail et en adéquation avec la production de richesses.

Économies et justice sociale

Certaines personnes travaillent et ne sont pas payées ; c'est le cas par exemple d'enfants qui s'occupent de leurs parents dépendants, âgés sans que la société ne les aide en retour ; une aide sera automatiquement accordée à ces personnes pour qu'elles puissent continuer de s'occuper de leurs parents. Pour celles ne pouvant pas s'en occuper, ce sera la maison de retraite ou, pire, l'euthanasie qui sera conseillé et pris en charge, sauf si les enfants ont des sous pour payer et qu'ils veulent s'occuper ou prendre en charge la survie de leur grabataire en fin de vie.

Je préfère que les impôts servent aux petits travailleurs plutôt qu'aux grands patrons d'entreprises qui profitent des structures fiscales pour payer proportionnellement moins que les petites entreprises. Ce n'est pas étonnant si tout le monde refuse de travailler et reste oisif ; cela, associé à la société de consommation, favorise la délinquance. S'il y avait moins d'injustice, il y aurait moins de délinquance et les gens ne seraient pas dégoûtés de travailler. Ce sont les injustices qui créent le chômage, et c'est le dégoût « inconscient » de la société de consommation (provoqué par la télévision, la pub, les politiques) qui provoque la mentalité d'assistanat. On doit être performant à tout prix. Ceux qui ne sont pas performants, que deviennent-ils ? Injustice (la droite pendant 17 ans) + la mentalité d'assistanat (la gauche pendant 14 ans) = on attend le résultat en 2012 ; comme au tiercé il faut miser sur le bon cheval pour gagner ; il y en a qui continuent à miser sur les chevaux perdants en espérant gagner la prochaine fois.

Les chômeurs seraient payés au RMS (revenu minimum de survie), tout le monde d'ailleurs aurait ce RMS de base. Ils seraient obligés de s'occuper un minimum pour gagner leur croûte et pouvoir consommer ce qu'ils veulent. S'il y aurait moins de fausses pubs qui captent l'attention et les désirs à la télé, peut-être les gens vivraient plus simplement et plus honnêtement (la pub est faite par les grandes entreprises qui ont les moyens de la faire et qui ne correspond pas à la qualité du produit), le but premier étant de gagner le plus d'argent ; doit-on être observateur pour remarquer que ceci se fait au détriment de la qualité ? Il faudrait donc que la stratégie commerciale des grandes entreprises (avec leur pub qui pousse à la consommation de gré ou de force) soit réorganisée ainsi que le système politique, économique et médiatique qui y est associé et qui exploite le vote et la souffrance des gens, non pas pour améliorer le système de production de justice, mais pour exploiter son inefficacité. Le problème est que l'économie commence à en pâtir sérieusement, parce que le commandant du navire regarde l'horloge tourner et fait tourner manuellement les aiguilles pour remettre l'horloge à l'heure, cela n'arrange pas l'horloge ; il faudrait peut-être penser à l'ouvrir et à la nettoyer ou voir si une

pièce n'est pas cassée ou ne va pas bientôt casser ; peut-être serait-il préférable de changer tout le mécanisme et acheter une nouvelle horloge.

Il y aurait moins d'injustice et de violence institutionnelle.
Il y aurait moins de chômage et de mentalité d'assistanat.

Combien de travailleurs se suicident par surcharge de travail alors qu'il serait plus simple et raisonnable de vouloir et désirer moins donc de produire moins, de meilleure qualité et surtout de partager équitablement entre tous de gré ou de force, disons plutôt de nécessité. Car déjà les antifascistes bien-pensants crient au scandale et pourtant ce sont eux qui créent les injustices, en voulant plus que les autres, en boycottant et muselant les libertés de pensées, comme toutes les religions d'ailleurs qui, au nom d'un absolu que l'on ne voit pas, imposent des rites et des lois. Préférons donc obéir à un homme sage qu'à un dieu hypothétique et à ses lois créées de toute pièce par les hommes ; enfin, dans les campagnes, le dépeuplement se fait sentir alors que les villes débordent de délinquants oisifs, alors qu'il y a du travail à la campagne : aider les petits paysans, faire des travaux communaux, assister les personnes âgées ; je crois que l'homme d'aujourd'hui a perdu ses racines, la société de consommation, avec ses produits de piètre qualité et ses arnaques, est passée par là.

15) La solution sociale

- Rétablir la justice : il faut faire le ménage des gens établis sur leur acquis en changeant les structures voire mes propositions de structures.
- Regrouper le civil (mensonge et arnaques que l'on ne peut pas « prouver ») et pénal (effraction physique ou portant sur les biens visibles et matériels) pour les petites affaires.
- Assouplir les procédures judiciaires afin de les rendre plus rapides en les réorganisant à partir de base associative et citoyenne.
- Justice non payante pour tous les membres du parti, de l'association ou de la communauté et pour tous les citoyens n'ayant pas les moyens de se défendre et en faisant la demande argumentée auprès d'un de nos membres agréés.
- Mieux protéger les propriétés intellectuelles et le travail des gens en réunissant dans un tout, propriété « de création » et celle « d'exploitation », afin que ceux qui ont travaillé, récoltent le fruit de leur travail et que celui-ci ne soit pas exploité par des petits malins qui connaissent le système et qui fournissent un travail « inutile » à la société car malhonnête en cherchant les bons filons. Nous ne pouvons pas détailler les mesures précises actuellement, d'une part par souci d'auto-protection, d'autre part parce que nous avons besoin de conseillers à ce niveau-là (ce mesures ne sont pas encore précisées). Aussi parce qu'aucun de nos membres n'est élu au

gouvernement, que le parti ne dépend pas que de ce livre et que nous préférons rester modestes sur nos propositions et ambitions pour le changement.

16) La solution institutionnelle

Diversifier l'offre politique :

- Droit et autorisation aux maires de donner 5 parrainages.
- Abaissement du nombre de signatures à 300 pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle ; tout le monde sait très bien que les grands partis utilisent leur monopole pour faire pression d'une manière ou d'une autre sur les maires pour qu'ils ne puissent pas donner leurs signatures aux petits candidats.
- Prise en compte du vote blanc. (Si par malheur un candidat inapproprié sortait ou que l'offre politique proposée ne plait pas suffisamment aux français, au deuxième tour, si le vote blanc est majoritaire, on recommence les élections).
- Mise en place d'un système de vote par notes, plus équilibré que le tout ou rien, avec cinq choix de note : 0-5-10-15-20.
- Possibilité de retrouver tous ceux qui ont la moyenne au deuxième tour pour le rattrapage.
- Aucun frais de campagne remboursés par l'État, que ce soit pour les petits ou les grands candidats, ou alors que chacun se débrouille en levant des fonds comme aux Etats-Unis.
- Faire une loi de nationalisation des banques de telle manière que les banques privées ne puissent pas se faire de l'argent sur le dos des travailleurs et de l'environnement.
- Faire que les banques prêtent de l'argent grâce à des prêts d'entreprises, comme sous le Troisième Reich, afin que la valeur créée corresponde à quelque chose et soit utile en revenant aux entreprises ou à l'État afin que les entreprises investissent à nouveau sans enrichir les banques et les privés sur le dos de la majorité des citoyens.

17) La solution par ce livre et par le coup de gueule de l'auteur

Des inégalités dont profitent les personnes bien placées

Les politiques doivent montrer l'exemple : l'exercice de la politique ne doit pas être un métier et donc ne doit pas être payé ou alors de manière minime car chacun doit pouvoir agir dans la vie de la cité et du pays. On applique bien la compétitivité aux entreprises et bien en politique

c'est pareil. La dictature libertaire que je nomme « didactocratie » est le système politique le plus compétitif, elle emploie le moins de monde possible pour un résultat identique voire supérieur. Ainsi moins de personnel politique engendre moins de coût, moins de perte de temps. Les politiques ont une longueur de retard. Pourquoi n'appliquent t'ils pas à eux-mêmes ce qu'ils appliquent à l'économie et aux citoyens par le libéralisme, leurs lois et institutions usine à gaz dont le but est de produire du gaz afin de produire plus de gaz afin de maintenir la production de gaz (production de gaz qui bien sûr est inutile) ?

Est-ce normal qu'un ministre (peu importe la durée de sa fonction) touche 1 000 euros de plus pour sa retraite ; il serait plus juste que chaque retraité touche la même somme, les différences venant des économies durant la vie de travail.

Les brevets sont une injustice et entravent le développement des innovations ; à l'économie cela coûte cher aux entreprises, sans parler que l'on peut réinventer. Les idées n'appartiennent à personne, de même que les gènes, breveter le vivant simplement pour de l'argent est de la folie. Que font les politiques ? Des lois, ils font un brouillard de lois parfois inutiles et incompréhensibles pour la majorité des citoyens, inventées pour que ceux qui les comprennent puissent mieux manipuler les autres ou les perdre ; c'est une sorte de discrimination pour les moins instruits. Les fonctionnaires seront payés au mérite et non selon leurs connaissances et le piston, ce qui est inacceptable et injuste.

Il n'est pas juste que certains se tuent au travail alors que d'autres le font avec plaisir ; le temps de labeur et de contrainte doit être diminué ou alors mieux rémunéré ; en tout cas si nous ne pouvons pas l'appliquer par la politique nous l'appliquerons dans l'association.

Il faut partager les bénéfices et partager le travail ; progressivement l'on abaissera l'âge de la retraite afin de laisser le travail aux jeunes alors que nos dirigeants actuels font le contraire, ils rallongent le temps de travail et augmentent l'âge de la retraite tandis que le chômage des jeunes ne cesse d'augmenter. Il faut passer le flambeau, mettre au point des structures de transmission de savoir pour ne pas les perdre et pour les transmettre. Une partie des seniors, ceux pouvant et voulant encore travailler (car ils auront commencé à travailler tard ou dans des métiers moins pénibles) seront encore utiles. Il faut aussi aménager leur travail et laisser les travaux les plus durs aux plus jeunes comme eux l'on fait durant leur jeunesse, qu'ils puissent travailler mais à leur rythme, l'armée économique pourra les employer. Quand le chômage sera de 20 pour cent il sera encore temps de proposer nos solutions.

Les structures sont à changer, la robotisation va remplacer l'homme dans quasiment toutes les tâches, il faudra donc de nouvelles structures qui emploieront et occuperont l'homme pour qu'il ne cède pas à l'inactivité qui entraîne la violence ; l'association propose des solutions ; la retraite ne sera pas obligatoire, les seniors voulant encore travailler le pourront.

Ce qui m'énervé aussi ce sont les autorités qui augmentent les radars dans le but de faire du chiffre, (voir plus loin la crise morale) souvent sur le dos de petites infractions, tout cela pour l'argent. Des gens, qui ont besoin de leur voiture pour aller au travail, dépassent, certes, la limite de 10km/h, mais souvent sans danger pour autrui (dans une ligne droite avec visibilité) pour ne pas arriver en retard au travail ou simplement pour amener leur enfant à l'école. Ceci est humain et doit être pardonnable. Comme en Allemagne, la vitesse doit être conseillée, c'est tout, d'ailleurs le nombre de morts sur les routes dans ce pays est proportionnellement moins

important qu'en France. La peur du radar provoquerait-elle plus d'accidents qu'elle n'en fait éviter ?

Du système politico-bureaucratique

Les redistributions contemporaines (allocations familiales, allocations chômage) diluent la responsabilité des individus dans la masse ce qui a pour conséquence de déshumaniser le système et de le rendre injuste, bureaucratie lourde à gérer. Les plus honnêtes payant pour les autres, étant perdant à tous les coups alors qu'un système et des structures plus responsabilisantes, comme la famille (ou d'autres à inventer), sont plus efficaces et plus humains. Les grandes structures d'État ne sont pas à éliminer mais plutôt à adapter, à simplifier de manière à intégrer en elles les structures les plus efficaces. Les familles, se désresponsabilisant, n'assument plus le travail et l'encadrement de leurs membres, d'où la désertification des campagnes, la délinquance, les injustices. Pourquoi le problème de nos sociétés est le chômage, le manque de communication, la violence entre individus dans les grandes villes ? Parce que le système n'est pas à échelle humaine. On enseigne aux énarques à conserver gentiment ce système qui détruit sans remplacer les anciennes structures (comme la famille), en auraient-ils eux-mêmes des avantages ?

Si l'on supprime la famille, il faut des structures adaptées pour remplacer. Pourquoi travailler alors que le système est pourvoyeur d'injustice ? L'État doit mettre en place des structures efficaces utilisant les compétences ; la politique doit désormais recourir à d'autres disciplines plutôt qu'aux jolies paroles et aux débats stériles.

Il reste 2 solutions soit un retour en arrière et un écroulement et remise en cause partielle du système soit l'État prend ses responsabilités et tout en intégrant l'humain dans de nouvelles structures orientant et encadrant les individus (voir programmes sociaux politico-économiques).

Les français d'abord. Charité bien ordonnée commence par soi-même.

L'État doit faire des économies par la simplification du système en sorte que tous puissent en profiter simplement. Il faut privilégier les français avant les étrangers. Les français doivent passer avant les étrangers n'ayant pas acquis la nationalité française, être français se mérite. Or, dans notre pays, l'on favorise quasiment plus les étrangers que les français : ils n'ont pas le permis alors on le leur paye, ils ont droit à des assistantes sociales et à des conseils afin qu'ils puissent profiter du système et cela plus et mieux que tous les honnêtes français ; mais qu'un honnête français demande qu'on lui paie le permis, alors on le renverra chez lui. Qui paie tout cela ? C'est l'honnête français, celui qui ne demande rien et qui n'a rien. Ne serait-ce pas plus juste que ce soit lui qu'on aide et que l'on conseille car n'est-ce pas grâce à lui qu'un tel système est possible ? Si l'on veut contrôler l'immigration il faut arrêter l'aide incontrôlée aux immigrés et d'abord intégrer ceux qui ont déjà la nationalité française. Je comprends que les étrangers sont malheureux mais n'est-il pas logique de s'occuper en premier des français malheureux, il ne doit pas y avoir de favoritisme pour les étrangers au détriment des français. Je n'en veux pas tant aux étrangers qu'au système lui-même, trop compliqué, où il faut connaître

et demander pour en profiter : celui ne demandant pas n'en profite pas, système injuste s'il en est, le meilleur moyen d'éviter les fraudes étant de simplifier le système. Malgré les vingt pour cent qui ont voté M. Le Pen, Front National, les politiques n'ont pas encore compris qu'il y a des injustices en France. Il est temps de comprendre qu'il est impossible d'aider les étrangers sans permettre à leurs valeurs anti-françaises de se développer et donc sans mettre en danger notre identité et nos valeurs s'il n'y a pas une certaine maîtrise de l'immigration, car, à l'allure où on va, le système social français va s'écrouler et je ne veux pas voir les islamistes profiter de ces injustices pour affirmer leur raison. Le but de tout islamique est d'établir le règne islamique sur terre, c'est écrit dans le Coran, semble-il. L'islam ne s'est pas encore débarrassé de son intolérance religieuse, l'homme, malgré ses technologies de destruction, a encore des réflexes archaïques. Je ne suis pas xénophobe mais les structures administratives sont trop complexes et il faut les connaître pour en profiter ; ce n'est pas étonnant si certains français sont en colère contre les étrangers qui en profitent ; ceci est compréhensible. Charité bien ordonnée commence par soi-même. Alors, avant de s'occuper des étrangers, il faudrait d'abord s'occuper des problèmes des français. Je trouve inadmissible que, par endroit, l'on se fasse traiter de « sale » français, le racisme anti-français existe. Le problème aussi est la différence des valeurs français rural/français d'origine étrangère ou français rural/français des cités et des banlieues avec des valeurs incompatibles, contradictoires qui mènent à l'intolérance réciproque. Seriez-vous tolérant avec quelqu'un d'intolérant avec vous ? Alors que faire ? La compréhension mutuelle est la seule solution ; de plus ce n'est pas normal que des gens qui travaillent vivent moins bien que les assistés du système, décourageant ainsi ne pas travailler ; ce n'est pas normal que des gens ayant un travail se retrouvent à la rue.

Du Front National

Je me suis toujours senti comme incompris du fait de mes difficultés personnelles. C'est pourquoi je me suis toujours mis du côté des « méchants-incompris ». Aussi, je dénonce l'injustice qu'on fait au Front National, il y a une haine contre ce parti, on refuse et boycotte la parole de ses élus et sympathisants dans bien des émissions. Je suis persuadé que beaucoup de personnes votent Front National non par peur et haine de l'étranger mais soit parce qu'elles souffrent et se sentent incomprises ou victimes des injustices du système qui ne les prend pas en compte, soit par choix de diversité et d'opposition à l'ambiance estimant que tout le monde a le droit à la parole. Le Front National n'a pas droit à cela et c'est injuste, c'est la haine contre le Front National qui fait sa cohésion. Je ne cache pas ma sympathie et mon admiration non pour toutes les idées mais pour le combat et l'organisation de ce parti ; de plus je partage l'idée du Front National qu'il y a un refus de la culture et de l'identité de notre pays de la part d'une grande partie des enfants d'immigrés qui sont ingrats avec la France. Également, ce dont je suis sûr, c'est que, comme moi, beaucoup de gens apprécient le Front National pour sa franchise et son l'honnêteté, ils ne se voilent pas la face hypocritement, ils se battent pour ce qu'ils croient sans se soucier du qu'en dira-t-on et ceci est honorable et respectable ; contrairement aux autres ils abordent les problèmes tabous et se fichent pas mal du clientélisme qu'affichent les grands partis. Maintenant, j'ai changé d'avis depuis l'arrivée de Marine Le Pen à la barre, le parti devient démagogique et malhonnête.

Quel parti propose de diminuer la paie des administrateurs politiques (pour lesquels on vote) pour faire des économies ?

Conclusion de la partie « coup de gueule »

Les français sont-ils en train de devenir des moutons ? Conditionnés par leurs propres votes depuis 30ans, sont-ils en train de devenir bête ? Ou est-ce le système qui ne leur permet pas de leur proposer des représentants qu'ils souhaitent du fait de la limitation (500 signatures de maires, pas plus de cinquante de la même région, un maire ne peut pas donner plusieurs parrainages, pression politique sur les maires pour qu'ils donnent leur parrainage aux grands partis sous peine de sanction, modification permanente des lois aux fins d'intrigue politique).

À cause de cela, notre candidat n'a pu avoir qu'une centaine de signatures.

2°) Nos moyens

Doivent reposer sur une nouvelle organisation

Basée sur trois structures et notions :

Communauté, Association, Parti.

Dans ce livre, nous parlerons surtout de l'association, base primitive principale à partir de laquelle pourra s'effectuer le changement.

L'association :

**Pour en savoir plus lisez les documents
qui vont suivre.**

Doc 1)

Le projet d'association

- Relancer et soutenir l'économie grâce à l'argent des membres (cotisation libre pouvant être retirée par les membres à tout moment).
 - Le surplus, dégagé par les placements et investissements, servira à la création d'emplois et d'entreprises.
 - Pour une justice sociale : pourquoi ne pas faire des propositions aux politiques dans une démocratie citoyenne ?
 - Vous avez des idées ? Partageons-les ; ensemble réunissons-nous et changeons le monde.
- Actuellement nous recherchons des membres en brivadois, département 43, ville Brioude, pour créer effectivement cette association (trésorier, secrétaire, président, membres actifs) et déposer les statuts, trouver un lieu pour avoir une attestation de domiciliation, mise au point de notre insigne, etc...
- Entre autres, nous recherchons un web master pour notre site et quelqu'un d'honnête capable de classer et comptabiliser les cotisations sur ordinateur, toutes aides d'avocat, de comptable ou de juriste seront les bienvenues.
 - On attend les propositions de ceux qui ont des idées pour améliorer notre programme ; non seulement ceux qui ont des idées pourront les proposer mais en plus on leur donnera du pouvoir donc des moyens s'ils le désirent pour réaliser leurs idées.
- Adresse email: (à mettre en place) association@...

Doc 2)

L'Association : qu'est-ce que c'est ?

Le but premier de l'association est de réunir les français, pauvres comme riches, autour d'un projet de vie commun. Ce projet humaniste consiste à mettre en place une organisation ayant pour but la résolution des problèmes de société, chômage, pauvreté, pollution et autres calamités, autour de valeurs telles que la fraternité, l'égalité des droits et le sacrifice honnête pour ces valeurs. Pour la mise en place de cela nous comptons sur l'achat d'actions d'entreprises en commun, le placement d'argent, également par des travaux en commun ainsi que d'autres solutions que vous pourrez proposer (construction, rénovation puis location de maisons ; surplus de la production communautaire, mise en vente, solidarité par de multiples services entre les membres). Face au système libéral, doit se former un contre-pouvoir, un contre-poids et ce contre-poids nous devons l'incarner.

Quelques mots à retenir : respect et discipline, honnêteté, loyauté, ordre et unité.

Dès à présent, souhaitons longue vie à l'association.
Fidélité, honneur, fraternité : telles sont nos valeurs.

Adresse email : à mettre en place

Doc 3)

L'association c'est aussi des propositions pour modifier le système éducatif

Créer une nouvelle pédagogie plus interactive et plus adaptée à chacun des élèves et à leurs besoins biologiques. L'éducation de masse doit être modifiée, elle peut être à l'origine de la violence car elle veut inculquer des valeurs parfois contradictoires avec celles des jeunes (valeurs culturelles, familiales différentes). Les jeunes doivent se faire leurs propres valeurs, il faut moins les contraindre et les sanctionner car les adultes cherchent à imposer leur point de vue ce qui est une violence morale ; ils doivent se faire librement leur propre morale, plus ils seront libres plus leurs valeurs seront équilibrées. La loi du plus fort étant toujours la meilleure, je suis sûr qu'il est plus facile de convaincre sans utiliser la contrainte et la force mais en utilisant la force de l'exemple, de l'amour et l'appartenance à la communauté nationale avec ses valeurs de solidarité. Les jeunes doivent avoir l'esprit critique dans un esprit de tolérance et de respect. Mais avant tout l'éducation est transmise implicitement par les parents ; néanmoins une forme d'éducation civique et morale pourrait bien être remise au jour car malheureusement beaucoup de parents éduquent mal leurs enfants, les valeurs d'honnêteté et de travail ne sont pas transmises parce que les contacts enfants-parents sont raréfiés (ils ne travaillent plus avec leurs parents qu'ils ne voient plus travailler, donc ils ne les admirent plus), et les valeurs portées par les leaders politiques et la société de consommation les remplacent (la valeur de l'argent remplace celle de l'honnêteté et du travail).

De la maternelle au CP puis CM2

Pour les enfants scolarisés les bases sont l'éveil, lecture, calcul, problèmes divers aptes à stimuler la mémoire, les intelligences et la curiosité.

Au collège

C'est le moment de la socialisation et de l'intérêt pour les choses nouvelles ; mathématiques, français et sciences seront enseignés le matin ; l'après-midi des activités de découverte et d'approfondissement techniques encadrées seront organisées (EPS, théâtre, anglais, allemand, latin ou autres activités que demanderont les élèves).

Au lycée

À partir du lycée, seuls les enseignements techniques et scientifiques seront prodigués et mis en œuvre avec les meilleurs moyens techniques comme ils le sont actuellement (matériel et outils pratiques et pédagogiques) ; les matières purement intellectuelles comme l'histoire, la géographie et la philosophie seront enseignées par les livres (car les moyens techniques sont limités) et dans des associations-types dans chaque ville où les échanges affectifs et intellectuels pourront se faire à partir de livres de base et d'Internet avec également un encadrement professoral. Ceci se déroulera dans l'après-midi et sera accessible à tout âge et devra être vu comme un loisir ; ces cours ne seront pas obligatoires et pourront être remplacés par le sport ou d'autres loisirs, pour ceux qui le demanderont des évaluations pourront être

faites ; ce sera l'instruction populaire qui pourra être mise en place grâce à des associations en partenariat avec les institutions éducatives.

Les universités et les grandes écoles

Elles doivent sélectionner les meilleurs pour qu'elles soient compétitives et parce que ce sont les contribuables qui les payent ; une productivité doit être demandée aux étudiants ; mais ceci ne doit pas empêcher les autres citoyens n'ayant pas les mêmes facultés de conscience de s'instruire à travers les moyens d'instructions appropriés (la télé, la radio et l'éducation populaire).

Tout le long de la scolarité

Suivi des enfants par des psychologues pour détecter les cas sociaux avant qu'ils ne dégénèrent en délinquants utilisant la violence.

Des moyens seront donnés

Dans les établissements techniques : partenariat avec le privé comme il se fait actuellement ; d'avantage de psychologues et de suivi scolaire ; développer les associations de quartier, de village.

La recherche

Donner plus de moyens à nos chercheurs et ne plus les embêter avec de la paperasse inutile ; les tâches administratives seront effectuées par les gens qui auront été mis au chômage par nos mesures dites « antisociales » (voir notre programme politique distribué aux citoyens si un jour un de nos membres se présente en politique).

En général

Dès l'enfance, introduction de cours de morale, d'autonomie, de compassion, de méditation, de prières par la pensée positive (respect de soi, des autres et de l'environnement naturel, courage, reposer la nouvelle pédagogie sur les découvertes en neuroscience).

Doc 4)

L'association se propose d'impliquer les gens dans la vie économique et dans la vie sociale et politique en faisant pression sur les politiques par un mouvement, une force de proposition à inventer qui, par la suite, pourrait soutenir un parti (le Mouvement d'Union International Français -MUIF-, mouvement qui pourrait être créé par et dans l'association qui le soutiendra) si rien n'est fait dans le sens de nos propositions par les politiques.

Voici quelques propositions :

- Simplifier le système d'imposition national (un seul impôt : celui sur les bénéfices des individus) et le système administratif.
- Lancer le projet d'un État producteur de richesses et compétitif par la création d'une « armée économique » en partenariat avec des entreprises afin de compenser les déficits et la non compétitivité des services publics qui, néanmoins, sont bien nécessaires.
- Mettre en place une carte de paie égale pour tous, tout le monde la recevra et elle sera indexée sur la santé de l'économie et remplacera les multiples aides ; les travailleurs toucheront en plus leur salaire.
- Supprimer la retraite par répartition : chacun cotisera pour lui-même, ceci est plus juste mais cependant il faudra finir de payer les retraites déjà existantes.
- On luttera pour que tout travail pénible mérite salaire honorable car le travail doit être encouragé ; il n'est pas juste que certains se tuent au travail alors que d'autres le font avec plaisir ; le temps de labeur et de contraintes doit être diminué ou alors mieux rémunéré.
- Simplifier la vie des adhérents par un système de prise en charge simple (réunissant assurance prise en charge, décès etc.).
- Promouvoir le développement des SEL (système d'échange locaux).

Programme du parti associatif

1) Constatation : On le voit bien, les politiques nationaux n'ont pas de véritable pouvoir. Voter des lois lourdes, improductives, changeantes et taxer les citoyens, voilà de quoi ils sont capables et ainsi de vivre à leurs dépens en touchant par exemple 6700 euros par mois (un député). Une honte lorsque leurs concitoyens souffrent de pauvreté, d'injustice, de chômage ; mais seuls les citoyens ont le véritable pouvoir et peuvent ensemble dans un mouvement fraternel changer les choses.

2) Proposition : C'est par les citoyens que viendra le changement et pour cela nous proposons la création d'une association d'ampleur nationale.

3) Principe : Lutter contre les effets négatifs du capitalisme par le capital.

4) Idées de base : Créer une « armée économique d'État » capable de dégager des bénéfices grâce à l'appui de l'association ; ces bénéfices serviront :

41) À relancer l'économie et l'emploi.

42) Pour plus de justice sociale.

5) Programme proposé aux politiques : Simplifier l'administratif et le système social, d'un côté par une « libéralisation », de l'autre par un contre-poids économique : « l'armée économique d'État » où les citoyens seront automatiquement actionnaires.

6) Pour plus de justice un système simple en quelques points :

61) Une carte de « paie RMS » identique pour tous, travailleur ou pas, indexé sur la bonne forme de l'économie. Chacun complètera cette base par l'argent gagné par son travail.

62) La retraite sera identique pour tous, versée grâce à la carte de paie (chacun pourra compléter sa retraite en cotisant ou en faisant des économies) ; ne pas interdire de travailler après 55 ans ; il n'y aura plus de cotisations obligatoires : chacun cotisera pour lui non pour les autres et pourra prendre sa retraite quand il le désirera ; faire aussi marcher les solidarités individuelles, familiales et moins institutionnaliser la solidarité, c'est aussi un problème de société entre générations.

63) Services publics, éducation, solidarité, sécurité sociale : D'abord maintenir le système actuel, voire en essayant de le simplifier, puis il faudra mettre une assurance universelle simple pour tous.

64) La libéralisation du travail : La baisse progressive des charges permettra aux entreprises d'employer et de mieux rémunérer les travailleurs, ainsi le travail et les travailleurs seront encouragés, les petits commerces de proximité, les agriculteurs pourront survivre.

65) Entre autres :

Mesures de simplification administratives : Supprimer les Assedic : dès l'arrêt de travail l'on touchera l'argent grâce à sa carte de paie (RMS (revenu minimum de survie) que tous auront et toucheront, travaillant ou pas, ainsi les emplois inutiles et abrutissants de l'administratif seront réduits ; améliorer l'ANPE et Pôle Emploi (psychologie, management, recherche, informatique, etc.).

Impôts et taxes : Progressivement, avec l'augmentation des bénéfices de « l'armée économique », les diminuer pour tous.

Simplification administrative des entreprises

Simplification code du travail et lourdeur administrative (tous les papiers que doivent remplir les entreprises une fois créées) car toutes les entreprises n'ont pas des structures dédiées à faire la paperasse (service DRH, etc...), sinon l'armée économique pourrait au départ s'occuper de certaine paperasse ; soit enfin une administration utile.

En politique sociale sur les services publics

Il faudra maintenir les services publics (poste, structures et personnel de santé et de sécurité) à un optimum efficace sans pour autant plonger dans le libéralisme et le productivisme à outrance et respecter les hommes. Mais tout ne pourra pas être fait, il faut poser les vrais problèmes. Pour le service public, il est clair qu'il faut s'y faire, on ne pourra pas le maintenir partout, faire fonctionner une poste pour 10 habitants est du domaine de l'utopie ; pour l'instant, en effet, ce sont les citoyens qui payent. L'état doit aussi faire des économies ; des solutions doivent être trouvées comme par exemple regrouper les différentes administrations sous un même toit, répartir dans le temps les différentes fonctions administratives au cours de la semaine. Le vrai problème est la désertification des campagnes. À quoi est-il dû ? En partie à l'agriculture industrialisée et l'industrie ; pour que l'État puisse survivre et relancer l'économie en baissant les charges tout en organisant l'armée économique qui pourra entre autre fournir du travail dans les campagnes, il faudra privatiser en partie (au tiers ?) pour que le service d'État soit plus à même de subvenir aux besoins des citoyens sans trop alourdir et pénaliser le budget de l'État. L'État et l'armée économique devront avoir des centres de formation efficaces pour que les chômeurs en quête de travail en trouvent rapidement ; il faudrait simplifier les lois et arriver à un point où les bénéfices soient partagés en trois : un tiers pour les individus et leurs initiatives personnelles, un tiers à l'armée économique et enfin le dernier tiers pour l'État. Par exemple, l'impôt sur les bénéfices des particuliers et entreprises privées pourrait s'élever à 1/3 du bénéfice qui reviendrait à l'État ; quant à l'armée économique, un tiers de ses bénéfices lui reviendrait, et servirait à l'investissement, avec les 2/3 restant elle paierait ses employés, investirait et aiderait l'État, si nécessaire (1/3 est un exemple il faudra faire selon la situation économique). Les autres impôts, comme la TVA, seront difficilement « supprimables » mais il faudra y réfléchir. Il faudra trouver un moyen de taxer les bénéfices des individus d'une manière plus équitable et non ceux des entreprises ; il restera néanmoins des impôts prélevés par les régions, départements, communes mais si l'armée économique réussit à payer certaines taxes à la place des particuliers, par contre, il sera difficile de supprimer certaines taxes (taxe d'habitation). Ceci suppose que quelqu'un de notre association se lance en politique pour faire ces propositions ou alors les politiques doivent les écouter et y travailler pour les améliorer, les peaufiner, les examiner, et les mettre en place. Les charges pesant sur l'armée économique doivent être baissées, voire annulées au début de son organisation (pour la faciliter) et pour faire admettre cela il faudra batailler auprès des politiques, mais si la promesse de cette nouvelle organisation aide à la baisse du chômage, alors peut-être...

Doc 5)

Résumé : but de l'association

L'objectif de l'association peut s'exprimer en quelques phrases : l'idée de base de l'association est de faire des bénéfices sans les redistribuer mais de les utiliser pour l'économie, la recherche, puis, plus tard, lorsque ceux-ci seront importants et que l'association aura pris de l'importance, dans le logement, le social. Au début, utiliser les cotisations des membres pour aider les entreprises. En contrepartie, et par la suite, ces entreprises devront reverser leurs bénéfices à l'association qui les utilisera à nouveau pour aider les entreprises ; les cotisations pourront alors être moindres puisque le système sous-alimentera. En une phrase, la philosophie de l'association est : l'argent est le nerf de la guerre, lutter contre les effets négatifs du capital par le capital lui-même en l'utilisant différemment. Bien sûr l'administratif et beaucoup de lois vont nous barrer le chemin ; nous devons combattre pour que l'association puisse vivre, mais l'espoir d'un monde meilleur est là, c'est le principal ; Il est temps de se prendre en mains... Comme il est dit dans les statuts, le but de l'association est de faire des bénéfices pour développer le communisme tout en promouvant un capitalisme humain pour le bien-être de ses adhérents, en utilisant le capital pour lutter contre les effets négatifs du capitalisme (délocalisation, chômage). Le concept de base de l'association est d'utiliser les cotisations des membres pour aider et créer des entreprises et relancer l'emploi ; en contrepartie, ces entreprises reverseraient leurs bénéfices à l'association (après avoir payé équitablement, patrons, salariés et charges) en entrant dans une association. Ces entreprises pourraient disposer d'un régime de faveur vis-à-vis des impôts, comme une association en a le droit ; néanmoins les associations sont soumises aux règlements fiscaux (tva, taxe professionnelle, charges patronales, taxes sur les salaires). Ensuite, l'argent récolté par l'association ne pouvant être distribué à des personnes physiques (puisque c'est une association, elle a le droit de faire des bénéfices mais pas en faire profiter à des personnes) ; donc ce bénéfice pourrait à nouveau être réutilisé pour relancer l'économie, les entreprises, l'emploi et investir ; de plus les personnes cotisantes pourraient au bout d'un certain temps retirer leur argent. Au départ, pour faire des bénéfices, l'argent pourra être placé, ensuite l'achat de maison et la location pourra être envisagé ; puis, dès que le capital sera important, l'aide aux entreprises pourra être envisagée. Ainsi l'association sera une entreprise réunissant plusieurs entreprises qui pourront au niveau national grâce au bénéfice non redistribué (donc plus important) relancer l'économie la croissance et le pouvoir d'achat. Enfin simplifier la vie des citoyens pour un travail efficace non parasité par des mesures rendant le travail inutile et inefficace. Les S.E.L (Système d'Echange Locaux) seront organisés par l'association afin de faciliter la vie de tous.

En résumé, l'association souhaite créer une communauté d'idées et d'actions et recréer une mini-société avec ses propres règles, redistribution, etc... et où tout membre aura le droit de proposition et sera écouté par ses représentants ; le but final étant que l'État devienne une entreprise et que les travailleurs deviennent actionnaires de leur entreprise.

Au niveau économique l'organisation idéale

L'organisation de l'association comme de l'armée économique devra s'organiser selon le principe du chef, évidemment cela pose le problème du « le chef est-il bon et montre-t'il l'exemple », comment procéder ? Par élection, par récompense, prime aux meilleurs résultats avec intéressement de 100 à 300 euros de plus par mois pour les chefs et les membres de la structure méritants désignés par les chefs, avec différents grades en fonction de l'effort de chacun. Mais qui jugera des résultats ? Il faudra une structure indépendante, commerciale, appartenant à la communauté qui devra juger s'il n'y a pas d'abus, chacun pouvant se plaindre auprès d'elle ; il faudra aussi qu'une partie des bénéfices des résultats réels (production de biens et services) revienne au groupe qui l'a créé.

Ainsi la paie supplémentaire ne doit pas être un facteur discriminant, et afin de maintenir la cohésion d'équipe un certain égalitarisme de droit devra être maintenu. Les chefs devront avant tout travailler pour les autres et les valeurs honnêteté, courage, doivent être les vraies seules valorisées, les réelles récompenses devant être celles de la réussite, de l'équipe et des honneurs.

Au niveau politique : la république idéale

Serait constituée d'une sorte d'oligarchie de philosophes qui prendraient des décisions avec sagesse et tempérance pour le bien de tous ; pour cela ils ne devraient pas avoir de « récompenses » ni d'honneur. Ils devraient vivre simplement avec un petit revenu identique pour tous. Leurs enfants n'hériteraient d'eux que d'un minimum afin qu'ils ne soient pas intéressés à accumuler les biens, et qu'il y ait une continuité dans les décisions, ils pourraient être élus pour une durée de dix ans, avec des élections tous les trois ans pour remplacer ceux qui veulent partir en cours de mandat.

3°) Nos projets et propositions pour parvenir à la Présidence

3°) Nos plans

31) La Présidence

Pourquoi quelqu'un doit se présenter à la présidence avec nos idées.

Quelques raisons

- Personne ne propose nos solutions à part, en partie, le FN et le PC.
- Faire connaître idées et solutions.
- Organiser et créer un mouvement en trouvant des gens de tous les milieux (porte-parole, président, secrétaire) plus capables et aptes que l'auteur de ce livre.

Ce qui va suivre sont les documents à émettre pour parvenir aux cinq cents signatures et les documents à distribuer aux citoyens et tous les doc de documentation de notre mouvement, les idées se répètent donc plus ou moins mais certaines mesures sont précisées.

311) À envoyer aux maires-citoyens

Doc 6)

Pour les politiques et administrateurs de nos villes et villages

Chers administrateurs de nos communautés, dans le cadre légal de la démocratie nous

vous faisons la demande suivante : pouvez-vous vous engager à nous accorder une signature qui nous permettrait d'atteindre les 500 requises pour que notre candidat puisse se présenter à la présidence ? Surtout que notre parti et que les solutions que nous proposons soient entendus, ceci nous permettra de voir le plus tôt possible si les promesses de signature sont susceptibles d'atteindre les 500 nécessaires.

D'autre part, si vous désirez intégrer et militer pour le parti en qualité de maire, alors rejoignez-le, car il ne demande que des gens honnêtes et responsables.

Et pour les citoyens

Chers citoyens, dans le cadre légal de la démocratie nous vous faisons la demande

suivante : pouvez-vous vous engager à voter pour notre parti aux prochaines élections, c'est un peu tôt mais ceci nous permettra de voir dès que possible si notre parti est susceptible d'atteindre les 5 pour 100 requis pour subvenir à nos frais de campagne. Il suffit pour cela de le dire à un de nos camarades qui le transmettra.

Présentation de notre parti

Notre parti pourrait se nommer parti des handicapés, des gens qui souffrent, des mécontents et des abstentionnistes, bref des gens en détresse ou déçus par la politique qui ont abandonné tout espoir ; mais nous le nommons, entre nous, parti de la justice. Et pour les citoyens le titre officiel sera le MUIF : Mouvement d'Union International Français, ou mouvement d'union des imbéciles français, selon comment on le perçoit. Ce mouvement désire unir les peuples de la terre autour d'un même système et organisation politique de valeurs (permettant de supprimer les concurrences déloyales et l'exploitation des plus pauvres, sans pour autant détruire les spécificités et diversités propres à chaque nation).

Notre but

Amélioration de la vie de nos concitoyens

Par plus d'égalité, moins de pauvreté, moins d'injustice, par un travail pour tous, par un partage des richesses et par la création de richesses : bref tendre vers un monde meilleur par une relance de la croissance économique.

Notre objectif

Maintenir l'emploi en réorganisant le travail et en répartissant au mieux les richesses par un management humain et efficace.

Orienter les productions vers une production de qualité, maintenir la biodiversité.

Unir les petits contre les multinationales qui ne respectent pas les citoyens autour d'une grande organisation, telle est notre ambition.

Pour la France, garder son indépendance alimentaire et technologique en soutenant nos entreprises face aux importations en taxant celles-ci et en réinjectant dans nos entreprises l'argent récolté.

Les moyens

Accroître le rôle de l'État dans l'économie sans entraver les entreprises privées ; création d'emplois par nos associations d'État à but économique.

Ces associations sont des entreprises qui croient que le communisme peut côtoyer le capitalisme ; en s'engageant à nos côtés elles nous octroient le droit de profiter de leurs bénéfices et de les reverser à d'autres entreprises engagées afin non de s'enrichir mais de développer l'économie à visage humain et respectueux de l'environnement.

Les mesures

Pour éviter la fuite des cerveaux et des savoir-faire, baisse progressive des impôts et charges avant tout sur les petites entreprises, ainsi que toutes autres entraves au développement des entreprises ; il faut développer le tissu industriel des PME de toutes sortes. Je pense particulièrement aux productions d'avenir machines-outils et bio et nanotechnologies qui permettront d'assurer l'indépendance industrielle et énergétique de la France. Des partenariats

avec des chercheurs d'universités et de grandes entreprises devront être mis en œuvre pour ce développement. Création d'un nouveau type de responsabilité dans un service d'État.

Par le social

Refondre la cohésion et l'intégration sociale par la formation continue du citoyen et pour cela nous proposons la création d'associations dans les villes de plus de 7000 habitants.

Association permettant de débattre en politique judiciaire, etc...

Association promouvant l'éducation, les loisirs, le travail et le service à l'État à tout âge.

Les retraites

Éliminer progressivement la forme de retraite actuelle par répartition, au fur et à mesure, de sorte que chacun cotise pour sa propre retraite et non pour celle des autres (par une légère modification de la constitution, -à voir-). Par l'ajout d'un conseil superviseur constitué de citoyens de scientifiques et d'agents économiques qui feront appel à des cellules de spécialistes (scientifique, technique) pour contrecarrer les mesures par des non spécialistes et démagogues que sont la plupart des grands politiques.

Objectifs à long terme

Rassembler les pays européens dans un mouvement commun.

Pour faire face à l'impérialisme destructeur des États-Unis qui bafouent tous les droits en particulier des pays pauvres.

En politique extérieure, nous visons un rapprochement avec la Chine, future ou déjà première puissance mondiale, et une opposition contre les guerres injustes. En contrepartie la chine devra développer et respecter la démocratie.

Et une préparation d'aides aux pays pauvres faisant un effort pour contrôler leur démographie et leur émigration.

Notre engagement se base sur une constatation

Les partis politiques et les grands politiques actuels disent, mais que font-ils d'efficace pour l'amélioration du système ? Rien ou très peu ; ils se contentent de faire les lois et pour cela on les paye grassement. N'est-ce pas une injustice ? N'est-ce pas le citoyen qui obéit aux lois ? Non contents de s'octroyer le droit et le privilège de faire les lois, ils s'octroient le celui de choisir leurs payes et parfois même de ne plus leur obéir ; ls laissent faire le capitalisme, l'économie de marché, même les communistes ne font rien, ils ne font que maintenir le système n'y apportant aucune innovation. C'est une démocratie qui s'enlise dans son propre système bureaucratique et qui ne voit plus la réalité et celle à venir ; la réalité c'est que si les pays européens ne font rien et ne font que se plaindre sur la diminution des parts du gâteau et « cassent les machines » au nom de l'emploi, des acquis sociaux et des gains à court terme ,

alors l'Europe sera le futur tiers-monde de demain, le fossé pauvres/riches ne fera que se creuser et des troubles sociaux seront à prévoir. Oui les politiques actuelles ne font que maintenir le système en prélevant des impôts qui étouffent nos entreprises. Si nous voulons baisser les impôts pour relancer la croissance économie durable tout en maintenant les actions et services, des petits agents politiques (maires, conseillers et structures dépendantes, des communes, départements et régions) qui font le plus gros travail sur le terrain, il faut proposer une réorganisation d'une partie de l'État tout en maintenant évidemment les structures de base qui travaillent sur le terrain et qui sont nécessaires...

Il faut tenir compte aussi en politique du principe de Peter (voir le livre) où dans toute hiérarchie on arrive à son niveau d'incompétence et également de l'entourage qui peut faire la cour autour du favori et l'éloigner de la réalité en le flattant et en mentant sur la réalité. (Comme il est arrivé à Adolf Hitler).

Quelques idées que nous défendons

Un nouveau système de justice doit être mis en place.

Il ne sert à rien d'augmenter les forces de police si la justice et les lois ne suivent pas.

Une justice et une police qui ne se donnent pas les moyens de se faire respecter ne seront jamais respectables.

Une justice privée traitant les affaires rapidement devra être mise en parallèle au système de justice actuel que nous jugeons injuste, trop lent et profitant de l'ignorance des gens pour s'enrichir (combien de nos concitoyens ayant été agressés ou volés n'ont jamais eu de dédommagement de la part de leurs agresseurs ou confrontation avec ceux-ci ?). Nous préconisons d'abord la mise en place progressive d'associations et d'une police de volontaires non payés afin que les citoyens s'encadrent eux-mêmes et prennent leurs responsabilités (tout ceci en complément de la police et la justice actuelles).

Les victimes doivent pouvoir donner leur avis et être dédommagées par les malfaiteurs qui ne sortiront de prison qu'après dédommagement des victimes ou d'accord pour qu'ils sortent de prison, si ce sont des criminels et que les victimes le désirent ils seront condamnés à mort de façon à ce qu'ils ne souffrent pas.

Vers la retraite (non obligatoire) pour tous à 55 ans ; la retraite à 55 ne signifie pas l'inactivité, ça veut dire l'arrêt du travail pénible à 55 ans ; des structures, entre autres associatives, pourront « utiliser » les gens ayant plus de 55 ans et désirant encore être utiles. Ceci permettra peut-être de faire baisser le chômage, de laisser plus de temps libre et pour ceux qui le désirent de s'intéresser à la vie socio-économique et s'instruire à ceux. L'État devra montrer l'exemple. L'armée économique devra pouvoir employer ceux qui le désirent dès l'âge de 45 ans.

Continuer la décentralisation des pouvoirs d'innovations (à voir après la résolution des autres problèmes).

Pour nous il est clair que :

La destinée n'est pas une question de chance, c'est une question de choix.

Il ne s'agit pas de l'attendre, il s'agit de l'atteindre. Le progrès doit être mis au service de l'humanité de tous les hommes et non de quelques-uns. Honnêteté, justice et responsabilité sont nos valeurs et si les citoyens y croient et se prennent aussi en main alors le changement politique est possible.

Appel

Maires, préfets, conseillers généraux et autres agents politiques de l'État, le destin de la France et des français est entre vos mains ; nous ne voulons pas de classification pourtant la politique nous y pousse, ce n'est pas pour le pouvoir que nous nous battons comme le font tous les grands politiques. Non c'est pour l'honnêteté et la justice et si tout le monde, citoyens comme élus, y met du sien, alors il n'y a pas besoin d'un grand projet économique mais tout simplement d'un projet humain. En tant que manager et citoyen, je conseillerais simplement les citoyens sans leur imposer ma vision de la politique et de la vie. Il y a des gens honnêtes dans tous les partis, notre but sera de les trouver. Si vous êtes honnêtes, justes et responsables, aidez notre parti en formation, affichez vous MUIF, parlez-en et si vous avez les capacités pourquoi ne pas vous présenter à notre place. Les gens ont besoin de repères et de classification pour comprendre le monde. Prenez donc vos responsabilités et adhérez, nous recherchons des cadres responsables.

Personnalités qui nous soutiennent

À venir... Vous peut-être ? Vous aussi engagez-vous et joignez-vous à nous en adhérant gratuitement à notre parti, cependant tout don sera le bienvenu, un peu c'est mieux que rien. Tous conseils, idées, prises de responsabilité dans le cadre de notre organisation seront les bienvenus. Si vous voulez en savoir plus sur notre programme et vous joindre à nous, vos compétences seront les bienvenues. Centre d'adhésion et du traitement de l'info site internet à mettre en place.

312) Notre programme

À envoyer aux citoyens et aux maires qui réclament d'en savoir plus pour obtenir les 500 signatures pour notre futur candidat. (Les idées sont souvent répétées dans les doc qui vont suivre de manière plus ou moins différente afin que les petits détails explicatifs que j'aurais pu oublier fassent bien passer toute leur importance).

Doc 7)

L'État a besoin d'argent pour maintenir certaines structures (sociales, territoriales). Notre programme, ou plutôt la base de notre programme, repose sur une simplification du système socio-économique, nous ne pouvons pas tout détailler mais voici en gros les idées que nous défendons :

Au niveau national : un impôt unique sur les bénéfices.

Au niveau régional : les régions se débrouilleront selon leur bord politique.

Au niveau départemental et communal : en fonction de leur organisation.

Ce que l'on veut mettre en place

Nous pouvons mettre en place un revenu minimum de survie (RMS) que tous, riches, pauvres et retraités, recevront. Personne ne cotisera pour la retraite car il y a des injustices. Les retraités recevront comme tous un petit salaire et pourront cotiser ou s'ils le désirent, épargner seul ou avec des structures privées pour compléter cette petite paie.

Un salaire (RMS) versé à tous, travailleurs ou non, ce salaire sera indexé en fonction de la bonne santé économique.

Ce salaire remplacera le RMI, la retraite et les ASSEDIC. En matière de retraite chacun sera libre de cotiser à une caisse de retraite ou non, mais il cotisera pour lui et non pour les autres comme il est fait actuellement ; les travailleurs toucheront leur propre salaire en plus de cet argent.

Nous pouvons créer des emplois en aidant les petites entreprises en baissant les charges qu'elles supportent, nous voulons simplifier le système administratif trop lourd.

Nous voulons et pouvons avoir une justice, du travail, redonner de la valeur au travail intellectuel ou manuel, ne pas le dévaloriser mais le valoriser, que ceux qui travaillent dur gagnent bien leur vie. Il n'est pas juste que certains se tuent au travail alors que d'autres le

font avec plaisir ; le temps de labeur et de contrainte doit être diminué ou alors mieux rémunéré. Ainsi améliorer les conditions de vie et de travail (vu le contexte international de libre concurrence se sera un peu difficile, il faudra que les droits du travail soient bien respectés partout car il est difficile de lutter face à des pays au niveau de vie inférieur, il faudra attendre que le niveau de vie s'égalise ou alors prendre des mesures protectionnistes) : par exemple favoriser nos agriculteurs, en contrepartie ils devront produire de la qualité. Pour plus de justice : le paiement horaire des employés des entreprises privées et publiques devra se faire selon la pénibilité du travail, selon des contrats avec les syndicats ; cependant l'État pourra s'interposer grâce à des experts privés afin que certains n'en profitent pas vis-à-vis des autres et afin qu'il y ait une vraie justice. Les 32 heures par semaine seront mises en place dans l'armée économique ; dans les entreprises privées, les 32h seront conseillées mais non imposées, les syndicats favorables parleront, une certaine liberté sera laissée aux employés et patrons.

Pour cela :

Création de ce que l'on nommera « une armée économique » grâce à l'association ; armée économique qui donnera du travail à tous, repeuplera les campagnes et permettra aux services publics de perdurer. L'État devra devenir actionnaire au minimum à 25 pour cent sur les grandes entreprises qui veulent délocaliser afin de redistribuer les plus-values aux ouvriers et pour les aider à retrouver de l'emploi. On attend les propositions et les compétences de ceux qui peuvent améliorer et aider à la réalisation de notre programme ; non seulement ceux qui ont des idées pourront les proposer mais en plus on leur donnera du pouvoir donc des moyens, s'ils le désirent, pour réaliser leurs idées après discussions et vérification de pertinences.

Les modifications

Simplification des impôts. Les seuls impôts prélevés par l'État seront : l'impôt sur les bénéfices des individus et celui sur le revenu. Seules les très grandes fortunes seront imposées. Les autres impôts seront prélevés par les régions et les communes selon le choix des maires et préfets ; en contrepartie l'État interviendra moins dans les affaires des régions et des communes (police, entretien des communes), mais il devra cependant maintenir et construire les services publics (poste, électricité, gaz, éducation, recherche, chemin de fer, infrastructures routières et grands projets, gendarmerie) ainsi que « l'armée économique ». Les retraites ne seront plus versées par l'État mais une privatisation des retraites devra se mettre en place (seul le versement du revenu minimum de survie sera versé par l'État). L'état pourra cependant créer un établissement auquel l'on pourra cotiser pour la retraite, où l'argent sera reversé en quantité égale à celle versée au départ, en quelque sorte une mise de côté qui pourra être retirée à tout moment sur simple demande. Comme il est dit dans le programme, les impôts sur les bénéfices ne seront assujettis aux entrepreneurs ayant signé la charte d'honnêteté qu'après l'âge de 30 ans, ceci permettra d'encourager le travail des jeunes.

Nous voulons :

- simplifier le système des impôts (plus de déclaration de revenus pour les particuliers, mais impôts prélevés à la source comme en Angleterre ou, par exemple, à la place de la TVA mettre

un impôt sur les bénéfices non redistribués d'une autre manière de façon à ce que les citoyens ne le payent pas) ;

-simplifier l'administration (simplifier, réduire, regrouper CAF, CPAM, etc)

-supprimer et fusionner les administrations dont les compétences se chevauchent, éliminant ainsi les emplois inutiles, improductifs, voire contre-productifs (avec l'informatique c'est possible), l'argent et les emplois ainsi libérés seront alors transférés d'une autre manière à des tâches plus humaines qu'administratives.

La santé :

L'on ne peut pas contenter tout le monde, soigner tout le monde sans argent, ce n'est pas possible, tout le monde ne peut pas faire ce qu'il veut ; il faut qu'à chaque opération, visite, etc, le client paye une partie, sinon le système va s'effondrer. L'État prendra en charge la moitié des frais, sauf pour les cas de maladies graves (comme le cancer et les maladies génétiques et cardiaques) qui seront remboursées à 90%. Chacun pourra cotiser auprès d'assurances privées ou mutuelles pour se faire rembourser plus. À partir de l'âge de 60 ans, on essaiera de rembourser à 100%. La prévention et l'information seront capitales. Le maintien et l'accès aux services de santé pour tous (en payant quelques euros symboliques pour chaque visite).

L'euthanasie doit être légalisée. Par ailleurs, certains experts, qui réfléchissent sur l'amélioration de l'efficacité médicale d'état qui pourrait s'accompagner d'une dérégulation du numerus clausus limitant le nombre de médecins, pourraient nous rejoindre pour effectivement réaliser l'amélioration du système national de santé tout en limitant l'inutilité de certains médicaments et diminuer le profit que ceux-ci peuvent rapporter aux grandes firmes privées.

Les services publics

La gendarmerie et les services d'état devront montrer l'exemple. Ils seront payés au SMIC, il n'y a pas de raison qu'ils se plaignent alors que les employés du privé payent pour eux ; c'est aussi ça la justice sociale. Mais il faudra préparer ce changement dans l'association. Dans « l'armée économique », un service civil devra être mis en place pour que chacun serve selon ses compétences dans la justice, la police et la gendarmerie, les retraités en particulier. Ils pourront, s'ils le désirent, en étant encadrés par des professionnels, rendre la justice ; ainsi l'ouverture d'esprit et la diversité nécessaire à la justice seront de mise, cela vaudra mieux que de prétentieux magistrats qui pensent mériter plus que les autres et qui coûtent chers sans résultats. La justice et la politique ne doivent pas être spécialisées mais appartenir aux citoyens.

Éducation

Réorganiser l'éducation afin qu'elle s'adapte mieux aux élèves. Il faut que leurs activités soient plus pratiques avec plus de rapports avec la vie quotidienne, que ce soit plus concret pour eux ; il faut donner aux élèves les moyens d'apprendre par eux-mêmes ; il y a des méthodes et techniques pour cela. Les élèves devront être suivis par des psychologues qui évalueront leurs capacités et ce n'est pas une raison pour que ceux n'ayant pas les capacités soient éloignés du savoir et orientés vers des choses ne les intéressant pas.

Une éducation inadaptée est la meilleure façon d'ennuyer les élèves et de les pousser à la violence ; faire que les élèves apprennent par eux-mêmes grâce à des livres et autres moyens pédagogiques mis à leurs dispositions. Au niveau du collège, ils seraient encadrés par des retraités bénévoles ou des jeunes dans un service civil. Les meilleurs professeurs, éducateurs, membres de l'encadrement seront maintenus et bien rémunérés, ils encadreront des jeunes éducateurs, les élèves poseront des questions afin d'obtenir des réponses à ce qu'ils n'ont pas compris. Les outils, équipements pédagogiques, pratiques et techniques dans l'éducation à tous les niveaux seront maintenus et améliorés ; la critique engagée des religions dans nos écoles devra être apprise afin de maintenir le droit à l'expression et à la réflexion.

Ce ne sont pas les citoyens qui doivent servir les organisations, ce sont les organisations qui doivent servir les citoyens.

Doc 8)

« Le devoir de tout parti politique et de tout candidat est de montrer l'exemple, nous et notre candidat montreront donc l'exemple. »

Justice sociale

C'est une honte qu'il y ait des gens qualifiés au chômage alors que des grands patrons sont surpayés, nous y remédierons par :

- La nationalisation.
- Le remplacement des élites dirigeantes surpayées par des gens honnêtes ayant les mêmes compétences mais au chômage, si possible membres du parti ou de l'association, en faisant jouer la concurrence, sauf s'ils acceptent de diminuer leur paie et de participer à l'effort collectif.
- D'autres moyens de taxation des grands bénéfices, en particulier la taxation des échanges boursiers et des plus gros actionnaires. C'est une honte que des gens touchent des millions (footballeurs, chanteurs, grands patrons), nous y remédierons par un plafonnement des paies à 1 million par an ; l'argent récupéré sera affecté au sport et à la culture. Si nous sommes élus, nous nous engageons dans une politique de justice sociale équitable pour que tous aient droit au bonheur. La première mesure concrète sera de supprimer les impôts pour les plus modestes et de les augmenter pour les plus riches.

Nos mesures sociales

Création d'une armée économique employant les chômeurs voulant travailler (il faudra mettre les structures en place) ainsi que d'autres mesures pour aider le citoyen et nos membres (assurance globale, prise en charge du décès, simplification et prise en charge administrative

etc.). Au début, tant que nous n'aurons pas le pouvoir, l'armée économique sera organisée comme une société privée dont le but sera de faire des bénéfices afin d'investir, le rôle social venant plus tard.

Nos mesures, que certains nommeront « d'antisociales », permettront d'éviter les fraudes et l'emploi de fonctionnaires vérificateurs dont on peut se passer et qui font un travail non épanouissant mais pouvant être mieux utilisé.

En fait, il s'agira de simplifier le système administratif. Mesures qui devront surtout faciliter la vie des petites entreprises et des démarches administratives des citoyens, par exemple droit au licenciement sans préavis. Pour la compétitivité de nos entreprises et pour ne pas décourager l'emploi, ainsi n'auront-elles pas peur d'embaucher de nouvelles personnes.

Par la mise en place d'un revenu minimum de survie que tous toucheront travailleurs, chômeurs et retraités.

Suppression des allocations chômage et du système de retraite par répartition : les gens cotiseront pour eux-mêmes et leur famille, ils prendront leur retraite quand ils voudront. Une structure regroupant aide, conseil à l'emploi sera conservée.

Baisse des charges sur les entreprises mais mise en place d'un impôt sur les bénéfices qui ne devra pas désavantager les petites entreprises et les consommateurs.

Dans le nouveau système de retraite, il y aura baisse du montant des retraites pour certains et cela posera des problèmes de logement et de santé pour ces retraités, il y aura alors création de logements publics innovants (anti-pollution, gain en énergie, à proximité des commerces...) et location à moindre coût ainsi que gratuité partielle des soins, tout ceci aux frais de l'État et de manière contrôlée, permettant sans doute de faire une meilleure économie au lieu de donner des aides financières ; au pire, cela reviendra au même et permettra en plus de remettre à plat les anciennes administrations et d'innover une nouvelle administration plus humaine et moins déresponsabilisée mais plus responsable face aux économies à faire.

Recherche : Donner plus de moyens à nos chercheurs et ne plus les embêter avec de la paperasse inutile, il faut leur donner notre confiance.

Éducation : Créer une nouvelle pédagogie basée sur le développement psychologique humain capable de juguler la violence des futurs citoyens.

La santé : Accessible à tous, mais pour faire des économies : lutte contre le gaspillage par des médicaments plus performants et moins chers, comme les génériques, et en incitant les médecins à supprimer les prescriptions inutiles ; développer les thérapies nouvelles.

Morale : Combattre en faveur de la légalisation de l'euthanasie.

Sur Les lois : Il est inutile de faire des lois que les citoyens ignorent, des lois qui alourdissent le système et que seuls des privilégiés connaissent ; il faut faire des lois globales. Pourquoi faire des lois inapplicables comme par exemple celle sur le travail le dimanche alors qu'elle est inappliquée, chacun doit être libre de faire comme il veut.

En résumé, nos mesures seront concrètes, simples et justes pour aider les citoyens et nos membres. Et nous nous y conformerons, parole d'honneur !

Doc 9)

Notre programme politique.

Résumé de notre programme que nous proposons aux politiques qui s'y conformeront et obtiendront nos voix et notre soutien.

La politique actuelle

Que font les politiques actuels ? Prendre l'argent des français et le redistribuer plus ou moins équitablement. Faire des lois ? Ah ! ça pour alourdir le système et l'administration, ils sont forts, et c'est triste à dire mais ils sont grassement payés pour cela, normal ce sont eux qui font les lois. Mais ils n'ont pas le vrai pouvoir, que proposent-ils de nouveau ? Le vrai pouvoir ce sont les citoyens qui l'ont et particulièrement les citoyens qui sont membres de notre association. Nous montrerons, jour après jour, que l'entraide et l'union fraternelle entre français sont une solution pour résoudre le problème du chômage. Tout le monde doit avoir un travail et un salaire digne de ce nom. Ce regroupement fraternel est également une solution pour les autres problèmes des retraites. Le déficit de la sécurité sociale qui résulte de la mauvaise gestion des politiques, ensemble nous le résoudrons ; nous aussi, citoyens, nous voulons proposer nos solutions et faire à notre tour de la politique, car il n'est pas normal que des énarques puissent mener des grandes entreprises à la faillite et puissent percevoir alors des stocks options et des millions d'euros qui, disent-ils, leur sont dus. Non et encore non, les citoyens ne doivent pas admettre ceci car c'est de l'injustice. Nous voulons aussi simplifier le système des impôts (pas de déclaration, essayer de prélever à la source comme en Angleterre) ainsi que l'administratif par la suppression des administrations inutiles, ainsi, il n'y aura plus d'emplois qui ne seront pas strictement nécessaires au fonctionnement de l'État et moins d'argent gaspillé.

Privatisation et nationalisation

La privatisation des autoroutes, et dernièrement de la Française des Jeux, va dans le mauvais sens, c'est voir à court terme alors que nationaliser celles-ci rapporte de l'argent. Le problème dans les entreprises nationalisées ce sont les avantages mirobolants des salariés grâce aux syndicats.

La financiarisation des entreprises

Les actionnaires les incitent à faire des bénéfices avant tout, au détriment de l'investissement utile, puis les jettent sans autre forme de procès.

Retraites et cotisations sociales

Pourquoi certains devraient gagner plus que d'autres alors qu'ils sont en inactivité ? Les inégalités de traitement des retraites sont profondément injustes surtout que les métiers durs comme certains métiers manuels sont moins bien payés alors qu'ils méritent autant. En fait, ce sont les immigrés qui les font mais à moindre coût. Le but final idéal c'est que tous soient payés pareils et que les tâches ingrates soient faites par des machines, mais ce ne sera pas

possible au départ. Donc tous les retraités seront payés à égalité, la seule différence proviendra des économies que chacun pourra faire durant les années de travail. Chacun pourra cotiser sans obligation à des caisses privées ou simplement épargner lui-même sur son salaire ; la retraite pourra être prise dès cinquante ans car à cet âge la retraite sera versée mais sans obligation comme pour ceux voulant continuer à travailler et gagner de l'argent. Après 60 ans, les entreprises pourront théoriquement ne plus payer les travailleurs, ceci n'empêchant en rien ces derniers de travailler s'ils le désirent, comme, par exemple, les chercheurs encore plein de ressources pour la patrie (si les travailleurs sont de valeur, les entreprises les paieront pour les garder).

Chacun cotisera, uniquement dès l'âge de 30 ans, pour lui-même non pour les autres (avant trente ans l'argent gagné sera gardé en totalité par les travailleurs, sans taxe sur les bénéfices). Dès 50 ans, les charges et cotisations sociales pesant sur l'entreprise seront supprimées, les travailleurs continueront à travailler en gagnant plus s'ils le souhaitent ; ceci encouragera l'emploi des seniors. Comme il est dit dans notre programme, les bénéfices ne seront imposés qu'après 30 ans afin d'encourager le travail artisanal des jeunes et des micros entreprises. Le système de répartition où les jeunes cotisent pour les vieux sera donc supprimé ; les retraités cotiseront dans des structures privées ou d'État pour leurs retraites ou épargneront ou bien encore seront aidés par leurs enfants de manière humaine et non « administrative ». Ils toucheront le revenu minimum de survie dans tous les cas. En ne payant pas de charges durant un certain temps, les entreprises et les jeunes entrepreneurs seront favorisés, donc l'emploi repartira ; les jeunes arrêtant leurs études tôt pour exercer un métier seront favorisés jusqu'à trente ans, ainsi le manque de métiers manuels sera résorbé et leur prestige rehaussé. Pour permettre le passage progressif à ce système (RMS, retraite et toutes les autres mesures), un emprunt d'État sera fait auprès des français, si nécessaire.

La sécurité sociale et maladie

Nous voulons maintenir une Sécurité Sociale, laquelle est en déficit à cause d'une mauvaise gestion de l'État qui utilise ses fonds pour d'autres choses. Nous prendrons donc des mesures pour le résorber, tout d'abord en utilisant l'argent de la Sécurité Sociale pour elle-même et non pour autre chose. Si nécessaire, d'autres mesures concernant les interventions opératoires importantes seront prises en compte, les petits bobos seront à la charge des patients ; les médicaments génériques, moins chers, devront être prescrits par les médecins. L'industrie pharmaceutique devra être contrôlée et l'État devra faire pression sur elle afin que celle-ci dégage des bénéfices moins importants. En outre, les différents systèmes de la Sécu seront unifiés et simplifiés afin que chacun, pauvre ou riche, puisse en profiter pleinement.

L'instruction

Doit être accessible à tous. L'on doit donner les moyens et le plaisir d'apprendre à apprendre dès la petite enfance ; des spécialistes très bien formés et en permanence réactifs et pédagogues pourront instruire mais pas sur les connaissances mais sur les moyens d'y arriver (activités pour stimuler la mémoire, techniques de rédaction, etc...). Les connaissances ne doivent pas être imposées, les élèves choisiront le type de connaissances qu'ils veulent acquérir selon leurs goûts. Le rôle des éducateurs sera d'éveiller la curiosité ; une sélection et une évaluation des élèves seront nécessaires mais devront se faire en douceur, basées sur des tests

psychotechniques et de personnalité, et en expliquant à l'élève pourquoi il doit faire un choix quelles sont ses difficultés, ce qu'il recherche vraiment, quelles sont ses préoccupations du moment, etc... bref, l'aider à être heureux dans la vie.

Les fonctionnaires

Comment améliorer leur efficacité ? Par des primes collectives ; mais il y a peut-être d'autres solutions plus efficaces, alors il faudra y réfléchir ; par exemple, il faut que les fonctionnaires soient plus souples, leur statut devra être avec moins de sécurité de l'emploi pour l'efficacité des services, pour que les plus compétents et travailleurs soient utilisés.

Parallèlement, des bénévoles pourront aider et encadrer les enfants, la meilleure méthode pour éduquer et apprendre étant l'amour. Pourquoi payer des gens spécialisés pour éduquer alors que l'éducation, la justice et rendre service doivent être l'affaire de tous. Cependant les capacités d'enseignement seront sélectionnées et les meilleurs professeurs bien payés.

Éducation, recherche

En partenariat avec les chercheurs et les professeurs, nous chercherons une solution pour améliorer les systèmes d'éducation, de recherche et de santé pour le bien-être de tous.

L'administration

Trop de dispersion, manque de continuité dans les responsabilités, un coup l'un dit il faut faire ça, puis le jour d'après c'est un autre et il faut faire ci, cela incite les petits agents qui servent l'État à se déresponsabiliser et à ne pas s'engager cela devient décourageant de servir l'État et son efficacité s'en fait ressentir et atteint le moral des français.

Le chômage

Tout le monde doit avoir un travail et un salaire digne de ce nom en fonction de l'effort fourni. Les mesures précédemment énumérées y aideront : le SMIC sera augmenté, mise au point d'une « armée communautaire économique » qui ne supportera pas de charges et aidera à résorber le chômage et à occuper les gens pour ne pas qu'ils sombrent dans l'oisiveté et la délinquance, promouvoir l'apprentissage en prenant exemple comme il est fait en Allemagne afin de rétablir le prestige et le savoir des métiers dits « manuels ».

Le travail

Mise en place de psychologues, d'organiseurs et d'encadreurs du travail afin de comprendre pourquoi certaines personnes ne peuvent pas ou ne veulent pas travailler (injustice, manque d'intérêt pour le travail proposé) ; trouver pour chacun l'emploi qui leur convient le mieux, utiliser le conditionnement pour qu'il ait plus de plaisir à travailler et qu'il soit heureux.

Cependant il faudra aussi leur faire comprendre qu'il faut faire avec leur situation et qu'il faudra aussi faire des efforts, s'ils ne travaillent pas il ne faut pas non plus qu'ils se plaignent de ne pas gagner assez d'argent pour consommer. Il faut faire un choix. Des mesures incitatives et justes seront mises en place pour relancer l'emploi, car actuellement seul l'argent compte et on va arriver à un point tel qu'il faudra bientôt payer pour travailler ; un exemple : lorsque l'on a un diplôme l'on ne vous prend pas parce que l'on doit vous payer plus cher. Alors les gens

recherchent l'argent, les diplômés et sont au chômage. Plus les gens sont diplômés, plus les diplômés, l'enseignement et la mesure de leurs capacités réelles perdent de leur valeur. Ce n'est pas parce que l'on a un diplôme de l'éducation nationale que l'on doit être payé plus ; cette loi implicite (existe-t-elle dans la loi explicite, je ne sais pas) devra être revue. Pour travailler et être reconnu, il faut aussi faire ses preuves dans l'entreprise, peu importe le diplôme.

Autres mesures

SMIC augmenté plus que le RMS (revenu minimum de survie). Chacun aura une carte pour recevoir son argent, les enfants également recevront cet argent mais ce sont leurs parents qui en profiteront jusqu'à leurs 18 ans (mais au début seuls ceux étant dans l'association la recevront suite à l'argent versé, mais tous recevront la même somme). Ceux qui travailleront recevront, eux aussi, le minimum de survie (RMS) qui remplacera le RMI et sera indexé en fonction de la bonne santé de l'économie. Ne pas taxer le travail ; moins d'impôts sur les bénéfices et sur les sociétés (baisse des charges), moins de taxe professionnelle ; impôts sur les grandes fortunes et sur les échanges en bourse.

Revoir le système d'assurance sociale et des assurances. Créer notre banque, nos assurances, nos entreprises, et prendre des parts en actions dans les grandes multinationales. Les français appartenant à l'association seront actionnaires automatiquement grâce à leurs dons. En justice, avoir nos avocats ainsi qu'une organisation (sorte de milice ordre pour qu'il n'y ait pas de violence) pour protéger les intérêts de l'association. Concernant la Sécurité Sociale, taxer les multinationales et ne pas les aider par des subventions multiples afin qu'elles restent sur notre territoire car ce sont les citoyens qui payent.

Énergie pollution

Prendre des mesures pour encourager toutes les initiatives contre la pollution (moteur propre, carburant propre, plastique biologique...) ainsi que l'indépendance vis-à-vis du pétrole grâce à la biotechnologie. Continuer le projet technique de construction et de recherche d'un réacteur à fusion ainsi que les recherches pour le retraitement des déchets tout en développant les énergies renouvelables et en sortant progressivement du nucléaire.

Logement, infrastructure

La construction doit être aidée et encouragée par l'État ; les moyens de transport seront moins polluants.

Législative

Instiller une dose de proportionnelle dans le scrutin législatif car il n'est pas normal que des partis ayant obtenu 15 pour cent des voix, comme le Front National, ne soient pas représentés par 15 pour cent à l'Assemblée Nationale, car tout le monde a le droit de s'exprimer.

Les finances : supprimer les déficits tout en redressant l'économie et en gardant le cap social. Les impôts

Les modifications : simplification des impôts. L'État fait des gaspillages, des dépenses inutiles ; il faut réduire la dépense publique (supprimer les aides aux entreprises multinationales). Nous ferons la chasse aux gaspillages et aux mesures improductives ou démagogiques. Les impôts

seront remis pour les grandes fortunes injustement acquises sur l'exploitation du malheur des autres, les transactions financières en bourse seront taxées ; SMIC augmenté plus que le RSA ; les seuls impôts prélevés par l'État seront : l'impôt sur les bénéfices et l'impôt sur le revenu (seules les très grandes fortunes seront imposées). Les autres impôts étant prélevés par les régions et communes selon le choix des maires et préfets, en contrepartie l'État interviendra moins dans les affaires des régions et des communes (police, entretien des communes). L'État devra cependant maintenir et construire les services publics (poste, électricité, gaz, éducation, recherche, chemin de fer, infrastructures routières et grands projets, gendarmerie) ainsi que « l'armée économique ». Les retraites ne seront plus versées par l'État mais une privatisation des retraites devra se mettre en place, seul le versement du revenu minimum de survie sera versé. L'État pourra cependant créer un établissement auquel l'on pourra cotiser pour la retraite, où l'argent sera reversé en quantité égale à celui versé au départ, en quelque sorte une épargne qui pourra être retirée à tout moment sur simple demande. Comme il est dit dans le programme, les bénéfices ne seront imposés qu'après 30 ans pour les chefs d'entreprise, ceci permettra d'encourager le travail des jeunes et la création d'entreprises. Chacun aura une carte pour recevoir son argent, les enfants également recevront cet argent mais ce seront leurs parents qui en profiteront jusqu'à leurs 18 ans (mais au début seuls ceux étant dans l'association la recevront suite à l'argent versé) ; tous recevront la même paye dans l'association. Ceux qui travailleront ainsi que les retraités recevront également, eux aussi, le minimum de survie qui remplacera le RMI ou le RSA et sera indexé en fonction de la bonne santé de l'économie. Ne pas taxer le travail. Moins d'impôts sur les bénéfices et sur les sociétés (baisse des charges), moins de taxe professionnelle ; impôts sur les grandes fortunes et sur les échanges en bourse. Revoir le système d'assurances sociales et des assurances. Créer notre banque, nos assurances, nos entreprises, et prendre des parts en actions dans les grandes multinationales. Les français appartenant à l'association grâce à leurs dons seront actionnaires automatiquement. En justice, avoir nos avocats ainsi qu'une organisation (sorte de milice, ordre pour qu'il n'y ait pas de violence) pour protéger les intérêts de l'association et de la communauté. Concernant la Sécurité Sociale, taxer les multinationales et ne pas les aider par des subventions multiples pour qu'elles restent sur notre territoire car ce sont les citoyens qui payent.

Nos mesures sociales

La retraite pourra être versée sur demande à partir de 55 ans sans obligation d'arrêter de travailler (mais ce que l'on ne dit pas c'est que la retraite sera diminuée et que ce sera mieux de travailler plus pour gagner de l'argent). Plus aucune charge aux entreprises pour les travailleurs dépassant 55 ans qui gagneront plus et cela incitera à embaucher les seniors, la même chose pourra être utilisée pour inciter à employer les jeunes. À partir de 55 ans il sera bien vu et conseillé d'intégrer l'armée économique jusqu'à 60 ans minimum afin de former les jeunes plutôt que de ne rien faire.

Nourriture, logement, habits, seront pris en charge par la communauté en fonction de son efficacité, ceux se sacrifiant, nos membres auront juste ça et le RMS, ils maîtriseront ainsi leur « désir » de pouvoir et d'argent, ce seront les nouveaux religieux en quelques sorte.

Semaine des 32 heures (non obligatoire).

Contre le chômage mise en place de l'armée économique avec des avantages (prix préférentiel) pour ceux devenant membres actifs, dans les domaines clefs de l'habillement, du logement, de la nourriture et autre production de l'armée économique et entreprises coopératrices.

Mesures pour les entreprises

Baisse des charges pour les petites entreprises et celles qui accepteront de passer à la semaine de 30 heures. Pour l'installation des entreprises étrangères et françaises et éviter la fuite des cerveaux durant les cinq premières années de l'installation, elles ne payeront pas de charge pour les membres actifs de notre parti qu'elles emploieront. Et autre avantage à mettre au point (achat préférentiel de la production pour celles employant plus de 50 pour cent de membres, etc.). Maintien des autres avantages sociaux (Sécurité Sociale, assurance maladie, etc.)

32) Les premières mesures et les idées d'organisation politique

- 1) Système informatisé des paiements des membres ; donc recherche d'un informaticien ou d'une personne capable d'informatiser cela et ainsi que de créer un site web.
- 2) Carte de membre de l'association (2 catégories : première catégorie : actif, cotisation 10 euros ou plus ; deuxième catégorie : autre bénévole et cotisation inférieure).
- 3) Centralisation des paiements (ceux voulant retirer leur argent à tout moment pourront le faire).
- 4) Développement dans les différentes régions de France.
- 5) En général, préparer les structures capables d'engager de nombreuses personnes avec des compétences et préparer l'armée économique (avec tests psychotechniques, promouvoir une nouvelle organisation, etc.).
- 6) Créer un réseau de prise en charge et de défense des membres (avocats, psychologues, divers organismes de loisirs et d'aides, rencontres, échanges, éducation), assurance globale, prise en charge des décès, protection et service des consommateurs, rôle que l'État actuel abandonne.
- 7) Premières mesures et luttes politiques : baisse des paies des grands politiques et des grands juges ; simplification des administrations, du système judiciaire et notarial, si c'est possible et réaliste (après consultation d'expert), etc. Simplification administrative

pour les chercheurs et augmentation de la qualité de leur outil de travail afin d'éviter la fuite des cerveaux.

Les maires, responsables d'autres petites structures, députés, etc. seront payés par l'État mais raisonnablement et non en fonction de la position (tous payés également).

Car, selon la loi de Parkinson, plus une entreprise grandit plus elle engage des médiocres surpayés. Pourquoi ? Parce que les cadres dirigeants en place veulent éviter la concurrence ; la meilleure manière de ne pas risquer d'affronter des rivaux dangereux c'est encore d'engager des incompetents, la meilleure manière de leur ôter toute volonté de faire des vagues est de les surpayer, ainsi les castes dirigeantes sont assurées d'une tranquillité permanente, rien n'inquiète plus une entreprise qu'un esprit novateur qui l'oblige à se remettre en question. Comme le principe de l'association est que tous bénéficient des mêmes privilèges, il n'y aura aucun avantage à maintenir sa position si ce n'est que celui de son engagement pour l'organisation entière.

Extrait de « *Le livre secret des fourmis* » de Bernard Weeber, Éditions « J'ai lu », livre conseillé pour les férus de science-fiction.

8) Justice sociale ; partage des richesses ; maintien du tissu industriel, commercial, artisanal et agricole. Baisse des revenus des brevets et des royalties pour les chansons si ceux-ci rapportent trop pour leurs inventeurs ainsi que pour ceux qui gagnent des millions (footballeurs, patrons de grandes entreprises, hommes d'affaires). Pour les brevets, ceci permettra à l'économie d'être plus innovante et pour la culture d'être plus variée (les royalties prises par l'État étant reversées par l'État aux artistes pour leur faciliter la vie); L'argent (les millions des grandes entreprises, des « requins » de la finance et des hommes d'affaires) devra appartenir pour une moitié à l'État. En contrepartie, l'État engagera, défendra et maintiendra une politique industrielle basée sur des productions et des savoir-faire de qualité pour maintenir l'emploi et l'innovation. Le travail des petits artisans, commerçants, agriculteurs devra être moins taxé, ce qui encouragera le travail au mérite. L'État devra mettre en place un système qui protégera ces productions et les consommateurs en taxant les produits de mauvaise qualité ou/et non indispensables que l'on pourra produire en France avec une meilleure qualité. Des groupements agricoles avec ingénieurs techniciens et encadrement intégré pour les nouvelles technologies et l'innovation agricole devront être mis en place sans concurrencer le travail des petits agriculteurs.

Les universités deviendront indépendantes pour maintenir leur créativité et l'innovation.

9) Vote d'une loi sur la légalisation de l'euthanasie encadrée et sur la légalisation des mères porteuses.

10) Mise en place d'une carte de paiement (revenu minimum de survie) indexé sur la santé de l'économie que tous toucheront en plus de leur salaire ; mise en place d'une

carte de retraite (tous les retraités toucheront la même paie d'État, la différence viendra de l'épargne privée faite ou non au cours des années de travail ; un organisme d'État pourra être mis en place pour cette épargne privée). L'État devra aussi se préoccuper de la santé et du bien-être de ses citoyens, il devra les protéger contre les abus privés des assurances et des banques qui profitent de la fragilité des citoyens consommateurs ; une assurance nationale devra donc être mise en place pour tout citoyen français.

11) Proposer de nouvelles solutions doit pouvoir améliorer les choses ; en effet, le libéralisme incite les grandes entreprises à aller à l'extérieur du pays ; conséquences : les savoir-faire se perdent et les entreprises exploitent les pays pauvres (elles paient à bas salaire les humains des pays de l'Est, de la Chine, de l'Inde et des pays en développement). Nous proposons donc de taxer les bénéfices des actionnaires des grandes entreprises, et que l'État devienne actionnaire à la hauteur de cinquante pour cent, ainsi les bénéfices des actions pourront être redistribués par l'État à ceux qui seront au chômage, faute aux entreprises qui se délocaliseront.

12) Annonce à faire passer :

Association à visée politique et sociale cherche adhérents, leaders et portes parole.

Idées politiques cherchent militants, partisans, porte-parole.

Annonce à faire passer dans les journaux pour vendre nos livres.

Cherche vendeurs de livres ; bénéfices en fonction vente.

Idées à partager ch militants, porte-parole, connaissances et savoir-faire politique, économique extérieur.

Mettre au point affiches à coller pour nos prochaines réunions. Réunion du Mouvement d'Union International Français. Mettre au point cartons d'invitation où on peut écrire au stylo heure et date.

13) Création de l'association d'entraide (voir page suivante) pour mettre en route le système et pour la promotion des livres (« Condamné au silence », « Pour un nouveau parti citoyen », et « Aide pour un monde équilibré » où je parle de l'homme. Un peu d'informatique, de biologie, de vie après la mort et de psychologie ; afin de répandre les idées, trouver des membres et récolter des bénéfices qui seront répartis par tiers, un pour le parti, un pour l'association, et un pour la communauté et géré par chacune de ses structures.

14) Création d'une banque et d'une assurance pour nos membres et trouver des personnes susceptibles de les créer et de les faire fonctionner ; achats d'actions.

15) Trouver des personnes aptes et qualifiées à placer l'argent récolté auprès des membres dans des placements et actions ; chercher des membres partageant nos idées et faire des tracts pour :

- Investisseurs.

- Connaisseurs dans les investissements et les actions.

- Adhérents cotisants.
- Informaticiens capables de classer les cotisations et de faire des cartes d'informations et de distribution du bénéfice et de paie pour nos membres (préparation de la mise au point d'un système informatisé qui permettra, entre autres, une réduction et une simplification du travail administratif).

16) Investissement dans l'immobilier, achat, rénovation, construction et, plus tard, dans des groupements agricoles.

17) Économie : dévaluation de l'euro afin de relancer la croissance, maintenir l'emploi en France, résister à la concurrence des pays à la monnaie dévaluée (exemple : Chine) et éviter les délocalisations.

18) Mise en place d'un service civil d'état futur embryon de « l'armée économique » qui orientera et préformera les jeunes en utilisant les savoirs et compétences des personnes les plus âgées, en partenariat avec des entreprises (notamment agricoles) et maintiendra l'emploi des moins qualifiés ; orientation et management par des tests et selon capacités comme à l'armée ; chacun devant passer par les niveaux inférieurs.

19) Le ministère des affaires sociales devra organiser, diriger, aider et chapeauter un tissu associatif composé de différentes associations dont :

- Association pour la qualité de tous les produits et la défense des consommateurs .
- Association pour le loisir et les vacances des enfants en difficulté ou trop pauvres pour prendre des vacances ou venant des banlieues déshéritées, les plus difficiles seront encadrés par des gendarmes ou policiers afin qu'ils créent des liens, les respectent et s'habituent à eux.
- Association qui organisera, répertoriera les différentes initiatives locales et orientera les groupes de jeunesse (de tous pays) pour des travaux en commun dans les campagnes (construction de murs, etc.).
- Associations autres pour aider les personnes (restos du cœur ; le secours populaire...).
- Association pour l'emploi des seniors qui veulent encore travailler sans forte contrainte (avec plaisir et pour s'occuper utilement).
- Association pour l'instruction populaire dans chaque ville.

20) Demande d'autorisation de ne pas payer d'impôts pour notre organisation association et de l'organiser en mini société comme bon nous semble sans intervention de la part des politiques.

33) Association d'entraide (statut secondaire intégré dans les statuts de l'association principale)

Sa structure actuelle

Basée sur 4 livres «*Un condamné au silence*», «*Pour un nouveau parti citoyen*», «*Aide pour un monde équilibré*», «*Annonce (s) par un érotomane*». Vous pouvez demander ces 4 livres s'ils ne sont pas interdits ; vous pouvez consulter certains de mes livres gratuitement sur internet (auteur : Roger Ertel) ou les acheter ; sinon vous pouvez normalement les acheter sur lulu : <http://www.lulu.com/>; (pour les gens fortunés qui veulent aider le parti me les commander sur mon site <http://reseaumuif.chez.com> , s'il n'a pas changé ou <http://www.communaumuif.sitew.com> , pour les autres en achetant sur lulu).

Son but

Défendre et aider les individus. Idée de base : chacun de nous possède des capacités, des compétences à travers son histoire et peut avoir des solutions plus ou moins enfouies en lui pour les autres, solutions qu'il ignore lui-même. Chacun avec ses différences peut donc aider les autres à travers la communication. Notre association aura pour but de protéger et de rendre justice pour les membres de notre organisation et ceux qui soutiennent nos idées. Lorsque l'on traite un noir de sale con, de négro, l'association le protège contre le racisme et fait payer ceux qui profèrent ces insultes alors qu'il y a des cons noirs comme des cons blancs, c'est le « politiquement correct » qui m'énerve et qui est injuste ; de même notre association devra protéger nos membres.

- 1) Débat et premier combat de l'association : pour la légalisation de l'euthanasie.
- 2) Discuter honnêtement sans idées préconçues sur la politique et la réalité et proposer de nouvelles solutions et s'en donner les moyens.
- 3) Protéger et assister ses membres à travers une organisation et un contrat social où les membres auront certes les privilèges du regroupement et de l'organisation grâce à une carte mais aussi en contrepartie des devoirs de soumission et d'obéissance à des règles simples, même si, pour certains, cela va à l'encontre les « libertés » individuelles.

Actuellement (les statuts ne sont pas encore déposés)

L'association recherche un bon psychologue et un avocat, tout d'abord pour l'organiser et la structurer selon les compétences de chacun, ensuite pour créer les statuts et la protéger.

L'association cherche des militants, des porte-parole, un secrétaire, un président, un trésorier, des libraires prêts à vendre nos livres, etc...

Engagement

Cette association n'est actuellement soutenue par aucun diplômé reconnu de la médecine officielle ni par aucun politique. Pour ne pas avoir de problèmes avec vous, nous vous demanderons de signer la charte d'honneur de fidélité et d'honnêteté suivante : « Je m'engage à ne pas porter plainte contre l'AEA (l'association d'entraide) pour les soins, soutien et l'entraide gratuite apportée par tous ses membres. Je m'engage à tenir secret tout ce qui peut être dit entre les membres et ne pas divulguer la vie privée de nos membres ainsi que les idées qu'ils peuvent exprimer. Je m'engage à tenter d'avoir un esprit d'amour, une ouverture d'esprit et une tolérance du mieux que je peux. »

Une adresse email (à mettre en place)

Pour mettre en place notre système et notre organisation du meilleur monde, nous nous baserons au départ sur une association.

L'association d'entraide

Pourquoi ?

Dans la société actuelle, la solidarité se perd, les gens deviennent agressifs ne se parlent plus, ne communiquent plus ; ceci engendre angoisse, violence et autres maux. La société, par les rythmes qu'elle impose, rend les hommes malades à cause du stress, chacun trouve alors une solution pour s'en échapper mentalement comme physiquement. Le stress est en partie dû « à la mode », à une manière de penser égoïste due sans doute aux nouveaux outils techniques. La technique s'impose à l'homme, l'homme devient serviteur de la technique alors que ce devrait être la technique qui devrait servir l'homme. Ainsi, par exemple, la télévision qui nous impose inconsciemment une manière de penser, de consommer, de vivre avec nos semblables dans la compétition destructrice. C'est pareil dans les industries à la chaîne aux horaires décalés qui aliènent l'homme. L'incompréhension des injustices rend agressif.

Son but

Elle consiste simplement à retrouver un équilibre social et sert un grand projet économique et social.

Les membres devront payer une cotisation. En contrepartie, ils pourront profiter de toutes les activités organisées et proposées ainsi que de la gratuité de l'entraide, par exemple : travaux gratuits, prise en charge des décès, euthanasie gratuite, création de lieux de rencontre gratuits pour les membres et payant pour les autres, cours de cuisine avec repas. Créer un site Internet de rencontre gratuit. Entraide pour les petits et gros travaux domestiques, travaux en commun pour souder la communauté des membres appartenant à l'association. Protection et justice gratuites pour les membres. Et d'autres idées et activités pour simplifier, aider, soutenir, assister les gens, des aides psychologiques, une activité économique. Tout ceci sera payant pour les non

membres de l'association. Une partie de l'argent sera investie en actions, les membres pourront retirer leur argent dès qu'ils le voudront, néanmoins une partie minime leur sera retirée, celle qui aura servi à tous les services qu'ils auront reçus.

Les cotisations permettront de trouver et payer les acteurs indispensables à toutes ces activités. Nous rechercherons le plus de bénévoles possibles. Par la suite l'argent sera utilisé pour agrandir le système, recruter, construire, louer, avoir des activités économiques, avoir des placements en actions dans les entreprises et partager le tout équitablement entre nos membres.

Maintenant l'État a mis en route les GEM (groupe d'entraide mutuel). Donc ça remplace l'association d'entraide que je voulais créer.

4°) De l'État et **de son rôle**

4°) L'État

41) Son rôle

Pour une économie forte et pour le bien et la défense des membres de la communauté, l'État doit maintenir les infrastructures :

- Routières, ferroviaires, aériennes, par voie d'eau.
- D'habitat et d'énergie (égout, électricité, eau, gaz, téléphone, poste...).
- De bien-être et de santé (prise en charge des malades, hôpitaux, dépistage, défense des consommateurs, prise en charge des décès, maisons de retraite...).
- De recherche et d'éducation (défense de l'environnement, énergies propres, techniques contre la pollution, identité nationale, honnêteté et respect, robotisation).

L'état doit être garant de l'ordre, de la sécurité, de la justice, prison, police, gendarmerie, défense nationale, de la liberté individuelle (État laïque, avec séparation des églises et de l'État). Les forces de l'ordre doivent être plus proches des citoyens et créer des liens et non le contraire comme il est fait où seul le chiffre compte et où il ne faut pas se lier avec le citoyen. La France est le pays où l'on compte le plus de forces de l'ordre par habitant et pourtant c'est là, semble-t-il, qu'il y a le plus de violence ; il faut donc changer en étant plus proche des gens. Peut-être faudra-t-il créer un nouveau type de forces de l'ordre dont le but ne sera pas de pénaliser le citoyen mais de l'aider.

Tout cela coûte cher, donc l'État doit, en contrepartie, faire de l'argent et ne pas gaspiller. Si l'État a des devoirs envers le citoyen, le citoyen a des devoirs envers l'État : un service civil doit être mis en place pour tous les citoyens, afin, notamment, de ne pas perdre l'identité française (histoire, langue, culture, cuisine, art, idées de la révolution, liberté, fraternité, solidarité).

C'est pourquoi l'État (en particulier les hommes qui le dirigent) doit :

- Être en partie actionnaire des grandes entreprises françaises.
- Créer des richesses grâce à « une armée économique ».
- Ne pas abandonner les structures qui ont coûté cher aux citoyens et qui profitent aux sociétés privées (autoroutes payantes).

- Taxer les profits individuels lorsqu'ils sont trop élevés ou reposant sur une exploitation injuste sans travail (grands patrons sans mérite, footballeurs, banques, gros actionnaires, brevets dépassés, entreprises et laboratoires pharmaceutiques). Ne pas taxer les héritages, Il ne faut pas trop pénaliser les entreprises et car celles-ci peuvent faire la richesse du pays grâce à elles et aux patrons méritants qui peuvent innover et créer des emplois dans leurs entreprises et celles qui en sont partenaires.

- Laisser les familles et les associations s'occuper en partie de la solidarité car la solidarité à niveau humain est plus naturelle qu'organisée dans des grandes structures administratives coûteuses, à visage déshumanisé et où la fraude est plus facile. La famille est le premier maillon de cette solidarité. Il faut donc la laisser s'exercer en taxant le moins possible le travail et les petits héritages. La retraite par répartition pourra se faire à cette échelle, les jeunes de la famille subvenant aux besoins des anciens sans que l'État intervienne cela permettra de responsabiliser la population alors qu'actuellement le système déresponsabilise les gens. L'État pourra lui-même créer des associations d'ordre public (DASS, aide à l'insertion, assurance d'état, etc.). Ceux voulant profiter de la solidarité de l'État devront se soumettre aux règles de l'État (euthanasie, logements plus ou moins collectifs de l'État, travail collectif d'aide à la société, aide aux agriculteurs pour la cueillette à un moindre coût, service de nettoyage des WC publics et tout autre travail d'utilité publique, entretien de l'environnement, reconstruction des murets de pierre, etc.

En tant que grande famille, l'État apportera son aide en fonction de la bonne santé économique du pays : suppression de l'administratif trop lourd et des aides sociales multiples, du RSA, des retraites, tout ceci étant remplacé progressivement par une seule aide : le Revenu **Minimum de Survie** que **tous** toucheront.

Mise en place d'un système pour l'accès à la propriété : l'État pourra aussi construire des habitations (il les louera au futur propriétaire grâce à des contrats et, une fois remboursée la somme que lui aura coûté la construction, les gens seront propriétaires).

Les propriétaires ne s'occupant pas des logements de leurs locataires seront soit taxés, ou leur propriété prise par la communauté. Ou nous autoriserons leur locataire à ne pas payer le loyer (à ce moment-là il va de soi qu'ils ne payeront plus d'impôts sur leur propriété, et si les locataires désirent faire les travaux eux-même s'ils en auront le droit, selon le choix consenti des deux parties.

Mise en place d'un système de [justice d'État non privée](#) et [associatif privé](#) en liaison l'un avec l'autre (structure à élaborer).

42) L'État français s'écroulera-t-il ?

421) L'État français actuel est au bord de l'effondrement

Crise morale et crise d'identité : pertes de certaines valeurs d'honneur, d'honnêteté, de respect et de laïcité ; surtout de la part des jeunes souvent issus des banlieues qui ne respectent

plus les français et les valeurs françaises. Cela du fait de leur éducation et souvent de leurs origines étrangères, jeunes mal intégrés, laissés à l'abandon et qui croient qu'on leur doit tout ; mais aussi parmi les gouvernants qui devraient montrer l'exemple.

Les banques qui prêtent à la France pourront-elles toujours payer ? **Oui, bien sûr : l'argent avancé n'existe pas et permet de créer la dette que nous devons rembourser.** N'y aura-t-il pas encore une crise qui touchera les français, une inflation qui amènera à une crise sociale d'autant plus dure que les politiques auront été mous et incapables de prendre les bonnes solutions et décisions car devant caresser dans le sens du poil leurs électeurs (un des défauts de la démocratie). Mais seul l'avenir le dira, je ne suis pas économiste. Que se passera-t-il si l'État fait faillite ? La France perdra sa souveraineté et sera dirigée par des instances internationales, de manière explicite et non implicite.

Les déficits

Vous êtes-vous posé la question au sujet des déficits, entre autres, de la sécurité sociale ? C'est l'État qui paie un système de santé et d'aides diverses inefficaces. De la justice ? C'est encore une fois l'État qui paie en partie ses fonctionnaires encore une fois inefficaces. Des investissements, cadeaux divers et autres choix d'orientation irresponsables des politiques ? C'est encore une fois l'État qui paie la folie de ses messieurs.

Tout le monde se plaint, mais qui est prêt à payer ? Oui, c'est vous qui payez la finance privée et internationale qui exploite et réclame des intérêts.

De la justice

Actuellement, être avocat c'est un bon métier, c'est bien rémunéré sur le dos de l'État. Comme des personnes privées, les avocats poussent les gens à se plaindre pour rien. La plupart du temps, pour de petites affaires, il serait inutile de payer grassement des gens pour rendre la justice. Il ne tiendrait qu'à ma politique de réduire ce nombre important de justiciers enrichis et d'en remplacer par des retraités méritants et assermentés par l'État, ce qui serait largement moins coûteux que les fils à papa sans mérite reprenant le cabinet de leur père alors que d'autres bien plus méritants devront se mettre à leurs services. Bref, la justice est d'une injustice criante (voir mon livre Un condamné au silence). Ceux qui escroquent les gens devraient rembourser leur victime en totalité ; les meurtres devraient être punis par la peine de mort si la famille et l'individu le demandent. La justice n'a pas à choisir pour les victimes, elle est chargée de faire l'enquête et de parvenir à la vérité. Nous ne nous étendrons pas plus sur ce point car nous allons désormais aborder le second.

De la sécurité sociale

Son déficit provient de plusieurs causes dont nous allons parler :

- Les entreprises pharmaceutiques qui s'en mettent plein les poches sur le malheur des malades, on peut les taxer. On peut se demander si cela n'arrange pas les médecins et les industriels du médicament de rendre les gens malades ; peut-être serait-ce encore un des nombreux effets pervers de l'économie de marché à outrance dont j'ai déjà cité les ravages ?
- Les malades qui se plaignent toujours plus ; (on peut les euthanasier s'ils le désirent).

- Les technologies coûteuses, les soignants, le foncier, les bâtiments, hôpitaux, maisons de retraite (il est difficile d'économiser là-dessus).
- Les assurances complémentaires qui, bien que plus ou moins régulées, sont privées et donc ont pour but de s'en mettre plein les poches au détriment de ceux qui veulent se soigner.

Du libéralisme et de la mondialisation

La mondialisation par le libéralisme c'est la libre circulation des biens et des services selon la loi du marché. Ceci pose différents problèmes :

- La concurrence déloyale des pays qui n'ont pas les mêmes avances et protection sociale et qui exploitent la main-d'œuvre, ils vendent donc moins cher et souvent avec moins de qualité car ayant moins de contraintes de qualité ; ceci concurrence les productions et industries du pays importateur.
- Le coût écologique : pour transporter les marchandises qui viennent de pays lointains, il faut consommer plus d'énergie et de pétrole, alors qu'il serait plus simple de produire au plus près. Il y a aussi la surexploitation des forêts, la destruction de la biodiversité, l'épuisement des sols et leur pollution ainsi que la pollution en général, la surpopulation.
- La finance qui veut tout contrôler, tout posséder et avoir de plus en plus de profit.

Les solutions

- Réguler le marché par des taxes aux frontières.
- Produire localement et de qualité lorsque c'est possible.
- Il faut que la concurrence à outrance devienne coopération.
- Mise en place d'un État avec un gouvernement mondial pour égaliser les niveaux socio-économiques.
- Réguler la finance avec un retour à une banque centrale ou l'État peut emprunter sans intérêts,
- Mise à plat par suppression de la dette et des produits bancaires toxiques.

422) De la crise morale

Qu'est-ce que c'est ?

Qui, un jour, ne s'est pas plaint de n'être plus au bon vieux temps où les médecins faisaient tout pour leurs malades jusqu'à sacrifier leur vie de famille, de même pour les instituteurs qui étaient dévoués.

Du travail bien fait, solide, des petits services, petites choses à faire et que plus personne ne veut s'embêter à faire.

De l'honnêteté des gens : qui ne s'est pas plaint de l'incivilité, des vols, des voitures que l'on brûle, du meurtre ou de l'agression pour un peu d'argent, de la malhonnêteté, des services surtaxés et inefficaces?

Des produits mal faits, pas bons, qui nuisent au consommateur, du manque de solidarité entre les gens, etc.

Qu'elle en est la cause ?

Il est facile d'accuser les gens : en ville ils ne communiquent plus ; le lien social a disparu dans nos campagnes où tout le monde travaillait ensemble et s'entraidait, car on se connaissait tous. La famille jouait le rôle d'éducateur avec les instituteurs dévoués et irréprochables dont c'était la vocation. Les gens se plaignent mais ne font plus aucun effort pour aider autrui ou pour faire du travail honnête. Coupés de la réalité, ils deviennent égoïstes. C'est l'individualisme qui prédomine. L'argent est la seule valeur qui semble prévaloir à leurs yeux, quitte à arnaquer les gens, à les exploiter ou à produire de la mauvaise qualité.

Mais c'est tout un phénomène de société : la société de consommation où l'argent est roi et dirige tout et trop dans l'éducation : on incite les enfants à la compétition pour l'argent, dans la publicité on pousse les gens à consommer (tu le veux ? et bien achète-le ; pour exister il faut consommer) on les exhorte à croire que tout est facile, sans efforts, sans contrôler leurs désirs. En même temps et paradoxalement, l'on ne récompense pas assez le travail en particulier des bons artisans et des agriculteurs qui essayent de faire de la qualité et des PME innovantes qui luttent pour exister avec des entrepreneurs courageux et investis qui se sacrifient pour la réussite de leurs entreprises alors qu'ils ont besoin d'être encouragés et aidés. Les hommes d'affaires spéculateurs (comme Bernard Tapie) gagnent des centaines de millions d'euros sans aucun effort utile. Bref, il faudra faire le ménage et pour y parvenir il faut un pouvoir fort donné par le peuple.

Il n'y a plus ou pas beaucoup de « vrais » chefs qui savent montrer l'exemple.

L'éducation n'est plus faite par les familles qui s'en déchargent au profit de l'Éducation Nationale qui éduque avec les principes en vogue, plus ou moins politiques, tels des modes qui ne font qu'amplifier la perte d'identité de nos jeunes et sont censés leur donner des leçons (le politiquement correct, la réussite par l'argent, peu importe comment, en bafouant les valeurs élémentaires humaines).

Il y a aussi l'État qui déresponsabilise le citoyen en le prenant en charge par des aides multiples sans contrepartie immédiatement apparente ; les gens ne font plus le lien entre aides, impôts, sacrifice et solidarité entre générations. Bref, l'État déshumanise trop la solidarité.

Il y a aussi la misère et la pauvreté qui, accompagnées de l'absence de solidarité à visage humain, poussent les gens au vol, ils désirent et envient les possessions des plus riches et ce qu'on leur montre à la télévision et dans les grandes surfaces.

Que faire ?

« Eine volk, eine kampf, eine führer », autrement dit, en français : un peuple, un combat, un chef. Cela ne signifie pas la guerre, ça veut dire l'autorité et l'ordre juste des choses.

Je propose une solution : redonner la valeur au travail et à l'honnêteté dans l'économie et l'éducation et montrer l'exemple, trouver un chef charismatique, sans brutalité mais avec fermeté à travers toutes les mesures qui sont dans ce livre :

Laisser faire la solidarité familiale et l'encourager ;

Rétablir l'autorité que certaines familles ne transmettent plus à leurs enfants ; remettre au goût du jour l'instruction civique et morale ; encadrer les gens du berceau jusqu'à la mort pour le bien de tous ; les chômeurs ou ceux qui auront des difficultés passeront de l'école à l'armée économique. Il faut des règles, des lois, pour vivre en société, il faut les transmettre. Certains diront que mettre la retraite à 55 ans ne va pas dans ce sens, à quoi je réponds que cette retraite

ne sera pas obligatoire et que si les gens ont travaillé durement et ont bien gagné leur vie, on ne peut pas les empêcher de partir plus tôt. Avec ce qu'ils ont économisé pour leur retraite cela ne les empêchera pas non plus de s'investir dans des associations, de trouver des jobs moins durs pour leur âge s'ils sont handicapés et que l'État réservera aux seniors. Au début, la pension de l'État ne sera pas importante car elle sera en fonction de la situation économique française qui, hélas, n'est pas bonne. Ceux ne pouvant pas travailler à partir de 55 ans et n'ayant pas assez de la pension de l'État devront faire appel à leur famille pour subvenir à leurs besoins ou seront mis dans des structures d'état où on leur donnera gîte et couvert si leur famille ne veut pas d'eux. Pour réaliser ceci, l'État aura besoin d'argent, il pourra le récolter sur les successions sans héritiers qui reviendra à l'armée économique qui pourra le faire fructifier.

À ceux qui défendent les multimillionnaires (Bernard tapie et ses amis de la finance) et me rétorquent : oui, mais grâce à ces millionnaires, il y a de la consommation et cela donne du travail, ils achètent des yachts qui polluent, ils donnent du travail en exploitant le petit personnel et en le licenciant lorsqu'ils n'en ont plus besoin car ils ont acheté des machines qui les remplacent, etc. Et puis on me dira aussi qu'il en faut, grâce à eux il y a une sélection des entreprises, meilleures et compétitives ; à quoi je réponds oui mais ils sélectionnent au détriment de l'emploi, selon la loi du marché et du capital des petites entreprises qui font vivre des gens et qui sont facteurs d'innovation. Oui, ils étouffent l'innovation au profit des multinationales, ils sacrifient la diversité. Je ne suis pas contre la robotisation mais contre la mauvaise répartition des richesses. Oui, et je réponds au premier argument, (ils consomment et créent du travail) : grâce à l'argent que l'on pourrait récolter directement sur les richesses personnelles outrancières de ces messieurs ou en taxant le capital, l'on pourrait également faire des investissements communautaires qui créeraient tout autant de travail et de consommation et ceci de façon plus juste, plus durable, plus utile (recyclage, produits non polluants, recherche contre la pollution, nouvelles énergies, développement et aide aux PME en particulier sur les hautes technologies, projets divers comme la mise au point de bâtiments écologiques de fermes communautaires par des ingénieurs, des techniciens, de tous horizons, bâtiment, zootechnie, etc...), avec de nouvelles innovations pour le bien-être des animaux et la production de plantes, mise au point d'industries robotisées appartenant pour moitié à l'État, etc.). En outre, toutes ces mesures permettront, j'en suis sûr, l'apparition en France de petits millionnaires méritants qui y relanceront croissance et investissement.

Importance de la famille comme valeur sûre et naturelle

La famille est la première structure de base qui donne les valeurs, lorsque la famille ne joue pas son rôle, les enfants traînent dans la rue et risquent de devenir délinquants. La société et l'État ne doivent pas déresponsabiliser les familles mais les encourager par des mesures non financières (don de parcelles, de vieilles propriétés abandonnées, etc.). Donner de l'argent pour encourager les familles est improductif et, justement, déresponsabilise les familles.

Les difficultés

Avec une main de fer et un gant de velours rien n'est impossible ; mais cependant il m'apparaît que les difficultés pourront venir de 3 sources (peut-être il y en a-t-il d'autres) :

- Insuffisance de pouvoir et de personnes engagées de notre côté politique ; autrement dit, si nos mesures ne peuvent être appliquées en totalité, il risque d'y avoir problème, c'est pourquoi il faut convaincre les citoyens de voter en notre faveur et celle de nos représentants pour le bien de tous.
- Les grands industriels et industries multinationales privées risquent de prendre peur et de partir investir à l'étranger, c'est pourquoi il faudra agir vite et leur proposer un partenariat public, privé où, comme sous l'Allemagne du Troisième Reich, ils pourront être gagnants grâce à une nationalisation partielle et des avantages suffisants.
- Il faudra modifier les mentalités, ce sera le plus difficile, par une « propagande » et un encadrement le plus humain possible et surtout par la vertu de l'exemple : les dirigeants devront montrer l'exemple, afin que le moral remonte.
- Les financiers risquent de s'opposer à nous en utilisant tous les leviers à leur portée (lobbies, média, membre de la justice, franc maçonnerie, etc.).

43) Morale et communauté de l'État

De l'identité française

L'identité française est multiple mais doit avoir des choses en commun pour tous les français sinon des tensions dues à l'incompréhension et à des incompatibilités risquent d'apparaître. Car face à la mondialisation des modes de vie, la culture devient multiple, différentes cultures apparaissent. Dans un même pays, des cultures de « mauvaise » mentalité plus ou moins engendrées et propagées par l'idéologie capitaliste (publicité, consommation) et la perte des repaires font naître des problèmes. Pour réunir ces cultures, une seule culture peut être mise en commun, une culture de tolérance et une culture en partie de maîtrise vis-à-vis des cultures néfastes, ceci par l'éducation, car la culture de tolérance risquerait de disparaître. L'avenir de la France et du monde ne peut rien contre la mondialisation sinon que de s'isoler et s'affaiblir ; cependant, ceci ne signifie pas que l'identité française doit disparaître, au contraire, grâce à la mondialisation et aux technologies d'avenir, la France peut apporter au monde de bonnes choses (cuisine, littérature, tolérance, histoire, etc.). L'Éducation Nationale et d'autres structures d'état doivent continuer à transmettre un certain savoir culturel français sans pour autant forcer les élèves, il faut simplement leur ouvrir les yeux sur le monde pour en faire des citoyens curieux, tolérants, respectueux de leurs aînés, pouvant avoir une vie épanouie sans frustrations qui les pousseraient à l'agressivité et à la violence.

Les religions, en particulier l'islam, posent des problèmes (voir précédemment paragraphe « l'immigration »).

De L'organisation du savoir

L'éducation et l'instruction industrielle actuelle parcellise, spécialise et intellectualise trop les savoirs; À mon goût, on oublie et on ne donne plus assez de valeur en particulier au travail et à l'effort, cette parcellisation éloigne l'homme de sa véritable nature. Le savoir n'étant plus cohérent et équilibré, l'agressivité se développe. Des informations pour un monde cohérent manquent aux jeunes et la société ne leur donne plus de vraies valeurs humaines, normalement c'est la famille qui donne ces valeurs. Le savoir-faire et bon sens familial se perdent, la vraie éducation se perd et une partie de ce savoir risque de disparaître et de ne pas être remplacé. Les individus n'ont plus qu'une vision morcelée du savoir de la société et de ses structures. Les enfants sont abandonnés par leurs parents à l'Éducation Nationale qui doit les instruire et les éduquer ; pourtant, avec les moyens technologiques actuels, un espoir d'amélioration est permis.

Bien et mal

Bien et mal dépendent du point de vue et est donc relatif, pour la conscience subjective de l'individu ceci est absolu. L'avenir sera-t-il radieux, tout le monde fera-t-il ce qu'il lui plaît de faire quand les machines remplaceront l'homme dans les tâches dites ingrates ? Le problème viendra du propre de l'homme : l'orgueil, la vanité accompagnée du mensonge, de la fainéantise, de la jalousie. Certains voudront, sans partage, avoir plus que les autres en argent, en pouvoir, en sexe, autrement dit les problèmes humains seront toujours d'actualité. Il faut cependant préciser que ces défauts pourront être « traités » car ce que je nomme le propre de l'homme est aussi une réaction à l'environnement bien qu'il se transmette de génération en génération, il pourra être combattu (par exemple le mensonge est une réaction à une forme d'irrespect vécu dans l'enfance, la fainéantise peut être une réaction face à l'irrespect qu'est par exemple le mensonge) ; ainsi une société meilleure ne pourra exister que si tout le monde est pris en charge dès l'enfance et chacun devra résoudre ses problèmes, accepter ses différences, ses défauts et ses petits travers ; alors, dans ces conditions, chacun pourra s'épanouir, avoir diverses expériences, développer sa conscience et atteindre, après de multiples incarnations, le nirvana, la paix et le contrôle du désir.

Valeur et communauté

Pour une organisation humaine qui puisse être cohérente il faut que la communication entre les individus puisse être établie. Cette communication repose en partie sur des non-dits, des sous-entendus ; cette entente doit, entre autres, reposer sur une culture, une base commune (un langage, des rites, des musiques, des valeurs). Le mélange des cultures n'est pas dangereux tant qu'il repose sur une base commune. J'estime que la base commune que la communauté

humaine désormais multiculturelle doit avoir est : la culture scientifique et technique et la tolérance.

Mais le choc des cultures peut exister et être dangereux car reposant sur des valeurs contradictoires opposées. Cependant, l'étude des systèmes nous apprend qu'ils fonctionnent aussi avec des valeurs opposées parfois contradictoires. Il faut, de temps en temps, mettre les particularismes en veilleuse pour que la communauté nationale puisse à nouveau être unifiée. Les fans s'identifient à leurs idoles, il faut que les français s'identifient à notre mouvement grâce aux valeurs que nous défendons (ordre, justice, fraternité, honnêteté, vérité, grandeur de la France...). La haine et l'intolérance proviennent de l'incompréhension ; ainsi certains détestent les racistes, ils sont racistes contre les racistes car ils ne les comprennent pas, se détestent donc eux-mêmes, parce qu'ils ne comprennent pas les arguments qu'ils émettent. De même certains s'opposeront à notre mouvement parce qu'ils ne le comprendront pas parce qu'ils sont sous l'influence des préjugés de la civilisation judéo-chrétienne où il faut souffrir pour aller au paradis, ou parce que cela remet en cause leur pouvoir.

Le problème des communautés

Problème avec l'État. Pour le contrat social les gens doivent payer des impôts, c'est le cas pour les égouts, les services de l'eau, de l'électricité, etc. L'État doit aussi assurer la protection et la sécurité des personnes (police, gendarmerie) sans porter atteinte à leur liberté.

Problème avec les individus. Le contrat social repose sur une entente : liberté de pensée, d'actions et d'expressions ; en contrepartie, le citoyen -a des devoirs : respect et non-violence envers la société dont il est membre.

Les meilleurs, les plus intelligents, doivent être utilisés de manière productive et être de notre côté en étant sélectionnés dès l'enfance pour être les futurs dirigeants. Il y a gâchis de talents comme chez les politiques intelligents qui utilisent leurs capacités de manière improductive ; il faudrait les remplacer par un petit nombre plus efficace. Il faut donc un chef, bon manager, capable d'utiliser et de mobiliser toutes les forces des citoyens.

Devant ce gâchis de talents, nous proposerons une nouvelle organisation du travail par le biais d'une communauté morale. Nul besoin de lois explicites qui provoquent des injustices, une seule loi doit exister pour les membres adhérents : c'est la loi du groupe, du respect de l'autre, de la fraternité, de la loyauté, de l'honneur et de l'entraide entre membres de la communauté. Patrons et salariés devront prêter serment de respect à la communauté.

La communauté doit être maintenue par des rituels, des lois implicites. Pour redonner de la valeur au travail, il faut que l'argent ait moins de valeur, taxer les richesses de ceux se faisant de l'argent sans travailler. La spéculation crée de la valeur qui ne correspond pas à la richesse réalisée par le travail ; cette valeur supplémentaire enrichit les spéculateurs au détriment des travailleurs, il faut donc y mettre un terme.

Contradiction

Certains me diront vous êtes contradictoire : pourquoi appeler votre parti le MUIF (Mouvement d'Union Internationale Français) si c'est pour contrôler les frontières ? En effet, nous sommes favorables à ce que, dans un avenir lointain, tous les peuples de la terre puissent vivre ensemble dans un monde avec moins de frontière, où la différence et la culture des différents pays sont acceptées et puissent s'exprimer ; mais pour le moment, il y a des contraintes car certains pays veulent s'imposer aux autres (comme la Chine, les USA). La France doit donc se défendre, défendre sa culture, ses traditions et évoluer. Tant qu'il y aura de trop grandes différences et le désir de les imposer, ainsi que des monnaies différentes, il faudra se défendre. Lorsqu'il y aura une plus grande tolérance, les frontières pourront s'ouvrir.

44) Résumé et prévision

Que réserve l'avenir à la France si personne ne prend les problèmes à bras le corps ? La dette et les déficits de l'État qui ne cessent de s'accroître et les politiques qui n'y font rien. Vous avez d'un côté, la gauche qui prend des mesures démagogiques et institutionnalise l'emprunt à outrance, de l'autre, la droite qui essaye de grappiller l'argent par des mesures injustes. Ce n'est pas la faute aux pauvres gens qui ne comprennent pas et se révoltent en faisant grève dans la rue, la plupart d'entre eux n'ont pas vu ou ne voient pas leurs parents travailler, leurs parents usés à l'usine n'ont pu les éduquer correctement, ou alors leurs parents chômeurs ne leur ont pas inculqué le goût du travail. Et si on y ajoute la publicité faite à la télévision, c'est la crise morale. Les politiques nous dressent les uns contre les autres. L'éducation n'y est pas pour rien, nous en avons déjà parlé. Pourquoi personne ne veut réformer et moderniser les administrations alors qu'il y a des ordinateurs et logiciels puissants maintenant ?!

Et pour conclure le tout, l'euro qui ne peut pas avoir d'inflation, ce qui permettrait de rembourser la dette à bon compte et de relancer l'emploi et les exportations. Qui ont des intérêts là-dedans ? Pourquoi maintenir l'euro à une valeur forte ? Ce sont d'abord les gros bonnets du capital et autres banquiers de la finance qui doivent y avoir des intérêts et se frottent les mains en pensant « emprunter, emprunter, ça revient dans nos poches au multiple » (et ce sont les pauvres gens qui travaillent qui payeront) ; ils maintiennent la monnaie au plus fort, sinon ils perdraient bien plus que les pauvres gens lors d'une inflation. Il y a aussi les politiques eux-mêmes qui, peut-être sans s'en rendre compte, ruinent le pays en travaillant après 60 ans avec des responsabilités, certes, mais surtout pour la paie. Je propose donc que ces messieurs travaillent bénévolement après l'âge de 55 ans, car qui paye ces messieurs ? Vous êtes-vous posé la question ? Et bien ce sont eux-mêmes qui, par des lois, s'octroient l'argent du contribuable. Puis, il y a la Chine trop contente d'envahir le marché par ses exportations de produits et qui ne veut pas réévaluer sa monnaie, le pire est que ce pays achète la monnaie européenne pour que l'Europe continue d'importer. Je vous ai parlé des solutions : il faut taxer

les produits d'importations, il faut sauver notre travail, nos entreprises. Enfin, bref, tout cela ne pourra pas durer bien longtemps, la catastrophe se rapproche et faire grève dans la rue ne servira plus à rien. Venons-en donc aux faits. Voici ma prévision : la vraie crise aura lieu d'ici 5 à 15 ans si nos dirigeants continuent comme ils le font aujourd'hui, à moins que la Chine ne devienne raisonnable et réévalue sa monnaie, ce qui soulagerait l'économie européenne. Sinon, que se passera-t-il ? Une quasi guerre civile ? Vols, incivilités, suicides, racisme, famine dans les villes, sans parler des clans, des sectes, des pseudo guerres de religions ou de territoires, de multiples trafics. Bref, retour en l'an 1945, tout sera à refaire. J'ai proposé mes solutions. En tant que citoyens, nous recherchons notre président, aidez-nous à le trouver, qui que vous soyez, peu importe d'où vous venez ; si vous vous sentez français, si vous êtes d'accord avec nos valeurs, proposez-nous vos compétences. Dans les écoles françaises je sais qu'il y a encore de bons professeurs et élèves qui sauront évoluer et créer.

45) Vers un monde meilleur

Difficulté du système et vision de son futur

Ce nouveau système risque de se confronter à des égoïsmes et à l'individualisme de certains chefs d'entreprises et c'est normal, ils ont le droit. Peut-être ne font-ils pas confiance à notre organisation, c'est pourquoi il faudra très tôt organiser des échanges avec d'autres pays, en particulier les pays pauvres. Notre système d'organisation devra donc être transmis à ces pays. Devra aussi être mis en place un système de paiement par carte pour nos membres afin qu'il se pérennise. Chaque membre sera payé à égalité, ce système de paiement pourra s'étendre aux autres pays ; il faut que cela devienne la monnaie unique pour le monde entier. Cette carte correspondra au revenu minimum de survie que tout membre recevra quels que soient ses gains extérieurs.

Les associations sont un moyen d'améliorer la vie et de l'occuper. Les associations jugées utiles seront parrainées mais avant cela il faudra mettre en place le système. Je compte donc sur tous nos membres. Une partie des cotisations pourra être injectée dans des actions d'une société privée nous appartenant (composée de plusieurs groupes) et ainsi rapporter aux membres selon leur engagement financier, une autre partie sera investie dans le reste et répartie de façon égalitaire selon un principe communiste.

Lorsque l'économie de l'organisation sera suffisamment forte, une carte « minimum de survie » sera distribuée à chacun ; qu'il travaille ou non aura, il aura droit à ce revenu qui dépendra de la bonne marche de l'économie.

Tous toucheront le Revenu Minimum de Survie directement et seulement la même somme pour tous, travaillant ou pas ; les enfants percevront progressivement selon leur âge ; ceci fera des économies.

La Sécurité Sociale sera la même pour tous (sauf pour ceux bénéficiant de traitements lourds, maladies chroniques et reconnues invalidantes) remboursement selon l'état économique, les petits bobos ne seront plus remboursés. Les firmes pharmaceutiques seront étatisées le plus possible afin de réduire les coûts de la Sécurité Sociale. Choix de cotiser ou pas. Vous avez des idées, des propositions, des remarques sur ces idées et propositions

suivantes, faites-nous en part (voir fiches arguments pour convaincre chefs d'entreprises, agriculteurs, artisans, de se joindre à nous, quelques bonnes raisons de se joindre à nous voir tracts en fin de deuxième partie).

Quelques autres principes

- Supprimer la souffrance. L'éthique et la morale sont des freins au développement et à la science, au respect, à l'éthique ; notre « moral » s'arrêtera simplement à la « non souffrance physique ou morale », car c'est justement « la morale » et l'éthique poussées aux extrêmes qui font souffrir en cachant bien souvent des rapports d'influence.

- Centre de conditionnement, soins des malades pervers. Dans une société juste où les inégalités sont minimales, les voleurs devront être traités comme des malades.

Le sexe, l'argent et le travail sont source de malheur et de stress et donc de toutes les maladies et de la mort. Il faudra donc un moyen de régulariser cela.

Doc 10)

POUR UN MONDE MEILLEUR

La morale ne doit pas être un frein à la science tant que cela se fait sans faire souffrir l'être vivant. Avortement, euthanasie, thérapie génique, eugénisme positif doivent être autorisés. Je ne vois pas pourquoi l'on ne clonerait pas les êtres d'exceptions ou n'utiliserait-on pas leur gamète pour la reproduction. `

Maintenir la diversité culturelle, biologique, idéologique et la pluralité des mondes possibles. Pour défendre la réalisation d'un monde meilleur, mieux régulé, où il y aura moins de place pour la pauvreté, la souffrance, je souhaite la création d'un mouvement d'une organisation communautaire (mon adresse email en fin de livre).

Cette idée de communauté est en cours de développement dans un autre livre : « Introduction pour un meilleur monde » (qui ne sera peut-être jamais publié et achevé et que seuls les membres de la communauté pourront consulter).

Le meilleur des mondes, qu'est-ce ? Ses buts objectifs globaux

Ses objectifs sont de promouvoir un monde stable et meilleur : une organisation pour la diversité des mondes où « bien » et « mal », valeurs fort subjectives, coexistent pour le bien de tous tant que la souffrance est le seul mal à combattre. En prévenant la violence et les dérives du système (par contrôle, par infiltration et par tous autres moyens). Son rôle est aussi d'organiser les grandes mesures pour améliorer le monde. Internationalisation de notre système,

préparation « d'aide » à l'Afrique, contrôle démographique, mesure de protection faune et flore, contrôle des armes, etc.

Objectifs

Un monde où le moins de monde souffre et où les gens sont heureux en essayant de diminuer leurs souffrances, s'ils le demandent, sur la base d'une philosophie par un changement lent, par une éducation progressive, par la modification des représentations et des conceptions et dans le respect des convictions des individus.

Les principes généraux : éviter les souffrances, toujours agir en douceur.

Futur : la cybernétique, une science du contrôle social

La cybernétique peut être considérée comme particulièrement déterminante à l'ère de l'information et des systèmes complexes. La maîtrise des systèmes complexes que nous avons créés, ainsi que la compréhension de cet autre système complexe qu'est la biosphère, font partie des enjeux majeurs pour le XXI^{ème} siècle. Le type de société qui émerge aujourd'hui dans les pays industrialisés découle directement des applications de la cybernétique : processus de robotisation de la production, réseaux financiers mondialisés, nouvelles méthodes de management et d'organisation de l'entreprise, réseaux de communication et informatiques, nouveaux systèmes d'armes intelligentes.

La cybernétique est, par essence, une science du contrôle et de l'information, visant à la connaissance et au pilotage des systèmes. La signification étymologique du mot cybernétique désigne "l'action de manœuvrer un vaisseau, de gouverner" (du grec Kubenêsis). Norbert Wiener était conscient de l'impact que les applications de la cybernétique allaient avoir sur la société. Dans un livre publié en 1950, "Cybernétique et société", il prévoit la fin du travail humain remplacé par des machines intelligentes et met en garde les responsables politiques contre les conséquences d'une utilisation de la cybernétique qui ne serait pas accompagnée par une évolution "post-industrielle" des structures de la société dans laquelle l'homme pourrait enfin être libéré du travail. Faute de quoi, avait-il prévenu, nous assisterons à un développement sans précédent du chômage et de l'exclusion sociale pouvant, à terme, conduire à l'effacement progressif de la démocratie.

451) Notre proposition vers l'élaboration d'une « didactocratie » : un ordre nouveau...

Nous préconisons en quelque sorte une « dictature de sages » avec des principes libéraux et une organisation sur le principe du chef pour faire avancer la société, car nous pensons que la démocratie n'est rien d'autre qu'une dictature maquillée.

Didactocratie à qui se soumettront ceux qui le désirent (la dictature étant toujours placardée comme négative par les institutions en place car remettant en question leurs privilèges ; montrons son côté positif et sa force) ; ceux se pliant et appartenant à notre didactocratie pourront profiter de ses avantages. Il y a peut-être un complot, des juifs, des capitalistes, des classes riches dirigeantes, etc. Mais nous on s'en fout. Notre but est d'améliorer notre monde sans détruire quoi que ce soit, tant que l'on nous laisse en paix. Enfin, internationaliser notre mouvement. Ceux qui l'intègrent tant mieux, pour les autres ils sont libres.

Malgré tout ceci nous respecterons la démocratie et le multipartisme mais rien ne nous interdit de créer notre parti avec nos principes, de défendre notre vision et d'utiliser tous les moyens, sauf la violence, pour arriver à nos fins.

Bien sûr les institutions seront gardées, on ne peut pas tout changer ; d'autres apparaîtront, certaines seront remplacées, modifiées pour plus d'efficacité, grâce aux impulsions de notre parti.

Comme la démocratie actuelle n'est qu'une oligarchie dictature des lois cela déresponsabilise le citoyen. Je suis contre le fait d'imposer au citoyen. Mais, je suis plutôt favorable à la prévention par l'information. Les jurés seront, quant à eux, populaires et avec des principes simples (Lorsque les inégalités seront moindres les raisons de nuire à autrui seront moindres.)

Je préconise une forme politique où tous les citoyens à travers Internet pourront voter les lois les concernant directement. Le hasard fera aussi bien les choses. Il faudra mettre une équipe qui s'occupera de ce site où les propositions de lois viendront des citoyens.

Les structures actuelles : police, justice et politique seront maintenues mais leur statut se modifiera peu à peu pour proposer et informer.

452) Qu'elle est ma vision de notre « dite » « didactocratie »

Il y aura une constitution didactocratique avec président et assemblée comme dans une démocratie car on ne peut pas exercer le pouvoir seul, on « s'amusera » à la démocratie, sauf qu'il sera reconnu que le président aura potentiellement tous les pouvoirs mais, en réalité, même une « dictature » répartit les pouvoirs. Il pourra y avoir trois ou quatre chefs (un superviseur, un organisateur président, un représentant qui enflammera les foules, un du secret).

Devant le gâchis des talents, nous proposerons une nouvelle organisation du travail à travers une communauté morale. Nul besoin de lois explicites qui provoquent des injustices implicites, une seule loi doit exister pour les membres adhérents, c'est la loi du groupe, du respect de l'autre, de la fraternité, de la loyauté, de l'honneur et de l'entraide entre membres de la communauté ; patrons et salariés devront prêter serment de respect à la communauté.

La politique ne doit pas être un métier car ceci ouvre la voie à l'accaparement et aux détournements de richesses. Nos politiques, ceux de notre parti tout au moins, ne seront pas payés, d'où une économie substantielle, s'il en est, mais d'autres actions seront prises pour faire des économies.

Pourquoi donc les gens votent pour des personnes qu'ils ne connaissent pas dont ils ignorent exactement leur but alors que ce sont ces personnes qui vont diriger leur pays ? J'appelle tous ces gens à abandonner ces idées et à rompre leur carte d'adhérent des autres partis pour nous rejoindre (la carte d'adhérent à notre parti sera « gratuite », vous ne serez pas obligés de payer, mais rien ne vous empêche de nous aider, un peu c'est toujours mieux que rien.).

Il faut simplifier le système d'une manière juste équitable et efficace.

46) Vision de la politique

L'efficacité de la politique dépend tout simplement de la croyance en la réussite du système, plus il y a de gens qui y croient plus ils font tout ce qu'ils peuvent pour que leurs croyances se réalisent, plus le système aura de chance de perdurer ; il faut donc convaincre les gens.

Pour l'efficacité de la justice, de la police, de la politique et de l'éducation

Il faut responsabiliser les gens ; les magistrats, les éducateurs, les politiques, la police se plaignent pour la plupart du manque de moyens, mais ont-ils conscience qu'ils sont privilégiés ? Ils font ce qui leur plait. Ils ont tout simplement un mauvais état d'esprit. Comment expliquez-vous que qu'avec plus d'éducateurs, moins d'enfants et plus de moyens, les enfants soient moins instruits, moins capables, plus violents, moins respectueux ? C'est un problème de responsabilité. Plus personne ne veut être responsable, en particulier, les parents qui veulent que leur enfant ait toujours raison. C'est une des raisons. Mais la plus forte raison, certains scientifiques étudiant le cerveau la connaissent, mais on ne les écoute pas, mais je ne vous la dirais pas pour le moment.

Enfin, pour l'efficacité de la justice et de la police : leur privatisation partielle pour que seuls les meilleurs puissent les servir avec une idéologie directrice unique. Simplification des lois tout en respectant la liberté, afin de faciliter le travail des magistrats de bonne volonté. Les magistrats, la police, les politiques sont des privilégiés : ils se permettent de juger, faire des lois, arrêter les gens et ils sont payés pour ça !!! Cela devrait être un service gratuit pour tous, fait en grande partie par des bénévoles et retraités et de l'autre par des agents ne travaillant pas pour l'argent mais pour l'honneur et la morale. En pratique ce sera difficilement réalisable, c'est pourquoi on devra bien payer peu de gens mais des gens qualifiés et honnêtes. Le seul moyen d'y arriver sera de baisser la paye de la majorité des fonctionnaires (SMIC). Grâce à ces mesures, seuls les gens responsables, loyaux, libres nous serviront car ils ne seront pas corrompus par l'argent. En parallèle, création d'un service obligatoire (pour les jeunes et pour les vieux jusqu'à 60 ans, après cet âge cela reposerait sur le bénévolat) ; ainsi il y aura brassage et échange comme dans l'ancien service militaire ; un service obligatoire où les citoyens devront servir, ainsi ils apprendront, s'éduqueront, comprendront et toléreront mieux que des spécialistes enfermés dans leur idéologie et dans leurs rêves. Les meilleurs seront repérés et peu à peu pourront s'élever dans la hiérarchie et être mieux payés. Finalement on ne devrait plus payer des salaires à des gens qui se permettent de juger les autres en croyant avoir raison et qui se plaignent de leur situation alors qu'ils ont le droit à des contacts humains dans leur métier. Tous les contacts humains sont importants dans le travail comme dans la vie, se spécialiser dans les contacts humains est une chance, mais trop de contacts humains peut déstabiliser une personne en l'éloignant de la réalité. Le but de l'homme ce n'est pas que le travail, le salaire, et le bien-être matériel, c'est aussi le bien-être spirituel et l'apprentissage du respect des autres et de soi. Pour l'éducation également un service pourra être mis en place où les jeunes et les vieux pourront interagir et s'auto-instruire en apprenant les uns des autres, évidemment les spécialistes de l'éducation seront gardés mais ils seront aidés et soutenus par ceux faisant le service civil.

Après avoir lu tout mon programme certains me diront mais vous êtes un peu fasciste et communiste ?!!! En quelque sorte oui, je suis pour l'ordre, la discipline et la responsabilisation consentis de tous. La démocratie dilue les responsabilités, du coup plus personne ne se sent responsable et ceci à tous les niveaux. D'ailleurs je crois être dans une démocratie et j'ai donc le droit de m'exprimer à moins que ce ne soit qu'une démocratie de façade et qu'en fait seul l'argent commande. Ce qui est probablement la cause primitive de tout le problème.

Si être pour la responsabilisation des plus capables pour le bien de tous et vouloir obéir, entrer, servir et faire confiance à une organisation dirigée par des responsables sages et charismatiques c'est être fasciste, alors oui je suis fasciste et je crois en avoir le droit, pour moi la « dictature » est connotée comme négative à cause de la guerre, mais une organisation de type fasciste sans idéologie de destruction de l'autre et respectueuse des libertés serait-ce une dictature ? Certains obéissent bien au commandement de la Bible, du Coran et des autres croyances qui ont été faites par des hommes, pourquoi ne pas obéir à un homme ou à une femme en fonction de ses propres convictions ? Chacun est libre de ses choix, n'est-ce-pas ?

Si être favorable au partage et à la mise en commun des moyens et des biens de productions de manière collective et juste et que l'État devienne une communauté protégeant les intérêts financiers et du bien-être des citoyens consommateurs, alors oui je suis communiste. En fait, je suis en quelque sorte un national-socialiste sans idée de destruction et dont le but est d'internationaliser cela.

Notre stratégie pour convaincre les gens

Nous avons nos idées et nous les propagerons par tous les moyens sauf la violence ; nous devons avant tout être libres et ne pas remettre en cause nos convictions et la foi en notre organisation et en nos chefs responsables, pour convaincre il suffit d'être fort et se sentir fort. J'ai appris, par mon expérience, qu'il ne sert à rien d'argumenter par les mots pour convaincre la grande majorité des gens ; il est donc inutile de chercher à convaincre la grande majorité par des arguments verbaux et logiques qui sont de toute manière très relatifs à chacun, mais il faut convaincre par des manifestations rituelles, pacifiques de notre force. Seuls les cadres devront être convaincus par des arguments afin d'appliquer nos idées de manière efficace, le but étant de rassembler et non de diviser, l'argumentation a tendance à diviser alors que l'émotion rassemble.

Lutte contre les brebis galeuses

Dans tout parti il y a des brebis galeuses. Pour le bien du parti, il est nécessaire de faire un contrôle sur nos activistes (moralité, honnêteté, capacité). S'il y a des mauvais exemples, les gens ne soutiendront pas notre organisation malgré nos bonnes idées. Il faut aussi être pragmatique et montrer l'exemple afin que les gens puissent s'identifier à nous.

Résumé : idée de base

Réaliser un communisme et un capitalisme libéral à échelle humaine, c'est-à-dire :

En appliquant le communisme raisonné pour les grandes échelles en nationalisant en partie les grandes entreprises qui font de gros profits (non réinvestis) (les bénéfices collectifs dus aux économies d'échelles doivent être partagés). Notre parti n'imposera pas la nationalisation forcée des banques, etc, mais fera comprendre en expliquant clairement aux français pourquoi et comment, que ce sera dans leur intérêt de rejoindre la banque nationale.

Les grandes structures internationales pourront continuer à rester sur le territoire français sous la condition qu'elles se plient à la loi du mouvement du pendule. Les gros groupes privés français seront aidés, dans leur comptabilité, par des fonctionnaires d'état assermentés qui leur coûteront bien moins chers que leur structure administrative interne. Ces entreprises pourront être ainsi plus concurrentielles et des partenariats avec des entreprises d'état pourront être proposés. On ne touchera pas à leur orientation stratégique privée, tout ceci ne sera en aucun cas obligatoire pour les entreprises françaises, mais bienvenu.

Toutes ces mesures incitatives non obligatoires exhorteront à ce que des intérêts ne profitent pas de ces structures pour s'enrichir à outrance au détriment des autres, de la planète et des structures elles-mêmes.

En appliquant le libéralisme et le capitalisme à petite échelle, le travail et les initiatives individuels doivent être récompensés et encouragés.

**Annexe pour les militants
et sympathisants
(objectifs, statuts de
l'association, outils de
communication, tracts,
discours, fiches et
explications
complémentaires)**

1) Constatations

a) Un peu partout des organisations privées « enflent » les consommateurs, par exemple les assurances et les banques cherchent à faire des bénéfices sur le dos des assurés. Nous proposons un nouveau type d'assurance où les assurés seront dédommagés en fonction de l'argent qu'ils auront versé. Nous comptons entre autres sur la responsabilisation et l'entraide entre les membres. Nous n'assurerons donc que les membres dévoués, sincères et partageant notre idéologie. Nous préconisons la création de banques pour nos membres.

b) La police, la politique et la justice sont faites par des gens spécialisés qui se font payer pour ça ! Ceci a tendance à sectoriser et faire des castes de ces domaines et à les rendre inefficaces tout en déresponsabilisant le citoyen. Or, ces domaines doivent être la préoccupation de tous. Qui n'a pas été victime d'injustices et de l'absence de justice ? La police n'est pas efficace. On lui demande de lutter contre l'insécurité, elle pénalise les honnêtes citoyens. Comment alors respecter une telle justice ? Nous proposons la mise en place d'un service citoyen qui fera politique, justice et police, le tout tout encadré par des « spécialistes ». Nous proposons donc une modification progressive des institutions (voir plus bas pour responsabiliser le citoyen).

c) Les entreprises françaises sont criblées de charges, le travail n'est pas récompensé suffisamment face à l'absence de travail.

d) Les aides sont trop multiples et complexes, le citoyen honnête ne profite pas de tous les avantages qu'il devrait avoir car il ne les connaît pas. D'un côté il y a ceux qui se plaignent et qui obtiennent, de l'autre les honnêtes citoyens, ceci est une injustice de plus. **Nous sommes donc pour une simplification de ces aides.** En outre, un contrôle permettra de limiter l'immigration, car si les étrangers viennent en France c'est parce qu'ils y ont des avantages.

e) Pour faire face au problème des retraites, ce n'est pas en aidant l'immigration qu'on le résoudra, pas plus que le problème du chômage. Il faut une immigration contrôlée. Quant au chômage, seule la mise en place d'une armée économique pourra le résorber, car, de plus en plus, l'homme sera remplacé par des machines et les personnes non qualifiées et non diplômées se retrouveront au chômage. Il faudra donc utiliser les hommes pour ne pas qu'ils s'ennuient, organiser leur temps de loisirs et partager leur temps de travail.

f) La foi est nécessaire car elle donne un sens à la vie, elle permet de se rassurer et de mieux vivre la vie présente car elle permet de se dire que s'il n'y a pas de justice ici-bas il y en aura une dans l'au-delà. Les rites accompagnant les religions sont l'occasion de faire la fête, malheureusement toutes ces religions apportent aussi parfois de fausses idées et croyances qui sont inutiles et sources de conflit et d'intolérance. Nous sommes donc pour la mise en place d'une nouvelle structure religieuse basée sur l'éducation, le savoir et les sciences.

2) Objectifs

Nous voulons donc supprimer, pour nos membres, les coûts inutiles, leur assurer le bonheur, le bien-être, la sécurité par l'union, **car l'union fait la force.**

Nous croyons en une organisation

Il est dans l'intérêt des plus faibles comme des plus forts d'adhérer et de se confier à une organisation hiérarchisée où les êtres les plus forts ou les plus spécialisés, ayant le plus de compétences ou de dévouement, seront aux postes clefs. Ainsi, ceux étant dévoués à l'organisation dirigeront l'ensemble pour le bien de tous ses adhérents. L'union fait la force, chacun son rôle suivant ses capacités, mais que chacun puisse proposer des améliorations et être utile en ayant son rôle à jouer.

Nous sommes pour le développement d'une économie alliant à la fois communisme social et capitalisme, ce qui permettra de relancer la croissance. Nous prôtons l'intervention de l'État dans l'économie afin qu'il dégage des bénéfices et puisse résorber la dette sociale grâce à la mise en place progressive d'un service économique ou « armée » économique compétitive auquel les citoyens pourront participer sans y être obligés. Cette armée économique d'État devra contrecarrer le libéralisme : une taxe sur les actions des grandes multinationales pourra être mise en place en contrepartie de ce libéralisme accepté, ce qui leur permettra une meilleure compétitivité ; ainsi quand les robots remplaceront l'homme, la répartition des richesses devra se faire d'une manière ou d'une autre.

Voici, entre autres, les grands projets et mesures que nous voulons mettre en place si nous arrivons au pouvoir (voir aussi « Notre programme politique »)

Retraite (non obligatoire) à 55 ans puis 50 ans pour tous. Mais à partir de 70 ans puis progressivement 65 et 60 ans, il n'y aura plus de cotisation privée organisée possible. Chacun, passé cet âge, recevra la retraite automatiquement mais ceci ne l'empêchera pas de continuer à travailler et à économiser s'il le désire (par exemple, concernant les chercheurs, ce qui avantagera les entreprises qui payeront alors moins de charges). Chacun cotisera le temps qu'il voudra. Et chacun cotisera pareil en fonction du taux horaire, tous toucheront pareil en fonction du temps cotisé. À partir de 50 ans, l'on pourra servir dans l'armée économique et aider à la formation des jeunes.

Nous préconiserons aussi la semaine non obligatoire des 32 heures (mais payée 32 et non 35) qui sera mise en place pour l'exemple dans « l'armée » économique (service économique).

Baisse des charges pour les petites entreprises puis pour les autres et après, peut-être, une baisse d'impôts pour les particuliers.

La mise progressive en place d'un « service économique » d'une durée minimum de cinq ans. Nous voulons également créer à l'extérieur, en Europe, des mouvements similaires et affiliés au nôtre afin de réunir la majorité des habitants de l'Europe dans un mouvement, un parti unique, pour qu'elle retrouve sa force. Par ailleurs, les institutions seront peu à peu harmonisées.

Et pour plus tard, dans un avenir plus ou moins lointain, un rapprochement avec la Chine qui sera bientôt la première puissance mondiale, la Chine dont le parti communiste pourra peut-

être nous soutenir financièrement au départ (idéal d'un seul monde « uni » pour cela nous promouvons aussi la mise au point d'un langage universel).

Mais avant les 30 heures par semaine et la retraite à 50 ans pour tous ceux qui le désirent, il faudra que les français soient actionnaires de leurs entreprises de plus il faudra, pour que ce soit viable, que le monde entier se mette aux 30 h, d'où la nécessité de faire un mouvement international, car sinon la concurrence ne permettrait pas le maintien d'un tel système. En aidant par un programme approprié, la progression de la productivité peut se faire dans 10 ans ou plus. Ceci sera possible. Pour nous le règne hégémonique des États Unis, tel qu'il est, est proche de la fin. Son capitalisme pur qui ne voit qu'à court terme et que les profits immédiats le conduira à sa perte

Nous sommes aussi pour une réorganisation de l'éducation et pour une promotion de la recherche par l'État (promotion de l'éducation à tout âge, l'éducation doit être la nouvelle église de l'Europe). Notre parti pourra former dans des écoles privées avec nos principes, ordre et discipline, pour des projets internationaux, projets qui seront livrés à la partie « secrète » (aide à l'Afrique) ou au parti développement de firmes pharmaceutiques d'État afin que ces dernières ne ruinent pas la Sécurité Sociale par les prix exagérés des médicaments, etc. Remplacement du RMI ou RSA par un revenu minimum de survie que tout un chacun touchera, qu'il travaille ou pas, vieux ou jeune.

Lancement d'un emprunt d'état pour que les retraites soient individualisées et non plus par répartition ; il faut donc s'organiser et préparer les structures qui permettront cette mise en place. Nous nous lancerons dans la politique par des manifestations de masse dès que possible afin de transmettre nos idées et de trouver d'autres membres et des adhérents. Le parti devra aussi trouver des activités capables, par leurs dons et bénéfices, de faire entretenir le fonctionnement administratif, d'encadrement et de formation des bénévoles.

Dans notre parti, afin de faire des économies, les « chefs leaders » devront montrer l'exemple et ne seront pas payés ou très peu, juste de quoi vivre, et non selon le train de vie des hommes politiques actuels.

Il n'est pas nécessaire de cotiser pour être membre du parti, la carte d'appartenance au parti est gratuite, mais pour l'instant il n'y a ni parti, ni association, ni communauté. Nous ne nous lancerons en politique que si les politiques ne nous écoutent pas ou ne nous achètent pas notre silence.

Des avantages autres devront être trouvés pour satisfaire nos membres et les entreprises (mise de la moitié des parts de cotisation en actions avec reversement des « bénéfices », dès que notre organisation aura suffisamment de force (offre de travail dans nos entreprises, etc.) et attirer et créer de nouveaux bénéfices

Des fiches d'information et de recrutement devront être mises au point, nous compterons sur les membres les plus engagés pour recruter.

Chaque membre devra jouer un rôle si minime soit-il.

Avant tout, le premier rôle du membre est de recruter, car plus il y aura de monde plus le système sera viable.

3) L'idéologie et la structure du parti

Nous voulons responsabiliser les citoyens.

Nous voulons leur faire comprendre que c'est par le travail et l'engagement au service de l'organisation qu'ils arriveront au bonheur et à améliorer le monde et non en se contentant de végéter sur leur retraite et autres acquis ; le travail pour se maintenir en forme. L'argent est un moyen de désengager les hommes, aussi nous prôtons-nous pour nos chefs membres l'exemplarité en se sacrifiant à l'organisation. Nos politiques, nos policiers, etc. ne seront pas payés.

Nous remettons en cause donc les acquis des hommes la politique et de la justice actuelles. De quel droit ces personnes se procurent-elles des avantages sur les classes laborieuses ? Parce qu'elles ont le pouvoir ? Le pouvoir seul ne les contente-t-il pas ? La politique, la justice et la police ne devraient pas être un métier mais un moyen de se sacrifier pour la société.

Nous sommes favorables à une modélisation de l'école mieux adaptée : élèves de 12 et 16 ans qui auront plus de liberté, de choix afin qu'ils se responsabilisent (à quoi ça sert d'enseigner aux élèves des choses inutiles, on leur rabâche l'histoire en C.M., C.M.2, de la 6^{ème} jusqu'à la 3^{ème}, puis de la seconde jusqu'à la terminale. De 12 à 16 ans c'est l'âge de la socialisation, non de l'abstraction. L'élève devra choisir ses activités, mais les disciplines de base auront lieu le matin.

Quant aux agents de la police, la moitié de leur temps de travail est consacré à des tâches administratives, l'autre moitié à verbaliser des innocents qui ne font rien de mal tandis que les malfaiteurs, eux, ont la justice de leur côté. Nous proposons aussi la mise progressive en place progressive d'une police, d'une justice et d'une politique plus citoyennes où chacun, durant son temps libre, pourra être juge ou policier ou politique, des professionnels continuant à encadrer le citoyen. Idéalement, il faudrait mettre en place une sorte de service citoyen (justice, police, politique) non obligatoire, légèrement rémunéré où chacun pourrait passer encadré par des professionnels et ainsi donner ses idées.

Notre idéologie repose sur le respect raisonnable du principe du chef, de la discipline, de l'obéissance et du sacrifice à ses idées. Chacun devra s'entraîner à l'art de manipuler les foules pour le bien-être collectif. Le chef a potentiellement tous les pouvoirs (en réalité, il peut et devra les distribuer). Nous ne voulons pas de dissension dans notre parti, les querelles de pouvoir sont des futilités qui désorganisent et n'aboutissent à rien, on est d'accord avec les

objectifs à atteindre ou on ne l'est pas. Tous doivent unir leur force. Le « chef-représentant » choisi, nous représentant à la présidence et à la politique, sera celui entraînant le mieux les foules comme le faisait Hitler ou Martin Luther King ou même M. Jean-Marie le Pen. Un auto conditionnement des membres devra être fait pour garantir l'unité par des discours, des distributions d'informations, une culture commune, appelant à faire don de soi, à avoir du courage, etc. La religion sera celle du groupe devant son orateur et la foi ira à la science, au progrès, à l'humanité, au groupe et aux chefs.

4) Pour y parvenir, nous proposons les grandes lignes de l'organisation

a) Pour l'organisation de l'association

Un service économie s'occupera des entreprises nous appartenant ou celles partenaires ainsi que des choix d'investissement et des moyens à utiliser pour obtenir de l'argent.

Un service recrutement, information et orientation des membres.

Un service développement consistant à développer les avantages pour les membres (assurance, banque, police, justice, éducation, produits à moindre coût).

Un service dit secret (infiltrant le parti pour éviter les dérives) dépendant directement du chef international de l'association dont son premier objectif sera de promouvoir le système dans les pays voisins afin d'accélérer la mondialisation de l'organisation et son objectif à long terme sera d'améliorer les sociétés ainsi que d'autres buts tenus secrets.

Et trésorier, un secrétaire, un président, un superviseur.

Les objectifs de l'association : se maintenir par l'intermédiaire des mesures du parti qui servira d'outil et en fournissant des avantages aux membres.

Se développer par l'économie, le recrutement, le sacrifice.

Promouvoir un monde meilleur, une mesure par l'intermédiaire du service secret.

b) Pour le parti

Un dirigeant, représentant, organisateur et superviseur du parti, libre à lui de choisir l'organisation qu'il jugera la mieux appropriée et de s'entourer de collaborateurs efficaces.

Les cotisations et dons faits au parti seront centralisés et reviendront ensuite aux chefs locaux du parti qui devront les utiliser pour développer le parti et avant tout mettre en place l'armée économique.

Les principes du parti seront celui de la discipline, de l'obéissance, de la loyauté et de la fidélité au chef.

Les objectifs du parti : s'inscrire dans la vie politique en prônant les mesures dictées par les chefs de l'association, de la communauté et du parti et en respectant la démocratie. Ensuite, tout ceci pourra se complexifier, se diversifier et se spécialiser tant au sein de l'association que de celui du parti.

Avec d'abord pour chaque région, puis département, puis grande ville et ensembles de communes :

- Un conseiller à l'investissement.
- Un chef des entreprises nous appartenant et devant se développer suivant le plan des besoins de nos membres.
- Un représentant des entreprises partenaires qui seront également recrutées en fonction de nos besoins.
- Un chef logistique coopération entre entreprises et relation inter département (dont une partie s'occupera de trouver du travail à nos membres).
- Un chef de l'orientation du conditionnement et de la circulation de l'information intérieure, (journaux, compte rendu, assemblée, réunion, psychologie, orientation des membres, également « loisir » et action de groupe, le tout lié à l'organisation).
- Un chef départemental de gestion et logistique.
- Un responsable des associations (dont celle de justice).
- Un organisme d'aide au développement et à la recherche (recherche de différents types obéissant aux autres 10 cellules, recherche d'information et éducation pour les membres en accord avec la cellule information et auto conditionnement).
- Un organisme d'aide à nos membres (logement, travail, santé, sécurité, recherche personnelle, loisir, orientation, sorte d'assistance sociale, médecine, éducation, soutien moral).
- Un chef propagande : publicité et information consistant à la promotion de l'organisation à l'extérieur (tracts, affiches) et recherche de soutien et argent (dons, organisation de tombola, etc.).
- Une section secrète qui restera... secrète et servira à élaborer et à mettre en œuvre les grands projets de l'organisation.

Les membres actifs pourront assister aux réunions de l'assemblée et faire des propositions.

- Les conseillers extérieurs facultatifs, en cas de demande.
- Un président.
- Un trésorier.
- Un secrétaire.
- Un chef superviseur qui s'occupera du bon fonctionnement des autres structures et pourra les conseiller. Il supervisera la mise au point de tous les documents sauf ceux la partie des secrets indépendants. Le conseil national l'aviserà lorsqu'il en aura besoin (pour faire passer des consignes aux autres).

Cette proposition de structure est susceptible d'évoluer et de changer en fonction des contraintes et des besoins. À ses débuts, l'organisation prendra forme en fonction de nos membres, l'initiative et la créativité étant laissées à ces derniers pour ordonnancer au mieux la structure afin d'atteindre une efficacité optimum.

Un livre sera écrit pour fournir les explications nécessaires. Il sera vendu et servira de moyen de propagande (c'est probablement celui-ci). Nous démarrerons le travail même si nous ne sommes pas très nombreux. Il sera possible d'adapter l'organisation de la structure de notre mouvement en fonction des besoins qui pourraient se faire sentir au cours de son évolution.

Pour mettre en route la machine

Dès le début, afin qu'il n'y ait pas de dérive, que certains en profitent et utilisent l'argent à leur propre compte, l'argent sera recueilli sous forme de promesses, d'abord chaque année (comme pour le Téléthon), et sera centralisé. Chacun recevra à son adresse une enveloppe qu'il pourra renvoyer à l'association avec la somme donnée (le donateur mentionnera ses nom et adresse au dos de cette enveloppe afin de nous faciliter le classement).

5) Les directives pour tous les membres du parti et de l'association

51) Objectif : développer le parti

Chacun peut aider le parti par une cotisation (non obligatoire mais conseillée, plus on est engagé pour subvenir aux dépenses et au maintien du parti, plus le sacrifice devrait être important) et/ou en achetant et revendant à d'autres camarades ce livre (le demander à l'adresse de l'association). Le rôle du parti est d'aider, de soutenir et de protéger les projets de l'association (sociaux, économiques, secrets). Se protéger des lois parfois injustes (comme celle interdisant l'euthanasie).

511) Recruter les futurs « cadres chefs »

Développer le principe du chef. Chacun devra « saluer », au nom de l'organisation. Le plus capable d'enthousiasmer le peuple, d'enflammer, de motiver, de pousser le groupe à l'émulation et aux sacrifices comme Hitler, Goebbels ou Martin Luther King le faisaient, sera notre représentant en chef. D'autres hommes aideront à la direction du parti et seront responsables de l'économie et de la société et chacun tiendra son rôle. Une assemblée conseillera le chef. Il y aura un chef de l'organisation, un chef superviseur, un chef représentant et un chef du secret s'occupant des objectifs internationaux.

Afin de développer les facultés d'entraînement des membres de notre parti et de trouver les futurs chefs de représentation, les membres devront s'entraîner aux discours. Pour ce faire, le parti devra régulièrement organiser des discours défendant nos idées, ceci servira d'auto-conditionnement à nos membres et permettra de les réunir et de les responsabiliser autour d'une sorte de rituel.

512) Développer l'idéologie et l'autoconditionnement

Les principes : Obéissance à l'autorité, respect du principe du chef, autodiscipline.

Il convient, pour l'avantage du plus faible comme de la société entière et de tous, de se soumettre à une hiérarchie. Il en va aussi de la survie et de la réussite de notre organisation que les meilleurs et les plus engagés gouvernent et y soient à des postes clés. C'est aussi à l'avantage de tous les membres de respecter la hiérarchie et l'idéologie du parti afin que nulle dissension ne s'y produise. Quels que soient les ordres, émanant d'un pouvoir uni sachant ce qu'il fait, le simple fait d'effectuer l'acte d'obéissance développera notre force et l'organisation gagnera en cohérence.

Ces principes ne vont nullement à l'encontre de la liberté et du respect de la personnalité de nos membres. Au contraire, cette discipline rendra plus libre en faisant prendre conscience à nos membres qu'ils sont eux-mêmes conditionnés. Cela implique un travail pour réduire orgueil et désir, atteindre et développer les valeurs comme le courage, l'honnêteté, le sacrifice, le soutien entre les membres, etc...

Il est recommandé au chef de faire preuve d'humanisme en montrant l'exemple, de ne pas abuser de son pouvoir et de ne pas se considérer comme supérieur mais plutôt comme un maillon nécessaire, comme tous les membres le sont, pour la réussite de notre organisation.

513) Se faire respecter

L'admiration force le respect et l'adhésion à nos principes : agir donc en conséquence par des manifestations démontrant notre force sans pour autant utiliser la violence si elle n'est pas nécessaire.

La confiance, le soutien et la fraternité doivent régner entre tous les membres de l'organisation, car de cette confiance dépend la réussite de l'organisation, elle est le ciment du groupe.

514) Occuper le terrain et être sur le terrain

Il faut que notre parti occupe le terrain que les autres partis n'occupent pas ou peu (police, sécurité, justice et questions et problèmes de sociétés). Chaque membre doit savoir et avoir une opinion sur tout cela, c'est pourquoi des réunions doivent être régulières. Pour le développement et la promotion de notre parti, il est conseillé d'être présent partout et d'avoir un avis sur tout. Il est de bon ton d'aider, d'orienter le citoyen, de montrer, par la bonté de nos gestes, que nous sommes présents, que nous ne l'abandonneront pas et lui faire comprendre, qu'en rejoignant notre parti, il améliorera les rapports entre les gens et la société.

L'enthousiasme et la gentillesse sont les meilleurs outils pour convaincre, la foi se communique. Si vous ne croyez pas en l'organisation, il est inutile de faire mauvaise figure, assumez votre engagement et n'oubliez jamais de faire connaître votre appartenance au parti en le disant explicitement ou en le faisant comprendre implicitement par l'insigne du parti que vous porterez.

52) Un objectif à faire valoir : améliorer les conditions de vie de nos membres

Grâce à une philosophie

Seul, l'homme n'est rien, unis l'on peut faire de grandes choses.

Dévouement et respect entre les membres de l'organisation.

Le bien et le mal doivent coexister et reposent sur des notions subjectives, irrationnelles qui nuisent au progrès humain ; le bien immédiat est l'ennemi du bien à long terme, l'éthique et la morale sont des freins au développement, les dissensions dans le parti ne sont que le fait de jalousie, elles sont à éviter. Nous devons tous être unis, chacun doit pouvoir développer son monde idéal sans s'opposer à d'autres membres du parti.

Grâce à une religion, une foi

Nous croyons et avons foi en la science, en la technique et en un monde meilleur.

C'est dans le sacrifice que se révèlent la dignité et la force guidées par ses idéaux.

Rendre dures nos conditions c'est élever notre force (cela impose aussi des rites pour souder la communauté).

Par une révolution de la conception du pouvoir politique, judiciaire et exécutif

Nous sommes contre le fait que tout pouvoir puisse être payé. En conséquence, nos membres montreront l'exemple et formeront une police, une justice et un parti politique où ils seront « non payés » et où, dans le cas où ils le seraient par le système, ils reverseraient alors leurs honoraires au parti.

Tout ceci pour que nos hommes s'engagent et se responsabilisent.

Par des mesures immédiates

Création d'une cellule de recrutement avec l'adresse du siège ; sensibilisation à chaque échelon régional puis départemental, avec adresse des représentants (3 ou 4) et lieu de réunion qui pourra être en plein air.

Et création d'une cellule nationale gestion-informatisation des cotisations (cotisations, pour l'instant, à reverser en totalité au centre).

Recruter, afin, progressivement, de mettre en place les divers responsables et fixer leurs buts et objectifs (Faites vos propositions d'investissement au parti central).

Mise en place d'un service volontaire de notre parti où chacun donnera son temps libre pour servir et organiser gratuitement le parti (police, justice, politique, recrutement).

Autres initiatives

Toutes vos propositions d'amélioration, d'action, de modification de l'idéologie sont les bienvenues.

Organisation du parti et de l'association

Les chefs seront respectés et ouverts d'esprit, devront suivre les directives du « centre et pourront faire appel à des conseillers.

Les premières choses à faire sont :

1) le recrutement.

2) l'élaboration d'un service citoyen « police, justice, politique ». Pour cela nous préconisons la mise au point :

a) d'un service propagande, information.

a) d'un service encadrement, débat (où les personnes du secret recruteront parfois les futurs membres du secret).

L'organisation du parti se fera après réunion et création de cellule de crise, lorsque le temps viendra, à partir d'idées, conseils et recherche de membres.

En résumé, pour l'instant

1) D'abord recruter en utilisant 3

2) Ensuite organiser, structurer, hiérarchiser en utilisant 1.

3) Enfin, se faire connaître (presse, télé, internet, etc...) en utilisant 2.

C'est ainsi que tout programme se développe. Capito ?

123321, partez...

53) Présentation du parti

Un parti réaliste

- Qui veut réduire les dépenses de l'État en le réorganisant afin de résorber les déficits publics par, entre autres, la création d'un service d'État (diminution des budgets de la police, de la justice et de la politique) (paye des ministres, des députés, etc. et suppression de leur retraite cadeau).
- Qui veut relancer l'économie par la croissance grâce, entre autres, à l'association.
- Par la baisse de toutes les entraves sur les entreprises.
- Par la résolution du problème des retraites en modifiant progressivement le système par répartition en le faisant devenir système par individu, chacun cotisant pour soi non pour les autres.

Mais néanmoins un parti social !

- Qui assurera travail et revenu minimum à tous les français.
- Qui simplifiera le système social où chacun pourra en profiter même s'il ne connaît pas ses rouages.

Un revenu minimum de survie indexé en fonction de la santé économique de l'état et que tout le monde touchera, travailleur ou non, sera créé.

Toutes les aides, quelles qu'elles soient, seront supprimées. Seront créés : un système simple, le revenu minimum de survie (RMS)), et une sécurité sociale uniquement pour les français et naturalisés français (ainsi moins d'immigration). Le montant des allocations familiales sera diminué (le revenu minimum de survie les remplacera).

Nous voulons simplifier :

- Le système des impôts (plus de déclaration sur le revenu, impôt prélevé à la source comme en Angleterre),
- L'administration (CAF, etc.),
- Et supprimer les administrations inutiles qui se chevauchent et les remplacer, dès que possible, par d'autres plus efficaces, éliminant ainsi les emplois qui ne servent à rien.

Les lois sont trop lourdes, trop contraignantes, empêchant le plein emploi et les associations de créer des emplois. Nous sommes en faveur d'une simplification des lois et d'un système libéral pour que notre association puisse s'implanter.

Autres propositions phares

- Légalisation de l'euthanasie.
- Mise en place d'un salaire parental jusqu'à ce que l'enfant entre à l'école (à l'âge de 4 ans).
- Gratuité et prise en charge de l'enterrement par crémation.
- Une assurance nationale globale pour tous.

54) Résumé de notre programme que nous proposons aux politiques qui s'y conformeront en obtenant nos voix et notre soutien

Dès l'âge de la retraite, tous seront payés, de manière égalitaire, au titre du revenu minimum de survie, la seule différence viendra des économies faites durant les années de travail.

Chacun cotisera pour lui-même non pour les autres, par l'intermédiaire de l'État ou d'une société privée ou seul. Le SMIC sera augmenté plus que le RMI (RSA actuel). Chacun aura une carte pour recevoir son argent. Ceux qui travailleront recevront également eux aussi le revenu minimum de survie qui remplacera le RMI et sera indexé en fonction de la bonne santé de l'économie.

Ne pas trop taxer le travail ; simplifier le système d'impôts et taxes. Moins d'impôts sur les bénéfices des sociétés (baisse des charges). Moins de taxe professionnelle. Simplification de la réglementation. Impôts sur les grandes fortunes et sur les échanges en bourse. Revoir le système d'assurances sociales et des assurances en général.

Créer notre banque, nos assurances, nos entreprises, et prendre des parts par des actions dans les grandes multinationales. En justice, avoir nos avocats ainsi qu'une organisation (sorte de milice ordre pour qu'il n'y ait pas de violence) pour protéger les intérêts de l'association.

Pour la Sécurité Sociale, taxer les multinationales et ne pas les aider par des subventions multiples, afin qu'elles restent sur notre territoire, car ce sont les citoyens qui paient.

Mise au point d'une « armée communautaire économique ».

L'État fait des gaspillages, des dépenses inutiles, ; il faut réduire la dépense publique (supprimer les aides aux entreprises). Nous ferons la chasse aux gaspillages.

La Sécurité Sociale est en déficit, nous prendrons des mesures pour le résorber (seules les grosses opérations seront prises en compte, les petits bobos seront à la charge des patients). Les médicaments génériques devront être prescrits par les médecins, car moins chers).

Instiller une dose de proportionnelle dans le scrutin législatif car il n'est pas normal qu'un parti ayant obtenu 15 pour cent des voix, comme le Front National, le Parti Communiste et autre minorité, ne soit pas représenté par 15 pour cent de l'Assemblée Nationale, (ou le parti communiste et autre minorité), ces partis ont le droit de s'exprimer.

55) Autres documents complémentaires

Doc 11)

Instruction pour tous (militants, cadres, sympathisants)

Faire un minimum d'effort personnel : Montrer l'exemple et être honnête.
Le changement est à ce prix.

Instruction pour les futurs cadres du parti

- Convaincre le plus de gens de lire le livre « Pour un nouveau parti citoyen », distribuer des cartes (avec le site internet du MUIF) et faire des meetings « pédagogiques », le but étant de se faire connaître afin de peser sur le pouvoir pour simplifier les lois et changer celles que nous estimons aller dans le mauvais sens pour l'intérêt de tous les français. Le moyen le moins coûteux pour se faire connaître est le bouche à oreille.
- Il faut se faire réclamer, prier, attendre par les médias et la population. La crise morale et économique qui risque de traverser notre pays fera le reste.

Instruction pour les futurs cadres de l'association

- Le rôle dévolu à l'association sera principalement de mettre en place les structures économiques propices au changement dans chaque ville de plus 7000 habitants. Un responsable cadre doit être trouvé, il peut se présenter avec plusieurs personnes s'il ne se sent pas capable d'assumer seul cette lourde charge.
- Ce responsable devra lui-même organiser et désigner des responsables au niveau :
 - ° économique (faire des partenariats avec les entreprises), investir, et organiser le travail ;
 - ° social (trouver du travail et des loisirs à nos membres) ;
 - ° de l'instruction (former nos écoles et instruire nos membres) ;
 - ° de la création de nos assurances et banques.
- Enfin, désigner un trésorier, un secrétaire et un président pour l'association de sa ville, ce dernier devra lui-même s'investir en tant que superviseur et créer le lien avec les membres du parti.

- À partir des instructions du livre « Pour un nouveau parti citoyen », selon le principe du chef « responsabilité, exemplarité, honnêteté » et à partir des statuts de l'association.

Instruction pour les futurs cadres de la communauté

- Initiatives et manifestations à mettre en place en parallèle avec l'association et le parti, de manière non contrôlée. Mise en place d'un service volontaire pour les gens au chômage qui désirent se rendre utile.
- Au début, ce seront les membres de la communauté qui devront organiser et centraliser la collecte et l'utilisation de l'argent, ensuite ce rôle sera dévolu à l'association et au parti, mais chacun devra avoir droit de regard sur sa gestion. Le but premier est de rassembler, organiser, encourager les efforts de tous les individus membres, de manière à obtenir des résultats et que tous en profitent équitablement, de façon honnête et intelligente, en optimisant les efforts afin de récompenser équitablement tous les membres en fonction des résultats.

Si vous êtes intéressé, pour tout contact, précisez : compétence, savoir-faire, etc.

Recrutement. Comment ?

- Distribution du livre dont les bénéfices seront reversés aux commerciaux en fonction des ventes.
- Faire connaître site web grâce à la petite carte du MUIF qu'il faut faire circuler.
- Utiliser le bouche à oreille, se faire attendre, réclamer, par les médias, la population, cela montrera notre force.

En priorité trouver, aux alentours des 3 plus grosses villes de chaque département, des membres pour organiser :

- L'association qui s'occupera de l'organisation et des premières réalisations concrètes.
- La communauté qui s'occupera de la propagande.
- Le parti qui s'occupera des mesures et loi du programme qui aideront l'association à se réaliser.

- Le plus rapidement possible la collecte de fonds et la création optimum d'une assurance globale pour tous nos membres (santé, voiture).
- Le réinvestissement de l'argent dans la communauté et l'économie.

Nous n'aurons pas besoin de frais de campagne électorale, tout reposera sur les militants, le remboursement des frais de campagne (selon la loi actuelle) sera redistribué par parts égales aux militants ayant participé par leurs efforts à la campagne.

Il faut faire comprendre aux citoyens qu'ils prennent conscience que, par leur vote, ils ont le pouvoir du changement entre leurs mains, que s'ils ne votent pas, on prendra le pouvoir à leur désavantage, que, si notre parti a un poids politique, des gens honnêtes et sérieux, d'autres partis pourront nous rejoindre, c'est pourquoi il faut toucher en particulier les abstentionnistes et ceux qui ne croient plus aux hommes politiques.

Autres mesures que j'ai déjà indiquées ou déjà fait comprendre

Laïcité

Conserver la loi sur la séparation des églises et de l'État et ne pas subventionner les religions comme certains voudraient le faire pour gagner des voix.

Éducation

Initiation pour tous aux travaux manuels au collège ; il faut apprendre à apprendre pour que les élèves puissent avoir de l'autonomie et apprendre par eux-mêmes. Les enfants ont aussi besoin de règles, apprendre et travailler doivent être un plaisir, l'école doit réaliser cet objectif. Les fournitures scolaires doivent être fournies par le système scolaire afin d'éviter les inégalités. Et pour y parvenir il ne suffit pas de faire des lois. Enfin, contre les incivilités, rétablir les cours de morale.

Famille

Aide maternelle financière à l'enfant jusqu'à l'âge de 4 ans pour les mères qui le désirent afin qu'elles restent au foyer pour bien s'occuper de leur progéniture.

Économie

Faire que les compétences état/région/département ne se chevauchent pas, cela d'une part simplifiera le système et d'autre part fera des économies sur les coûts et énergie inutiles.

Contre le chômage, un nouveau capitalisme doit naître, fait d'entreprises autogérées par les ouvriers (des conseils nous seront utiles).

Vie quotidienne

Légalisation de l'euthanasie (mort sans souffrance) pour les personnes âgées et celles le désirant, tout en menant une politique morale et d'aide non hypocrite contre le suicide. L'État devra prendre en charge les frais des enterrements par le biais de l'armée économique qui devra employer les chômeurs ; mise en place d'une assurance et d'une banque nationales pour tous qui n'enflent pas les consommateurs comme le font les assurances privées dont le but est de s'enrichir.

Agriculture

Développer l'agro-écologie selon les méthodes que développe l'humaniste Pierre Rabhi.

Énergie

L'avenir de l'énergie sera une production par petites structures réparties sur tout le territoire, grâce à des générateurs Hendershot améliorés que chaque particulier pourra acheter. Cette énergie servira, en outre, dans chaque petite ville, à des centrales à hydrogène dont c'est l'avenir avec l'énergie libre. Il faudra mettre en route un centre de recherche sur les énergies nouvelles dites libres (fusion froide, etc.). Je souhaite que ma future incarnation se fasse en expert bricoleur en énergie libre.

Les autres problèmes de société tels que le chômage, l'immigration, l'insécurité et les injustices seront réglés par la mise en place de nouvelles structures accompagnant les services économiques. Entre autres, seront simplifiées les aides de façon que chacun puisse y avoir droit et qu'il n'y ait pas de privilège.

Mais pour mettre tout cela en place, il faudra que le nombre de membres de l'association dépasse le millier, membres qui verseront une cotisation dont le montant servira à créer un système leur procurant des avantages.

Doc 12)

Les grandes mesures idéalistes à mettre en place en parallèle avec les autres mesures

Pour rétablir la responsabilité des citoyens, la solidarité nationale et l'honnêteté, et faire repartir le cœur de la France, il faut un électrochoc mais de courte durée.

Comment faire ?

En redonnant de la valeur au travail honnête et à la solidarité

Supprimer toutes les aides sauf les retraites ; diminuer la paie des fonctionnaires sauf des plus qualifiés et indispensables ; développer, encourager et aider les systèmes d'aides solidaires (resto du cœur, logement, habillement, social, rencontre, expression, aide, conseils aux consommateurs, assurances).

Ces mesures entraîneront :

- une prise de conscience des français, s'ils veulent le bonheur ils n'ont pas à servir les intérêts des financiers en travaillant pour eux ou en achetant leurs produits (commerces malhonnêtes, industries exploiteuses à outrance).
- une baisse générale des prix, une production de qualité, une concurrence efficace et loyale.
- un retour raisonnable et raisonné au travail de tous.

Par la mise en place d'un système récompensant l'honnêteté

Les gens reconnus honnêtes n'auront pas à être taxés sur leurs bénéfices et la loi n'aura pas à les y contraindre ; par exemple : les gens dont le but est d'aider les autres n'ont pas à obéir à des lois contraignantes, injustes, inutiles. Cela permettra de redonner de la valeur à l'honnêteté, à la responsabilité, à la recherche et à l'innovation dont le but sera de servir l'humanité. Cependant, pour mieux gérer leurs affaires, il leur sera conseillé d'utiliser les moyens de gestion actuels qui leur faciliteront le travail. Tous les gens qui seront employés par eux seront déclarés honnêtes, sous leur responsabilité. Ils pourront, le cas échéant, virer de leur service, sans préavis, toute personne considérée comme malhonnête.

Mise en place : je ne vais pas tout détailler, mais pour ceux qui se sentent d'attaque pour nous aider, il faut poser les bonnes questions auxquelles je ne peux répondre à toutes. En gros : en parallèle avec une administration aux structures actuelles mais simplifiées et informatisées, une administration jugeant de l'honnêteté des gens sera mise en place avec cahier des charges qualité, test psychologique, épreuve d'engagement, etc. Les gens jugeant de l'honnêteté devront être des scientifiques, des humanistes, des laïques et des agnostiques en pleine possession de leurs capacités ; toutes les personnes corrompues et malhonnêtes à ce niveau seront sévèrement punies. Les gens se déclarant honnêtes et voulant profiter de cet avantage devront se présenter d'eux-mêmes à la sélection, tous les citoyens honnêtes auront le droit de se

présenter ainsi. Les gens non reconnus honnêtes continueront à être taxés sur les bénéfices selon les règles économiques de notre programme. Toute personne malhonnête voulant se faire passer pour honnête sera sévèrement punie, la sanction pouvant aller jusqu'à la peine de mort. Les critères pour être honnête sont : ne pas s'enrichir sur le malheur des gens, ne pas faire souffrir inutilement d'autres êtres et montrer l'exemple.

Les français doivent choisir entre être riches, malheureux et malhonnêtes ou pauvres, heureux et honnêtes. Quand ils seront heureux et honnêtes, la richesse, la justice, le travail viendront d'eux-mêmes mais ils doivent tous faire un effort. C'est un effort collectif que notre mouvement demande aux français ; et à la France. Les français pourront être fiers et montrer l'exemple à l'humanité. Le but des gens n'est pas de gagner de l'argent, de vivre éternellement, mais d'être heureux et de trouver l'amour. Cela a été de tout temps et pourtant notre société

nous fait croire que l'argent et la possession sont plus importants que le reste, c'est cela qui nous rend malheureux au fond de nous car cela rentre en contradiction avec notre réel besoin d'amour et de bonheur et nos dirigeants croient plus à leurs idées d'économies, sans comprendre les hommes, parce qu'ils ont été conditionnés, parce qu'on leur a appris cela bêtement et ils l'ont cru bêtement sans que la science le leur démontre. Mais si les gens sont heureux et honnêtes entre eux, il n'y a pas besoin d'économie car alors elle fonctionnera toute seule, efficacement et humainement. Je n'envisage pas de me présenter à une élection pour proposer mes idées et mon programme, j'ai autre chose à faire pour le moment, mais je souhaite participer au mouvement avec le peu de moyen que j'ai, et je souhaite que, parmi ceux qui lisent ce livre, de grands responsables capables se lèvent et défendent nos idées, que les citoyens français ou étrangers riches et heureux puissent le lire et nous aider grâce à leurs dons d'argent, que les citoyens qui croient en la justice et en notre honnêteté votent pour notre projet. Que l'on ait ou pas les signatures, prenez une feuille et inscrivez MUIF, cela nous aidera à nous faire connaître. Enfin, si vous croyez avoir des compétences utiles, quelles qu'elles soient, petites ou grandes, des dons d'organiseurs, des compétences en informatique, en économie, des dons d'orateur, de l'argent à dépenser utilement, etc, parlez autour de vous, prenez des initiatives non contrôlées pour le moment par le mouvement. Du désordre naît l'ordre. Vive la France, vive ce que vous voulez, mais surtout vivement l'arrivée du MUIF au pouvoir pour que les choses changent.

Par la mise en place d'un ministère du bonheur

Qui cherchera par tous les moyens à atténuer la douleur et les souffrances de tous les français.

Doc 13)

La communauté doit être basée sur les rapports humains

Le système actuel déresponsabilise les personnes. Autrefois, dans les tribus, lorsque quelqu'un ne travaillait pas alors qu'il le pouvait ou qu'il commettait un délit (vol, viol, meurtre, etc...), il était puni par la communauté ou sa famille le rejetait et ne s'occupait plus de lui. Il faut que l'amour soit le lien de la communauté. La communauté ne doit avoir que des membres sélectionnés et responsables qui sont prêts à faire des efforts pour changer, en se soumettant à notre idéologie et à notre manière de percevoir la vie et en s'y engageant.

Les lois et règles de la communauté

- Chacun, dans la communauté, doit s'efforcer de faire ce qu'il peut avec ce qu'il a et ce qu'il est et de se responsabiliser.
- L'argent ne doit pas parasiter les relations sociales ; l'argent gagné par les membres de la

communauté sera redistribué équitablement entre eux.

- La liberté de pensée et d'expression sera respectée. Les lois internes de la communauté seront dans ce sens simplifiées ; chacun sera libre d'utiliser la morale qu'il veut, ainsi s'il est riche et qu'il veut utiliser telle technologie, cela ne lui sera pas interdit ; s'il est riche et qu'il veut garder un enfant handicapé, il le pourra. Pour nous, en aucun cas, l'État n'a à soutenir les familles pour aider les handicapés, c'est la communauté qui doit s'organiser pour cela à travers des dons voulus et non des impôts obligatoires taxés par l'État. Il faut que les gens se responsabilisent. L'euthanasie sera légalisée et gratuite afin que, lorsque les gens ne pourront plus payer pour vivre ou ne seront plus soutenus par la communauté ou s'ils souffrent trop, ils se décident à se faire euthanasier, car il faut qu'ils prennent conscience qu'ils sont une charge pour la communauté.

- Un service civil sera mis en place dans la communauté afin que chacun passe par ces services, à différents niveaux.

- La santé, l'éducation, l'instruction, la justice, la politique sont des services qui doivent être la préoccupation, le devoir de tous et de la communauté. En conséquence, les médecins, les éducateurs, les hommes de loi de la communauté ne seront pas payés. Ainsi ce pourra être des chercheurs à la retraite, des personnes âgées ou des gens doués, reconnus par la communauté.

- Les loisirs, la culture, l'instruction : des loisirs pourront être organisés par la communauté mais chacun pourra faire ce qu'il veut selon ses goûts.

En dehors de la communauté

- Les gens qui ne font pas partie de la communauté ne seront pas jugés, ils feront ce qu'ils veulent et on les laissera en paix tant qu'ils laissent tranquilles tous les membres de la communauté.

- Ils pourront gagner de l'argent dans la société extérieure en faisant payer leurs services aux non membres, mais s'ils veulent faire partie de la communauté ils devront reverser leurs gains à la communauté afin que celle-ci puisse développer ses idées dans la société actuelle et la changer.

Les règles et la politique de notre communauté

Éducation : on orientera grâce à des tests psychotechniques. Le problème du chômage doit se faire selon la sélection des meilleurs en fonction de leurs capacités, c'est un problème d'orientation et de management, trop d'universitaires, de bacheliers fait baisser le niveau, le bac ne vaut plus rien. Ceux voulant faire des études devront en payer la moitié de leur coût, sauf dérogation exceptionnelle. La souffrance de ceux n'ayant pas les capacités de faire des études devra être compensée par une société plus ouverte où la culture et l'instruction pourront se faire

en dilettante grâce à des associations gratuites ou à prix modiques (ce dont j'ai parlé précédemment dans ce livre). Les professeurs qui seront dans ces associations pourront être payés. En outre, même si tout le monde avait les capacités pour suivre des études ou si tout le monde pouvait les suivre en dilettante, cela poserait des problèmes car, néanmoins, il faudrait des métiers qui ne sont pas appréciés. Il faudra donc faire en sorte que les métiers désaffectés par la jeune génération soient mieux payés et mieux considérés car pour le moment il faut des personnes pour les faire ; d'ailleurs, cette situation (où les jeunes ne veulent faire que des études longues) amène à des problèmes sociaux et entre générations. Il est nécessaire que tout le monde travaille et l'inadéquation entre études effectuées et travail proposé est certes désagréable pour les jeunes mais l'on n'y peut pas grand-chose. On doit enseigner à nos jeunes à gérer la frustration, mieux payer les tâches dites « ingrates », et lutter contre la mentalité de délinquants et l'abandon de l'éducation des enfants par les parents (chapitre développé dans le livre « *Quand nos PP pousseront les MM* »).

56) Les documents qui vont suivre sont les premiers tracts à distribuer

Doc 14)

Appel aux entreprises

- La loi du plus fort est toujours d'actualité.

Les sociétés privées exploitent les gens des pays pauvres, c'est pourquoi les paysans et ouvriers de notre pays sont en danger, le chômage et la pauvreté les guettent.

La redistribution doit être établie. Les inégalités sont source de conflit et de malheur pour l'économie autant dans les pays riches que dans les pays pauvres.

- L'union fait la force.

La concurrence déloyale que font planer les multinationales menace le bien-être du français moyen à plus ou moins longue échéance. Nous pensons, qu'unis, nous pouvons y faire face. C'est pourquoi pour défendre vos intérêts, l'on vous propose, vous chefs indépendants des petites ou plus grosses entreprises françaises, de vous joindre à nous afin de profiter des aides et avantages que nous proposons en intégrant l'association, et plus vous serez nombreux plus il y en aura.

- Politiquement et économiquement nous sommes en faveur d'une baisse des charges qui accablent nos entreprises afin que celles-ci puissent être concurrentes. Cependant, pour y parvenir, tout en conservant les avantages du système social (retraite+sécurité sociale), nous devons nous serrer les coudes. Nous proposons d'une part la mise en place par l'État d'un « service économique » afin qu'il puisse résorber la dette sociale et d'autre part des réductions budgétaires concernant les institutions administratives telles que les ministères, l'Assemblée

Nationale, la police et la gendarmerie, évidemment. Nous devons arriver au pouvoir, mais ce n'est pas urgent.

Nous sommes pour le progrès et pour une société plus humaine. Nous ne sommes pas contre la propriété privée ni contre le capitalisme mais contre ses dérives excessives, à savoir le creusement des inégalités entre riches et pauvres résultant des trop gros écarts de propriétés privées et le non accès de la population au savoir financier permettant d'avoir de l'argent par la bourse. En quelque sorte, nous sommes contre la propriété privée de capitaux trop importants qui, par le monopole, au lieu de stimuler la concurrence, les énergies et la créativité, les détruisent, les briment et les étouffent.

Nous sommes pour une société où coexistera, pour le bien de tous, capitalisme et communisme. Nous sommes de droite et pour une libéralisation d'un côté, et de gauche socialement, les deux sont possibles, un service économique devant être mis en place.

Actuellement vous avez un seul choix pour nous aider si vous le désirez :

Pour faire partie de l'organisation, il vous faudra devenir une association et intégrer ainsi la partie privée du service économique. Voici les conditions :

Les conditions

Vous renoncerez à utiliser votre bénéfice et ne le partagerez pas entre les associés, mais ce bénéfice, si minime soit-il, devra être versé à notre association, déduction faite de votre salaire et de celui de vos employés, dans les limites du raisonnable selon un contrat que l'on mettra en place suivant chaque cas. L'association l'utilisera pour relancer l'économie et mettre en place « le service économique » qui permettra par la suite de baisser les charges et de relancer la croissance.

Par ailleurs, ce bénéfice pourra aussi être reversé à d'autres entreprises partenaires pour leurs investissements, il pourra également vous être reversé si vous désirez l'utiliser pour investir en s'adressant alors aux conseillers en investissement de notre association qui se chargeront de faire étude de marché, démarche administrative, etc.

Les avantages que l'on vous propose pour l'instant sont divers et susceptibles d'évoluer selon vos propositions

Nous vous proposerons, entre autres, d'utiliser les services de nos membres volontaires en les payant 150 euros de moins que le SMIC, en échange de la partie correspondante de votre production si celle-ci nous intéresse ou de l'argent correspondant à la cotisation des volontaires membres actifs dont le montant s'élève justement à 150 euros. Pour les commerçants et les artisans la qualité que vous produirez sera donnée à d'autres personnes produisant de la qualité. Autre avantage : l'on pourra vous prêter à un taux d'intérêt nul si vous le demandez après passage d'un conseiller en investissement et si les bénéfices de retour promis sont jugés à la hauteur.

De plus, appartenir à l'association permettra, grâce aux statuts de cette dernière, à votre entreprise d'être exonérée de charges et d'impôts. L'argent dont nous disposons proviendra pour une partie de la cotisation des membres de notre association pour l'autre partie des

entreprises ayant intégré l'association, c'est-à-dire celles ayant changé de statuts et devenant affiliées à la nôtre d'intérêt national.

Le Doc A6 est la charte d'honnêteté à mettre en place, vous la retrouverez sur site internet si l'organisation se développe.

Doc 15)

Message à faire passer à vos connaissances

Les futures élections présidentielles approchent, mais nous sommes qu'une organisation minuscule par rapport aux autres partis. En conséquence, nous ne pouvons pas nous permettre des dépenses colossales en communication sous peine de ruiner nos caisses et de faire payer des sommes astronomiques à nos premiers adhérents. Nous n'avons pas les moyens mais vous vous pouvez nous donner les moyens, en utilisant simplement le bouche à oreille pour nous faire connaître.

C'est pourquoi nous vous demandons de faire des photocopies du document ci-joint et de celui-ci et de les envoyer le plus rapidement possible à vos connaissances éloignées ou proches, ce n'est pas grand-chose, mais cela peut nous aider, à nous faire connaître et pourquoi pas à faire voter en notre faveur et à recruter de nouveaux adhérents.

Cependant, rien ne vous y oblige, mais nous aider un petit peu c'est mieux que rien. Vous pouvez, par exemple, si vous n'avez aucune envie de faire des photocopies, au lieu de jeter ce papier, le donner à quelqu'un d'autre. C'est avant tout aux mécontents et aux abstentionnistes que nous voulons nous adresser.

Pourquoi tant d'abstentionnistes ?

Parce que l'on ne croit plus aux partis politiques.

Parce que l'on est déçu des partis politiques.

Alors pourquoi ne pas leur faire comprendre en votant pour notre parti (le Mouvement d'Union Internationale Français) ? Notre programme se résume en quatre mots : social, économique, judiciaire, politique.

Mesures sociales : retraite non obligatoire à 55 ans pour tous.

Mesures économiques : baisse des charges pesant sur les entreprises et engagement de l'État dans l'économie afin de résorber les dettes. Comme le dit Marine le Pen il faut un État stratège.

Mesures judiciaires : la justice est à la traîne et ne donne pas les moyens à la police d'être respectée. Il n'y a pas de justice en France, on porte plainte et cela ne débouche sur rien, pourquoi donc respecter cette justice ? Si la justice était juste, les citoyens la respecterait. Nous sommes pour un engagement du citoyen dans la justice et dans la police (mise en place progressive d'un service de prévention telle l'organisation des pompiers où chacun pourra servir après 55 ans ou avant, s'il le désire).

Mesures politiques : de quel droit des castes politiques se permettent-elles de faire des lois et d'être payées pour les faire ? La politique doit être accessible à tous, la paye des grands politiques doit être remise en cause ; la politique, la justice et la police ne doivent pas être un métier mais doivent être accessibles à tous les citoyens.

Mais vous allez dire, d'autres s'y sont essayés, alors pourquoi votre parti ?

Parce que notre mouvement est révolutionnaire dans sa conception de la politique, de la police et de la justice. Mais nous ne pouvons pas vous dévoiler comment, cela nous attirerait les foudres des classes dirigeantes car elles se rendraient compte que leurs intérêts sont en danger. Il est pourtant nécessaire de modifier la conception de la politique, de la justice et de la police. On n'a pas à dire au citoyen où sont le bien et le mal mais seulement à lui donner les outils pour l'aider à s'orienter et à faire ses propres opinions. Nous sommes contre toutes les formes d'autorités inutiles.

Néanmoins, si vous voulez en savoir plus, rien ne vous empêche de vous renseigner, d'acheter le livre « *Aide pour un monde équilibré* » et de vous joindre à nous en vous adressant au bureau central de traitement des demandes d'adhésions de notre organisation et de notre parti qui vous orientera (l'adhésion au parti est gratuite, mais cotisations et engagement personnel sous forme d'aide sont les bienvenus).

Doc 16)

Ce petit papier est fait pour la recherche et le recrutement des cadres du MUIF

Mouvement d'Union Internationale Français, parti voulant s'inspirer de l'organisation nazie afin de changer la situation les injustices mais avec une idéologie humaniste, laïque, agnostique et scientifique ; tolérance et ouverture d'esprit obligatoires pour tout participant. Adresse pour tout contact : (à mettre en place). Nous recherchons un web master, bénévoles et des gens prêts à s'engager.

Les hommes politiques nationaux nous endorment avec de belles paroles. Nous nous voulons agir changer par un mouvement qui se donne les moyens de modifier la société ; mais les politiques ne peuvent rien sans les citoyens, il faut qu'ils montrent l'exemple.

Pourquoi ?

Parce que l'argent a trop de place dans notre société, parce que pour les politiques et économistes l'argent a plus de valeur que les relations humaines, parce que l'argent et tous les politiques nous montent les uns contre les autres même si ces derniers ne s'en rendent pas

compte et croient en ce qu'ils disent, parce qu'il y a trop d'injustice. Le système est trop poussif, ce qui décourage le travail. Combien de petits commerces, d'entreprises, d'agriculteurs ont fait faillite alors qu'ils travaillaient dur. Tandis qu'on nous dit de travailler plus pour gagner plus, je vous pose la question : y croyez-vous ? Travailler plus pour gagner plus, je suis d'accord mais jusqu'à une certaine limite. Oui il faut encourager le travail mais pour cela il faut modifier le système sinon ça ne marchera jamais, mais, parmi les politiques, qui le comprend ?

Comment ?

Par la création d'une communauté ouverte et tolérante mais disciplinée avec une organisation structurée autour de chefs responsables et capables.

Par la responsabilisation des gens et des citoyens qui devront s'investir.

Croire en notre projet en distribuant : tracts, affiches, en faisant meeting, en échangeant, s'entraidant et préparant notre nouvelle politique et notre vision du monde.

Nos mesures

- Par la réforme de l'État qui ne se fera que progressivement.
- Mise en place d'un RMS (revenu minimum de survie) qui remplacera toutes les aides et que tous percevront ; ainsi le travail ne sera pas dévalorisé, celui qui voudra gagner plus travaillera.
- Taxation de ceux qui utilisent leurs bénéfices pour s'enrichir ; détaxation de toutes les petites entreprises, sources d'emplois, elles ne seront pas taxées sur leur chiffre d'affaire ; seules les paies à partir d'un certain seuil seront taxées et la proportion de taxation ira en augmentant avec la paie, ces mesures permettront de baisser les prix et de redonner de la valeur au travail pour tous.
- Modernisation de l'ANPE avec psychologues du travail, partenariat avec les entreprises, informatisation (retraite à 55 ans pour tous ceux qui le désirent).
- Mise en place d'un service civil encadré par des professionnels pour les personnes retraitées le désirant et obligatoire pour les jeunes ; ce service permettra aux personnes de connaître et d'agir dans la justice, l'éducation ou la police et, par le brassage fait, de meilleurs tolérance et respect à ces services publics.
- Réduction drastique des paies et des avantages des gros agents de l'État qui s'enrichissent sur le dos des citoyens (ministres, sénateurs, députés) ; ils doivent servir pour l'honneur non pour l'argent ou le poste ; en général, les agents de l'État devront montrer l'exemple.
- Création de services de travaux en commun qui emploieront les chômeurs dans tous les domaines, à commencer par des services de base (primaire, puis secondaire, puis tertiaire), avec le souci de l'efficacité et de la justice.
- Réforme de l'éducation. Pour tous : disciplines intellectuelles le matin et découverte l'après-midi ; pédagogie développée : apprendre à apprendre dans le plaisir, pas de devoirs à la maison car les enfants n'ayant pas de parents instruits sont désavantagés ; les manuels seront fournis par

l'école cela évitera à l'enfant de porter un cartable de 10 kilos ; des études seront mises en place où ils feront leurs devoirs avec un encadrement de qualité.

Doc 17)

Face à la croissance des inégalités et des injustices, par peur un jour d'en être la victime, vous voulez changer le monde, l'association vous propose :

Une philosophie

Aucun moyen n'est illicite, néanmoins utiliser la violence est le dernier recours.
L'éthique est un frein au développement et à un monde meilleur.

Une fin

Création d'une communauté d'idées et d'actions pour le bien de tous ses membres.

Ses buts majeurs

- L'indépendance sociale, économique et la mise en place d'un système égalitaire, humaniste, intégrant le communisme dans le capitalisme (les deux pouvant coexister pour le bien de l'économie), lutter contre les effets négatifs du capitalisme par le capital.
- La liberté.
- Sacrifice raisonnable pour la communauté en fonction du bien-être qu'elle nous amène. Tout doit être fait pour le bien-être et le bonheur de ses membres.

Ses objectifs

- À court terme : création de l'association, première réunion et organisation, prise de décision et répartition des tâches et vote des premiers objectifs (recrutement, information, contrat).
- À plus long terme : création d'un système idéologique, économique et social, banque, assurance, entreprise, visant l'indépendance et pesant dans la politique et l'économie.

Des moyens

- À mettre en place avec la compétence de chacun dans une organisation humaniste.

Ses premières règles et principes

- Non-violence et tolérance entre ses membres.
- Cotisation et redistribution égalitaire des bienfaits obtenus en fonction des décisions.

Un principe de ralliement et une nécessité

- Sacrifice à ses idées et à son engagement.
- L'union fait la force : celui qui croit ne compte pas.

Quelques avantages à venir

- Échanges et achats de biens à moindre coût.

- Capitalisation de vos dons pour relancer l'économie.
- Mise en place d'une assurance gratuite pour les membres actifs.
- Et autres que vous proposerez.

Pour de plus amples informations, consulter sur Internet site web à réaliser (nous cherchons un web master).

Doc 18)

Statuts de l'association

(En cours d'élaboration à voir sur le site, si développement)

Pour le moment, les statuts n'étant pas déposés, cette association est informelle.

Des choses sont à rajouter dans les statuts de l'association, car tout doit être prévu. J'en appelle à ceux qui ont des connaissances dans les lois du milieu associatif. Politiquement nous ferons tout pour faciliter les buts de l'association (modification des lois, etc.). L'État doit exister pour simplifier et aider les français, par exemple en prenant en charge les décès, la fin de vie, l'enterrement et l'euthanasie si les patients le demandent. En outre, les gens se faisant un peu trop d'argent en compliquant le système devront revoir leurs prix, sinon ils seront gentiment éliminés du système. Un autre système devra alors être inventé pour le remplacer ; je pense en particulier à certains notaires peu scrupuleux qui se font de l'argent en profitant de l'obligation que l'on a de passer devant eux pour une transaction.

Tout sera informatisé et des fonctionnaires auront la charge.

Pour profiter des avantages en étant membres une carte sera distribuée.

L'on ne concurrencera pas les entreprises, on mettra le même prix selon la moyenne des prix, ensuite l'on transformera en entreprise d'État sans impôts et redistribuera les bénéfices aux actionnaires c'est-à-dire aux membres de l'association de manière égalitaire. Ce sera ce revenu minimum de survie que tous toucheront. La loi du marché sera appliquée et les entreprises d'État devront s'y adapter.

Puis l'on créera un groupement de superviseurs, des sages.

Ensuite création d'une entreprise aux statuts bien définis.

Préparer fiche pour convaincre plus de gens à participer (courage, pour un monde meilleur, etc...). Toucher les gens.

Convaincre les entreprises. Arguments : face à la mondialisation et aux multinationales, visage plus humain, aides aux investissements, aux exclus, afin de produire de la qualité et ne pas céder au commerce pour l'argent.

Le pouvoir pour tous quelle que soit la classe sociale.

Problème : à partir de 100 personnes, on se connaît mal : problèmes de circulation de l'information. Dans chaque département, un petit journal et chaque année un journal des principales actions et bénéfices des entreprises ; chaque entreprise aura son centre de décision et ses bénéfices seront orientés ; relation entre les entreprises, coopération et agent de développement produit.

Une partie des bénéfices seront redonnée pour investissement (conseillé), une autre sera soutirée selon le plan de développement pour aider aux développements selon le plan qui allouera les budgets (biologistes, scientifiques).

Toutes aides d'avocats, de juristes, de comptables et de gens de bonne volonté et de toute qualification seront les bienvenues pour la création de cette association.

Doc 19)

Rôle et but respectifs des membres du parti et de l'association

Le parti devra promouvoir la justice et la paix sociale pour tous. Il se nommera le MUIF (Mouvement d'Union Internationale Français) et aura pour but la pérennisation, l'exécution et la réalisation des objectifs de l'organisation communautaire pour la défense de ses membres ainsi que l'ouverture de celle-ci sur la vraie vie politique et sur les problèmes complexes et dont débattent les autres partis politiques (problèmes de la violence, des structures éducatives et instructives, d'économie, de retraite, de chômage, d'orientation de recherche, etc...).

Hors de l'association, le rôle du parti est avant tout d'aider, de soutenir et de protéger les projets de l'association (sociaux, économiques...) par les lois ou contre les lois parfois injustes (comme celle de l'interdiction de l'euthanasie libre).

Ce parti se constituera au fur et à mesure des besoins et propositions des membres, en prenant exemple sur le système actuel (assemblée, ministres conseillers, délégués du social, de l'énergie, de la recherche, de la santé, de l'agriculture, du logement, de la cohésion et de la propagande recherche et élaboration d'une langue écrite commune internationale, de l'éducation (école de notre parti). Mieux orienter et adapter les enfants à l'éducation selon les directives de l'association). Organiser des loisirs instructifs dans les villes par le biais d'associations jugées d'intérêt public où les retraités ou autres personnes ayant du temps libre avec des supports d'instruction, échangeront ; les livres et outils seront demandés d'être faits par l'intermédiaire du cabinet de travail des ministres de l'éducation (recherche et subventions) et de l'armée économique (conseillers délégués divers).

Quelques suppressions et modifications y seront faites. Il aura 3 à 4 chefs principaux, un chef représentant pour le peuple du parti, un chef pour l'organisation du parti, un chef de l'association, un chef superviseur de la communauté (chef de liaison avec l'organisation association), un chef « du secret » liaison avec le secret dans la société (plan pour contrôler la population sans la perturber et pour éviter les mouvements sociaux violents, incontrôlés qui sont source de malheur ou trop moraux comme la limitation des naissances, la recherche génétique sur l'embryon).

Et des particularités ajoutées en vertu du principe que chaque partie ayant le droit de choisir son organisation. Culte de l'organisation, principe du chef, pouvoir aux chefs, éviter les dissensions et les oppositions, doivent être les principes. Tout refus d'obéissance et de respect des principes

sera puni par « l'excommunication » de l'organisation. Le parti devra se doter d'une justice, d'une police et d'une politique. Ses représentants seront encadrés par des spécialistes actuels et recevront une paie de base moindre. Mais la cotisation pour la retraite sera intégrée. Ses représentants pourront être des individus ayant plus de 50 ans ou ayant pris leur retraite (dès lors, ils ne seront pas payés). En aucun cas, la justice actuelle ne sera remise en question mais une justice plus rapide et moins chère pour nos membres sera mise en place pour les individus non membres qui devront payer comme dans le système normal.

L'idée de base révolutionnaire que nous défendons

Est la suivante et repose sur une constatation : des gens se permettent de juger, d'arrêter et de faire des lois et pour cela on les paie ! On dit non : la politique, la justice et la police ne doivent pas s'acoquiner avec l'argent. C'est la porte ouverte à l'inefficacité par l'intéressement à la corruption et à la dérive. Nos membres s'occuperont de justice, de politique et de police sans être payés. Notre but est de faire intervenir les citoyens, de les engager dans la vie de notre pays. Ceux qui voudront s'y consacrer recevront le RMI et une aide, non obligatoirement par l'argent, pour qu'ils puissent vivre, manger et être logés correctement. C'est un des meilleurs moyens pour convaincre des hommes engagés dans l'avenir de notre pays, sans parler des économies que l'on pourra faire en sanctionnant les privilèges. Ils pourront siéger dans le système démocratique actuel, sans pour autant être reconnus aux yeux de ce système comme ministres ou autres).

Quelle différence entre être membre de l'association et être membre du parti ?

Les membres de l'association ont pour but l'amélioration de leurs conditions et cotisent pour cela. L'association possédera donc, indépendamment du parti, sa propre organisation qui tentera d'améliorer le monde sans la politique mais une partie de celle-ci devra être affiliée au parti car sinon les politiciens malhonnêtes l'exploiteront. Il faut donc faire de la politique pour la défendre. Une partie des membres de l'association feront aussi de la politique afin de promouvoir l'association et ses idées, ils tenteront d'améliorer le monde et la société, (responsabilisation des citoyens, préparer terrain aux mesures prises par l'association et favoriser son développement). Tout membre de l'association est ipso facto membre du parti. Mais l'on peut être membre du parti sans être membre de l'association et inversement. Le parti aura sa propre organisation dans chaque pays, mais le principe du chef devra être respecté dans tous afin qu'il y ait meilleures coordination et efficacité. Les cotisations des membres du parti serviront au parti mais pourront être détournées vers l'association et inversement l'association pourra aider le parti.

Les membres de l'association ne cotisant pas pourront cotiser en nature par leur travail et des services rendus à l'association. Le taux horaire sera le même pour tous et faible au début. Tout ceci est théorique. L'on pourra s'y conformer mais pas nécessairement ni trop peu ni excessivement sous peine de lourdeur, de séparation et d'ignorance des actions des uns et des autres. Toutes les parties que j'ai citées se formeront suivant les besoins et objectifs. Je tiens

aussi à rassurer les structures actuelles : elles ne seront pas menacées. Cette organisation ne concerne que notre association et notre parti, en aucun cas nous ne l'appliquerons à l'extérieur.

Notre politique nous appliquerons notre politique avant tout dans l'association, sorte de petite société dans la société, qui sera la vitrine de notre idéologie. La libéralisation totale qui pourra être entreprise par les politiques ne fera que nous renforcer et gagner des adhérents. Toute politique de libéralisation est donc une alliée et permettra à notre système de fonctionner.

Inconvénients et avantages d'être membre du système

Une partie des investissements des membres servira en tant qu'actions et donc une partie des bénéfices leur sera reversée selon leur apports. Puis, progressivement par la suite, sera reversée à chacun, travaillant ou pas, une somme identique qui dépendra de la forme économique. Ceci remplacera le RMI (ou RSA), les allocations chômage, les retraites et autres assistanats. Chacun aura sa carte.

Le système vise à aider les gens à être plus heureux, plus épanouis et à défendre leurs droits. Bien que le système de santé français soit très bien, il limite encore le bien-être. Je propose de créer des centres de soins auxquels les membres auront droit où ils pourront être conseillés et aidés. Ces centres regrouperont psychologues, masseurs et médecins, entre autres, mais auparavant il faudra fournir aux membres des avantages. Nous devons faire une distinction entre membres bienfaiteurs qui cotisent moins de 10 euros par mois et les membres actifs cotisant 10 euros ou plus par mois (montant conseillé : 1/6 du salaire). Les membres bienfaiteurs auront droit à des réductions sur les produits et à un bénéfice en fonction de leurs apports. Ils recevront une carte gratuite de membre bienfaiteur. Une carte gratuite sera délivrée aux membres actifs leur permettant de bénéficier d'une assurance globale, de l'accès aux soins et à certain moyen de transport (train), ces services étant payants.

Les membres travaillant pour notre système auront une retenue automatiquement sur leurs salaires ; ceux non membres mais employés dans nos sociétés seront payés normalement selon leurs fonctions mais sans autres avantages du réseau.

Doc 20) Ultralibéralisme et économie de marché

La libéralisation et l'économie de marché mondialisée à outrance déstructurent la société. Tout est marchandisation et il n'est pas tenu compte des limites de la planète ainsi que des pans entiers de l'organisation de la vie humaine (éducation, hôpitaux, transports du

courrier, maisons de retraite et logements). Pour ces économies, tout le monde peut remplacer tout le monde. On constate l'absence du facteur humain, des compétences et des différences de chacun, un boucher avec formation pouvant remplacer un chirurgien. L'économie ignore le facteur humain en faisant pression sur les individus et en les isolant, tendant ainsi à déstructurer l'organisation fondamentale des sociétés et en supprimant les valeurs de solidarité. Les individus isolés sont plus fragiles et donc susceptibles de servir au mieux le système ultra libéral et de perpétuer son système.

Doc 21)

Discours et informations à faire passer sur la place du mouvement de l'association et la place de nos adhérents : les politiciens n'ont pas le vrai pouvoir.

Idées d'orientation pour les discours de nos orateurs militants

Les thèmes et idées qui vont suivre doivent être développés par nos candidats ; on espère trouver un porte-parole.

Nous cherchons une personne responsable et intelligente qui se présentera pour et en faveur de notre parti. Nous sommes ici pour proposer un système, non pour le diriger. La créativité et l'ouverture d'esprit manquent à nos hommes politiques. Soyons bref nous voulons faire bouger les choses et nous recherchons un leader.

Nous croyons en la création d'un nouveau système plus juste, plus efficace. Voici les différentes mesures que l'on veut mettre en pratique :

Premièrement : la mise en place d'une armée économique efficace, bien organisée, compétitive qui emploiera les chômeurs et saura employer sans gaspiller les talents, chaque citoyen ayant une part égale d'actions dans cette entreprise d'État.

Deuxièmement : prise de mesures concrètes pour plus de justice sociale ; prenons un exemple : est-t-il juste qu'un chercheur qui est utile à la nation soit moins bien payé qu'un grand politique qui ne fait que des lois, et bien moi je dis non ce n'est pas normal, vous trouvez que les lois vous aident dans votre quotidien ? Et bien non, elles ne font rien pour aider et c'est ce que je reproche aux politiques, ils ne font rien pour aider les citoyens. Certes, il faut des lois mais pas trop, il faut que le citoyen ordinaire puisse s'y

retrouver. Je vous garantis, si nous obtenons votre soutien, nous ferons tout pour que les choses changent.

Troisièmement : la simplification du système administratif français. Sa complexité entraîne injustices et inefficacités. L'État doit aider les français dans leur vie quotidienne, par exemple en prenant en charge les décès, la fin de vie, l'enterrement et l'euthanasie si les patients le demandent.

Quatrièmement : mon combat personnel est pour la légalisation de l'euthanasie : nous comptons tout d'abord sur une association où cotiseront ceux qui voudront. elle existe déjà l'Association pour le Droit à Mourir dans la Dignité.

Enfin, par ce message, nous souhaitons trouver des gens intelligents et sincères pouvant nous aider à réaliser notre rêve d'un monde meilleur et à diversifier la politique.

Stratégie

Se faire réclamer, il n'est pas utile d'utiliser les médias conventionnels mais le bouche à oreille. Ce sont les médias qui doivent nous demander, démontrant ainsi notre force, notre confiance et notre honnêteté.

Le MUIF pourrait soutenir Jacques Cheminade

Parce qu'il est sincère et honnête, n'est pas ultra-libéral et que peut-être il tiendra compte de nos conseils. Je ne voterai pas FN malgré quelques accords. Je suis en désaccord avec ce parti car il refuse la GPA, la PMA, l'avortement, l'euthanasie et l'euro, et qu'administrativement je ne pense pas qu'il réglera le problème. Il faut faire le ménage dans tous les ministères et structures associées, il y a des économies à faire.

C'est au niveau européen qu'il faut agir pour empêcher les lobbies d'influencer les technocrates, c'est l'inflation des lois qui est néfaste au niveau européen. Le MUIF soutient aussi le mouvement Nouvelle Donne, de Pierre Larrouturnou qui est en accord avec les idées de Michel Rocard dans son dernier livre « *Suicide de l'occident, suicide de l'humanité* », il soutient le parti de « Debout la France » de Nicolas Dupont Aignan et Jean Lassalle. Il suggère aux français de choisir parmi ces 3 potentiels présidentiables étant donné qu'il se rapproche le plus du MUIF ; il partage avec un philosophe libéral dont j'ai oublié le nom l'idée du revenu de base en le portant à 450 euros au début.

Critiques : **(Réponses aux critiques et auto-critiques)**

Lors de l'élaboration des tracts et des statuts de l'association, me sont parvenues, de la part de potentiels futurs adhérents, des remarques fort judicieuses que je vais récapituler ici et auxquelles je vais répondre. J'expliquerai mon point de vue et le sens que je donne à ces mesures.

1^{ère} Critique et question

Je ne comprends pas quelles sont les raisons d'être de l'association, ses objectifs premiers, la doctrine fondatrice, pourquoi, pour défendre quoi ? Quelles idées, quels faits ?

1^{ère} réponse

Voici les raisons : créer un système permettant à ceux qui le veulent de profiter et partager équitablement les avantages du capitalisme dans une visée communiste sociale rétablie. Des échanges plus humains sans remettre en question la société de marché afin de réduire les inégalités croissantes et le creusement du fossé entre riches et pauvres découlant du capitalisme, et afin que les profits soient partagés. Que l'organisation du travail soit revue afin que tout le monde puisse travailler et être heureux, car même les gens riches finissent par se rendre compte que ça les rend malades et donc ça sera aussi à leur avantage, car quand l'argent remplacera la vraie médecine, qui les soignera de leur cupidité et de leur manque d'amour ?

Le pourquoi : c'est d'améliorer la vie de ceux y participant en donnant un idéal de tolérance en motivant et conditionnant les membres pour une vie morale meilleure (développement de l'information et de l'instruction et du respect à tout âge). Proposer une alternative au capitalisme contre les injustices ; oui, le pourquoi est lutter par tous les moyens possibles contre les injustices et les politiques idiotes dirigées par des intérêts privés (comme interdire la prostitution, pénaliser les pauvres, etc., alors qu'on sait très bien que pour ceux qui sont riches la prostitution n'est pas interdite), mais aussi pour une agriculture durable, écologique (écologique ne veut pas dire peu productrice, on peut produire et avec un aussi bon rendement et même en s'en tirant mieux car l'on ne paye pas des dépenses inutiles afférents aux pesticides et à l'abus d'engrais), avec la création de centres de conservation de la biodiversité. Pour de nouvelles alternatives pour la conservation de la biodiversité dans les pays pauvres, pour une utilisation raisonnée et raisonnable des ressources, pour prendre des mesures contre la pollution et inciter, voire aider, les entreprises et les gens à y travailler. Pour défendre le droit de chaque membre à être reconnu en tant qu'homme et non en tant que machine de production.

Les idées de base et faits : rassembler autour de valeurs communes, unis on est plus fort et plus armée, pour affronter, créer, agir, interagir, se développer, l'union fait la force.. Ainsi le système pourra s'accompagner du système capitaliste. Ceux qui appartiendront au système auront des buts, des idéaux différents et utiliseront ce système capitaliste pour l'intérêt de tous les membres. Deux systèmes pourront coexister de manière cohérente pour le plus grand bien de tous. Le capitalisme est nécessaire pour le développement, mais on peut l'améliorer en y ajoutant un système plus communiste permettant ainsi la relance de la croissance. L'argent sera donc, au début, la préoccupation majeure et une priorité (d'où l'incitation à la cotisation conseillée de 1/6ème du salaire touché). L'argent est le nerf de la guerre. Il faudra bien assurer les objectifs, par la survie du système, puis, ensuite le bien-être des membres. L'argent sera partagé également entre les membres, l'idée de base étant que, sans argent dans un monde capitaliste, on ne peut rien faire. Il faut donc bien intégrer cette idée.

2^{ème} Critique : « le prix exorbitant de l'adhésion » (voir dans les statuts de l'association au début 100 euros pour être membre actif, montant que j'ai finalement réduit à 10, c'est plus raisonnable)

C'est vrai, mais j'ai choisi cela afin que le système avance plus vite et que les gens qui adhèrent à l'association n'y soient pas pour profiter de mon héritage et du système mais s'y engagent. De plus, le système est aménagé de manière à ce que le versement ne soit pas obligatoire et que chacun verse ce qu'il veut et qu'il puisse le retirer et rompre son association en tant que membre, s'il n'y voit aucun avantage et lorsqu'il le voudra. Les plus engagés verseront le maximum qu'ils pourront. L'on pourra aussi payer en nature ou en services, ceci permettra des échanges et ceci aura un avantage décisif pour les membres, les biens en nature ou services seront redistribués gratuitement à la communauté gratuitement (cantine, commune, construction et aide technique à l'association, gestion, etc.) ou aux membres à un prix défiant toute concurrence. Les bases d'échanges seront : la production de nourriture (fruits, légumes, lait, œuf, viande, farine), l'habillement, les transformations, les services relatifs à l'habitat et aux moyens techniques des entreprises de l'association, l'information (échange et communication entre personnes).

Des entreprises seront créées et aux membres fondateurs, un prêt sans intérêt leur sera accordé (sous la seule condition de verser les bénéfices à l'association qui en reversera une partie selon les besoins d'investissement). De plus, les entreprises privées voulant s'intégrer dans l'association pourront le faire en échange d'une partie de leurs bénéfices, leurs avantages seront d'être fournies en membres qui travailleront pour elles à prix moindre mais dont l'âge de partir en retraite sera plus précoce (45 ans), ces derniers seront ensuite pris en charge par l'association.

3^{ème} Critique : « Je ne suis pas d'accord avec l'éthique, frein au développement »

J'entends par éthique la « morale » autre que celle du système (par exemple la morale de l'église). Des religions, en général, ont ralenti et puni les avancées scientifiques et même spirituelles des êtres. Je suis d'avis que toutes lois, quelles qu'elles soient, ne font pas avancer les choses si elles sont imposées ; or, toute loi est vécue comme imposée est donc sujette à critique, désaccord et lutte. Celui qui tente d'imposer parce qu'il croit avoir raison a tort. La philosophie de l'association est : respecte les autres et ils te respecteront. Personne n'a raison et tout le monde a raison. Les conflits personnels devront à tout prix être mineurs et évités pour le bien de l'association. Je me rapproche donc de la philosophie bouddhiste. Pour ma part, peu importe, dictature, démocratie, ce ne sont que des mots ; tant que les hommes sont heureux c'est le principal. L'important, c'est non les mots mais la voie du cœur et ce que l'on y met derrière. Pour l'éthique, certes, l'on peut se poser la question est-ce éthique de le faire ? Mais aussi est-ce éthique de ne pas le faire ? Alors le problème est pour moi simplement de conviction morale, et pour moi la morale forcée mène parfois au pire je suis pour la liberté morale de chacun. Et l'on n'a pas à nous dire ce qu'il faut faire. Chacun applique la morale à son niveau mais n'a pas à l'appliquer aux autres car ceci engendre violence et non-respect.

4^{ème} Critique : « Je trouve aléatoire, discrétionnaire, le cumul de tous les pouvoirs par les superviseurs. C'est un pouvoir totalitaire ? » (Voir dans les statuts de l'association)

Oui, en quelque sorte, les « chefs » superviseurs s'octroient, du moins au début, le droit de choisir et d'orienter l'association pour le bien de tous mais il va de soi que ceci sera « fictif », le pouvoir est « fictif », le chef superviseur ne pourra pas tout faire. C'est surtout pour éviter toute dérive du système ou prise de pouvoir négative par d'autres profiteurs qui détourneraient la structure à leur unique profit. Pour l'efficacité de la structure, il faut une forme de respect de la hiérarchie. L'ouverture d'esprit et la tolérance des superviseurs leur feront en fait répartir progressivement les pouvoirs entre les membres, à l'aide de conseillers et je considère tous membres comme conseillers potentiels. Chacun ayant des idées pourra les proposer à son superviseur ou à son président, de n'importe quel niveau qu'il soit, et en conséquence il pourra être aidé par l'intermédiaire de l'association pour réaliser ses objectifs et ses demandes. En vérité, chaque membre aura le pouvoir de changer le monde et le groupe en général. Le superviseur conservera néanmoins le droit de superviser et de répartir les pouvoirs, Le superviseur propose mais il est évident que les membres disposent. L'on n'empêche pas autrui de copier nos idées, et j'estime qu'une organisation avec un chef régulateur est une forme de hiérarchie plus efficace, à chacun de l'accepter et de l'intégrer afin qu'une auto-discipline se mette en place, Les chefs doivent être humains et non despotiques et être avant tout convaincus de la réussite du projet et s'y investir à fond. Le rôle du superviseur doit se concevoir comme une cellule de l'organisme que forme l'association et sera celui de tous. Je compte,, au début, jouer ce rôle de superviseur et de conseiller de la structure, mais s'il s'avère que quelqu'un représente mieux l'association, qu'il est reconnu meilleur plus compétent pour poursuivre la formation de notre organisation, je lui laisserai la place de chef superviseur pour ne garder que le rôle partiel de superviseur simple ou organisateur et que je puisse avoir un droit de regard comme tout membre actif pouvant donner des conseils et se respectant. Il faut à tout prix éviter les luttes de pouvoir entre hommes, c'est pourquoi le superviseur a bien illusoirement « tous les pouvoirs ». En fait, chacun aura le droit de participer au pouvoir, ceci n'est fait que pour éviter les conflits, le vrai pouvoir du superviseur ne sera que représentatif afin de redonner confiance et d'empêcher les dérives. Le vrai pouvoir, vous l'aurez compris, proviendra de tous ceux qui s'engageront dans le mouvement, d'ailleurs le vrai pouvoir n'est pas ce que l'on a mais ce que l'on nous donne.

Je vais néanmoins améliorer les statuts et réduire les pouvoirs explicites accordés au superviseur, il n'en aura plus qu'un seul, et les autres seront répartis entre tous les membres.

Le superviseur n'aura donc plus qu'un seul et unique pouvoir : celui de virer du système qui bon lui semble (bien entendu il peut demander conseil, raisonner ou suivre son intuition comme dans toute activité humaine). Le superviseur sera donc un contre pouvoir, si les gens au pouvoir ne font pas ce qu'ils ont promis ils seront virés, ainsi ce contre pouvoir fera réfléchir les menteurs, le superviseur devra s'entourer de conseillés.

5^{ème} critique : « Je pense que la notion de sacrifice est peut-être dangereuse, exemple : kamikazes, al qu'Aïda, etc... »

CHACUN A SA CONCEPTION DU SACRIFICE et le vit à sa manière. D'ailleurs les différences de conception posent de nombreux problèmes aux relations humaines et à la communication. Le sacrifice a ses propres idées, il a fait avancer beaucoup de choses comme il en a fait reculer d'autres, cela dépend des causes, des idéologies et des individus mais le but n'est pas d'imposer le sacrifice, chacun se sacrifiera à sa manière. Pour que ceci soit moins dangereux, on peut proposer des limites sans les imposer. La limite du sacrifice sera donc de respecter la vie humaine ; par « respecter », on entend ne pas nuire et ne pas faire souffrir la vie humaine mais chacun a sa conception de cela et ses raisons, on ne peut pas empêcher quelqu'un de se sacrifier pour ses idées, un kamikaze agit car il a des raisons d'agir ainsi. La foi, la croyance en notre organisation, doit soulever les montagnes et les difficultés rencontrées.

6^{ème} critique : « L'utilisation de la violence comme moyen de dernier recours peut prêter le flanc à la critique, attention aux concepts qui peuvent être manipulés ou brandis »

« Non, mais oh, tu veux que je te casse la gueule, petit insolent va ! ! ». Non, je plaisante. Selon vous, pourquoi le superviseur a « potentiellement » le pouvoir de virer qui il veut dans son association ? Et oui, pour empêcher cela et des dérives. Mais tout concept peut être utilisé à des fins plus ou moins égoïstes, malsaines. Qui juge du bien ou du mal ? Toi, lecteur, qui me pose la question ? Alors que faire ? On ne peut pas tout contrôler. Peut-être y a-t-il un dieu pour cela ? Chacun fait ce qu'il veut de mes idées, elles ne m'appartiennent pas, mais je me les approprie inconsciemment pour exister. Tout peut prêter le flanc à la critique quant à la violence, moyen de dernier recours, je la crois légitime. LECTEUR, si on te supprime tes moyens de vivre ou de te défendre n'est-ce pas légitime, naturel, d'utiliser la violence ? Lorsque les autres moyens sont incapables d'agir évidemment c'est un moyen DE DERNIER RECOURS, donc cela veut bien dire que l'on l'utilise lorsque l'on ne peut pas faire autrement. LECTEUR, lecteur, SI ON UTILISE LA VIOLENCE institutionnelle ou physique à ton encontre, n'est-ce pas légitime de se défendre ? Et si l'unique moyen de se défendre est la violence. Si l'individu ou le groupe est acculé à ne rien pouvoir faire d'autre par la manipulation de l'adversaire, il ne lui reste que la violence, s'il n'a pas assez d'imagination pour s'en sortir personnellement. J'ai évité la violence et l'agressivité et les ai retournées contre moi-même et en suis tombé malade, tout en croyant naïvement que les agents du « système » allaient me dire « Tu as raison, ce n'est pas normal, il y a quelques choses qui déconne. ». Le résultat est connu dans le livre « Un condamné au silence » que j'ai écrit. Utiliser la violence et l'agressivité m'aurait évité de tomber malade.

7^{ème} Critique : Mais c'est une secte ! ☹️ (voir aussi dans mon livre « Un condamné au silence » : Qu'est-ce qu'une secte ?)

Tout système est en partie sectaire pour pouvoir survivre et exister ; regardez l'organisme humain c'est intolérant ! Il n'accepte pas les pauvres petites bactéries qui veulent vivre, se multiplier et s'infiltrer dans son sang. Il est vraiment sectaire celui-là, pour garder son intégrité psychologique et physique, une certaine intolérance est nécessaire de même qu'un certain

secret est nécessaire pour cette intégrité et pour le maintien de toute relation équilibrée. Défendre nos idées, nos croyances et l'intérêt des membres de notre organisation, tel est notre but, libre à chacun d'y croire ou pas, de nous faire confiance ou pas. Si nous sommes une secte alors nous ne sommes pas la seule, les partis politiques, les religions minoritaires, les associations, ceux qui défendent et croient en leurs idées, sont alors des sectes tout autant que nous. Pour ne pas être considéré comme secte doit-on abdiquer, renier ses idées ou appartenir à un mouvement majoritaire comme les grandes religions ? Si nous sommes une secte alors les grandes religions sont pour moi aussi des sectes qui ne sont pas reconnues en tant que telles car majoritaires. Dire que nous sommes une secte c'est renier à l'individu le droit de croire en ce qu'il veut et lui refuser de défendre ce en quoi et ceux en qui ils croient Bref, nous traiter de secte c'est une manière de nous refuser les droits les plus élémentaires d'expression autant à notre organisation qu'à nos membres, c'est vouloir les rabaisser par jalousie, médisance, les influencer dans leur choix en prônant que seuls ceux qui détiennent la vérité sont les institutions et ceux qui sont contre nous afin que nos membres ne puissent pas agir librement et limiter notre champ d'action. Mais en vérité chacun a le choix de quitter notre dite « secte » quand il le veut et de retirer l'argent qu'il a investi quand il le désire. Le jugement arbitraire de ces critiques est le fait de gens sectaires qui ne connaissent pas notre organisation et se permettent de la juger. En aucun cas nous ne faisons pression sur les gens pour qu'ils ne nous quittent pas, en aucun cas nous ne les menaçons, ils agissent pour notre organisation en pleine foi et conscience, car, en vérité, ils savent que c'est dans leur intérêts qu'ils agissent, dans l'intérêt de l'organisation qui les protège. En vérité, je vous le dis, ceux qui aujourd'hui peuvent nous critiquer seront les premiers à nous rejoindre lorsqu'ils se rendront compte que leurs intérêts purement égoïstes seront en jeu ou à demander de manière hypocrite des faveurs lorsque nous représenterons une force suffisante. Ils nous méprisent car nous ne sommes pas forts, pourtant notre cohésion, notre sacrifice, notre discipline, non seulement feront des envieux mais en plus font déjà notre force.

8^{ème} critique : Vous ne parlez pas souvent des agriculteurs et des paysans, j'aimerais en savoir plus sur votre vision de l'agriculture.

La vision que nous avons de l'agriculture est simple : respect pour l'homme, l'animal et la nature, autosuffisance alimentaire pour la France et bonne gestion des territoires.

Respect du travail des hommes

Les agriculteurs doivent pouvoir vivre de leur travail, nous distinguons deux formes d'agriculture : l'agriculture de maintien (2 à 30 hectares) et l'agriculture de production ou de surproduction.

L'agriculture de maintien devra être cette petite agriculture maintenant les petites exploitations à taille humaine (familiale) ou sous forme coopérative (pouvant être de l'armée économique ou non) avec des membres de la communauté, dans le respect des territoires et du terroir. Dans ce sens, nous voulons un certain retour en arrière quand les petits agriculteurs étaient polyvalents et diversifiés sur tout le territoire basé sur une culture vivrière d'échange et quasi d'autosuffisance, quand les agriculteurs d'aujourd'hui ne s'endetteront pas à outrance.

Nous espérons qu'un réseau parallèle, avec divers commerces et artisans, se développera et dynamisera le tissu économique des campagnes. Ce type d'agriculture devra redonner aux agriculteurs leur indépendance vis-à-vis des distributeurs et transformateurs industriels qui ont tendance à trop imposer leurs prix et font des marges un peu trop élevées, et permettra de développer un commerce équitable.

L'agriculture de production sera industrielle. Son but, on le sait, est de produire pour faire du profit, un seul agriculteur ne peut pas gérer ça seul, des regroupements sont nécessaires, ces grosses entreprises pourront coopérer avec l'agriculture de maintien et l'armée économique qui pourront discuter les prix et nourrir en grande partie les structures industrielles de transformation et de distribution.

Respect de la nature des animaux. Dans l'agriculture de production, des normes de respect des animaux et visant à diminuer la pollution et l'utilisation des produits phytosanitaires devront être imposées parallèlement à des recherches et des formations pour produire biologique et se débarrasser de la dépendance vis-à-vis des firmes agro-chimiques et phytosanitaires et des banques en enseignant aux agriculteurs la mentalité d'indépendance afin qu'ils réfléchissent avant d'emprunter. La coopération entre agriculteurs devra être favorisée. Les héritages, comme je l'ai déjà dit, ne seront pas taxés pour la transmission des exploitations.

Bonne gestion du territoire. Il va de soi que soutenir une telle agriculture permettra à toute une population associée de se maintenir (médecins, artisans, commerçants, services de secours, et publics, école, poste, voirie. Dans les villes, pourront se développer des agricultures nouvelles (cultures de légume dans des serres à étage comme au Japon, élevage d'insectes, etc...).

9^{ème} Critique : Vous dites que l'on pourra être à la retraite à 55 ans mais que la pension pourra être également versée à 70 ou 65 ans, je ne comprends pas. Est-ce un système libéral ?

En fait, un système devra être mis en place afin que chacun puisse cotiser pour lui-même, nul ne vous empêche de partir à la retraite avant 65 ans si vous en avez marre de travailler ou si vous estimez avoir assez gagné d'argent. Vos cotisations salariales vous seront alors reversées soit en totalité, soit progressivement, selon votre choix. Les cotisations salariales devront être telles que la grande moyenne des salariés puisse partir à la retraite confortablement après 40 années de cotisations, y compris dans l'armée économique. La retraite complémentaire versée par l'État sera différente en fonction des cotisations de chacun et s'ajoutera au RMS ; un supplément pourra être versé à somme égale à tous à partir de 65 ans si l'état économique le permet. L'État gèrera ces cotisations salariales afin de les faire fructifier et en investissant dans des organismes privés. C'est une sorte de système à la fois libéral et social. Les gens productifs comme les chercheurs, les enseignants, les techniciens pourront continuer à travailler dans le privé après l'âge 45 ans car au début de la mise en place de l'armée économique ils seront mieux payés que dans celle-ci.

10^{ème} Critique et question : Vous parlez de l'armée économique mais que faites-vous de la véritable armée militaire ?

La véritable armée n'est pas vouée à disparaître. Une armée de métier sera maintenue avec des moyens adéquats, un service militaire de réserve pour ceux qui le désirent comme il est fait actuellement sera maintenu et encouragé. Aux militaires, il pourra être délégué le rôle d'encadrement et de suivi des délinquants afin de les « re-formater » pour en faire d'honnêtes citoyens prêts à défendre les valeurs du pays. L'armée économique pourra aussi coopérer avec l'armée militaire afin de faire un transfert de compétences entre elles. Les militaires qui désirent se reconverter après leurs années de service militaire seront favorisés pour entrer en priorité dans l'armée économique.

11^{ème} Critique et question : Que les citoyens passent par les institutions telles que la police ou la justice je trouve ça un peu idéaliste et sans doute irréalisable, car il faudrait des gens formés pour encadrer, tout cela risque de mener à un système bureaucratique et administratif pas possible !

Remarque pertinente qui fait avancer le débat et je vous en remercie. En effet, c'est dans l'idéal, il faudra donc adapter ce système, par exemple en ne le rendant pas obligatoire. Le noyau dur des professionnels sera maintenu, mais ce service de volontaires fera partie de l'armée économique et pourra agir en coopération avec la police et la justice, aidera et complètera leur action grâce à l'ajout d'un référent armée économique dans ces institutions. Ceci est un des moyens afin que les citoyens puissent agir sur ces structures, qu'il n'y ait pas d'abus et ceci également au niveau politique. Les citoyens ont tendance à s'éloigner et à ne plus faire confiance en ces 3 pouvoirs, politique, justice et police. Pour le système bureaucratique que cela risque d'entraîner pas de souci, ceux intégrant le service justice ou police de l'armée économique ne toucheront que le RMS. L'administratif aura donc un rôle négligeable dans l'armée économique, c'est-à-dire juste ce qu'il faut pour la bonne gestion. Il faudra de toute façon simplifier le système administratif actuel trop complexe où différentes fonctions se chevauchent dans divers services. Il faudra aussi que la justice n'aille pas à l'encontre de l'action des forces de l'ordre par des mesures sur-protectrices des libertés, par exemple comme il est fait actuellement en interdisant les cyber flics de télécharger le contenu de l'ordinateur des suspects, s'ils n'ont rien à cacher pourquoi refuseraient-ils ?

...76^{ème} Critique plus tard : Pour qui tu te prends, pauvre utopiste on va te remettre à ta place !

Remettrais-je en question certains concepts de la réalité mentale humaine ? Cela dérangerait-il quelqu'un ? Si l'humanité ne rêve pas, elle devient folle. Privez un homme de sommeil, donc de rêve, pendant plus de trois jours, que devient-il ? Tiens, tiens cette critique me rappelle quelqu'un. Ah mais oui, mais c'est bien sûr, les petits didjus, vous connaissez les petits didjus, ce sont mes amis, il faut les aimer aussi (voir mon histoire dans mon livre « Un condamné au silence »). Message personnel que je leur fais passer : chacun ses droits les gars, chacun sa liberté de croire en ses propres valeurs, les vôtres sont sales et égoïstes, les miennes ne vous

appartiennent pas, les nôtres sont propres. Par la violence on n'arrive à rien, pauvres petit didjus, si ce n'est qu'à se soulager d'un conflit interne insupportable, mais ceci est une autre histoire...oh oui, ça sent le roussi, au revoir petits didjus. Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme...

Prévisions

L'homme politique doit prévoir afin de mieux gérer et doit gérer afin de mieux prévoir. Il y a trois cent cinquante ans environ est apparu le capitalisme avec les premières banques et les premiers bourgeois, ce qui le précède était la féodalité où l'appartenance était au pouvoir des guerriers seigneurs et n'avait donc aucun rapport immédiat avec le travail ou la possession d'argent. On possédait le pouvoir militaire donc l'argent que l'on pouvait récolter à son gré en usant de lois injustes et de la force, si nécessaire. Bref, depuis trois cent cinquante ans en utilisant capital et ressources naturelles, les pays dits civilisés ont finalement été hissés au rang de puissances économiques et militaires donc politiques. Actuellement, les États Unis, grâce aux deux guerres mondiales, ont pris le flambeau de première puissance. Mais au vingt et unième siècle les facteurs stratégiques essentiels seront l'intelligence, l'imagination, l'invention, les techniques nouvelles et la paix sociale, tant au niveau scientifique et technique qu'au niveau politique et social. Il y a 400 ans, il fallait surtout être fort et bien né pour avoir le pouvoir, bien peu importe l'intelligence qui n'améliorait en rien la condition si ce n'est l'intelligence de se plier aux us et coutumes pour conserver sa vie. Il y a 50 ans, il fallait être riche, travailleur et posséder une certaine intelligence pour manipuler et gérer l'argent pour arriver à davantage de pouvoir et de confort. Désormais, il faut être intelligent, savoir se servir des techniques et savoirs multiples, être informé correctement, afin d'avoir davantage de pouvoir et prendre de bonnes décisions, tant en relation humaine qu'en relation avec les matériaux. La Chine dispose d'une main-d'œuvre formée et dévouée et a fait de la science et de la technologie une priorité et un système mêlant avec intelligence et adaptation capitalisme communautaire, capitalisme privé et communisme par l'intermédiaire des entreprises d'État. Les nations les plus fortes de demain seront celles qui mettront en œuvre leurs savoirs de manière rationnelle et dirigée, là où l'État interviendra de manière autoritaire et dirigiste tout en permettant l'expression des énergies privées, là où l'État contrôlera les dérives des croyances pour ne pas menacer la paix sociale.

Mes prévisions sont les suivantes : Les États Unis sont une démocratie « dégénérée » où le capitalisme brut sans redistribution s'écroulera de lui-même. Si leurs dirigeants continuent sur la voie de Bush ils subiront une crise économique et sociale un jour ou l'autre car la guerre froide et leurs péripéties guerrières les mènera à la ruine. Ils tentent désespérément de s'accrocher à leur capitalisme pur en essayant de l'étendre et en voulant s'accaparer des ressources naturelles mondiales, notamment le pétrole. L'horizon temporel du capitalisme privé est trop borné pour s'adapter aux besoins humains, à viser le profit à court terme il ne voit pas qu'il anéantit son avenir à long terme.

Les perdants seront ceux qui cassent les machines, se chamaillent sur la diminution des parts du gâteau et n'ont en tête qu'acquis sociaux et gains à court terme.

Mais les véritables ressources qui prendront le plus d'importance seront les hommes et non les possessions. Un nouveau capitalisme doit apparaître plus humain ; néanmoins des idées sont à retenir du modèle des USA, par exemple l'éducation au niveau des universités où les professeurs sont aussi chercheurs et ceci est d'une certaine efficacité. L'Europe devra s'agrandir, s'unir le plus rapidement possible jusqu'à la Chine et modifier son système d'organisation économique. C'est pourquoi je préconise «notre organisation», système qui fera des investissements sociaux à long terme dans l'éducation, la connaissance, le savoir, la recherche les infrastructures, système qui investira dans la science et la technologie et qui instituera une idéologie adaptée, une nouvelle « foi » qui permettra de suivre l'évolution économique, sociale et de ne pas diverger et poser de problèmes sociaux, une nouvelle « foi » , celle en la science, en l'homme, en la discipline et en l'obéissance afin de pouvoir y parvenir et au sacrifice raisonnable des plus courageux et engagés et substantiels pour les autres. Système qui, au lieu d'utiliser l'argent égoïstement, en usera pour le bien de tous, pour le bien de la société. Système qui verra s'unir les deux futurs grands l'Europe et la Chine. Système qui prendra des mesures pour alléger les charges des entreprises et les aider à se développer, évitera ainsi la fuite des cerveaux et même pourra les attirer ; un système qui promulgue par l'État la formation continue à travers une nouvelle religion du savoir, de l'occupation du temps libre et à travers ses propres entreprises d'État où il montrera l'exemple de cette formation continue.

En attendant le prophète révolutionnaire qui, tel Hitler ou Martin Luther King, aura assez de charisme pour entraîner les foules dans la révolution des consciences et des mentalités pour qu'il y ait plus d'amour, de fraternité, moins d'agressivité, un respect des autres comme de celui de l'environnement ; pour cela il faudra préparer le terrain.

Récapitulons les étapes de la construction

Avec l'écriture de ce livre : début du recrutement pour le parti (MUIF) mais, et avant tout, pour l'association ; seule l'association pourra faire ce que la politique ne fait pas. Nous ne nous engagerons en politique que lorsque le moment sera venu, mais pour l'instant il faut préparer le terrain. Dès que le nombre sera suffisant : création d'un journal pour nos membres ; prochaine étape : 100 puis 10000 correspondants à des cellules, équipes de 9 à 13 membres par département ; avant toute chose il faudra recruter pour l'association et la développer. Nous nous engagerons en politique sérieusement que lorsque notre organisation représentera un poids économique, sinon nous le ferons en tant que dilettante, histoire de nous faire connaître. De plus, l'organisation que je propose pourra être modifiée selon les propositions. Nos candidats politiques seront susceptibles de changer au cours du temps, si d'autres plus compétents se proposent, c'est le citoyen qui choisira et aura le pouvoir sur les politiques et non l'inverse. Donner le pouvoir à mon livre et à mes idées et les politiques et financiers n'auront qu'à bien se tenir.

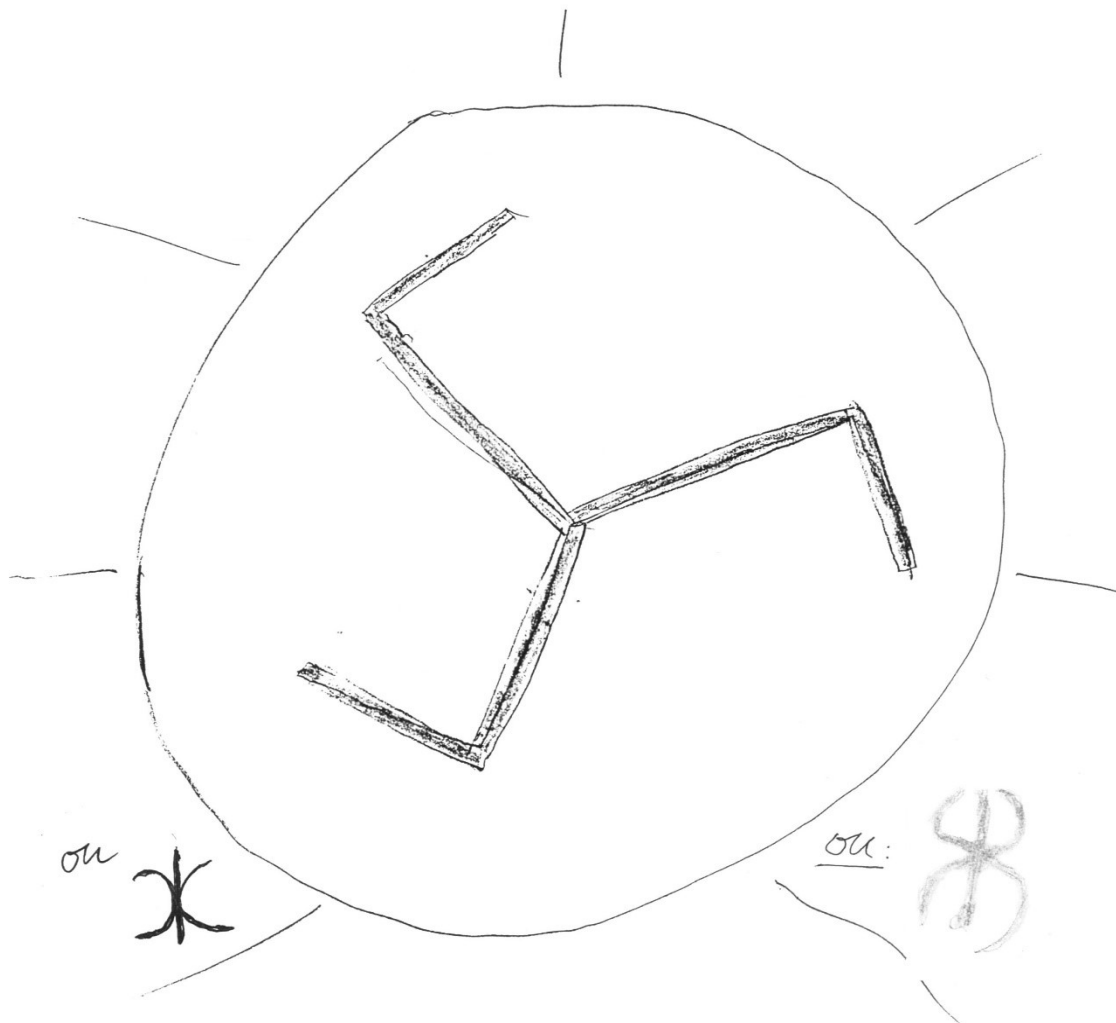
Tous aides, engagements citoyens et conseils politiques et économiques seront les bienvenus (voir notre site web : tapez ertel roger sur google ; pour le moment, cherchons technicien pour le faire ; voir email à partir du site web) ; l'organisation proposée n'est pas parfaite, sa formation réelle se fera au fur et à mesure et pourra être modifiée pour une meilleure

adaptation au terrain et selon les contraintes réelles ; il est aussi évident qu'il nous faut proposer un candidat à la Présidence de la République Française afin de nous rendre plus crédible et surtout nous faire connaître pour recruter.

Notre emblème « naturel » pourrait être la fougère.

Vous pouvez voir les insignes possibles de notre mouvement qui pourraient être mis en vert, bleu et blanc.

Voici l'insigne possible de notre mouvement (qui pourra être mis en vert bleu blanc)



Toute reproduction de ce livre est autorisée et souhaitée par l'auteur
Car les idées n'appartiennent à personne ;

Premier message interne du parti

(Par message internet)

Camarades-citoyens, André, Steev et Patrick

Camarades-citoyens, la crise va aider notre parti, il faut accélérer le mouvement, si seulement j'avais les moyens psychologiques d'affronter un auditoire, je pourrais convaincre afin de faire connaître la nouvelle organisation que je prône et créer un réseau. Je vais tenter l'hypnose, cela pourra m'aider aussi bien pour moi que pour le parti. Je compte sur le peuple pour prendre conscience du changement nécessaire. Pour trouver le potentiel *futur ministre de l'économie*, pas de souci, j'ai trouvé : un professeur d'économie ayant fait de hautes études, il partage certaines de mes idées et même m'éclaire ; il conseillera notre parti un peu plus au niveau économique mais comme il craint de passer pour un farfelu et d'avoir des problèmes il ne préfère pas s'engager pour l'instant. Il me donne juste des petits conseils « informels » pour le moment et attend de « voir » ce que les français en penseront.

La dette française a commencé en 1973 lorsque la Banque de France a été obligée d'emprunter aux banques privées à taux non nul et lorsqu'on lui a interdit de battre sa propre monnaie et jamais personne n'est revenu là-dessus. Pourquoi ? Sont-ils manipulés ? Il faudrait une banque centrale européenne qui batte sa propre monnaie et soit indépendante des pouvoirs financiers privés. La dette française actuelle est principalement due à ça et qui qui s'en met plein les poches ? Ce sont les dirigeants des banques privées et tous ceux qu'ils achètent consciemment (certains politiques) ou qu'ils manipulent ou qui, d'une manière passive, s'accommodent de la situation injuste qu'ils vivent sans se préoccuper des autres. Qui possèdent ces banques ? Cinquante pour cent de juifs qui représentent 1% de la population mondiale. Est-ce vrai que Dominique Strauss Khan est juif ? Et Sarkozy ? Ou bien est-ce une légende ? On comprend mieux pourquoi le peuple allemand en a voulu aux juifs en général. Que se passera-t-il ? Les États vont faire faillite, un jour ou l'autre les peuples vont être exploités jusqu'à la moelle, d'abord la Grèce. Pourquoi ? Parce que les banques privées vont demander aux États d'emprunter auprès des entreprises privées afin de ne pas dévaluer la monnaie. Les grandes entreprises privées vont prêter. Et qui va serrer la vis pour payer ? Les grandes entreprises et l'État en taxant les petites entreprises. Et c'est sur qui que ça va retomber ? Crois-tu que les grands patrons des grandes entreprises vont se sacrifier ? Non, les sacrifices ne vont pas être partagés. Ce seront encore les pauvres gens qui paieront. Bref, la situation n'a pas fini d'empirer (violence, vol, détresse humaine) tout cela avec des dirigeants conditionnés à raisonner économie, « fric », argent, sans voir le problème d'injustice qui est le premier problème. Des mesures, des lois injustes, sans coordination ni jugeote car *électoralistes* (au PS comme à l'UMP), s'ils montraient l'exemple peut-être moralement ça irait mieux, des lois qui ne favorisent que ceux qui sont dans le système ou qui savent l'utiliser. Et après on utilise les slogans liberté, égalité, fraternité, histoire de gagner des votes et de conserver leurs privilèges...

Pourquoi ne pas dévaluer raisonnablement la monnaie ? Parce que ce sont ces satanées putains de merde de banques privées internationales qui en veulent toujours plus sans partager et

injustement en voulant s'enrichir de plus en plus sans rien faire et parce qu'elles ne sont pas implantées en Chine elles savent qu'elles seront les grandes perdantes si elles dévaluent la monnaie. Ils vont bien trouver un moyen pour s'implanter en Chine et exploiter le travail des chinois. Ils seront bien capables de faire du chantage « à la démocratie », mais les chinois ne se laisseront pas faire, ils ont des dirigeants encore honnêtes pour la plupart car venus du peuple. Ça va être pouvoir financier de la Chine contre pouvoir financier qui tente de tout internationaliser afin de maintenir son pouvoir et ses privilèges, pourvu que cela ne dégénère pas en violence.

Et pourquoi tout cela ? Parce que tout le monde accorde trop de valeur à l'argent et à sa petite personne, l'égoïsme est humain, parce que personne n'ayant le pouvoir ne veut s'engager dans un parti pour faire changer les choses, parce que finalement ils s'en sortent très bien au point de vue personnel. Les citoyens doivent s'engager dans notre parti, dans nos communautés et nos associations. Libre à eux quand ils se rendront compte qu'on les prend pour des cons d'une manière plus ou moins consciente. Peut-être se joindront-ils à notre mouvement quand la souffrance et la misère les y pousseront.

Le changement doit partir des campagnes. Leurs habitants ont encore le sens de la réalité et du bon sens et ne sont pas encore "conditionnés" à voter bêtement parce qu'on leur fait miroiter de belles promesses, et les gens des villes ont encore cette notion d'honnêteté et de labeur inscrite dans leur mémoire. Si on leur explique notre projet clairement, ils peuvent s'y investir et le projet et l'organisation verront le jour. Nous avons besoin de compétences de tous les niveaux et de toutes origines. Que des gens censés, honnêtes et capables de tous les partis nous rejoignent et s'engagent. Pour le moment, je recherche quelqu'un pour élaborer le site web.

Le changement est possible au niveau individuel comme collectif !

Salut citoyens et camarades André, Steeve et Patrick, je vous remercie pour le travail que vous avez fourni en partie bénévolement en vous sacrifiant à votre mesure pour le bien-être de tous.

Doc
Autres
Annexes

Doc A1

Statuts de l'association

Art. 1 : Il est créé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant pour dénomination : réseau associatif MUIF.

Art. 2 : But - Cette association a pour but primaire de développer le communisme tout en promouvant le capitalisme et l'organisation humaine la plus naturelle pour le bien-être de ses adhérents et de la société humaine. Au début cette association aura pour but principal de réunir des membres pour discuter sur la société et ses problèmes ainsi que d'échanger informations et produits sans profits ainsi que de défendre ses adhérents face aux injustices. Mais elle pourra aussi par la suite si elle se développe créer des activités de production ou de vente gratuite (en particulier alimentaire) qui seront respectueuses des consommateurs ou développer et aider des entreprises, donner du travail pour tous, lutter contre les injustices, améliorer et promouvoir un système plus juste, utiliser le capital pour le partager entre tous, en quelque sorte utiliser le capital pour lutter contre les effets négatifs du capitalisme, favoriser les échanges humains sans rapports de forces agressifs. Cette association a aussi pour but secondaire d'aider un handicapé (ERTEL ROGER) à créer une petite activité socialement utile et reconnue (vente de ses livres, développement d'un site internet de rencontre dont il a le concept, ou ouverture d'un petit commerce artisanal de qualité, principalement alimentaire sans faire de bénéfices sur les ventes), sans qu'on lui supprime son AAH et son complément de ressources dans l'immédiat et à l'encourager à progresser, à évoluer et à s'ouvrir aux autres, à les aider et ainsi à acquérir progressivement indépendance, maturité affective et autonomie suffisante pour ensuite qu'ils puissent devenir salariés de cette association.

L'objectif tertiaire est d'encourager, par son exemple, les échanges humains sans rapports de forces agressifs.

Art. 3 : Siège social - Le siège de l'association est provisoirement fixé chez le superviseur.

Art. 4 : Transfert du siège - Le siège de l'association pourra être transféré par simple décision du bureau.

Art. 5 : Durée - La durée de l'association est illimitée.

Art. 6 : Composition - L'association se compose de membres fondateurs, actifs ou membres d'honneur.

Art. 7 : Admission - Pour faire partie de l'association, il faut avoir acquitté le montant de la cotisation fixé par le règlement intérieur et avoir été accepté à l'unanimité par le bureau ou sa délégation.

Art. 8 : Les membres :

- Sont membres actifs ceux qui auront payé la cotisation annuelle dont le montant est fixé par le règlement intérieur. Les membres dits actifs ont des privilèges sur les autres car ils recevront le journal des assemblées, ainsi seront-ils tenus au courant des actions de l'association ; vu leur statut et leur engagement ils auront plus droit à la parole que les autres de même façon que les plus gros actionnaires ont le plus de voix et de pouvoir dans une entreprise.
- Sont membres bienfaiteurs ceux qui auront versé une cotisation inférieure ou auront fait des dons matériels.

- Sont membres d'honneur les personnes nommées par l'AG, sur proposition du bureau, qui auront aidé particulièrement l'association par leur travail, leurs conseils ou leurs dons à l'association. Ces membres n'ont pas à payer de cotisation. Ils ne peuvent participer au vote de l'AG.

Art. 9 : Radiation - La qualité de membre se perd dans les cas suivants :

- décès,
- démission,

Radiation prononcée par le bureau pour :

- non-paiement de la cotisation (ce ne sera qu'une radiation partielle, le membre devenant alors simplement membre bienfaiteur et non « actif »).
- détournement des biens, des moyens ou du nom de l'association à des fins personnelles.
- agissements dangereux contre soi, contre un tiers ou contre l'association.

En cas de radiation l'intéressé sera convoqué par le bureau.

Art. 10 : Ressources - Les ressources de l'association se composent de :

- Cotisations et vente des deux premiers livres de Monsieur Roger ERTEL (la personne handicapée).
- Droit d'admission.
- Activité et production diverses des membres, don de personnes privées.
- Et d'une manière générale, de tous les moyens légaux prévus par la loi, bien que la philosophie de l'association soit d'être indépendante et donc de ne demander aucune aide publique.

Art. 11 : Bureau - L'association est dirigée par un bureau composé de 4 membres :

- Un président,
- Un trésorier,
- Un secrétaire,
- Un superviseur (la personne handicapée) qui laissera sa place une fois l'organisation prête.

Art. 12 : Vacance - En cas de vacance de l'un des postes du bureau, les autres membres se chargeront de la responsabilité, éliront un remplaçant ou celui-ci sera ordonné par le vacancier.

Art. 13 : Réunion du bureau - Le bureau se réunit tous les 4 mois. Les décisions autres que les radiations sont prises et doivent être prises à l'unanimité, en cas d'indécision c'est le superviseur qui tranche ou la décision sera reportée à l'assemblée suivante ; le secrétaire sera tenu de rédiger un compte rendu de chaque réunion.

Art. 14 : AG ordinaire - Chaque année, le secrétaire convoquera l'ensemble des membres par courrier qui indiquera lieu, date, heure et ordre du jour. Le président et le trésorier présenteront un rapport.

Art. 15 : AG extraordinaire - Sur demande du bureau, le président peut convoquer une AG, entre autres, pour :

- modifier les statuts,
- radiation,
- démission d'un membre.

Art. 16 : Règlement intérieur - Le règlement intérieur est établi par le bureau et soumis au vote de l'AG, un exemplaire du règlement intérieur et des présents statuts sera affiché dans le local de

l'association et présenté à chaque nouvel adhérent ; le coût de la cotisation peut être réévalué à la baisse ou à la hausse chaque année.

Art. 17 : Dissolution - La dissolution ne peut être décidée que par le superviseur et le président ou par un vote à l'unanimité des adhérents ; l'actif sera alors soit redonné aux membres en fonction de leurs apports soit dévolu à une association française humaniste poursuivant des buts identiques ou proches.

Art. 18 : La modification des statuts ne peut se faire qu'avec l'accord de tous les sociétaires mais le montant de la cotisation peut être changée par le superviseur après discussion avec les membres du bureau à chaque nouvelle assemblée générale.

Art. 20 : L'association peut salarier des personnes si elle en a les moyens, ou faire des dons ou des achats de biens ou de services auprès d'autres personnes morales ou physiques, si elle en a les moyens.

Art. 21 : Afin de permettre son fonctionnement, l'association pourra diversifier l'activité de ses membres (salariés ou bénévoles) en fonction de l'évolution de Monsieur ERTEL et de son handicap.

Art 22 : Chaque année, en assemblée générale, les membres du bureau pourront être renouvelés si le désir s'en fait sentir ainsi que la modification des statuts. (siège de l'association, etc...).

Art. 23 : L'association pourra créer d'autres associations qui pourront l'aider dans son développement ; ces associations auront le même but primaire mais les buts secondaires pourront varier, le reste des statuts ne changera pas ; une redevance pouvant aller jusqu'à 1/3 des cotisations des membres pourra être demandée par l'association mère.

Art. 24 : Les règles tacites pour le paiement des membres travailleurs rémunérés dans l'association sont celle des 1/3. Au minimum 1/3 des bénéfices réels (c'est-à-dire avec retombée financière immédiate) estimés engrangés par l'association grâce au travail d'un membre travailleur devra lui être reversé, qu'il soit bénévole ou non. Le bénévole pourra en faire don à l'association s'il le désire. S'il n'est pas bénévole ce sera son salaire brut. Pour les salariés non membres, ce minimum pourra être revu à la hausse, soit 2/3, voire 3/4 ou plus en fonction des besoins ou demandes de part et d'autre. Le reste des bénéfices permettra à l'association de se développer.

Art. 25 : Tous les membres de l'association doivent être signataires de la charte d'honnêteté.

Siège actuel principal :

Chez M. ERTEL Roger (susceptible d'être remplacé par un plus compétent)

Le superviseur, le président, le secrétaire et le trésorier fixeront ensemble les dates et lieux de chaque réunion, ils contacteront et en informeront les membres.

Règlement intérieur

Relation entre membres. Tous les membres se doivent respect mutuel et obéissance aux Principes directeurs de l'association.

Cotisation. Pour être membre actif et donc participer aux votes et décisions, le montant de la cotisation est fixé à 1 euro par mois, les membres faisant des dons et cotisations inférieures ou faisant des dons matériels pourront faire partie du conseil de l'AG et seront considérés comme membres bienfaiteurs. Tout membre aura le droit, à tout moment et en faisant la demande auprès d'un membre du bureau, de cesser de cotiser et de se retirer en reprenant ses dons s'il le désire à chaque fin de cycle de la vie de l'association au moment de l'assemblée générale. S'il désire retirer ses dons l'année suivante il devra le préciser au minimum 3 mois avant l'assemblée générale. Pour retirer ses cotisations il ne pourra le faire qu'à la hauteur d'un pourcentage fixé par l'assemblée générale et 6 mois avant la date de sa tenue.

Admission. Est admise toute personne en accord avec la totalité des 4 pouvoirs principaux, le prix de l'admission se fait en fonction de la charte d'honnêteté et de la richesse de l'intéressé ainsi que de l'état de l'association.

Assemblée générale. Le vote n'est pris en compte que lorsque la globalité est d'accord ou que le conseil est en accord avec le président et le superviseur.

Répartition des pouvoirs principaux. Le superviseur aura pour rôle de distribuer les pouvoirs, il a le droit de veto sur tout vote. Il est aussi le créateur et un des handicapés membre de l'association, il pourra utiliser sa fonction jusqu'à sa mort ou s'il désigne un successeur pour le remplacer afin d'exclure un membre de l'association son consentement est nécessaire.

Le trésorier s'occupe de gérer scrupuleusement l'administratif et la comptabilité, en conformité avec les lois et règlements.

Le président s'occupe des relations entre membres, préside aux assemblées et doit avertir les membres de la date des assemblées.

Le secrétaire prend note lors des assemblées afin d'en rendre compte

Signatures :

Le Superviseur :

Le Secrétaire :

Le Trésorier :

Le Président :

Doc A2 : Présentation du MUIF

Le parti « MUIF » : Mouvement d'Union Internationale ou des Indépendants Français

Idéologie de l'organisation basée sur la forme du parti national socialiste français voir (<http://www.aime-et-sers.com/>) avec, à ce niveau, le désir de rendre plus rationnel et scientifique la mesure des capacités des leaders afin qu'ils soient réalistes et non obtus et d'organiser au mieux leurs compétences. Comme le parti national socialiste français, le MUIF compte sur le dévouement des plus capables à la cause commune : le bien-être de l'humanité et que tous puissent s'exprimer afin de juguler les violences.

Mais le but de l'organisation n'a pas le même fond, au MUIF tout le monde est utile malgré ses différences. L'idéologie de fond est donc plus proche du communisme bien qu'ayant des différences notamment au point de vue économique et des libertés. Le MUIF ne cherchera pas à imposer un système économique par la force mais par la manipulation douce ; la liberté d'entreprise doit être laissée mais les abus contrôlés.

Dans la conception nationale-socialiste, comme communiste, le chômage n'existe pas et chacun travaille pour le bien de tous selon ses capacités, dans la camaraderie et la joie de servir. La création de la communauté montrera l'exemple de la réussite de l'organisation nationale-socialiste pour résoudre les problèmes modernes.

Pour combiner ses deux idéologies, des mesures réalistes concrètes et humaines sont basées sur trois livres fondateurs « *Un condamné au silence* », « *Aide pour un monde équilibré* » mais plus particulièrement « *Pour un nouveau parti citoyen* » que vous pouvez télécharger (en PDF) et propager pour créer une communauté d'idées et d'actes.

Le MUIF a, entre autres, un programme social-économique et une politique nationale et internationale humaine et réaliste. Pour ceux qui veulent en savoir plus, vous pouvez consulter le livre « *Pour un nouveau parti citoyen* » (en PDF sur le site).

Le MUIF recherche actuellement particulièrement :

- Des informaticiens (afin de préparer l'organisation des paiements des membres et la création d'un site internet, pour le moment, celui sur lequel vous êtes en ce moment).
- Des banquiers et connaisseurs dans les entreprises de la bourse afin de placer l'argent des membres.
- Des psychologues afin de rationaliser les capacités des leaders.
- Des travailleurs, des sympathisants et des gens honnêtes capables de créer une communauté d'opinions et d'actions et surtout de parler de notre organisation à des gens de leur entourage susceptibles de nous aider.

-Attention ! Avant de vous engager, sachez que le **MUIF** cherche la réalité et la vérité avant tout de manière intuitive ou rationnelle mais surtout scientifique et veut un monde de diversité tout en évitant les souffrances et en maintenant un développement économique durable et profitable à tous. Pour cela, le MUIF est favorable au clonage, à la reproduction sélective des plus utiles et au contrôle génétique sélectif des naissances afin d'éviter la souffrance des handicapés (les handicapés souffrant en moyenne plus que les autres). Il n'est pas contre la naissance d'enfants lourdement handicapés, mais il estime que la famille qui avait connaissance, avant sa naissance, du handicap de l'enfant et qu'elle a voulu le garder, devra s'en occuper et non l'État, tant que celui-ci n'a pas trouvé les remèdes miracles pour le soigner). Il faut responsabiliser les gens, ainsi deviendront-ils honnêtes. Mais le MUIF est aussi pour l'organisation de l'aide par l'amour sexuel ou sentimental, bref pour l'organisation d'une aide psychologique aux gens qui souffrent afin que tous s'épanouissent et trouvent leur place dans la société. Il est également pour l'assistance à l'euthanasie pour les personnes souffrantes et pour la mise en place d'un système de taxation des profits malhonnêtes et de détaxation des profits « honnêtes » (système expliqué dans la partie que l'on a proposé au FN).

Les français doivent choisir :

Entre être riches, malheureux et malhonnêtes ou pauvres, heureux et honnêtes. Quand ils seront heureux et honnêtes, la richesse, la justice, le travail viendront d'eux-mêmes pour tous les français mais pour cela ils doivent tous faire un effort ; c'est un effort collectif que notre mouvement demande aux français, et ensemble la France, les français pourront être fiers et montrer l'exemple à l'humanité.

Le but des gens n'est pas de gagner de l'argent, de vivre éternellement mais d'être heureux et de trouver l'amour, cela a été de tout temps et pourtant notre société nous fait croire que l'argent et la possession sont plus importantes que le reste. C'est cela qui nous rend malheureux au fond de nous car cela rentre en contradiction avec notre réel besoin d'amour et de bonheur et nos propres dirigeants croient plus à leurs idées d'économie sans comprendre les hommes, parce qu'ils ont été conditionnés, parce qu'on leur a appris cela bêtement et ils l'ont cru bêtement sans que la science leur démontre. Mais si les gens sont heureux et honnêtes entre eux, il n'y a pas besoin d'économie car alors elle marchera toute seule et efficacement humainement. Ça m'étonnerait que je me présente à l'élection présidentielle pour proposer mes idées et mon programme mais je souhaite participer au mouvement avec mes faibles moyens et que, parmi ceux qui liront mes livres ou tomberont sur mon site, de grands responsables capables se lèvent et défendent nos idées, que les citoyens français ou étrangers riches et heureux puissent lire ce livre et nous aider par l'argent qu'ils nous donneront, que les citoyens qui croient en la justice et en notre honnêteté votent pour notre projet, que l'on ait ou pas les 500 signatures. Prenez une feuille et inscrivez **MUIF** cela nous aidera à nous faire connaître. Enfin si vous avez des compétences utiles quelles qu'elles soient, des dons d'organisateur, des compétences en informatique, en économie, des dons d'orateur, de l'argent à dépenser utilement, etc... parlez autour de vous, prenez des initiatives non contrôlées pour le moment par le mouvement, du désordre naît l'ordre. Vive la France !

Les premières mesures politiques du MUIF pour rétablir la confiance et l'honnêteté

- Suppression de la paye des politiques, ceux-ci feront donc de la politique pour leurs concitoyens non pour l'argent ; refonte du système politique où ils votent des lois pour leurs propres avantages.
- Rétablir le droit d'expression et d'entreprendre par plus de libertés et moins de lois contraignantes.
- Simplification du système fiscal et d'aide au citoyen afin qu'il soit plus efficace et plus juste.
- Suppression des impôts sur le chiffre d'affaires, seul le bénéfice sera imposable.
- Impôts équilibrés pour tous, les facilités d'échapper ou de contourner l'impôt pour les patrons des grands groupes sera supprimé s'ils ne signent pas une charte où ils s'engageront à en faire profiter l'entreprise avant leur besoin personnel, le principe de la responsabilité doit être remis au goût du jour.
- Redonner le droit à la banque nationale de créer sa propre monnaie ou d'emprunter à taux zéro.

L'école du management est à revoir

Le management des grosses entreprises comme des politiques est à revoir, on ne doit pas former un manager que pour être un chef qui ne sait que donner des ordres, le manager doit savoir mettre la main à la pâte. Le chef doit montrer l'exemple, c'est d'ailleurs la meilleure façon d'être obéi, il doit savoir et connaître le travail de son subordonné, la meilleure façon est de parfois faire ce travail ou d'y être passé pour le connaître.

De l'utilité et de l'efficacité des différents services d'État

L'on peut distinguer deux types de services d'État :

- Les services d'État proprement dits qui sont efficaces et qui ont besoin de recrutement (hôpitaux publics, gendarmerie, DDE, enseignement public).
- Les services de la territoriale, ce sont des services inutiles qui ont été rajoutés, un véritable mille-feuilles administratif où les services se chevauchent, sont inefficaces, font concurrence aux services d'État et sont source de gaspillage et de copinage, c'est dans ces services qu'il faudra dégraisser, quitte à rajouter un service d'État et des postes là où il y en a besoin.

De la vertu de l'exemple

Les hommes politiques et la France doivent montrer l'exemple par l'arrêt de la course aux armements, par l'abandon de la bombe atomique. Il faut rechercher la cohésion du peuple avant tout, un peuple soudé autour des mêmes valeurs se défendra naturellement face à un envahisseur.

Doc A3 : Gabegie (gaspillage) d'État

À tous les niveaux, de l'État aux collectivités, le mot d'ordre est « gaspillage et mauvaise gestion ». Tout d'abord les dirigeants, députés, ministres, sénateurs, maires, conseillers généraux, préfets, sont payés quels que soient leurs résultats : cela n'amène pas à se responsabiliser. Ils devraient être sanctionnés par la Cour des Comptes s'ils n'obtiennent pas de résultats. Dans les administrations, l'État régale, les gens qui dirigent les administrations et autres structures dépendant plus ou moins de l'État, des régions et des départements, ont un budget et afin de le conserver ou d'avoir plus l'année suivante, il faut le dépenser, cela incite donc à la dépense et non à l'économie. Les gens qui dirigent ces structures sont en partie des irresponsables. L'État et le reste ne sont pas gérés comme le ferait un bon père de famille. Il en résulte des travaux inconsiderés à chaque changement de poste pour l'apparat de ces messieurs, et une augmentation des impôts et des taxes. Il faudrait aussi arrêter que ces messieurs fassent leur campagne avec l'argent des concitoyens. Un autre problème qui amène du gaspillage est le manque de continuité dans les politiques, en raison de la versatilité et de l'instabilité politique propre à la démocratie, due au changement dans le pouvoir.

Solution proposée : gestion coopérative avec implication du plus grand nombre de citoyens et surtout récompenser les économies et les résultats et non la gabegie, il faudrait aussi éviter aux classes dirigeantes de reproduire le schéma appris à l'école au moyen d'une éducation plus appropriée qui permettrait d'éviter la versatilité grâce à moins d'idéologie et de démagogie dans la politique.

Doc A4 : Quelques concepts

Concepts directeurs pour l'organisation de la communauté, de l'association, du parti et du réseau

Se basent sur deux sections (implicites et non structurés au début) :

SS : Section de Service (Spéciaux-Spécialisés) en correspondance avec le SA (conseil, orientation, instruction pour les SA) ; leur but : rendre des services.

SA : Service Autonome de base, d'application (production alimentaire, habillement, construction de ferme expérimentale).

Entre ces deux services toutes les structures sociales économiques doivent s'adapter ; le service SS est un outil, le service SA est la force qui fait fonctionner l'outil, un outil sans force de travail n'est rien ; c'est pourquoi le service SA devra être légèrement privilégié par rapport au service SS.

Mais il va de soi que le service SS fait aussi parti du service SA et le SA du service SS, les capacités de l'un doivent être intégrer implicitement dans l'autre et inversement ; cela implique que les gens du service SS devront aussi passer par le service SA en fonction de leurs capacités, savoir et prédisposition supposés (que l'on mesurera par des tests psy) et, en fonction de leurs mérite, effort ou réalisation, ils rejoindront le service SS.

Les services devront pouvoir intégrer les étudiants.

Dans la section service (SS), l'on pourra trouver une partie spéciale la SOSP : Service Ordre Sécurité et Protection, dont le but sera de protéger les membres de la communauté et leurs biens. Seul eux pourront être armés.

Les membres de tout nos services doivent être considérés comme les fruits d'un arbre, ils doivent être éduqués dès l'enfance et ne doivent pas être sacrifiés inutilement.

Doc A5 : Règle communauté

- Favoriser un certain sens de la sélection naturelle de manière progressive -non violente- afin de respecter l'environnement et de maintenir une population forte et équilibrée où seuls ceux qui voudront s'y soumettront : pas plus de quatre enfants, euthanasie libre, pas le droit d'avoir d'enfants (dans la cadre de la communauté) si l'on a été sauvé par la médecine à la naissance ; cela veut dire que ces enfants seront pris en charge en partie par la société extérieure.
- Führer principe (fidélité + le chef montre l'exemple + honnêteté).
- Les membres de la communauté, selon leurs capacités, pourront évoluer en fonction de leurs avantages naturels dans les structures de la communauté.

Stratégie communauté

- Que les gens de la communauté soient heureux, en conséquence les gens rejoindront la communauté, (développer en son sein des structures favorisant le sexe, les libertés, le bien-être, les aides, l'euthanasie).
- Indépendance vis-à-vis de l'État, les membres de la communauté devront donc s'investir en politique pour pouvoir diriger et défendre leurs idées.

Les idées que nous devons faire passer

- La liberté est un choix : les citoyens ont le droit de ne pas payer d'impôts, de faire des enfants sans les déclarer à l'État, etc... mais ils ne pourront pas profiter des avantages de l'État. Les gens libres rejoindront nos communautés plus humaines si l'État venait à ne plus assurer ses fonctions.
- Ceux qui veulent profiter de l'État doivent le servir ou payer des impôts et dans tous les cas se soumettre à un fichage afin de faciliter l'organisation et l'administration.
- Nos lois devront servir ces idées et notre communauté.
- Autorisation pour la société extérieure de la PMA, de la GPA et de la reproduction par clonage des gens jugés les plus utiles, efficaces, ayant fait leur preuve ou des efforts ou des sacrifices, mais pas pour les membres de la communauté ou alors très rarement, la communauté ayant pour philosophie « le plus naturel et la technique au service de l'homme et non l'inverse ». Néanmoins chacun est libre d'utiliser les techniques qu'il veut (comme les transhumanistes par exemple). Nous sommes pour la diversité des cultures et leur respect quelque soit leur importance ou le jugement moral que l'on peut y porter. Chacun est libre et peut faire l'expérience qu'il souhaite au sein de la société.

Entreprise et communauté

On pourra distinguer les entreprises dépendant de la communauté ou de la société extérieure, Les entreprises de la communauté devront exploiter, orienter les entreprises extérieures afin d'améliorer la société.

Comment changer les choses et préparer notre arrivée au pouvoir tout en récoltant de l'argent et en obtenant des résultats, car NOUS AVONS BESOIN d'argent pour réaliser notre programme et le changement que nous désirons de notre vœu ? Pour cela nous avons une idée :

Créer une organisation efficace basée sur l'honnêteté ; elle s'exercera tout d'abord à partir du bénévolat et consistera à utiliser et à optimiser les moyens à l'aide de l'outil humain et de la technologique mis à notre disposition afin de s'occuper et de gérer toutes les difficultés liées aux complexités socio-économiques. Les gens qui cotiseront recevront une carte, on s'occupera progressivement de leurs banque, assurance santé, abonnement téléphone, appareillage, de leur trouver du travail dans l'organisation, etc...

Il n'y aura aucun contrat mais une charte : soit on nous fait confiance, soit on ne nous fait pas confiance, c'est un contrat d'avenir, un engagement moral, comme un actionnariat mais sans retour d'argent, uniquement de services. Les personnes possédant la carte seront assurées de profiter de tous les avantages futurs de leur sacrifice, le montant de leur cotisation sera le plus tôt pris en charge et comptabilisé afin qu'ils puissent en retirer les fruits ultérieurement en fonction de leurs apports ; cela relancera la confiance et il y aura effet boule de neige si l'on est efficace, honnête et que l'on obtient des résultats. Théoriquement, l'on ne sera pas taxé par l'État puisque l'on aura le statut d'association dont le but n'est pas de faire des bénéfices mais d'améliorer la société. Les économies d'échelles réalisées serviront à développer l'organisation et le bien-être de tous les membres.

Pour intégrer le réseau, il suffit donc de signer la charte.

Doc A6

La charte d'honnêteté

L'organisation du MUIF vous fait confiance comme vous lui faites confiance et vous servira comme vous la servez. Proposez vos compétences, le mouvement pour le changement est en marche.

Les buts de l'organisation

À long terme : Modifier l'organisation socio-économique et mentale, afin que les gens soient heureux.

À court terme : Lier des contacts personnels utiles et développer mon petit commerce et la franchise « MUIF ».

Les devoirs et les contraintes

Le devoir de tout membre est simple : être honnête et faire un minimum d'efforts pour l'organisation et le respect de tous ses membres, son but premier en rejoignant le réseau ne doit pas être de s'enrichir mais de participer au développement et/ou à la promotion de l'organisation.

Sur le plan économique cela signifie produire de la qualité autant pour soi que pour les membres du réseau.

Celui qui sait obéir et reconnaître ses faiblesses dans un domaine sait aussi respecter les autres et prendre des responsabilités dans son domaine propre de compétence.

Les avantages

Profiter de tous les avantages d'un réseau efficace basé sur des personnes honnêtes et de tout milieu (services multiples : prix plus bas et de meilleur qualité, travail épanouissant, bonne ambiance...).

Cotisation

Elle sera libre, non obligatoire et non comptabilisée pour le moment, néanmoins si vous avez des problèmes de santé et que vous êtes pauvre nous ne pourrons pas vous aider pour le moment, mais vous pouvez néanmoins rejoindre le mouvement.

Le réseau

Il doit se former suivant les contacts des membres les uns avec les autres, et avec les moyens d'informations dont nous disposons. Les membres du réseau devront s'engager à servir et faire connaître l'organisation selon leurs moyens et compétences ; ils devront, entre autres, montrer l'insigne de l'organisation et qu'ils en ont signé la charte devant leur entreprise.

Le développement

D'abord à la campagne

À long terme : L'alimentation (production de base, transformation, service) ; subvenir aux besoins et désirs de nos membres.

À court terme :

- Recherche de connaisseurs en entomologie dans un but alimentaire et aussi culture de champignons (Aspect : moyen technique de production et connaissance en élevage dans le but de se nourrir d'insectes et de champignons).
- Organiser des connaissances pratiques et efficaces afin d'optimiser la production en jardinage.
- Recherche recettes et savoir-faire ancien.

L'industrie

À long terme :

Se faire connaître auprès des grands chefs de l'industrie dans le but d'améliorer la production française, de la protéger et de favoriser l'emploi français.

À court terme :

- S'occuper d'organiser un réseau commercial (fournisseurs-clients) de production-coopération entre les entreprises du réseau mais aussi un réseau de consommation sain entre entreprise et consommateur, en fonction des demandes des clients membres du réseau.
- Il faudra donc créer des chartes, en priorité, dans l'habillement, l'alimentation, la construction et les équipements.

L'information pour la création du réseau

À long terme :

- Outil informatique (site web, administration optimum de l'organisation).
- Chercher connaisseur pour placement d'argent, l'investir et le faire fructifier utilement pour l'organisation.

À court terme :

- Développer site web, entre autres pour mes livres, mon magasin, le réseau et secondairement développer un site de rencontre et d'échange qui soutiendra la communauté, le parti et le réseau.

En conséquence, nous cherchons des compétences dans tous ces domaines.

Pour tout contact email : reseaumuif@gmail.com (à mettre en place une plus sécurisée) Signature de la personne signant la charte

Lu et approuvé :

Doc A7

Problèmes majeurs en France et dans le monde: le pouvoir de l'argent, l'urbanisation, la désertification des campagnes et le management incompetent.

La désertification des campagnes et l'urbanisation à outrance : signes de déclin et sources de futurs problèmes démographiques et culturels.

L'origine de la désertification des campagnes provient du changement de mode de vie et parce que l'homme préfère aller vers la facilité que vers la difficulté. Il y a en ville des commodités facilitées, des services proches, du travail mieux rémunéré moins fatigant, c'est pourquoi les gens préfèrent aller en ville fuyant les difficultés des campagnes, donc les campagnes se désertifient, le maintien des services publics dans ces lieux est d'autant plus difficile.

L'urbanisation est source de nombreux problèmes d'intégration dus à la concentration de personnes mal intégrées, pourquoi ne pas inciter ces gens d'habiter à la campagne grâce à l'armée économique dont je vous ai parlé, armée qui, entre autres, s'occuperait d'entretenir les campagnes.

Comment y faire face ? Comment repeupler les campagnes pour inverser le mouvement ? Dans la logique, il faut les rendre attrayant. L'État doit investir dans le monde rural dans les services, dans les infrastructures en décentralisant les pouvoirs, en y créant des emplois grâce à la communauté et à l'armée économique. Mais peut-être, en tant que citoyen de la communauté française, avez-vous d'autres idées. L'éducation peut être peut aussi aider et peut-être donner un autre rôle à l'argent.

Cela nous amène donc au deuxième point.

Le management incompetent

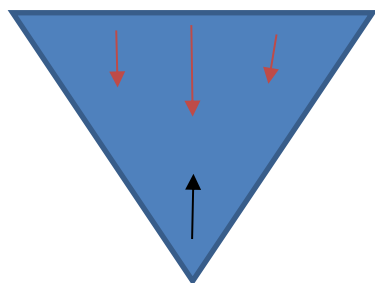
Ceux qui sont sensés organiser la production et l'efficacité font n'importe quoi et dérangent et réarrangent simplement pour montrer qu'ils sont les chefs, nuisent beaucoup à tout le groupe et aux travailleurs efficaces et compétents plus que si c'était un travailleur isolé. Ainsi, au niveau de l'État comme de l'entreprise, dans les hôpitaux comme à l'Urssaf on dérange le personnel qualifié, en lui faisant faire soit des choses inutiles soit des choses pour lesquelles il n'est pas compétent. Par ailleurs, à courir à la productivité on oublie l'humain (surcharge des horaires dans les hôpitaux, fonction publique qui ne dessert plus le public, etc...).

Le pouvoir de l'argent associé à l'individualisme mène-t'il la société humaine à s'affaiblir et la planète à sa perte progressive ?

Dans la société actuelle, de grosses sommes d'argent sont investies par les lobbies pour la pub et pour faire les lois à leurs avantages au détriment de la planète et de la population, en gros les initiatives des petits privés sont étouffées à la naissance pour ne pas nuire à ces grands groupes. Pourquoi la voiture à eau n'existe-t-elle pas alors qu'elle est au point, seul le commerce n'est pas d'accord, ce n'est pas l'argent qui doit faire la loi, or c'est le cas. Le triangle est inversé : les lois sont une contrainte, le changement doit venir du bas

Triangle inversé

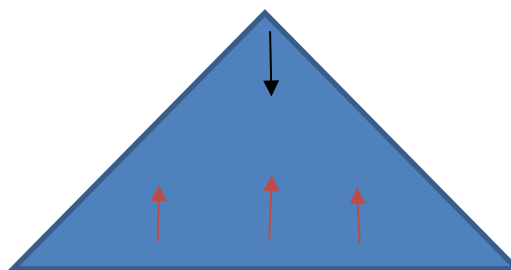
Loi de l'argent et du pouvoir



Initiatives étouffées

Triangle naturel

Loi



Base naturelle des initiatives

Que faire pour que les lobbies négatifs dirigés par l'argent et quelques intérêts privés ne nuisent pas à la planète et au développement humain ? Prendre le pouvoir pour faire nos lois, simplifier, créer nos lobbies. Si chaque citoyen épargnait 10 euros par mois pour notre mouvement, les banques trembleraient sur leur piédestal et tout le système des lobbies qui les accompagne. Une tel cagnotte bien gérée pourrait changer le monde ; quand on voit qu'on prête au banques et que celles-ci ne prêtent pas aux entrepreneurs... Modifier aussi le système judiciaire (pour le moment nous n'avons que peu de propositions, sinon que favoriser le regroupement de consommateurs et faire des lois pour les protéger mais il faut que les structures suivent, la seule solution non violente passe par l'éducation honnête, par la prise de conscience du pouvoir négatif de l'argent et par l'établissement d'une didactocratie. La pyramide inversée signifie aussi qu'il y a pléthore de chefs et de sous chefs (une hiérarchie de plus en plus importante, avec de plus en plus de « responsable, manager » etc... et autre chef) qui ne font que discuter entre eux et par rapport à eux de moins en moins de gens qui réalisent le boulot le plus dur.

Aberration de la société de consommation

Par exemple les agriculteurs donnent du lait de soja à leur veau pour pouvoir vendre le lait de la vache, c'est contre nature, cela engendre des transports polluants et des surexploitations (notamment de la forêt amazonienne pour produire le soja).

Doc A8

Quelques problèmes

De la justice

Il est évident que la justice déraile parfois et n'est pas vraiment juste, la paperasse, les lois qui s'empilent ne sont plus là pour protéger le citoyen mais pour protéger ceux qui ont de l'argent et les malfrats. Pourquoi ne serait-il pas plus simple une fois les preuves évidentes de faire payer aux malfrats et politiques véreux ce qu'ils doivent aux citoyens et qu'ils ne sortent pas de prison tant que la somme soit remboursée aux citoyens, du moins pour les petits délits. Il faut aussi responsabiliser les auteurs de délits, pas uniquement les envoyer en prison. Les huissiers et les avocats sont payés bien trop grassement pour le travail utile fourni ; en effet faire appel à eux, c'est s'endetter plus que récupérer ses biens, la justice est faite pour les riches qui en profitent. Ne plus aider les grandes entreprises qui ne pensent qu'au profit et qui cherchent donc à licencier (ce que ne fait pas M. François Hollande, du Parti Socialiste, car il croit ainsi relancer l'emploi).

Les politiques ont tendance à s'octroyer des salaires mirobolants sur le bien public pour le moindre titre ou mini fonction alors que leur responsabilité est bien limitée, ils ont aussi tendance à vouloir se reclasser après leur mandat en voulant garder leur salaire et en créant ainsi des « usines à gaz » : des postes administratifs inutiles où ils ne font pas grand-chose d'utile, la solution serait de réduire le nombre de mandats en fonction directe de leurs salaires ou de diminuer leurs salaires.

Il est normal que les chômeurs veuillent ce pour quoi ils sont qualifiés mais tout le monde a des diplômes et ils ne veulent pas travailler en étant sous-payés et c'est normal. Alors que l'offre de travail est présente, pourquoi la loi de l'offre et de la demande ne s'applique-t-elle pas ? Les métiers difficiles ou sous qualifiés devraient être mieux rémunérés si personne ne veut les faire. Pourquoi le personnel est en baisse à l'hôpital alors qu'il en faudrait plus ? À cause de la productivité, une question d'argent, le temps de travail est mal rémunéré par

rapport au chômage. Tout cela est la faute à la finance qui en veut toujours plus alors que l'argent devrait être partagé, il faut taxer les lobbies bancaires, pétroliers et agro-chimiques.

Il y a un juste milieu, trop de concurrence tue les emplois et limite l'offre, pas assez et il n'y a pas d'évolution ; mais pour certaines choses il faudrait stabiliser la concurrence par des entreprises d'État qui produiraient des choses saines dans l'alimentation, le vêtement, les produits ménagers, ce qui éviterait la surconsommation, la publicité mensongère et l'arnaque.

Il y a aussi la gestion des subventions qui pousse certaines communes à faire des projets dépensiers, certes parfois nécessaires mais, quelquefois, le système, pas seulement dans les communes mais surtout dans les multiples administrations, pousse à la consommation de ressources pour des résultats plus que mauvais (système administratif qui déclare jamais moins que l'année précédente afin de toucher les subventions, organisations administratives qui se font concurrence déployant des moyens inutiles pour la publicité et les agents inutiles et chevauchant entre elles leur compétence alors qu'une seule administration coordonnée suffirait).

Dilution et parcellisation des pouvoirs entraînent déresponsabilisation et pas de vue d'ensemble ce qui débouche sur des décisions incohérentes menant à l'aberration du système.

Du prix des carburants

Que feriez-vous face à l'augmentation des carburants ? Et bien je crois que je les augmenterais encore un peu plus afin d'amener les gens à moins utiliser leurs voitures et afin que tout le monde boycotte les produits pétroliers. Il ne s'agit pas de baisser le prix des carburants, il faudrait s'en passer. En revanche, je taxerai les grosses entreprises polluantes (entreprises, aviation, bateau) ou ne faisant pas d'efforts (comme les constructeurs automobiles). J'utiliserai tout l'argent amassé pour la recherche et le développement du réseau des transports publics compétitifs, propres et accessibles à tous (bus à hydrogène, pile à hydrogène, train, etc..), surtout j'inciterai la recherche pour utiliser le carbone du dioxyde de carbone pour la synthèse d'hydrocarbure, devenir indépendant et parvenir à un équilibre carbone émis=carbone « recapturé ». Une fois cette indépendance et l'équilibre acquis, je diminuerai le prix des carburants. En outre, je comprends ceux qui manifestent contre les taxes (mouvement des gilets jaunes), mais je ne pense pas que ce soit la bonne solution, parce que le blocage touche des gens comme eux et pas les politiques. Mais c'est un bon début qui pourrait changer de

forme s'ils réorganisaient la société au début en SA et SS (voir plus haut DOC A4) et préparer l'armée économique.

De la diminution des espèces

60% de la population des vertébrés a disparu, 90% des gros poissons ont disparu, l'homme est en train de produire une autre extinction de masse, il faut réguler l'homme avant que le désastre lui arrive. (Surexploitation et mauvaise exploitation des sols entraînant à long terme la désertification ; pesticides, extension de son habitat de manière incontrôlé, non-respect des règles de la nature, pollution par les déchets industriels et les plastiques, émission de gaz entraînant le réchauffement climatique avec, pour corollaire, des problèmes de migration, manque d'eau potable, etc.). L'homme super prédateur est en train de détruire la planète, il faut réagir !

L'ascenseur social ne marche plus en France

En France, il est clair que, même en faisant des études et en ayant du mérite, ça ne sert presque plus à rien : l'ascenseur social est en panne, les ouvriers restent ouvriers, chacun finit par rester dans sa « caste ». Le système est inéquitable et reproduit les iniquités, l'éducation qui permettait aux meilleurs de parvenir à des postes de compétences qu'ils méritaient ne marche plus, le système est sclérosé. Seuls restent la cooptation et le copinage (voir le livre Le principe de Peter), mais ceci ne laisse souvent pas la place aux compétences, « tout doit rester en place le changement est mal venu ». Pourquoi ? Parce que des gens bien en place qui ont les postes clefs du pouvoir veulent garder leur fauteuil, quitte à rendre le système improductif et malsain. Pour contrer cela il faut que les postes clefs soient soumis aux lois et votes pour parvenir à des résultats tangibles et à plus de démocratie participative.

Doc A9

3 points importants, propositions

Relancer l'emploi et l'évolution technologique et scientifique

- Par la simplification du code du travail et de la vie administrative des entreprises.
- Par une baisse des charges et de la TVA pour les petites entreprises, les entreprises et coopératives d'État et pour l'armée économique.

Baisse des déficits et simplification administrative

- Mise en place d'un Revenu Minimum de Survie indexé sur la bonne forme économique du pays (entre 300 et 500 euros) que tout le monde percevra ; progressivement, suppression des

autres aides et indemnités y compris celles du chômage et des allocations familiales permettant ainsi une simplification administrative et de responsabiliser les gens. Un revenu complémentaire allant de 300 à 500 euros leur sera versé s'ils viennent travailler dans l'armée économique dont on a déjà parlé. Comment la mettre en place ? Ils auront droit, en plus et progressivement, à des avantages multiples liés à l'activité et au réseau de production de l'armée économique.

- Pension de retraite d'un montant égal pour tous selon la bonne forme économique (entre 800 et 1200 euros) à partir de 60 ans, cela de plus simplifiera l'administratif, mais les gens ayant épargné durant leur année de travail pourront percevoir d'avantage en fonction de leur épargne ou de leur cotisation privée.

Favoriser le bien-être humain

- Par l'éducation ; deux points importants dans l'éducation : l'amour-respect et la compétence. Des tests psychologiques doivent être mis au point pour les futurs enseignants, leurs bons résultats ainsi que ceux des cadres dirigeants seront récompensés par des primes, mais en moyenne les enseignants devront être bien payés afin de rétablir la confiance. La liberté de la manière d'enseigner sera laissée aux enseignants, respecter l'enfant tout en le cadrant et en lui enseignant la base devra être une priorité. Dans l'éducation, le terreau social est aussi important, le rôle éducatif des parents n'est pas à négliger, ils doivent se responsabiliser. Les allocations familiales seront supprimées car il y a des abus cause à la société de consommation, l'argent ainsi économisé augmentera le budget de l'Éducation Nationale qui fournira en début d'année ce qui est nécessaire aux élèves.
- Suppression des complémentaires santé ; droit à la santé pour tous.
- Taxation des grands bénéfices et des grandes fortunes en fonction de leur implication dans l'investissement, dans la recherche et de leur donation, en particulier médicales et dans les énergies propres, sous forme de crédit d'impôts recherche.

Doc A10

Ce qui nous mène à notre perte

Les technocrates, les experts, les représentants, les assurances et l'organisation syndicale en France actuellement, l'inflation de lois et la recherche du profit sans partage font un cocktail détonnant risquant de nous mener à notre perte,

Qui sont les technocrates ? Ce sont des gens qui pondent des lois sans s'en soucier des conséquences sur le citoyen, sans savoir ce qu'est la réalité du terrain puisqu'ils n'y sont pas.

Ils font confiance aux experts qui ne sont pas toujours sur le terrain. Technocrates et experts sont des gens qui souvent jouent avec les chiffres et ne font confiance qu'aux chiffres au détriment des réalités humaines. Les experts sont souvent trop bien payés ce qui crée des conflits d'intérêts. Ils ne sont pas ouverts aux nouvelles solutions, ils ne prennent pas en compte toute la réalité car ils sont dans l'abstrait, ils ne tiennent pas compte du travail de terrain, comme la recherche, par exemple, sur le papier, ils calculeront qu'il faut X minutes pour accrocher X wagons mais ne prendront pas en compte le fait qu'il faut faire 500 mètres pour changer l'aiguillage. Ils oublient souvent le facteur humain parce qu'ils refusent, pour la plupart, d'écouter les gens de terrain, d'où accidents et autre conséquence dont, bien entendu, ils rejettent la faute aux gens de terrain. Les experts devraient être formés à l'écoute et devraient être passés au moins un certain temps par la réalité du terrain. Autre exemple : les technocrates pondront une loi obligeant d'avoir des ampoules de phares dans la voiture en cas de panne, mais ils ne prennent pas en compte le fait que, de nos jours, changer une ampoule sur une voiture devient impossible sans l'intervention d'un garagiste, et combien d'autres absurdités.

Les représentants, quant à eux, recherchent le profit, ce qui les mènent à vendre des choses sans savoir réellement ce qu'ils vendent, ils vous vendraient n'importe quoi. Nous pouvons classer la plupart des politiques dans cette catégorie. Les représentants ne se soucient pas des conséquences de leurs actes sur la réalité humaine, par exemple ils vous vendront un produit inadapté (dangereux pour le malade) ; lorsque l'on est médecin prescripteur, le but des représentants médicaux étant ni plus ni moins de faire du chiffre. Autre exemple, dans le ferroviaire, ils vendront des trajets à des entreprises privées alors que ce ne sont pas eux qui font ces trajets, ils ne prennent pas en considération l'état des voies et la fatigue du personnel. Quant aux syndicats, ce sont souvent des gens de caste qui protègent uniquement leur propre beefsteak et qui donc ne veulent rien changé tant que cela ne dérange pas leurs intérêts. En vérité, peu importe le reste, le principal étant de garder sa place et d'être payé pour ne rien faire d'utile, on leur dit ce qui ne va pas, ils disent oui oui, mais ne font même pas respecter les contrats et les lois tant qu'ils gardent leur place. Il y a tellement de lois qu'il faudrait presque un avocat par salarié et/ou par patrons. En France, les syndicats manifestent pour faire bonne figure et sont des vendus au plus offrant, patronat comme gouvernement. Les syndicalistes n'ont pas à être payés, ils devraient être recrutés parmi les retraités ou les gens de plus de 55 ans ou des bénévoles ayant la fibre sociale. Il y aurait ainsi moins de conflits d'intérêts. Les assurances santé et habitat, quant à elles, recherchent le profit ; il serait plus sage que l'État prenne en charge ces fonctions. Les gros patrons eux aussi visent uniquement que le profit, ils ne sont pas là pour faire de l'emploi, ils sacrifient le bien-être des salariés ainsi que leur emploi ; il faudrait une taxe, non en fonction du nombre de salariés, mais seulement sur le profit fait

sans utiliser de travailleurs. Il faut donc une baisse des charges sur le travail et les remplacer par une taxe plus juste ce qui favorisera l'emploi et encouragera le travail.

Dans notre société, le pire est l'injustice du fait que ceux-là mêmes qui nous mènent à notre perte sont largement surpayés par rapport aux gens de terrain ; bref, l'effort utile n'est pas récompensé.

- Non-respect des cultures et des traditions par l'uniformisation de la culture voulue par les grandes entreprises et les multinationales

Maintenir la diversité des cultures et des traditions permet de rendre le monde plus beau et souvent permet un certain respect de la nature et une diversité de l'alimentation ainsi qu'un maintien de l'emploi artisanal, agricole et rural et une certaine indépendance. Ainsi, en France, l'on interdit progressivement aux bouilleurs de cru de maintenir leur activité en interdisant aux jeunes de reprendre leurs petites entreprises, où les gens des villages apportaient leur fruit pour faire de l'alcool. Une tradition qui se perd. Pourquoi ? Parce que, sans doute, cela en dérange certains (les grands groupes fabricants d'alcool) alors que cela est porteur d'emploi, d'indépendance et d'autonomie. Dire que l'on fait ceci parce que l'alcool est mauvais et totalement démagogique, c'est une fausse raison.

- Déshumanisation des services

Les êtres humains sont remplacés par des logiciels, on doit faire nos démarches sur internet, mais de ce fait, s'il y a une erreur, la machine administrative continue son fonctionnement et comme les rouages humains sont éliminés il est difficile de l'arrêter. Prenons un exemple concret : il s'agit d'une femme qui avait une plaque d'immatriculation mais elle ne l'avait plu et c'était quelqu'un d'autre qui l'avait, l'administration n'ayant pas enregistré ce changement, elle devait payer les procès et infraction de l'autre personne, elle a eu beau faire des pieds et des mains, l'administration a continué à s'acharner sur elle. Si elle avait eu affaire à un maillon humain fiable son problème aurait pu être résolu, elle a été obligée de faire appel à Julien Courbet qui résout les affaires difficiles sur la chaîne de radio RTL.

- Crise de civilisation : plusieurs facteurs peuvent conduire à l'extinction d'une civilisation

- Surpopulation ou crise écologique amenant la famine et la révolte contre le pouvoir en place (Ex : les mayas, sécheresse et surexploitation forestière).
- Richesse, vie facile des élites qui amène à de l'incompétence (Ex : les romains).
- Richesse qui attire la convoitise de voisins et entraîne une guerre ou une extermination (Ex : les indiens, les romains et les barbares).

- Incapacité à maintenir les infrastructures de base par sur-dimension de celles-ci et passage du temps (Ex : civilisation birmane ne pouvant plus nettoyer les canaux entourant les cités).

Voir aussi les livres « *Comment tout peut s'effondrer* » de Pablo Servigne et Raphaël Stevens, édition Anthropocène Seuil (petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes), et « *Une autre fin du monde est possible* ».

Doc A11

Pour une croissance durable

L'homme s'est toujours développé en exploitant son environnement de manière agressive et rarement raisonnée et en en voulant toujours plus, or la planète est limitée. Les premiers problèmes de cette agressivité se mesurent actuellement et ils seront dans l'avenir pas des moindres.

L'égoïsme de l'homme et son individualisme le poussent à en vouloir toujours plus, ce n'est pas un mal en soi puisque cela a été un facteur d'évolution et de conquête jusqu'à maintenant, mais, désormais, c'est un souci ; la télévision et les médias par la publicité ne font qu'amplifier cette demande du toujours plus.

La financiarisation de l'économie, principal débouché de ces égoïsme, agressivité et individualisme de notre société, risque à long terme de mener l'humanité à la catastrophe. Pourquoi l'individualisme ? Parce que chacun ne voit pas plus loin que ses soucis et peu de personnes s'organisent pour contrer cette financiarisation qui se fait sans que réellement des personnes individuelles la contrôlent, tout le monde étant pris dans ce flux sans pouvoir rien faire faute aux égoïsmes de chacun, certains étant un peu plus responsables que d'autres. Le problème vient aussi de l'inertie et de l'opposition au changement de chacun, chacun voulant garder ses petits avantages ou ayant peur de l'avenir.

Le MUIF souhaiterait une organisation économiquement et politiquement forte, autour de communautés et d'associations regroupées afin de contrer cette financiarisation qui est cause de chômage, de pollution, de surexploitation des richesses et globalement de l'appauvrissement de l'humanité. Il ne s'agit pas de retourner en arrière mais de favoriser le bon sens ; pourquoi ne pas favoriser certain produit qui ont fait leurs preuves au détriment d'autres qui par exemple polluent plus, en taxant d'avantage ceux-ci. Pourquoi ne fait-on plus de mixeurs en France, pourquoi certains produits disparaissent alors qu'ils sont plus efficaces que ceux qui les remplacent ? La croissance à tout va n'est pas si bonne que ça car la destruction des ressources de la planète n'est pas prise en compte dans cette croissance, il

faudrait compter dans cette croissance à la fois la destruction de la planète et la destruction en vue de la reconstruction et de la réhabilitation du patrimoine bâti ou non (par exemple, la destruction d'immeubles anciens ou leur rénovation). Il faudrait aussi compter sur le recyclage et la réparation qui sont porteurs d'emplois plus pérennes que ceux basés sur l'exploitation de l'environnement.

Malheureusement le MUIF a peu de pouvoirs. Cependant, voici d'autres mesures qu'il pourrait proposer pour la France : législation plus forte en faveur de l'agriculture biologique, création de coopératives d'État sur ce principe mais pas uniquement en agriculture ceci étant pourvoyeur d'emplois, création d'une liste de produits à boycotter, dont une bonne part de produits Monsanto et d'autres produits de mauvaise qualité. Il faut développer le bénévolat, certains diront que cela prend des emplois à des gens qui voudraient être payés pour cet emploi, moi je dis au contraire cela crée de la richesse dans l'économie donc de l'argent pour d'autres travaux rémunérés et permet donc un meilleur développement économique.

Doc A12

Autres suggestions et mesures

Mise en place de l'armée économique

Dans chaque commune, ville et village il y aurait des travaux à faire, du travail, à trouver. Des responsables volontaires, si possible chômeurs, ayant envie de travailler devront être recrutés, ils organiseront le travail en partenariat avec d'autres organisations du travail (Pôles Emploi et entreprises). Les gens percevront leurs indemnités de chômage complet uniquement s'ils participent à cette organisation, sinon ils toucheront uniquement le revenu minimum de survie indexé sur la santé de l'économie. Des méthodes, comme le brainstorming (tempête de cerveau) et autres initiatives, seront laissées à ces chômeurs. Peu à peu, des exemples se feront et les autres prendront modèle sur eux pour peu à peu se structurer avec, par exemple, des jardins, des cantines pour ces travailleurs, particulièrement dans les campagnes en cours de désertification, la rénovation et l'entretien des routes, des chemins, des murs. Une agriculture et un artisanat à taille humaine pourront se faire par petites équipes ; l'on pourrait prévoir et mettre en œuvre la création d'entreprises privées aidée par l'État, au lieu de verser les allocations chômage aux chômeurs, celles-ci seront versées aux entreprises qui les emploieront. Plus elles en emploieront, plus elles seront payées. Ces chefs d'entreprises

« gestionnaires humains » pourront coopérer avec les mairies ; des agriculteurs reconvertis ou des gens motivés sachant travailler et montrer l'exemple pourront faire partie de ces chefs d'entreprises. L'émulation devra être la clef de la réussite de ces projets humains. Par la suite, des entreprises privées non subventionnées pourront être créées, ainsi que des ateliers artisanaux ; un tissu économique pourra se reconstituer toujours en partenariat avec les communes. L'armée économique devra intégrer les chômeurs et les bénévoles et progressivement gérer des formations ; elle devra organiser le travail grâce à un type d'association (voir les statuts de l'association) ; elle s'organisera grâce à la prise d'initiative non contrôlée en actions ou propositions venant de citoyens. Et en accord et avec les mairies, les entreprises, les autres associations, les initiatives locales ayant réussi seront promues sur l'ensemble du territoire. Davantage de responsabilités seront données à leur organisateur et initiateur s'il le désire et s'en sent capable, en accord avec le principe du bon chef. L'armée économique devra progressivement intégrer le Pôle emploi et des méthodes de management humaines et efficaces.

- Actionnariat de tous les participants à l'armée économique à proportion égalitaire.
Pour encourager les entreprises innovantes, en particulier dans le renouvelable pour favoriser à la fois la recherche et l'emploi : baisse de la TVA pour celles-ci.

Adapter la TVA en fonction des entreprises, il faut taxer l'argent, la course à l'argent et au profit à court terme et moins le travail.

Le système des 1/3 devra être mis en place : dans l'armée économique et dans le partenariat avec les entreprises : les entreprises employant des gens de l'armée économique auront obligation de les payer au moins aux 2/3 du salaire horaire du SMIC, le 1/3 restant sera versé par l'armée économique (au total, les gens employés dans l'armée économique toucheront au minimum le RMS, entre 300 et 450 euro + leurs heures de travail dans l'armée économique proprement dite ou dans le partenariat armée économique/entreprise privée ce qui pourra leur permettre de toucher 400 à 700 euros supplémentaires. Les personnes de l'armée économique auront le choix entre travailler 24h, 32h, 36h par semaine ou plus pour ceux ou les cadres désirant s'investir.

Dans l'armée économique et dans les statuts de l'association il devra être intégré aussi la règle des 1/3 : 1/3 des bénéfices pour les gens de l'armée, 1/3 pour l'armée économique (matériels, investissement et pour son développement) et 1/3 pour le parti et la communauté qui sera de la réserve, de l'épargne et qui pourra être mis à contribution en cas de gros investissements dans l'armée économique ou pourra être utilisé pour promouvoir les idées de la communauté ou du parti.

Pour organiser tout ça et commencer à organiser l'embryon de l'armée économique et du parti, nous recherchons :

- Juristes, avocats, pour figurer les statuts de l'association, protéger les membres, être en règle et réfléchir aux statuts d'assurance.
- Comptable afin de trouver un trésorier et réfléchir à l'organisation de l'armée économique, ainsi que trouver des conseillers en investissement et placement financier (l'argent n'étant pas une fin mais un moyen pouvant servir nos objectifs).
- Informaticien, web master pour un site web référencé digne de ce nom et aussi personne pouvant s'occuper des réseaux sociaux du MUIF ainsi que pour la création d'un site web de rencontre dont j'ai le concept, tout cela afin de se faire connaître et d'un autre top secret.
- Psychologue pour commencer à organiser les ressources humaines, orienter en fonction des capacités et motivations et recruter.
- Une personne pour la mise en page définitive de mes livres et pour la mise sur « create space » afin de permettre de vendre le livre via Amazon et faire les premières recettes du parti.
- Des gens susceptibles de rentrer dans un groupe d'autodéfense afin de protéger les gens de la communauté.
- Toutes les bonnes volontés, les dons sont évidemment bien venus.
- D'autres organismes de la société civile susceptibles de partager notre projet.

Laisser plus de pouvoirs aux maires

Plus de liberté de gestion et de responsabilités doivent être laissées aux maires. On est dans un pays sur-administré où le sur-contrôle du haut niveau (voir schéma pyramides inversées) mène à des dépenses et des gaspillages sans communes mesures. Les maires devront donc assurer une bonne gestion, les subventions multiples allouées à la pelle seront émises avec parcimonie et meilleur contrôle par l'État. La taxe sur les entreprises, la taxe d'habitation, la taxe foncière ainsi que le reste en accord avec les organismes de gestion (eau, assainissement) seront versées au profit des communes. Sur cela la commune devra faire une déclaration et sera taxée de 5% à 35% par l'État (les plus petites communes étant les moins taxées). Ainsi moins de subventions, meilleure gestion, responsabilisation des élus.

Peut-être faudra-t-il créer une autre fonction que celle de maire dans chaque commune, responsable de l'armée économique.

Principes

- D'avantage de justice sociale.

- Taxer l'argent et non le travail (arrêter la course au profit à court terme qui amène à supprimer des emplois et à la surexploitation de la nature et à la pollution de l'environnement).
- L'État doit être bien géré.

Organisation du commerce :

- Favoriser les produits simples non polluants, équitables, par des mesures incitatives afin de promouvoir une économie, une recherche et un développement durables, par exemple avec une taxe sur les biens non durables qui sera reversée aux entreprises durables et de recyclage.
- Encourager l'entrepreneuriat, les innovations et l'effort. Les brevets utiles mais inutilisés car menaçant les lobbys seront libérés.
- Créer une loi ou des taxes pour inciter les entreprises à prévoir le recyclage de leurs productions.

Tout remettre à plat

Un seul impôt sur les entreprises : la TVA, qui sera adaptable en fonction des entreprises (davantage taxer celles de service et les banques ou celles robotisées et jugées polluantes ou ayant de fort lobby). Favoriser les entreprises coopérantes et faisant des investissements d'avenir ; la TVA étant l'unique taxe sur les entreprises elle s'élèvera à 30% pour les grosses entreprises du Net, les banques privées et les multinationales, 10 à 20% pour les plus petites.

- Impôt sur les hauts revenus à partir de 70 ans.
- Diminution de la taxation des héritages.
- Il faudra aussi réfléchir à une taxe sur les produits non durables ou trop nuisibles à la santé ou à la planète (ceci se retrouvera dans une TVA plus importante) et sur la création d'un organisme de consommateurs chercheurs qui devra s'en occuper, les recettes obtenues seront reversées pour le développement et la recherche des énergies libres des entreprises faisant des biens durables et écologiques et aux entreprises de recyclage.
- Création de circuits pour la récupération en particulier des outils de haute technologie (téléphones, ordinateurs...) en vue de leur recyclage.
- Mise en place d'un organisme s'occupant de choisir le taux de TVA des entreprises guidé par un panel citoyen et consommateur issu de la société civile.
- Produits et services de l'armée économique (site internet uberisé y compris), TVA : de 1% à 5%.
- Produits agricoles bios et autres produits industriels et services à promouvoir dont la santé : TVA à 10%.
- Produits et services indépendants : TVA à 15%.
- Production intermédiaire : TVA à 20%.

- Produits industriels non vitaux et jugés polluants, services financiers ou autre plateforme internet non équitable comme l'ubérisation, multinationale : TVA de 30% à 35%.

Éducation (voir aussi mon livre « *Aide pour un monde équilibré* »)

- Laisser le libre choix d'éducation aux établissements, aux parents et aux professeurs (type de notation, type d'éducation), les établissements et leurs responsables seront évalués en fonction du bien-être des élèves et de leurs capacités et savoir-faire ; les meilleurs établissements seront récompensés. Une seule chose sera imposée : le retour au cours de morale. Développer la culture et mettre le paquet pour les premières années.
- S'inspirer surtout de la Finlande et un peu de Singapour pour l'éducation, partant du manuel ou du concret pour aller vers l'abstrait, avec des cours faisant aussi appel à la créativité et sans trop presser les élèves.
- Dans l'Éducation Nationale, des méthodes qui ont fait leurs preuves seront utilisées, comme en Finlande, à Singapour, par exemple partir du concret (avec des cubes pour compter, des activités manuelles l'après-midi, et du travail en petit groupe et en s'aidant des découvertes des neurosciences).
- Allocation familiale limitée et limitée dégressivement au premier et au deuxième enfant ; la France n'est pas vouée à être surpeuplée de gens irresponsables et mal éduqués et puis il y a assez de monde sur terre, cela responsabilisera les parents ; en contrepartie gratuité des manuels et matériels scolaires.

Idées de la communauté

- Maintien de population indigène non contaminée par la civilisation et la pollution et maintien de la biodiversité, source de découverte pour les futures générations.
Il faut maintenir et protéger les quelques populations sauvages de la civilisation mondiale, populations encore soumises à la sélection naturelle ceci afin de maintenir un pool génétique et somatique dont on risque d'avoir besoin en cas de dégénération de l'espèce à cause de l'emploi à outrance et du mauvais emploi de la médecine et des techniques modernes (internet, intelligence artificielle, etc...) qui modifient notre environnement et qui font que l'on devient de moins en moins autonome et responsable, que tout doit être instantané, qu'on ne fait plus travailler la mémoire, qu'on ne supporte plus la frustration, qu'on s'affaiblit physiquement en devenant plus fragile cause à la médecine (antibiotique, vaccination, naissance prématurée, etc...), qu'en globalité on perd du savoir-faire.
- La communauté se créera sans forcer personne, se soumettra à certaines règles éthiques de bon sens (limitation mais pas interdiction de l'emploi des antibiotiques, de trop d'hygiène et de la vaccination qui serait à l'origine à long terme de la résurrection des allergies).

- Chercher un moyen de réguler la surpopulation humaine autrement que par la guerre, l'exploitation de la misère et les flux migratoires ; responsabiliser les gens.
- Lutte contre les lobbys : financiers (il est si facile de créer des sociétés bidon pour ne pas payer d'impôts), pharmaceutiques (facile de taxer la sécu, on ne peut pas s'en passer), pétroliers (facile, ils en profitent parce que l'on ne peut pas s'en passer), chimiques et agro-chimiques.

La communauté doit être la base morale qui permettra de s'organiser autrement afin de pouvoir se dispenser des lobbys. Le parti le MUIF est son outil. La philosophie de la communauté comme celle du MUIF est d'imposer au minimum et faire en douceur ; la technologie est au service de l'homme et non l'inverse. L'homme devient trop dépendant de la technologie surtout que celle-ci a tendance à être centralisée, pourquoi impose t'on l'internet (déclaration d'impôt obligatoire) sans faire suivre un service approprié pour les gens qui n'en sont pas dotés ? Et s'il y a une éruption solaire ou que sais-je, ça sera la panique, notre civilisation est bien fragile.

Notre programme pour l'énergie

- À cause de l'homme, la terre est en danger (réchauffement climatique, extinction des espèces). De nombreux brevets sont inexploités car détenus par de grosses firmes et multinationales qui ne veulent pas les développer car cela nuirait à leurs affaires. En partenariat avec des petites entreprises, on développera les technologies des énergies libres à échelle industrielle et on leur trouvera des applications (ces énergies ne sont pas tout à fait comprises mais on peut déjà les utiliser pour avoir de l'énergie plus qu'on en consomme, effet Dumas, moteur Heiss, générateur Enderschot, moteur à implosion Viktor Schauburger, etc) et ceci sans pollution.
- Mise en place d'un pôle de recherche et d'application industrielles en partenariat avec le privé, si nécessaire.
- En 10 ans maximum, on doit impérativement sortir du nucléaire de fission, du charbon et partiellement du pétrole et ceci au niveau mondial sinon on court à notre perte. Il y a des solutions à développer : prendre le CO2 atmosphérique pour le transformer en carburant et remplacer le pétrole non renouvelable en pétrole et dérivé renouvelable, voiture électrique grâce à la pile à hydrogène.
- les banques doivent investir dans les énergie et technologies vertes, le recyclage et les circuits courts et économique ainsi que dans les matériaux de bio construction etc.

Ingérence étrangère

Les États Unis d'Amérique ont mis en place un service ultra secret nous cachant la présence des extraterrestres et nous protégeant sans doute de leur présence, ceci depuis l'affaire Roswell ; ils ont développé depuis une technologie nouvelle (projet Moontoak près de Philadelphie, etc. que l'on ne connaît pas). Mais pourquoi ne pas développer ces technologies au niveau civil ? Peut-être cette technologie est trop dangereuse pour l'espèce humaine et encore mal maîtrisée et incomprise. Il faudra que le MUIF puisse proposer un système mondial équitable où il n'y aura plus de gué-guerre de pouvoir. Ils ont, en plus, des services qui espionnent le monde (NSA, affaire Snoden, Wikileaks, Panamapapers, etc.). Les lanceurs d'alerte doivent être récompensés.

Le MUIF, parti ouvert

Les autres partis sont des partis sclérosés qui n'évoluent plus ou ceux qui proposent de nouvelles idées sont écartés du pouvoir, ou le principe de Peter fait qu'ils n'évoluent plus et que tout le monde a atteint son seuil d'incompétence et ne veut pas l'admettre, je me demande d'ailleurs pourquoi ils y restent. Le MUIF se veut un parti ouvert mais néanmoins les grandes lignes ont été fixées, il devra se méfier de son évolution et ne doit pas dériver comme eux, chacun doit lui reconnaître son seuil limite de compétence, pour cela le MUIF devra utiliser des tests de compétences et de personnalité ; seules les personnes humbles, capables de reconnaître leur incompétence pour céder la place à de plus compétent devront être sélectionnées pour les plus hauts postes de direction du parti, la récompense de la prise de responsabilité doit être de voir la réalisation de ses propres convictions par l'intermédiaire du MUIF et la reconnaissance des citoyens et surtout pas l'argent. La philosophie du parti est : des chefs qui montrent l'exemple ; c'est une hiérarchie claire, transparente où l'on peut identifier et sanctionner les responsables en cas de problème, c'est récompenser le travail et l'effort humain avant tout, bref, c'est plus de justice et la recherche de la vérité.

- Le MUIF est pour une société plus humaine, où le temps n'est pas l'argent, car sinon si on obéit au : « le temps c'est de l'argent » on sera obligé de concurrencer les machines, il faut que les gens prennent le temps d'avoir leur passion, de se nourrir correctement en prenant leur temps, de passer du temps en famille, et ne pas passer leur temps à téléphoner.

- Le MUIF a une morale libérale, il est pour la liberté de chacun, nul n'a à imposer par la force ou les lois ses points de vue, tant au niveau de la technique (GPA, PMA, etc...) que pour les goûts de chacun (LGBT, viandar, végétarien, etc...).

- Enfin le MUIF est bienveillant à l'amélioration des conditions de vie des animaux de ferme, il soutient en cela WELFARM (protection mondiale des animaux de ferme), il est également pour la protection des animaux sauvages et en général de l'environnement.

- Le MUIF est en faveur du désarmement de tous les pays afin d'éviter la catastrophe nucléaire qui risque d'arriver à cause de la bêtise humaine et de l'informatique.

Doc A 13

Analyse : pourquoi le chômage ?

Il y a du chômage et pourtant il y a du travail potentiel à faire (dans l'agriculture bio, l'entretien des campagnes, les travaux dans les villes, les projets de recherche, la rénovation des logements, l'économie verte, l'aide aux personnes, etc...).

- Par fainéantise et mentalité d'assistanat, travail pas assez payé par rapport à d'autres, sentiment d'injustice, et parce qu'on ne récompense que le profit et le commercial et l'on ne récompense plus l'effort. Il y a aussi la course au profit et à la productivité (robotisation) qui sont la cause de suppression d'emplois.

- Par manque de savoir-faire et de créativité, les métiers manuels sont dévalorisés, sous-payés : problème de formation.

- Par manque et mauvaise répartition de l'argent : les grandes entreprises et les grandes fortunes accumulent l'argent sans partage ni réinvestissement (accumulation qui risque de provoquer une bulle et un crack), mauvaise répartition entre les différents acteurs économiques, aussi parce que certains veulent du profit immédiat et ainsi ne cherchent pas à développer de nouveaux emplois mais seulement des machines pour faire plus de profit, tout ceci contribuant à l'injustice généralisée.

- Non sanction des personnes malhonnêtes faisant du profit, également l'injustice que cela provoque.

- Mauvaise lisibilité pour les entreprises, cause à une instabilité administrative.

- À quoi se rajoute un tissu de structures d'aides aux entreprises non développées.

Quelques autres principes qui créent le chômage

La recherche de la facilité que je nomme le « quelqu'un d'autre ne peut pas le faire ? » qui fait que la France importe des produits qu'elle pourrait produire et développer elle-même ceci parce qu'ils sont moins chers ailleurs. Il y a aussi le « je veux tout tout de suite » qui fait que

l'on consomme des produits hors saison, obsolètes rapidement par effet de mode et aussi par obsolescence programmée, ce qui empêche la réflexion mûrie par le désir non satisfait de se développer. Ces deux principes s'accompagnent de la course au profit et à la productivité qui amènent à la robotisation créant le chômage, les travailleurs n'étant plus assez compétitifs par rapport aux machines.

Petit aparté sur le « sur contrôle » dans nos sociétés, il faut que vous sachiez que l'auteur de ce livre est handicapé, disons qu'il a une construction psychique différente. Voici son ressenti que vous pouvez aussi lire dans Annonces par un érotomane.

J'ai du mal à accepter mon traitement, d'une part à cause des effets indésirables sur ma santé : dérèglement du métabolisme, poids qui entraîne des difficultés pour randonner, problème cardiovasculaire (cholestérol, triglycérides mal au cœur), mal aux yeux, diskénisie tardive ainsi que des effets que l'on ignore ou qui sont encore débattus, effet nocif sur les reins, pourquoi avais-je du sang dans les urines ? En HP) et peut-être sur le foie, le pancréas et le cerveau (voir doc que je vous ai donné et qui est dans mon dossier), avec des effets psychiques (dépression, peur de l'initiative) et des problèmes de mémoire. Tout ceci entraîne une réduction de l'espérance de vie estimée à 10 ans. En outre, on se pose la question de l'utilité des médicaments (voir sur internet en tapant sur google « *schizophrénie le beurre et l'argent du beurre* »), les crises pouvant s'espacer d'elle-mêmes avec un travail psychologique.

Je ressens cette imposition et cette privation de liberté comme une négation de mon individualité, comme un refus de la part de la psychiatrie et des juges d'accepter ma différence ; on m'infantilise, on m'empêche de vivre l'expérience de la maladie et de me rendre compte par moi-même que le traitement est nécessaire. Je ne vois pas pourquoi on m'oblige à me soigner n'étant un danger physique pour personne sinon que pour les structures psychiques et les bonnes consciences des personnes qui veulent que tout le monde soit « normal » parce qu'elles n'acceptent pas la différence ou veulent imposer leur point de vue moral, de même que l'on a imposé la colonisation au peuple africain sous prétexte de civilisation et qui a débouché sur l'esclavage et l'exploitation. Les juges eux-mêmes ne respectent pas la loi, ils ne respectent pas mon choix libre et éclairé de ne pas prendre de traitement. J'attends que les traitements soient plus au point, qu'on fasse une analyse plus biologique pour trouver un traitement qui me convient mieux. On décide à ma place comme si la médecine et les juges étaient omnipotents et avaient le droit d'imposer leurs points de vue par la violence institutionnelle. Je déplore que dans la société actuelle on n'accepte plus que l'on sorte de la norme, tout doit être sous contrôle mais ce sur-contrôle amène à des dérives, on contrôle tout sauf ce qu'il faudrait contrôler (abus de médicaments, mauvais traitements, procédures administratives idiotes et abusives). On choisit à la place du patient s'il doit se soigner ou pas, pouvant par là atteindre à son intégrité psychologique et à sa liberté. Ce n'est plus la

psychiatrie au service de l'homme mais l'homme au service de la psychiatrie.

Malheureusement il en est de même avec l'économie et la technologie, le sur-contrôle déresponsabilise et étouffe les initiatives, bref, on nous impose une société de moutons.

- Les gros tuent tout : Les grosses entreprises cherchent à avoir le plus de clients possibles en créant de la dépendance, des désirs chez le consommateur par la société de consommation et en limitant le plus de concurrence possible, le chômage et le mauvais entretien des campagnes. Prenons un exemple parmi d'autres : dans les Vosges, il y a 50 ans, les petits privés ont planté des mirabelliers pour avoir un petit revenu supplémentaire, ils engageaient des personnes pour faire la récolte (collecteurs, organisateurs et récoltants) ce qui créait du travail rémunéré pour tous tout en entretenant les campagnes, tout cela grâce à de petits entrepreneurs privés, mais, depuis, les gros groupes productivistes ont produit en sur-quantité payant moins les employés et faisant concurrence déloyale aux petits privés et aux coopératives, résultat : ça ne vaut plus le coût de travailler et de planter des mirabelliers, d'investir dans l'avenir, alors on arrache les mirabelliers. Il en est de même partout : le travail ne paie plus car les gens sont surexploités pour produire toujours plus, le chômage paie plus que le travail. Comment voulez-vous que les gens veuillent travailler s'ils gagnent plus à ne rien faire ?

- La baisse de la solidarité entre voisins. Être intégré dans un réseau social proche et non virtuel permet un contrôle et un encadrement humain, chacun trouve ainsi un emploi, mais pourquoi la solidarité baisse-t-elle, me diriez-vous ? À cause de la société de consommation et de l'argent, toujours la course au profit à court terme, les gens n'ont plus le temps d'avoir des relations sociales ; tout est calculé « le temps c'est de l'argent », l'on doit vivre pour consommer, l'on doit travailler pour gagner de l'argent. L'on ne prend plus le temps de vivre, cela entraîne un cycle de frustration et pour donner une raison à cette frustration on désigne le coupable : c'est l'autre, alors on devient individualiste, on échange moins, on se décarcasse moins pour aider l'autre, les échanges sont virtuels ; c'est toute une ambiance, et l'anonymat et les problèmes sociaux y aident pour beaucoup. En fait, c'est un cercle vicieux auto-entretenu : la solidarité baisse, cela entraîne des problèmes sociaux et personnels, et ces problèmes sociaux amènent les gens à se renfermer encore plus et à devenir encore plus individualistes. L'ambiance est bien sûr entretenue par les lois et les politiques qui cherchent à tout maîtriser : on travaille, alors on doit payer. Travailler gratuitement ou bénévolement ce n'est pas contrôlable, donc ce ne doit pas être possible parce que ça ne rapporte pas assez d'argent. La baisse de solidarité vient aussi, je pense, du fait que l'on travaille de plus en plus

avec des machines, ce qui modifie les rapports sociaux ; on est obligé de s'adapter en réduisant nos émotions face aux machines et on l'applique ainsi aux relations sociales.

- **L'enfant roi.** Du fait de la baisse de la natalité, les parents surprotègent leurs enfants, de ce fait ces derniers sont plus capricieux, ils ont donc plus tendance à être difficiles au niveau emploi et ceci les rend aussi moins solidaires envers les autres.

Mesure contre le chômage :

Dans le privé, mesures pour encourager le travail :

- Défisicalisation des heures supplémentaires au-dessus de 32 heures et suppression des charges sociales jusqu'à l'âge de 30 ans et à partir de 50 ans afin de favoriser l'emploi des jeunes et des personnes plus âgées.
- Séparer, comme le veut Jacques Cheminade, l'argent utile de l'argent boursicoté et des fonds de pension qui ne prennent pas de risque et qui s'enrichissent sur la détresse humaine.

Dans le public :

Mise en place de l'armée économique. Favoriser l'entreprise « zone zéro chômeur » (en payant l'entreprise avec l'argent habituellement versée aux chômeurs pour qu'elle les emploie).

Doc A 14

Le problème et la maladie des politiques

« Faites ce que je dis, pas ce que je fais », franchement, le discours de Macron, le 25 septembre 2018, à l'ONU était très bien : aider l'Afrique et les pays pauvres, réguler la finance, etc... Que de bonnes intentions, mais que fait-il ? Je crains qu'il ne fasse pas ce qu'il dit, les politiques sont trop pris par leur ego : faire plaisir à tout le monde ; ils sont dans la séduction, donc ils font de beaux discours, mais ils continuent à emprunter à des banques privées et taxent les gens pour faire des choses regrettables.

Les politiques créent les problèmes afin de proposer les solutions qui les arrangent, par exemple, pour créer de l'immigration afin de baisser les salaires, ils réduisent le numerus clausus, conséquence : il y a moins de médecins français, au lieu de l'augmenter ils proposent la solution qui les arrange : il faut faire appel à l'immigration, alors que les pays pauvres auraient besoin de leurs compétences pour se développer. Quel lien avec le chômage me direz-vous ? Le chômage est le problème créé afin de voir les salaires à la baisse et ainsi augmenter l'immigration en y faisant appel.

L'infantilisation des citoyens entraîne leur déresponsabilisation, puis leur frustration, ensuite leur agressivité et ainsi le malaise social s'accroît. Il en est ainsi de la limitation de vitesse ramenée à 80 km/h sur des portions de route nationale. Trop de lois tuent la loi et poussent les individus à se plaindre pour rien, à être irresponsable et à abandonner leur liberté ; tout ceci infantilise le citoyen et le frustre. Quel lien avec le chômage direz-vous encore ? Avez-vous envie de travailler dans un système qui vous infantilise et vous frustre ? Et bien non : vous avez tendance à ruminer. Le MUIF cherche à ce que le plus de personnes soient dans le bien-être social, aient un travail qui leur plait ou qui est justement rémunéré.

La vente par l'État des actifs qui rapportent à des entreprises privées (Française des Jeux, autoroutes) est une vue à court terme afin de baisser l'endettement français, en réalité on brade les bijoux de famille, cela n'annonce rien de bon.

Donc, en conclusion, pour créer le lien avec le MUIF, notre conception de l'économie, des entreprises, de la technologie, de la santé, des mesures politiques doivent être au service de l'homme et non le contraire au service du profit de quelques-uns ou des firmes (paramédical) ou autres grosses entreprises.

Doc A15

Autres problèmes et solutions

Pour quelques morceaux de cette partie je me suis inspiré d'entretiens que j'ai eu avec des personnes de mon club de marche de Lamothe, entre autres serge, jean-louis et surtout en particulier Dominique qui se reconnaîtra, et je la remercie pour sa perspicacité et ses bons conseils. Oui, car le MUIF s'inspire aussi des citoyens de base comme vous et moi.

Petit cour de Collapsologie:

-les études sur l'effondrement possible de notre civilisation, indique que favoriser la diversité et la redondance, limiter la connectivité, casser les mauvaises rétroactions et favoriser les bonnes permet à un système d'être plus résilient, plus complexe, adaptable et évolutifs, tout centraliser est une erreur, la solidarité et les relations à courte distance entre individus sont importante pour le maintien de la structure. La désintégration s'accompagne de régression en tous genres, l'information se perd ou se transmet mal. Souvent l'effondrement se produit lorsque l'énergie demandée est devenue trop forte pour régler les problèmes engendrés par un système et entretenir celui-ci devenu trop complexe, ou lorsque l'énergie et les ressources viennent à manquer ou lorsque l'éducation fait défaut et qu'il y a des inégalités criantes ou une mauvaise répartition des richesses (risque de ne plus subvenir aux besoins des travailleurs). Les sociétés et communautés soudées et où la coopération et l'éducation prédominent (comme entre autres les sociétés primitives) seront sauvées.

Solution : Pour une société saine

-pour le MUIF, il doit y avoir une limite, car la dépendance à la technologie induit une dépendance tout court, et une reproduction des handicaps donc un coût sur le long terme au niveau social pour l'ensemble de la communauté. Cette dépendance à la technologie qui a été sans influence sur l'évolution de l'homme au début risque désormais de lui porter préjudice. Je dis oui à la technologie pour améliorer le devenir de l'homme, mais non à l'abus de technologie qui rend l'homme fragile et dépendant durant sa vie entière des autres. Le but de la technologie doit être de maintenir l'homme indépendant et libre non de le maintenir dans la dépendance, de ce fait souvent le bien être à long terme nécessite une limitation du bien être à court terme (par exemple utiliser depuis 80 ans les antibiotiques à tout crin est-il bon pour la santé à long terme, autant pour les animaux que pour les hommes ? Je ne pense pas).

-il faudrait maintenir une part de la population mondiale assujettis à la sélection naturelle afin d'éviter la surpopulation et tout ce qui en résulte ainsi que le maintien d'une population plus saine.

-Le MUIF est pour une société saine, évitant les souffrances inutiles à ceux appelées à vivre, autant que le coût pour la société.

Problème : Respect de l'environnement, explosion démographique, diminution des ressources, baisse de la biodiversité... :

-La guerre et les maladies ont toujours régulé la démographie humaine, mais ce temps-là est passé désormais l'on doit se battre uniquement pour la qualité des enfants et leur éducation, et non pour les sacrifier en nombre, qualité cela veut aussi dire que la médecine doit éviter d'intervenir pour faire vivre des enfants qui naturellement ne serait pas viable et favoriser les plus sains par eugénisme positif, cela veut dire améliorer les conditions de vie en respectant la nature humaine .ceux qui naissent dans la communauté doivent être une élite. Le problème c'est que la démographie pullulante risque de détruire la planète et ses ressources. Il faudra défendre culture, communauté et territoire, c'est-à-dire principalement une culture d'exploitation ayant le respect de la nature, de l'environnement et des traditions (tel en Autriche ou chez les peuples dit premiers). Comment donc limiter la démographie étrangère? Tel en Afrique sans faire la guerre? La démographie étrangère est source de future misère pour les enfants à naître car trop nombreux, mal éduqué avec peu de ressources à leur accorder. Les conflits sont-ils inévitables? Un climat de violence risque de s'emparer du monde.

Solution : le respect de l'homme :

-Le respect de l'homme passe par une meilleure éducation des enfants et le respect de leur biologie (voir le livre « aide pour un monde équilibré », ainsi que par le respect de ce qui a été sélectionné durant l'évolution de l'homme il faut respecter ses rythmes naturels par une lutte contre la pollution (des écrans et chimique) et les rythmes inhumains de la société actuelle.il en est de même pour l'agriculture(promouvoir les petites exploitations à taille humaine et la permaculture),ainsi que pour l'industrie qui doivent appliquer et utiliser les principes du bio mimétisme (beaucoup de solutions sont dans la nature), il faut aussi conserver et sauvegarder les hommes à l'état natif, non touché par la civilisation tel au Brésil ou en Nouvelle Guinée. En effet ces tribus primitives ont gardé un lien fort avec la nature et en particulier ont gardé certains pouvoirs psychiques que l'homme dit « civilisé » a perdu.

Solution : l'éducation (voir aussi dans « aide pour un monde équilibré ») :

-éduquer les enfants pour préparer l'avenir, les éduquer à être proches de la nature, ainsi par la suite ils la respecteront, leur apprendre la compassion et les techniques de pleine conscience afin qu'adultes ils maîtrisent frustration et désir, et qu'ils soient empathiques et heureux de vivre et développent une pensée critique. Les enfants reproduisent ce qu'ils sentent et perçoivent de leur environnement (télévision y compris), ils réagissent comme ils ont été

traités, s'ils vivent dans une société violente ils reproduiront la violence, s'ils vivent dans une société permissive (enfant roi) ils se croiront tout permis, le problème actuellement c'est que l'éducation et la société est à la fois violente et permissive car elle met de côté ceux qui ont échoué dans les études et par la pub et les émissions télé qui autorise tout et avec en plus la démission des parents et même de l'école : les jeunes sont livrés à eux même et à leurs désirs impérieux, il faut avant tout chercher l'épanouissement des enfants avant la sélection en leur donnant des limites et un cadre, en leur expliquant et en les encourageant. Si la société montre la violence (institutionnelle) et l'injustice (exemple des politiques qui ont tous les passe-droits) comment ne pas pardonner aux cerveaux malléables et innocents des enfants qui prennent cela pour exemple. Il faudra mettre le paquet dans le primaire, pour aider les directeurs d'école il faudra promouvoir le travail en équipe, trouver des aides administratifs et un dispositif de formation pour cette tâche ainsi que pour les directeurs d'école, respecter les enseignants c'est respecter l'enseignement et donc respecter nos enfants. Le problème de la violence que l'on montre dans l'environnement social (la société ou par les moyens de communication (télé, internet) n'est rien par rapport à la plus importante source de violence : la violence intrafamiliale subi comme sont nom l'indique dans la famille, évidemment l'environnement social ne fait qu'empirer les choses (difficultés des parents à trouver un travail et des revenus, violence au travail etc...) mais le problème est avant tout humain, pour contrer ça, il faut certes responsabiliser les parents comme je l'ai déjà dit par ailleurs (supprimer les allocations familiales pour les couples de plus de trois enfants, car dans certaines familles les allocations vont plus aux parents qu'aux enfants et parfois l'on fait des enfants pour vivre des allocations), mais il faut aussi isoler et retirer les enfants de leur famille violente et prévenir cette violence en les mettant dans des internats et grâce à un suivi des enfants de familles violentes le plus tôt possible (5-6 ans) afin qu'il y ait résilience, il faut empêcher à ces familles de faire des enfants, les structures de rééducation doivent être composées avec des adultes responsables et exemplaires et non des personnes irresponsables voir elles-mêmes violentes. L'on nous dira « vous n'avez rien à dire chacun éduque ses enfants comme il veut, vous n'avez pas à vous occuper de ça vous êtes NAZI ou quoi ? Les familles sont libres de procréer comme bon leur semble, mais alors je dis Si..., cela nous regarde car qui payera le prix des violences avec toutes ses conséquences dû à la mauvaise éducation ? C'est qui ? Sinon la société c'est-à-dire vous et moi ? Qui payera la destruction de la planète cause à une population trop nombreuse et mal éduquée ? Cela ne se paye pas et malheureusement on veut lui donner un prix ...

Problème de management et d'encadrement :

-L'incompétence : (voir le livre le principe de Peter), mais en plus de ce principe il y a la passation des responsables aux hiérarchies supérieures sans passer par les compétences et rangs inférieurs, ce qui est pourtant nécessaire pour acquérir les compétences supérieures et le respect des rangs inférieurs, de plus le chef ayant passé par les rangs inférieurs a plus conscience du

travail de ses subalternes, il intervient donc en connaissance et conséquence mieux que celui débarqué sans y être passé, de plus il y a meilleur respect du travail et des grades inférieurs.

-L'intelligence collective : une fausse bonne idée, car lors du Brainstorming les gens les plus intelligents taisent souvent leurs idées et souvent les plus feignants se reposent sur le collectif en se disant « les autres le feront bien » le résultat en est une mauvaise efficacité, il faudrait des responsables chacun ayant une tâche déterminée en vue de réaliser l'objectif.

-La rétention d'information, dans toutes entreprises souvent il y a des « espion » du patron, qui rapporte tout au patron, de ce fait les autres employés ont de la réticence à donner des informations, il en résulte une mauvaise circulation de l'information, le patron croit être au courant alors qu'en réalité il ne l'est pas.

-La peur de déplaire au chef : un phénomène ressemblant à la rétention d'informations est la déformation d'information ou l'information cachée, souvent lorsque le chef a beaucoup de pouvoir et est craint et admiré, (Comme Adolf Hitler), ses subalternes ont souvent peur de lui déplaire, ils lui cachent alors de l'information par peur ou carrément lui mentent afin d'être toujours dans ses faveurs.

Le problème de l'économie de marché et de l'argent :

-Pour l'économie de marché le problème c'est que tout est marchandise, et que tout doit être fait pour rapporter le maximum, or cet « excès » crée « la fausse valeur »(donc des crises inévitables et du travail inutile) ,« le travail quand à lui jugé inutile », c'est-à-dire le travail qui pour la marchandisation ne rapporte rien ou pas assez est disqualifié, et cette marchandisation amène la surexploitation de l'environnement, mais tout n'est pas marchandisable, il y a des valeurs que l'économie de marché ne peut pas créer, la pollinisation que font les abeilles, les choses que la terre et la nature nous donnent, le travail « social », le travail qui à première vue ne rapporte rien ou pas assez est de ce « travail » dont le monde a besoin...Les valeurs morales tel qu'honneur, honnêteté, respect, culture, obéissance aux règles communautaires etc...ne sont pas marchandisables et ne font pas parti de l'économie de marché, une nouvelle économie doit naître plus humaine, qui respecte les limites de la nature et qui intègre et récompense le vrai travail jugé « inutile »qui est pourtant si utile. L'argent provoque également des luttes et est la principale source de l'inégalité et de la misère, il faudrait pouvoir s'en passer, pour cela il faut préparer les nouvelles générations à s'en passer en faisant l'éloge de l'effort, du travail, de la qualité et de la mesure en toutes choses, voir aussi la charte d'honnêteté dans « pour un nouveau parti citoyen », des moyens autres de régulation des richesses devront être trouvés , chaque jour chacun devrait donner un peu de son temps à la communauté, l'orientation par des tests psychologiques et la robotisation aideront à cela. Il faut favoriser les systèmes d'échanges sans argent, le don, le bénévolat.

Exemple de Problèmes dans l'agriculture et les services publics, analyses et solutions :

-les deux catégories sont soumises à la concurrence, les agriculteurs doivent produire plus et moins chère pour pouvoir vendre et les agents de l'état doivent faire de plus en plus en de moins en moins de temps et avec de moins en moins d'agent, de la découle pour le citoyen une baisse générale de la qualité des produits et des services , ainsi les services publics se réduisent comme peau de chagrin : le citoyens doit finir par tout faire lui-même sans aucune aide (déclarer ses impôts par internet par exemple, ou renouveler sa carte d'identité, peu importe s'il maîtrise l'outil ou s'il n'a pas internet, c'est la marche forcée, l'état se désengage). Tout est liée et les solutions ce sont les consommateurs qui les ont : acheter de la qualité, demander des produits locaux, aller dans les petits magasins et chez les petits commerçants et faire pression sur les gouvernants pour qu'ils protègent par la loi les agriculteurs et le bien-être des citoyens par un maintien des services publics Et, si ça ne suffit pas, il faut changer de système de représentation, où chacun est mieux représenté et peut participer à la vie démocratique. Une autre solution est que les agriculteurs s'organisent entre eux et tissent un réseau solidaire (AMAP, SEL etc...) afin qu'ils soient libre de fixer leurs prix et échappent aux spéculateurs. Il faut enfin encourager toute la filière à être solidaire et complémentaire et surtout qu'il y ait une filière structurée et existante (si par exemple la découpe est en faiblesse et manque, les restaurateurs achèteront les produits ailleurs, là où ils seront déjà prédécoupés, les grandes surfaces de distribution doivent être solidaires et diminuer leurs marges en solidarité car elles se payent largement sur le dos des agriculteurs)

-Un autre problème (pour la pêche par exemple) c'est que l'économie industrielle (en générale) ne tient pas compte de l'épuisement de la ressource et en générale ne tient non plus pas compte des accotés (prix écologique, pollution de l'environnement, moins bonne qualité des produit, produit qui font moins bonne utilisation, maladie dû aux traitements). Et cela est dû en générale au fait que l'on mutualise les déficits et on privatise les profits : conséquence les responsables ne payent pas leurs erreurs et continuent à faire du profit sur le dos des citoyens qui payent et sont corvéable à merci, cette course au profit a poussé les industrielles et les système social à individualiser le travail : on ne tient pas compte du collectif l'individu est une variable d'ajustement, on pousse les individus à se concurrencer les uns les autres au lieu de les pousser à coopérer et être solidaire entre eux,(c'est l'uberisation) résultat : il y a moins de solidarité chacun est poussé à l'individualisme, chacun peut remplacer un autre, paradoxalement on ne tient pas compte du bien-être de l'individu puisqu'il est remplaçable et jetable à volonté, on l'exploite, on l'épuise et on le jette comme on le fait avec les objets les marchandises et comme fait le système de production économique. Résultat: des arrêts de travail et des maladies qui coutent chère à la société. La solution: arrêter les subventions économiques à ce type d'industrialisation. Ce serait ça la justice, mais comme cela rapporte de l'argent à quelques-uns

et comme l'argent fait les politiques (moyens médiatiques et judiciaires) et que la population est influençable et croit aux belles paroles et belles promesses, le système perdure.

Problème de la vue à court terme:

-La société actuelle se caractérise par ses vues à court terme, le MUIF doit voir à long terme, par exemple dans l'éducation faire des économie à court terme sur 3-4 ans mais après il y a un déficit d'éducation à long terme, c'est une catastrophe sociale qui s'annonce, il en est de même pour la gestion de l'énergie en particulier la construction et le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des déchets c'est aussi une catastrophe qui s'annonce, dans l'industrie cette vue à court terme engendre l'obsolescence programmée. Il faudrait que ces industries prévoient le recyclage et la longue vie de leurs produits dès la conception, mais là encore les lobbys et les lois de l'argent sont là, on doit lutter contre eux et préparer l'industrie de demain sobre et propre. La rentabilité recherchée à tout prix ne convient pas à certains services: la santé et les hôpitaux, l'éducation, la recherche, la construction et les services (courier électricité), les services sociaux, l'on ne peut pas confier ses services à des privée dont le but est de faire du chiffre, il faut que l'état reprenne la main, par exemple il c'est avéré que le placement des enfants maltraités a été confié à un organisme privé, résultats : le nombres d'enfants supposés maltraités enlevés à leurs parents à gonfler et une grande partie n'était même pas maltraité, l'organisme privée pour faire du chiffre c'est organisé pour enlever des enfants non maltraités à leurs parents d'une manière totalement légale. De même pour les personnes seules et dépendantes l'abus peut-être fait par des associations privées peu scrupuleuses.

Problème de la cupidité des actionnaires :

-les actionnaires des entreprises recherchent des profils immédiats et à court terme mais cela est au détriment du reste de la population et des travailleurs et surtout de la planète (ils ne tiennent pas compte de la destruction et des limites de celle-ci) et le fait qu'un petit nombre possède tout, fausse la libre concurrence.

Problème du chômage :

-Le problème du surnuméraire est le propre de notre société moderne, cause à la surproductivité des gens se trouvent sans emplois, mais d'un autre côté certains emplois en coupure (besoin uniquement le matin et le soir) comme dans la restauration, ne trouve pas preneur, parce qu'ils sont trop exigeants trop durs, ou parce les formations à ces métiers sont devenues très rare (plâtrier). Pourquoi alors ne pas partager ces emplois ? (Un pour le matin un, pour le soir et que cela tourne), le MUIF est pour une nouvelle organisation du travail, pour un partage entre tous, il suffirait de l'organiser, ainsi le chômage serait moindre. (Voir aussi l'armée économique dans le livre « pour un nouveau parti citoyen »)

-donner de l'argent aux chômeurs pour qu'ils résolvent la crise eux même en cherchant du travail ou en s'occupant n'est pas une bonne idée, ni une bonne solution, c'est une facilité que l'état paye chère, la bonne solution c'est que le Reich donne une partie de cette argent soit à des structures d'état (maires et chefs de l'armée économique) soit aux chefs d'entreprises pour qu'ils donnent et trouvent du travail aux chômeurs, une petite parti sera néanmoins reversé aux chômeurs directement pour qu'ils aient de quoi survivre (RMS :Revenu Minimum de Survie)

Problème de la justice (de tout temps) :

-la justice est faite pour est par les riches et ceux qui ont le pouvoir, d'où ça complexité et l'intelligence qu'il faut avoir pour la comprendre, certes dans un monde et une société complexe comme les nôtres une certaine complexité est nécessaire, mais malheureusement avec la justice vaut mieux être riche et être avec le pouvoir que pauvre et sans le pouvoir.

Solution : du chômage et de la justice :

-trouver une manière de rétribuer correctement le travail par rapport à l'inactivité ou à la concurrence déloyale, pour la justice, la stabilité et la pérennité sociales.

Le problème de l'agressivité :

-Le temps des guerres doit se terminer, un temps pacifique doit se mettre en place, l'agressivité doit être canalisée et son énergie transformée dans des choses utiles ou positives (émulation sportive, travail sur soi, méditation de pleine conscience, jeux guerriers organisés sans animosité (Paint-ball), arts martiaux ou intégrer un groupe d'autodéfense canalisant la violence dans des actions utiles pour la communauté, l'empathie doit être mise à l'honneur. La part féminine de l'homme doit être gratifiée, la femme est l'avenir de l'homme (la sensibilité, la connexion à ses émotions, la compassion, l'amour) doivent être remises à l'honneur. Le problème vient que chaque pays veut imposer ses vues et exploiter les autres pays d'où violence et destruction, la solution : création d'un gouvernement international respectant les spécificités de chaque pays dont l'ONU est l'embryon.

Le problème des religions :

-les religions et les croyances de toutes sortes sont source de conflits et surtout elles ont toujours entretenu la peur, qui chacun le sais est mauvaise conseillère, elles sont implicitement intolérantes lorsqu'elles sont appliquées au pied de la lettre, bien qu'elles aient parfois de bons principes, elles ont été progressivement manipulées afin que ceux qui les dirigent aient un pouvoir sur leurs ouailles. Le muif prône donc une religion que chacun doit se faire, tolérante et respectueuse, où les principes et dogmes rigides et idiots reposant sur la crainte des ouailles afin

de les asservir doivent être proscrits. Seule la foi collective en le Nouveau N-S doit prévaloir et être manifestée collectivement.

Problème de la démocratie :

-les dirigeants sont soumis aux votes des électeurs, de ce fait ils ont tendance à les brosser dans le sens du poil , ils veulent contenter le plus de votants possible afin de gagner les élections, mais parfois les électeurs sont soumis à de basses passions et sont irresponsables : ils veulent toucher le plus d'argent possible en travaillant le moins possible, alors les politiques sont coincés ne peuvent pas résoudre les problèmes , font des promesses impossible à réaliser, en étant trop consensuels les dirigeants font végéter le système et ne prennent aucune bonne décision et résolution. Il faudrait un système démocratique plus participatif et où le citoyen donne son avis et où son avis est pris en compte. Il faut promouvoir comme partout d'ailleurs, le travail en équipe et écouter les citoyens et leurs solutions.

Problème du social :

- le MUIF comme son nom l'indique se veut social et réunificateur, cela signifie :
- Du travail pour tous selon ses capacités, et rémunéré équitablement.
- Société pacifiée et justice pour tous.
- Lutte contre la pauvreté et la violence (source des souffrances, des inégalités et de production de cas sociaux (sérieux killer)), pour en final éradication totale de celles-ci.
- Education, services de santé et services publics en générale accessible à tous et pour tous.

Problème de l'internationalisme :

-l'internationalisation pose problème : elle favorise l'exploitation des individus dans des structures inhumaines, à grandes échelles et hyper spécialisées qui entraîne la dépendance et peu de résilience des systèmes (voir collapsologie). D'autre part cette internationalisme provoque des mouvements de population (immigration) qui poseront problème à l'état, le mélange des cultures provoque des difficultés d'identité des personnes, les individus perdent leurs repères, charité bien ordonnée commence par soi-même, les immigrés soit s'intégreront soit seront exclus en aucun cas ils ne doivent profiter des aides de l'état : « charité bien ordonnée commence par soi-même ». l'internationalisme avec tous ses traités (tafta, avec le Canada etc...) qui ne sont faits que pour favoriser les grosses multinationales tuer les petites structures et pour que les individus et les nations soient plus dépendants, mais que ce passera t'il lorsque le système craquera?

Problème du nucléaire, de la pollution et du réchauffement climatique :

-Mise en place de tours de récupération du carbone du CO₂, et élaboration de carburants à partir de ce carbone. Arrêt de la consommation de pétrole, développement de solutions de remplacements, entre autres pour le plastique et les carburants (engin à hydrogène), inciter les entreprises privées comme publics à la recherche-développement et à proposer dès leur conception, des produits soit recyclables, soit réutilisables. Causes aux déchets radioactifs, aux accidents possibles (Tchernobyl) et au besoin d'eau pour refroidir les réacteurs les centrales nucléaires sont dangereuses, pour le MUIF il faut sortir rapidement du nucléaire à fission. Enfin il y a le danger de la bombe atomique qui utilisée pourrait tout détruire.

-le nucléaire et toutes les pollutions dérivent de la technologie, et si le problème était justement là ? Lorsque l'on interroge les gens dans la rue ceux-ci ont souvent une confiance et une foi démesurée et aveugle en la technologie, « ils se disent la technologie résoudra le problème », mais malheureusement c'est en partie une fausse solution, la solution est avant tout dans l'homme et dans ce qu'il fait et fera de la technologie, il faut se poser les bonnes questions, pour le nucléaire : que fera-t-on des déchets? Et si la sécurité est prise en défaut? (Tchernobyl), Ne faisons pas trop confiance en la technologie mais faisons plus confiance en l'homme car la technologie selon l'usage qu'on en fera peut-être bonne ou mauvaise. (Par exemple elle peut nous couper des autres (téléphone portable) comme nous en rapprocher.

Le Problème du recyclage, des pesticides et de l'économie verte :

Il faut trouver des moyens incitatifs pour que les entreprises se préparent dès la conception au recyclage de leurs produits, ainsi qu'à la non pollution de ceux-ci par des substances comme les pesticides. il faut aussi inciter les banques à investir dans l'économie verte (maison bioclimatique, circuits courts, permaculture, électroculture, énergie), lancer les voitures, camions, et avions à hydrogène et toute l'infrastructure qui va avec, ainsi que les bateau fonctionnant avec la magnétohydrodynamique.

Du recyclage (solution) :

-faire que les industriels prévoient et créent le recyclage ou la récupération de leurs objets de A à Z, mettre en place si nécessaire un système de collecte et récupération ou l'on pourra et devra renvoyer les objets qu'ils vendent pour soit les réparer, soit les recycler.

Pour sauver la planète (Solution) :

-il faut un choc d'investissement dans le bon sens. Pour cela :
-détaxer les entreprises qui investissent et font des efforts pour sauver la planète (produits, services, technologies, développement et recherche).

-que tous les pays s'entendent pour sur taxer en générale les grosses multinationales qui ne respectent pas l'environnement ou qui n'investissent que pour faire du profit (en particulier celles qui investissent encore dans les énergies fossiles (exemple : black rock)).

Problème pour Accueillir les réfugiés climatiques :

- Préparer les structures et infrastructures matérielles administratives et humaines (surtout éducatives) pour accueillir les réfugiés climatiques, car il risque d'y avoir de plus en plus d'immigrants fuyant leur pays pour des raisons climatiques, pour que la population autochtone puisse accepter cette arrivée il faudra :
- que la communauté du MUIF et les gens la composant soit déjà heureux et bien chez eux.
- que l'arrivée soit progressive et organisée.
- que les personnes immigrantes s'adaptent aux communautés autochtones (langue et culture).
- que la population immigrée apporte de la valeur ajoutée par le travail.
- que la population immigrée n'ait pas d'avantages par rapport aux communautés du muif.

Contrôle démographique et responsabilisation des individus (solutions) :

- la surpopulation est un danger tant que notre modèle économique consiste à exploiter de manière destructive l'environnement, on peut en parti la réguler par deux moyens : par un système d'éducation par l'état, non par les parents comme sous le troisième Reich ou à d'autres époques, à partir de 10-14 ans, et par la responsabilisation des parents par suppressions des allocations familiales.

Solution : principe d'organisation de l'état :

-il faut développer un système équilibré avec une structure centralisée et une structure décentralisée, les maires représenteront la structure décentralisée, du pouvoir leur sera donné. La structure centralisée sera composée des ministres.

-les ministres (auront tout pouvoir et seront en lien les uns avec les autres), ils devront éviter le mille-feuille administratif et l'inflation des lois :

-de la jeunesse, devra s'occuper de la jeunesse y compris de l'éducation, orientation et insertion dans le monde du travail.

-de la sécurité de la justice et de l'ordre public, avec l'aide des préfets devront faire respecter et maintenir l'ordre public et faire justice également.

-de la santé et des hôpitaux.

- des transports, devra s'occuper du maintien de toutes les infrastructures (de l'information, matière et énergie).

-de la protection, cohésion sociale et des armées, devra s'occuper de maintenir la cohésion sociale et de la protection du pays. (Rétablissement du service militaire ou civique durant un an minimum).

-du développement et de la recherche, en lien avec les autres ministères devra soutenir la recherche et développement, (surtout du durable).

-des entreprises et services publics, son rôle sera la gestion de celles-ci.

-des finances, son rôle : récupérer l'impôt et le distribuer équitablement avec tous les citoyens de l'état.

-du logement, devra aider les maires à s'occuper de loger et bien répartir sur tout le territoire les logements, (répertorier les entreprises du bâtiment les plus durables (architectes de maisons passives, installateurs de panneau photovoltaïques etc...)).

-de l'armée économique, (structure de l'état employant les gens momentanément sans emplois).

-les maires, auront un rôle important, il leur sera donné un petit livret des actions à entreprendre et des structures à développer (zone zéro chômeurs, fab-lab, promotion des AMAP, etc...) de l'organisation de l'état, des adresses des ministres afin de demander de l'aide dans leur travail. Les maires devront aider et renseigner les citoyens sur les structures pouvant les orienter dans leurs démarches ou être la structure même qui les aidera. Les maires devront développer les entreprises locales. La moitié des impôts devra leur être reversé, afin qu'ils soient indépendants et puissent faire face aux grandes entreprises destructives. Pourra être associé à l'organisation de la mairie un organisateur de l'armée économique. (Voir « pour un

nouveau parti citoyen »). Le superviseur des maires pourra être **Damien CAREME** qui a été maire exemplaire de grande –sainte, son rôle sera d’orienter et de conseiller avec une équipe qu’il montera toutes les mairies de France de la même manière qu’il a géré la Sienna.

Quelques règles sur les organisations:

- trop de chefs par rapport aux exécutants tue le chef, trop d’administratif tue l’administratif, tout ceci est d’autant plus vrai dans les grosses structures. (état par exemple).

En final, pour ceux qui liront ce livre, militants ou non militants : ce que les politiques et les financiers ne vous diront jamais

Ce que l'on ne vous dira jamais

- L'égoïsme, l'orgueil et les rapports de force des hommes sont à l'origine de tous les malheurs et souffrances.
- À vouloir trop protéger, on tue les initiatives et on décourage le travail ; à l'école on déresponsabilise et on crée de futurs délinquant set chômeurs qui ne chercheront qu'à se plaindre.
- L'homme a tendance à vouloir toujours plus, sans se rendre compte que c'est au détriment des autres, de l'environnement de la planète : il faudra donc un jour en payer le prix.
- Il y a des cons partout, même en politique, mais comme c'est l'élite et il y a des privilèges à en être, c'est là que la concentration de cons est la plus élevée ; supprimer quelques privilèges et tout se remettra en route naturellement, c'est un équilibre naturel des systèmes qui fait des cycles et c'est d'ailleurs ce qui va arriver, un système évolue toujours.

Quelques exemples

- Pourquoi les banques continuent-elles à prêter à des taux d'intérêts élevés alors que l'argent qu'elles prêtent n'existe pas, contribuant ainsi à augmenter la bulle financière ? Soit les économistes sont cons, soit ils ne le sont pas et il y a des luttes d'intérêts égoïstes privés et injustes, paralyse ainsi la solution et la prise de décision. Pourquoi ? Parce qu'il y en a toujours qui diront qu'ils veulent encore plus d'argent.
- Pourquoi doit-on payer ? Est-on taxé pour utiliser le travail ou la propriété des autres ? Parce que la plupart des personnes sont égoïstes et seraient les premières à utiliser le travail gratuit des autres afin par la suite d'utiliser et d'exploiter abusivement et négativement dans un but égoïste individuel le travail des autres et favoriser leur propre épanouissement au détriment de celui des autres. Des règles sont donc nécessaires. Mais cette régulation entrave l'efficacité du travail et de l'économie.
- Histoire authentique : Une personne travaillant dans un grand magasin (dont on ne citera pas le nom) dans tel endroit (X) et habitant (Y), connaît une personne qui travaille dans la même chaîne mais à l'endroit (Y) mais elle, habitant à l'endroit (X), autrement dit, ces deux personnes font chacune le trajet de 80 km chaque jour alors qu'elles pourraient travailler chacune dans le magasin de la ville de leur domicile respectif. Elles ont sollicité un entretien auprès du responsable de la chaîne, mais il a refusé. Pourquoi ? Le management actuel considère les hommes comme des machines de production. Comprenez bien que si ces personnes connaissent plus les gens puisqu'elles habitent la ville où elles travaillent elles

risquent de les conseiller sur les produits, ou de perdre du temps en discutant et donc surtout de l'argent pour l'intérêt du grand patronat qui lui se permet de discuter tranquille dans son bureau des cours de la bourse et du profit qu'il en tirera sur le dos des travailleurs, ou de jouer au golf dans son bureau aménagé en conséquence. Malheureusement trop de rendement et de productivité dirigés par des intérêts trop égoïstes finissent par tuer l'efficacité de la société elle-même. Inefficacité structurelle : il faut payer le carburant, le transport pour chaque personne qui fait le trajet chaque jour de (X) à (Y), burn-out et autres désagréments faisant baisser l'efficacité : les personnes doivent se lever une heure plus tôt, elles sont plus fatiguées donc moins efficaces, de plus mauvaise humeur, etc...

C'est un exemple parmi d'autres.

- Pourquoi Hitler, le Christ ou Coluche ont eu tant de succès ? Parce qu'ils ont supprimé en partie ce rapport de force implicite, chacun à sa manière, et cela leur a attiré de graves ennuis.

Pourquoi les hommes qui ont le pouvoir (d'argent ou de politique) ne vous le diront jamais ? Parce que ça les arrange ; ils profitent de leur pouvoir, ils mangent à leur faim, ont des avantages personnels. Les hauts politiques croient être utiles alors que la plupart d'entre eux brassent du vent, soit ils en ont conscience alors ils nous prennent pour des imbéciles, soit ils ne s'en rendent même pas compte eux-mêmes alors ce sont aussi des imbéciles. Quant au pouvoir financier, il continue égoïstement à manipuler les politiques afin de taxer la masse des citoyens obéissants en leur disant qu'il faut être gentil et bien travailler parce que c'est la crise. Mais la crise, si notre organisation arrive à influencer la politique, ce ne sont pas les citoyens qui la paieront ce sont les intérêts des grands financiers et des politiques en place. Qu'ils payent leurs erreurs « Faites ce que nous vous disons, pas ce que nous faisons et ce que nous pensons ». Ce n'est pas étonnant que les gens ne comprennent pas et deviennent agressifs. Les politiques travaillent sans résultat et sont bien payés, d'autres travaillent dur avec des résultats et sont sous-payés.

IL VA FALLOIR ECLAIRCIR LES RÈGLES DU JEU DEMOCRATIQUE.

Quelques résumés

Doc R1

En résumé, le projet social, politique, économique, associatif, communautaire est donc :

- Diminuer les rapports de force et la tension entre les français et les entreprises ayant signé la charte « d'honnêteté ».
- Au niveau économique, prendre des mesures efficaces et utiles (poussant à l'émulation non la compétition, le respect de l'environnement par une consommation moins « exagérée » ...c'est simple, mais qui le fera si un parti avec nos idées n'a pas le pouvoir pour faire taire les intérêts privés de ces messieurs les responsables politiques. Je fais appel aux citoyens et aux maires pour diriger, organiser et se joindre à notre mouvement.
- Il ne s'agit pas de gagner des voix avec de fausses promesses, mais, selon le pouvoir qu'auront donné les français à notre mouvement, d'agir en fonction du programme que nous leur aurons proposé ; ils seront d'accord ou pas, nous ne chercherons pas à les convaincre par des flatteries, c'est à eux de choisir, de s'engager avec nous par leur vote et leur engagement.
- Avant d'avoir « les pouvoirs » et de réaliser le projet que l'on propose aux français il faut que « projet virtuel » ce que l'on veut soit clairement défini, aille dans un même sens cohérent et équilibré. Certains m'ont dit qu'ils ne croyaient pas à mon projet car comportant certains paradoxes et contradictions, mais la contradiction et le paradoxe sont le propre de la vie et de la pensée, il faut donc les utiliser pour un meilleur système non les rejeter.
- J'ai essayé, dans ce livre, de définir ce projet et de donner quelques mesures qu'il faudrait prendre, mais ceci ne suffira pas à changer les structures profondes d'organisation si l'on n'est pas rejoint par une partie des compétences honnêtes du pays, et mon livre risque d'être perçu comme une certaine violence, un danger à l'encontre de nos opposants et des structures de pensées établies. On est bien gentils mais il faudra quand même se défendre.
- C'est aussi à vous citoyens de changer et de vous investir dans le parti, l'association ou la communauté. Ceux qui montrent l'exemple, sont honnêtes et heureux intérieurement (ce qui va généralement ensemble) sont ceux qui méritent d'arriver au pouvoir, notre mouvement les recherche donc.
- Nous recherchons donc des experts honnêtes pour prendre les bonnes mesures et réorganiser les structures et un représentant président capable de représenter notre mouvement.

Camarades, citoyens français, à vous de défendre notre projet.

Le document qui va suivre est le document essentiel, celui que vous pouvez photocopier et faire circuler quand vous voudrez, où vous voudrez, que vous retrouverez sur internet sur le site et que les militants pourront mettre où ils veulent.

Doc R2

Document résumé du livre « Pour un nouveau parti citoyen »

Les raisons de la crise morale et économique

1) La recherche du profit privé en travaillant le moins possible et donc le favoritisme implicite des pouvoirs financiers et politiques :

- Les mesures politiques et économiques prises vont totalement dans ce sens : il est clair que tout est fait pour décourager le travail qui ne rapporte pas assez d'argent ou de profit personnel aux personnes du système. Un exemple : les gens qui travaillent et gagent leur vie normalement sont surtaxés par rapport aux autres, c'est une manière de leur dire qu'il faudrait faire plus de profit afin de payer moins d'impôts. On ne travaille que pour l'argent, en conséquence, cela mène à la malhonnêteté. À celui qui veut travailler sans profit, même dans le cadre associatif, on commence à lui dire que ce n'est pas possible, qu'il faut faire du profit, afin que le système et ceux qui ne font rien dans les bureaux et qui en deviennent malade puissent continuer à broyer du noir sur la solution à trouver à la crise.

- Le problème c'est qu'à l'excès ses mesures produisent l'effet inverse de celui escompté : les gens préfèrent ne plus travailler du tout au lieu de travailler plus pour gagner presque autant et de se rendre malade ; ils se rendent compte qu'on leur prend leur travail, leur énergie, que le système inhumain géré par les politiques et les financiers les exploite de manière injuste. Le problème c'est que ce but inavoué et implicite et l'ensemble des mesures et comportements que cela engendre chez les politiques et les financiers a d'autres conséquences sur les entreprises et leurs dirigeants : baisse de la qualité des produits, exploitation de l'ignorance des gens, malhonnêteté. Le pire c'est que ceci touche également à la santé : « il faut faire comme les plus puissants » n'écoutez pas les chercheurs et les bons conseils, ça ne nous rapportera pas assez d'argent (alors on laisse un peu de talc d'aluminium dans les vaccins, on en rajoute dans la levure de bière et on dit qu'elle est bio !). Il faut bien que les responsables de la production et du traitement de minerai d'aluminium vivent aussi au détriment de la santé de la population, c'est bien normal non ? Ou alors la feinte c'est de dire : « Ah mais on n'y peut rien, la loi est ainsi faite, on ne peut pas changer comme ça, c'est au niveau politique qu'il faut s'adresser. ». Et puis on s'adresse au niveau politique et alors là c'est la surprise : « Mais ceci ne dépend pas de nos compétences, on n'y est pour rien... vous êtes malade monsieur ? L'aluminium va provoquer un Alzheimer chez vous dans 5 ans ? Il ne fallait pas voter pour nous alors depuis 30 ans ! c'est de votre faute, pas de la nôtre, nous on n'a aucune responsabilité, on n'est pas responsable (puisque'ils sont juste compétents à faire croire qu'ils sont responsables et compétents), je vous conseille d'aller voir un spécialiste en médecine généraliste... ». Arrêtons-là et déduisons-en la deuxième raison de la crise.

2) L'incapacité des politiques à le comprendre et à prendre des mesures d'abord « effets placebo » efficaces contre cela afin d'induire une inversion de mouvement (en montrant l'exemple par exemple) et ensuite incapacité à prendre des mesures efficaces de modifications structurelles dans le système et à en changer.

Les solutions à la crise

Elles me semblent évidentes si vous avez lu ce livre et si vous avez compris que celui qui ne fait pas de politique on finit par lui prendre son pouvoir et l'exploiter. Ceci est un contrat équitable et raisonnable si vos intérêts et besoins vitaux ne sont pas trop exploités et touchés et que finalement vous êtes heureux même dans un système pourri et injuste. Le problème arrivera lorsqu'un jour le système vous posera un problème personnel sérieux. C'est à ce moment-là que peut-être vous serez prêts à intégrer le mouvement du MUIF et faire le nécessaire pour vous y engager. C'est d'ailleurs peut-être ce qui risque de m'arriver lorsque je serais guéri de ma maladie, c'est pourquoi ce livre doit tomber entre les mains de tous les citoyens français.

Doc R3

Résumé programme du Mouvement d'Union Indépendant Français

- Libérer le travail en récompensant l'effort et en taxant l'argent et la robotisation.
- Refonte du code du travail et simplification du système administratif.
- Baisse des charges uniquement pour les plus petites entreprises ou celles jugées de valeur par l'État, augmentation pour les entreprises robotisées, création d'une taxe sur la robotisation.
- Taxation des bénéfices des gros actionnaires et des multinationales, sauf les entreprises d'État.
- Mise en place d'une taxe sur la robotisation.
- Justice fiscale et sociale et simplification administrative.
- Suppression de toutes les différentes niches fiscales.
- Revenu minimum de survie (RMS) que tous toucheront et suppression de toutes les autres aides.
- Suppression du système de cotisation par répartition, les retraités toucheront le RMS et compléteront leur pension de retraite par leur cotisation privée faite par eux même en fonction de leur épargne.

° **Emploi :**

- En parallèle des deux autres mesures de libéralisation du travail et de la justice fiscale et administrative mise en place d'une « armée économique » qui trouvera du travail aux chômeurs ou les occupera.
- Retraite non obligatoire à 55 puis 50 ans, à partir de cet âge et jusqu'à 60 ans, obligatoire et voire plus s'ils le désirent ; les retraités qui auront choisi d'arrêter de travailler intégreront le service de l'armée économique, ils pourront servir en fonction de leur compétence à former les jeunes et les chômeurs qui voudront intégrer cette structure. Ceux intégrant l'armée économique toucheront un revenu supplémentaire au RMS en fonction de leur effort (3 niveaux minimum), progressivement cette structure pourra se développer au niveau des services (tertiaire) et des productions de biens primaires (agricole) puis secondaires dans l'industrie en coopération avec les entreprises privées ce qui reconstruira un tissu économique. Au début, cette organisation, basée sur le principe du chef et du plus méritant, devra s'organiser autour d'initiatives de tout un chacun ; entre autres, ensemble, différents corps de métiers pourront être mis en place et pourront aider les chômeurs à construire ou rénover par exemple leur maison ou faire des travaux d'intérêts généraux, au départ les gens de l'armée économique pourront se louer à des entreprises privées à des prix modérés (agriculteurs, artisans) tout en se formant.
- . Ressource et gestion de l'État (l'aide de conseiller ayant plus de connaissances et plus expérimenté est la bienvenue car c'est à ce niveau qu'on a besoin de conseils réalistes).
- Mise en place d'un prélèvement à la source.
- La TVA sera adaptée en fonction des entreprises, les produits de l'armée économique et des entreprises réseau ou ayant signé la charte d'honnêteté (voir le livre Pour un nouveau parti citoyen) seront favorisés.
- Simplification afin de faire des économies et optimiser les ressources.
- Écouter les préconisations de la Cour des Comptes.

. Justice-police

Malheureusement on ne peut pas grand-chose contre les magistrats injustes ou véreux et les abus de certaines pratiques notariales. Y a-t-il des solutions ?

- Trouver des magistrats honnêtes membres du parti et de la communauté.
- La justice est administrativement trop lourde et trop laxiste, les peines trop clémentes et les gendarmes sont dégoûtés de faire leur métier en raison de toutes ces procédures ; il faudra y remédier, on attend des propositions citoyennes.

- Analyse : les limites qui font qu'il n'y a pas de travail :

- Course au profit, à la productivité, au gain de temps et d'argent : produire toujours plus et avec le moins de travailleurs. Les actionnaires sont trop privilégiés face au travail et aux investissements, ils préfèrent les bénéfices à court terme. Conséquences : obsolescence programmée, gaspillage, pollution, réchauffement climatique (parce que les entreprises ne souhaitent pas innover dans le renouvelable) et manque de respect pour les travailleurs.
- Mondialisation et exploitation des ressources à outrance alors que le développement durable est source d'emplois (reconstruction, rénovation, nouvelle technologie).
- De plus en plus de gens ne savent plus travailler honnêtement, cause à l'Éducation Nationale qui ne sait plus former ; globalement, il y a une perte du savoir-faire et du savoir être.
- Le besoin de mieux être des individus (le mieux est l'ennemi du bien) qui veulent toujours plus en travaillant toujours moins, la faute à l'environnement (télévision, publicité, les autres -mauvais exemple des magistrats et des hauts politiques et des grands patrons-) et les injustices ressenties dans la société et qui sont parfois véritables.

Doc R4

La communauté du MUIF

Idéalement, la communauté du MUIF sera constituée de gens honnêtes et respectueux de la nature qui sauront être solidaires entre eux et sauront défendre la communauté et ses membres et dont le but sera d'améliorer la vie de tous tout en respectant la nature et la vie.

- La communauté visera à créer un réseau d'indépendants constitués de toutes sortes de compétences, y compris politiques, dont l'objectif sera progressivement de faire contrepoids et devenir indépendant face aux multinationales, grosses firmes et autres gros capitalistes profiteurs, de leur mainmise sur le marché. Pour cela, chacun membre du réseau en sera actionnaire à part égale, il pourra profiter du réseau qui, tout au début, se créera à partir d'Internet, de site d'applications, etc. Puis, peu à peu, pourront se créer des communautés dans des petits villages de campagne ou dans les villes, ces communautés s'organiseront « didacticiellement » selon le principe de la didactocratie (assemblée de citoyens sages qui éduqueront le peuple).

- La communauté devra être la base sur laquelle se reposera le mouvement politique du MUIF ; elle devra se baser sur des formations, une éducation, et une instruction adaptée aux

capacités, besoins et demandes de chacun, sur une philosophie commune consistant à développer la créativité, la récompense de l'effort et la morale afin de transmettre et de développer des valeurs d'honnêteté, de respect et de travail bien fait. La communauté partage des valeurs communes avec des structures déjà existantes, comme les compagnons, les artisans, les commerçants, les agriculteurs et peut-être même avec certaines entreprises et entrepreneurs de taille plus importante. Il reste à les intégrer dans la communauté et le réseau.

- La mise en place : elle est implicite au début et basée sur une entente tacite de quelques personnes qui partagent nos valeurs, reste à rassembler les gens qui les partagent en nous identifiant et nous faisant connaître, explicitement peut-être reposera-t-elle sur quelques insignes et une petite franchise à laquelle tous les gens s'identifient à cette communauté de valeurs pourront cotiser, la communauté pourra s'aider de statuts de l'association prêts à l'emploi (voir le livre Pour un nouveau parti citoyen).

- Par honnêteté, on entend : chacun devra prendre conscience qu'il fait partie d'un tout, qu'il doit faire des efforts pour lutter contre ses mauvais penchants quels qu'ils soient, qu'il devra tendre vers la simplicité et l'humilité. On est aussi pour la légalisation de l'euthanasie, chacun doit pouvoir mourir où il veut et quand il veut.

- Par respect de la vie, on entend : maintien de la diversité des consciences mais aussi prise de conscience que l'homme est un être qui fait partie de l'évolution et qu'il continue d'évoluer, nous souhaitons que celui-ci continue d'évoluer avec la nature et non contre elle (pollution). Nous sommes contre les abus de la médecine qui impose sans tenir compte des différentes consciences individuelles, alors qu'elle devrait uniquement conseiller. Nous ne sommes pas contre le transhumanisme, la GPA, les thérapies géniques et les technologies, etc... mais nous souhaitons tout de même le maintien d'un pool humain naturel encore soumis à une certaine sélection assez naturelle qui pourrait être mise en place ou préservée dans des zones terrestres et susceptibles de rester indépendantes face à la surdose de techniques qui sont susceptibles, mal employées, de provoquer peu à peu une dépendance nocive pour l'espèce. Nous sommes contre une économie qui assujettit ses sujets en les rendant dépendants sans les respecter. Politiquement, nous sommes pour de gros investissements dans les techniques de la nouvelle énergie (voir sur le site) fusion, générateur Enderschot et pour une indépendance vis-à-vis des lobbys financiers et pétroliers qui empêchent le développement de ces énergies.

- Notre philosophie telle celle de Georges Brassens : Ne pas imposer à autrui mais le convaincre de façon non violente.

MUIF Assurance

Le MUIF souhaite également créer une assurance honnête et responsable, pour cela nous avons besoin principalement de juristes, d'avocats et de toutes personnes se sentant utiles pour monter cette assurance honnête et responsable à structure susceptible d'intégrer tout d'abord familles et amis afin de promouvoir une solidarité à échelle humaine. En parallèle, lorsque notre indépendance sera assurée, pourquoi pas faire banque solidaire ?

Voici quelques règles que cette assurance devra avoir intégrées dans ses statuts et pour ses assurés :

- Faire un petit topo sur les règles la responsabilité et le but de cet assurance, par exemple : l'assurance du MUIF consiste à assurer des gens responsables et honnêtes pour un coup minimum, son but n'est pas d'accumuler l'argent mais de le faire fructifier afin d'assurer au mieux tous les membres de la communauté du MUIF, d'ailleurs, chaque assuré aura sa part d'actionnariat dans cette assurance en fonction du nombre d'années assuré.
 - D'abord avoir signé la charte d'honnêteté du MUIF.
 - Cotisation ne dépassant pas 100 euros par mois pour l'assurance voiture. (On commencera par l'assurance voiture afin de constituer un capital et de se permettre ensuite de faire une cotisation pour l'habitation puis en tout dernier la santé). La cotisation voiture sera la même pour tous.
- Ensuite pour l'habitation, des études seront faites mais on n'y est pas encore.
- Au début, les conditions doivent être claires : seuls ceux n'ayant pas déclaré d'accidents avec un tiers depuis 10 ans peuvent cotiser à cette assurance, ceci nous évitera de faire faillite et d'avoir trop de dégâts à rembourser. Une assurance pourra être souscrite en cas d'accident corporel à un tiers, qui coûte très cher. Une fois un capital suffisant amassé on pourra s'en passer et devenir totalement indépendant.
 - Si vous êtes victime d'un accident tout seul ou si un petit dégât quelconque est causé à votre voiture, vous êtes responsable, par conséquent on ne rembourse qu'à la hauteur des frais que vous avez déjà engagés dans l'assurance, c'est-à-dire que l'on vous reversera partie ou tous les montants des cotisations que vous avez payées à l'assurance durant les années pendant lesquelles vous avez cotisé. Selon votre choix, vous pourrez également demander à d'autres personnes cotisant chez nous (membre de confiance ou de votre famille) de verser pour vous si elles le désirent.
 - Si vous êtes victime d'un accident avec un tiers et que vous êtes en tort : tout ou partie de vos cotisations que vous aurez versées seront utilisées afin de payer l'assurance du tiers.

Que se passera-t-il si le MUIF arrive à faire pression sur les politiques grâce au vote des citoyens ?

Le MUIF montera un gouvernement parallèle composé de conseillers du monde citoyen, des maires, des chercheurs, des chefs d'entreprises, des ouvriers, des professions libérales et intermédiaires, etc... et écoutera le bon sens citoyen. Ensuite, le MUIF désignera des politiques nationaux et fera pression sur eux afin que la voix des citoyens soit entendue. Le MUIF compte donc surtout sur les abstentionnistes qui ne croient plus en la politique pour donner un pouvoir de pression à notre mouvement. Citoyens, il suffit de mettre, sans demander l'autorisation au système démocratique corrompu, un petit papier sur lequel vous écrirez MUIF et plus vous serez nombreux plus votre voix sera entendue, la seule chose que le MUIF promet c'est de faire pression sur les politiques pour qu'ils appliquent leurs programmes. La première chose que le MUIF demandera aux politiques désignés sera de réfléchir à une justice plus juste. En début de ce livre, j'ai parlé d'une privatisation de la justice, en fait par privatisation j'entends que les juges doivent être soumis au résultat de leur jugement. Les juges devront être des sages non des corrompus ou des « suramplificateurs", les victimes doivent avoir plus de droits que les coupables, telle est l'idée que je me fais de la justice. Pourquoi tant de victimes sont mécontentes de la justice ? Voilà ce que je veux dire par là, les juges doivent avoir à rendre compte de leur jugement devant les victimes, voilà ce que j'entends par privatisation de la justice : des résultats pour les victimes, des résultats afin que les policiers et gendarmes qui arrêtent les malfrats ne soient pas dégoûtés de travailler. Quant à la liberté de clonage humain, pourquoi pas ? Je sais que ce point peut mener certains à avoir peur du monde meilleur que veut le MUIF mais il ne faut pas avoir peur, si une mère célibataire veut éduquer un clone d'Einstein, libre à elle, simplement l'État n'a pas à se mêler de morale archaïque, il doit simplement assurer la liberté et le bien-être à ses citoyens.

Pour 2017 ou plus tard

À qui le MUIF pourra proposer des postes dans son gouvernement s'ils acceptent ?

Déjà à ceux qui organisent des mouvements citoyens et que j'estime compétents et qui pourraient s'entendre pour gouverner :

- Corinne Le Page (Ministre de l'écologie)
- Nicolas Hulot (Chef de l'écologie)
- José Bové (Ministre de l'agriculture)
- Jean Lassale (Président ? ou de l'organisation de la ruralité)
- Hervé Mariton (Chargé de l'organisation de la ruralité ou des finances ou de l'insertion des immigrés ou la simplification administrative)
- Pierre Larouturou (Chargé de la question sociale et de l'emploi)
- Axel Khan (Chargé de la recherche et des universités)
- Jean Pierre Petit (Chef des chercheurs), François de Closets (Superviseur général)
- François Bayrou (Ministre de l'éducation)
- Alexandre Jardin (Ministre des associations productives)
- Général Pierre Devilliers (Conseiller pour la formation des chefs et cadres du parti).

D'autres peuvent potentiellement être contactés mais ils ont déjà beaucoup de travail :

- Valérie Pécresse
- Certains autres noms sont tenus secrets pour le moment (ministre de l'économie et de la justice) ; il y a aussi des initiatives citoyennes (<https://laprimaire.org/>) où vous pouvez voter pour ma candidature ; le gouvernement citoyen pourra s'inspirer de certaines idées sur le système présent dans la proposition de certains candidats ; Dominique Esclar (Création d'une maison de l'entrepreneur), Vincent Arnoul (Système avec initiatives populaires), Jean Luc Martin avec ses trois maisons, Romain Nicolas, etc...

**Voilà ce que vous avez pu
voir sur mon tableau
Trello de la primaire.
Org 2017**

PRESENTATION

Qui suis-je et pourquoi je suis là ?

J'ai vu de la lumière et je suis entré, l'ambiance est bon enfant et on peut faire connaître ses propositions et peut-être trouver des personnes dignes de représenter et d'organiser le MUIF. Je suis une personne handicapée de 38 ans, du fait de perception différente de la normale et de difficultés mentales, les psychiatres ont établi le diagnostic de schizophrénie, je m'intéresse aux sciences, aux énergies libres et au paranormal.

C'est pourquoi je ne suis pas très crédible mais qui sait peut-être quelqu'un se proposera pour être leader du MUIF. Je suis ici avant tout pour faire connaître mes idées avant tout afin d'organiser l'armée économique et trouver un digne représentant de mon programme.

J'ai écrit des livres sur ma vie et ma perception du monde que vous pouvez retrouver sur mon site <http://reseaumuif.chez.com>, en particulier le livre politique " Pour un nouveau parti citoyen" qui contient mon programme et que vous pouvez aussi acheter en livre papier sur <http://www.lulu.com>

J'utilise peu Facebook et les réseaux sociaux et cherche quelqu'un pour faire connaître le MUIF sur ceux-ci .

Le MUIF qu'est-ce que c'est, quel est son programme ?

Le MUIF signifie Mouvement d'Union Indépendant Français, au début j'avais mis « i » comme imbécile afin de rassembler tous ceux qui se font avoir par les belles promesses politiques, mais ce n'est pas bon pour mon électorat.

Vous retrouverez le programme plus en détails sur mon livre "Pour un nouveau parti citoyen" consultable gratuitement sur mon site.

ÉCONOMIE ET TRAVAIL

Économie et justice économique : constatation et solution

° Constatation 1 :

- Les grosses structures sont plus favorisées que les petites.
- Les gros détruisent les petites.

Ce qui supprime de nombreux emplois, il faudrait rentrer dans une économie de coopération non de concurrence déloyale.

° Constatation 2 :

- Le travail et l'effort ne sont pas suffisamment récompensés, cela n'encourage pas l'entrepreneuriat, l'honnêteté, la qualité et le travail.

Pourquoi ?

- Concurrence déloyale des machines, le travailleur ne peut pas lutter.
- Taxe sur le travail trop important (et pas assez sur l'argent).
- Mauvaise répartition des richesses, les gros ne veulent pas partager leur profit dans le travail mais uniquement dans l'argent (les actionnaires) ou n'investissent pas suffisamment et accumulent l'argent sans l'employer pour faire monter les actions et boursicoter, en résumé l'argent est plus rémunéré que le travail.

SOLUTIONS

- Simplification administrative et du code du travail, une seule taxe : la TVA avec un pourcentage adaptable selon le type d'entreprises (robotisées ou non), les plus taxées seront les entreprises tertiaires (banques, assurances) les plus grosses et les multinationales et les plus robotisées.
- Taxe sur les échanges boursiers (taxe tobyne).
- Taxer plus les gros que les petits ou au moins de même montant (en effet, l'État taxe moins les grosses structures car il pense qu'elles créent des emplois).

Chômage, retraite, indemnisation et mise en place de l'armée économique

- Mise en place progressive d'une armée économique en partenariat avec des associations agréées (comme les zèbres d'Alexandre Jardin), des entreprises et chaque commune.
- Libéralisation du travail (voir partie économie).
- Revenu minimum de survie de 300 à 400 euros que tous toucheront selon la bonne forme économique du pays, ceux intégrant l'armée économique toucheront 240 à 500 euros supplémentaires en fonction du temps de présence et travaillé (entre 10 et 15 euros de l'heure) (24h pour les moins courageux et présents 32h ou 36h voire plus pour les autres ou les cadres -plus de détails sur la mise en œuvre dans ce livre "Pour un nouveau parti citoyen »-).
- Retraites : suppression du régime par répartition, chacun cotisera pour lui-même dans une caisse nationale et prendra sa retraite quand il veut.
- Suppression des allocations chômage : les gens iront dans l'armée économique durant leur période de chômage. La recherche d'emploi selon la qualification se fera là, Pôle Emploi sera intégré dans l'armée économique, un site internet répertoriera tous les sites privés ou publics susceptibles d'aider à la recherche d'emploi ; après 50 ans les personnes du privé pourront rentrer dans l'armée économique afin, par exemple, de former et d'encadrer ceux l'ayant intégrée.

Indépendance

La banque de France redeviendra indépendante et pourra créer sa propre monnaie et l'investir dans l'économie verte et le recyclage.

JUSTICE SOCIALE, ÉDUCATION ET RECHERCHE

Éducation

- Retour des cours de morale à l'école.
- C'est au cœur des premières années de maternelle et de primaire que doit être mis le paquet, c'est là que le retard se prend.
- Ne plus dévaloriser les métiers techniques et manuels, la meilleure façon est de redonner de la valeur au travail en le récompensant (voir économie).
- Laisser la liberté du choix du type d'enseignements aux parents et aux professeurs (type de notation, type d'éducation Schteiner, Montesouri, etc...).
- Donner plus de subventions aux établissements obtenant le plus de résultats (évalués selon le bien-être des élèves et évaluation de leurs capacités et savoir-faire).

Vous avez dit injustice ?

- Limitation de la paye des politiques et des administrateurs (ils cotiseront mais n'ont pas à avoir en plus une retraite dorée ; les retraites mirobolantes dépassant un certain seuil seront taxées lorsque leurs bénéficiaires auront dépassé 70 ans.
- Limite des retraites-chapeau des grandes entreprises.

Autres recettes et recherche :

- Taxation du carburant et des lobbys pétroliers et banquiers si ces derniers n'investissent pas dans le renouvelable.
- Programme ambitieux de recherche dans les énergies libres et la fusion nucléaire.
- Incitation à la construction de maisons autonomes et économes en énergie, voire productrices d'énergie.
- Toutes les multiples aides seront supprimées, il ne restera que le revenu minimum de survie (300 à 400 euros), ça simplifiera beaucoup de choses.
- responsabiliser le industriels en les forçant à reprendre les objets usagers qu'ils fabriquent et ainsi à les réutiliser ou les recycler.

Peines et châtements

Il semble que la justice soit injuste, nombre de victimes ne sont pas dédommagées, les délinquants sont relâchés et se vantent de leurs méfaits, les peines ne sont pas appliquées, il faut établir quelques règles simples. Si tu n'as pas remboursé tes dégâts tu dors en prison, que

ce soit pour les gros ou les petits, les prisonniers qui souhaiteront se repentir pourront travailler en prison ou à l'extérieur dans l'armée économique selon leur dangerosité. La justice sera une aide aux victimes ; création de prisons plus humaines avec suivi psychologique et psychiatrique.

Quelques idées partagées avec d'autres candidats de la primaire.org

Il y a de bonnes propositions parmi tous les candidats de la primaire.org, je retiens, entre autres, celle de Jean Luc MARTIN, avec pour le social la création des 3 maisons pour les plus fragiles (dignité, confiance, responsabilité), qui pourrait être intégré dans une partie de l'armée économique ; il y a aussi Pierre GUIRAUD (pierrot le zygo) avec qui je partage l'idée sur l'immigration. Il y a aussi Kévin CARRIERE qui permettrait la mise en place du revenu de survie minimum, ou Romain NICOLAS, et enfin il y a Ariane VITALIS très en pointe sur l'éducation, mais je n'ai pas consulté toutes les propositions des candidats, ce sont les cinq candidats pour qui j'ai voté et je vous conseille de consulter leurs propositions voire de voter en leur faveur même si vous ne votez pas pour moi.

Développer les énergies libres

Les énergies libres (effet Dumas, effet Casimir, générateur Hendershot, moteur Heiss, etc.) ça marche mais personne ne souhaite les développer parce que cela contredit la théorie actuelle de conservation de l'énergie. Et si on ne comprenait que 10% de l'univers ? Pourquoi s'en passer puisque ça marche ? Cela remet en cause les lobbies énergétiques voilà pourquoi ils ne sont pas financés et développés, et pourtant c'est l'avenir. Egalement les moteurs consommant peu de carburants (1l aux 100) qui existent depuis 1970, les lobbys pétroliers bloquent leur commercialisation.

Livres à lire

Idriss Aberkhane, *Libérez votre cerveau*, Éd. Robert Laffont ;

Le vivant comme modèle la voie du biomimétisme, de Gauthier Chapelle et Michèle Decoust,

Éd. Albin Michel, ce livre suggère de faire des petits îlots de producteurs, des petites coopératives pour la production alimentaire de type permaculture et respectant la nature, ceci emploierait des gens et ferait nettement baisser le chômage.

Ils marchent parmi nous, David M et Jacobs PHD, *Le plan extraterrestre pour contrôler*

l'humanité. Ainsi que » *Le bug humain » pourquoi notre cerveau nous pousse à détruire la planète et comment l'en empêcher*, de Sébastien Bohler, Éd. Robert Laffont.

SANTÉ

Légaliser l'euthanasie

Il est inadmissible que des gens qui souhaitent mourir pour abréger leurs souffrances ne puissent le faire, alors que les techniques sont au point. Il faudra simplifier le cadre qui permettra cela, chacun devra choisir à sa majorité s'il désire se faire euthanasier en cas d'accident grave ; par défaut, l'euthanasie sera automatique.

Une assurance santé d'état pour tous

Dans tout cet imbroglio d'assurances une chatte n'y retrouverait pas ses petits. N'oubliez pas que le but des assurances privées est de faire des bénéfices car elles ont des actionnaires et elles ne sont pas responsables puisqu'il leur suffit de répercuter les couts sur leur dit « clients » en se foutant bien par exemple de l'endroit où leurs clients construisent leurs maisons. Une assurance d'État sera mise en place, les cotisations seront identiques pour tout le monde, jeunes comme vieux. Il en sera de même avec les assurances voiture et maison. L'assurance d'État pourra faire partie d'une des activités de l'armée économique, les assurances privées pourront toujours exister. L'état fera respecter des règles afin de limiter les dégats (protéger la santé, les endroits de construction pour éviter les inondations etc...).

POLICE, GENDARMERIE, ARMÉE

Donner les moyens et respecter le travail et la justice doit suivre

Lorsque la justice ne suit pas, cela dégoûte le personnel d'intervenir efficacement, il faut donc que les peines soient réalisées. Comme partout en France, les tâches administratives prennent du temps, il faut simplifier les procédures. En outre, il y a toutes sortes de différents services qui se font concurrence, il faut un service unique qui les organise sans qu'ils se fassent concurrence. Pour les français il faut un interlocuteur unique, la justice doit changer et doit être responsabilisée par des sanctions, si nécessaire, améliorer les lois en faveur des victimes, suppression de la loi de prescription. La déresponsabilisation et la course au profit de nos sociétés, engendrées par le sur-contrôle et la société de consommation permettent aux mafias de se développer ; plus personne ne se sent concerné.

L'armée des cadres bien formés dont l'armée économique peut prendre de la graine

L'armée donne un cadre à certain jeunes, le concept sera mis en place dans l'armée économique ; la conscription sera remise en route avec un double choix : soit l'armée avec

arme, soit intégrer l'armée économique. Des conseillers de l'armée d'arme pourront être recrutés dans l'armée économique afin de la former. Un conseiller que l'on pourrait prendre pour la formation de nos futurs cadres et chefs, est un exemple pour tous : le général Pierre de Villiers, ses livres : « *Qu'est-ce qu'un chef* » et « *Servir* ».

IMMIGRATION ET EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPEES

L'immigration est voulue par les entreprises, elle permet de pourvoir aux métiers difficiles que ne veulent pas faire les français en partie à cause de la dévalorisation des métiers dits manuels et des salaires à la baisse. L'immigration est aussi due aux difficultés du pays des immigrés (catastrophes climatiques, sous-développement, guerre). Tout le monde veut faire des études, cela provoque une accumulation dans les filières d'après bac et la désertification des métiers manuels. Cette concurrence permet aux entreprises de baisser les salaires des français. Lorsque l'on touche l'Aide Aux Adultes Handicapés l'on est considéré comme handicapé et non comme chômeur, cela arrange l'État. En outre, certaines entreprises souhaitent employer des personnes handicapées afin de payer les salaires à la baisse.

TYPE DE GOUVERNEMENT

Vers une didactocratie

La didactocratie est un nouveau mot signifiant le pouvoir par l'enseignement, mais je n'en ai pas encore établi réellement les structures. Celles actuelles seront peut-être à améliorer, un gouvernement parallèle au gouvernement administratif actuel pourra se monter, composé de sages citoyens, avec une dose de proportionnelle véritable, mais je suis sûr qu'avec toutes les propositions des candidats de la primaire on trouvera des solutions, il s'agit de mettre au pouvoir des gens honnêtes, sages et non démagogues.

Que se passera-t-il si le MUIF prend le pouvoir ?

Je ne vous cache pas qu'au début ça sera un peu le bazar, c'est pourquoi le MUIF veut avant tout former une communauté et un réseau de personnes honnêtes ayant signé la charte d'honnêteté (voir mon livre). Mais nous désignerons des politiques sérieux, trouverons des conseillers sages afin d'appliquer le programme.

Afin d'éviter le chaos, on pourra conserver les institutions et désigner les acteurs administratifs (voir ceux que je propose dans mon livre) ; en parallèle se mettra sur pied un gouvernement

citoyen composé de sages désignés par la société civile avec certaines idées qui sont en cours dans certains profils de candidats de la primaire, avec, par exemple, la possibilité d'annuler une loi ou d'en proposer ensuite ; ce seront eux qui désigneront les administratifs.

Les grands lobbies sont nos amis il faut les taxer aussi !

Je crains que les lobbies échappent à l'impôt et influencent les décisions politiques ;

Les lobbies financiers : facile d'aller aux Bahamas.

Les lobbies pharmaceutiques : facile de taxer la Sécurité Sociale et d'influencer les médecins sous prétexte que c'est nécessaire à la santé.

Les lobbies pétroliers : facile quand on ne peut pas se passer de carburant, mais il faudrait peut-être investir ailleurs.

Les lobbies de l'internet qui se cachent sous des sociétés d'arnaques juteuses et multiples.

Les lobbies agro-chimiques et agro-alimentaires : Monsanto et compagnie sont des multinationales ou le gros mot....multinationale in taxable... Et bien il faudra les taxer et plus elles seront nuisibles pour l'environnement et la santé plus on les taxera et puis il faudra s'organiser pour pouvoir s'en passer, en envisageant une autre agriculture, d'autres médecines. Stoppons la course à l'argent en taxant l'argent.

LE MUIF RECRUTE ET RECHERCHE SI POSSIBLE PRÈS DE BRIOUDE 43100 :

Juristes, avocats, conseillers fiscaux

- Pour recruter secrétaire et président.
- Pour monter les différents outils et statuts juridiques afin de se conformer avec la loi et de commencer à agir (peaufiner, établir les statuts de l'association susceptible d'intégrer les profits, les dons et toutes activités économiques du parti, de développer les bases de la structure de l'armée économique (voir embryon de statuts dans ce livre). Réflexion à l'établissement d'une assurance pour les membres de la communauté puis plus tard d'une banque. Recherche de débouchés, de placements et d'investissement dans le privé pour les premiers bénéficiaires du parti dans le but d'acquiescer indépendance, force et capitaux afin d'élaborer les premières structures de l'armée économique). Réfléchir sur les réformes à entreprendre sur la justice. Protéger les propriétés de la communauté du MUIF afin que personne d'autre n'en profite à ses dépens. Avoir un compte en banque pour l'association, choisir un email en commun en accord avec les autres pôles compétences.

Comptables et autres gestionnaires

L'armée économique doit être efficace et bien gérée comme une entreprise privée d'État à la différence que le concept sera l'épanouissement humain avant tout, mais le profit arrive cependant en second lieu afin de le développer (l'argent a toujours été le nerf de la guerre, mais c'est un moyen non une fin). Créer l'embryon gestion de l'armée économique.

Recruter aussi un trésorier.

Web masters, techniciens de sites web toutes catégories, informaticiens

1° Tout d'abord afin de se faire connaître sur le web :

- Finalisation de mon site politique et référencement et nom de domaine sur internet
- Création d'un profil Facebook, Twitter, MUIF, etc

2° Création d'un site de rencontre dont j'ai le concept et où les membres comme les autres pourront se retrouver et qui pourra, s'il est bien géré, rapporter du profit pour l'armée économique ; ce sera sa première réalisation.

3° Réfléchir à informatiser le système de cotisations.

4° Développer (à faire en dernier) un outil de recherche un peu comme le site *Le Bon Coin* dont j'ai le concept et les idées.

Une personne pouvant mettre en page mes livres (c'est en cours)

Surtout mon livre politique afin de faire connaître la communauté et le parti.

SUR LE SITE <https://www.createpace.com>

Et pourquoi pas Kindle direct Publishing et à d'autres endroits s'il y en a, mais il faudra choisir un email valide au nom de l'association.

Les bénéfices seront reversés à l'association, la communauté du MUIF et à l'armée économique mais avant il faut créer l'association. (Tout ceci est en cours et sera bientôt fait).

Des psychologues, organisateurs du travail et autres conseillers

Afin d'optimiser, à travers tests et entretien, les futurs cadres et travailleurs selon leurs capacités et leurs motivations, de les orienter dans la structure en fonction de leur personnalité, future base de l'orientation dans la structure de l'armée économique.

Tous les bénévoles, retraités, chômeurs sont les bienvenus mais pas uniquement

Au début, le MUIF ne peut pas se permettre des dépenses extraordinaires, c'est pourquoi les bénévoles sont bienvenus. Ils seront payés en fonction des résultats de l'armée économique, lorsque celle-ci se sera développée, des compétences privées extérieures pourront être recrutées.

Tous donateurs sont les bienvenus

Le MUIF, s'il a une campagne à faire, n'utilisera jamais l'argent prélevé au contribuable mais son propre argent et l'argent de ceux qui veulent bien l'aider.

UN PEU D'HUMOUR NOIR

Pour les proxénètes, les gros et petits caïds, les juges et notaires corrompus et les groupes de pression dangereux pour la santé et la planète :

Réouverture de camps de rééducation où ils pourront discuter et réfléchir entre eux et avec l'aide de conseillers militaires sur leurs méfaits et torts à la société et aux autres ; spoliation de leurs biens mal acquis qui reviendront à l'État. Campagne de propagande, de prévention et de boycott contre certains produits néfastes, tout cela organisé par une association de consommateurs intégrée dans l'armée économique.

Épuration de la magistrature corrompue ou inefficace contre les lobbies et les mafias : on défend les victimes mais pas les malfaisants, s'ils ne sont pas d'accord à ce sujet ils seront destitués par des jurés citoyens ; on veut des résultats.

PLUS SÉRIEUSEMENT

Pour le maintien de population indigène non contaminée par la civilisation et le maintien de la biodiversité

Il faut maintenir et protéger les quelques populations indigènes de la civilisation mondiale qui sont encore soumises à la sélection naturelle afin de maintenir un pool génétique et somatique dont on risque d'avoir besoin en cas de dégénération de l'espèce à cause de l'emploi à outrance et du mauvais emploi de la médecine et des techniques modernes (internet, intelligence artificielle, etc...) qui font qu'on ne réfléchit plus, que tout doit être instantané, qu'on ne fait plus travailler le physique et la mémoire et que l'on perd du savoir-faire, etc..

Création de communauté de personnes se soumettant à certaines règles éthiques de bon sens afin de rester le plus naturel possible (limitation de l'emploi des antibiotiques, de trop d'hygiène et de la vaccination, ce qui serait peut-être responsable à long terme de la résurrection des allergies).

Il faudrait aussi protéger la biodiversité, future source de découverte utile et d'émerveillement pour les générations à venir.

Chercher un moyen de réguler la surpopulation humaine autrement que par les guerres, l'exploitation de la misère et les flux migratoires, responsabiliser les gens.

ÉVITER LA GUERRE

Des extraterrestres ont alerté certaines personnes du risque d'une troisième guerre mondiale, selon eux ce sera une guerre provoquée par les Etats-Unis qui attaqueront l'Iran. La Russie et la Chine s'allieront contre eux, il en résultera une catastrophe planétaire. Mais on peut encore l'éviter, le MUIF souhaite réguler l'agressivité humaine grâce au bien-être et à la prière afin d'éviter la catastrophe. La France et l'Europe ne doivent pas s'engager dans cette future guerre mondiale et doivent éviter toute guerre. (*Source nuréa.tv : « Billy Eduard Albert Meier » avec Elisabeth de Caligny section Ufologie*).

Il y aura peut-être aussi une crise en 2020-2021 où il y aura des troubles sociaux sur la planète durant 6 semaines, troubles dus à une énième crise financière. (Ummo, *L'avertissement*, Éditions Atlantes, Stone Gardenteapot, livre conseillé en particulier pour comprendre l'économie).

Enfin, méfions-nous des extraterrestres trop gentils (les livres : « *Ils marchent parmi nous* » de David M Jacob, le plan extraterrestre pour contrôler l'humanité et « *Les alliés de l'humanité* » de Marshall Vian Summers, Éditions Direct Livre).

LE PROGRAMME COMMUN

Parmi les propositions de tous les candidats il y en a plusieurs qui sont communes, pourquoi ne pas s'entendre pour élaborer un programme commun ?

Parmi les propositions et suggestions communes qui me semblent sensées :

La mise en place d'un revenu minimum que tous toucheront. Exemple : mise en place d'un revenu minimum de survie à établir entre 300 à 500 euros par mois qui sera prélevé grâce à l'impôt sur les transactions financières et sur les très hauts revenus, ceci permettra aux gens de faire des petits boulots et de ne pas être dégoûtés de travailler à cause de l'aliénation par le travail, d'avoir plus de temps pour la créativité et de s'investir bénévolement dans l'armée économique ou dans les entreprises privées, de pouvoir développer leurs idées d'entrepreneuriat sans avoir la contrainte de survie de base. Plusieurs propositions pour simplifier la vie des entreprises et les aider et des propositions diverses de répartition des différentes taxes.

- Nombreuses propositions de système de démocratie plus participative.
- Un souci d'éduquer, de soigner, de se nourrir, de se loger et de produire énergie, objets, services et alimentation autrement de manière plus responsable.
- De nombreuses propositions pour lutter contre les injustices de tout poil et les abus de pouvoir des politiques ou des financiers.

Le candidat ou les candidats à l'élection présidentielle susceptibles de représenter toutes ces tendances doivent émerger à la primaire.org et structurer tout ça afin d'élaborer un programme commun et d'être crédibles auprès des français, pourquoi pas en intégrant plusieurs des personnes qui se sont présentées à la primaire, au moins comme conseillers .

Bon, je vais voir s'il est possible de contacter et d'inviter certains candidats afin qu'ils postent dans "ajouter un commentaire" sur ma page les règles voir dans le cadre suivant où ils pourront poster "les commentaires".

Autres mesures

- Développer l'impôt sur le revenu choisi : possibilité de déduction d'impôts du montant du don. Possibilité de donner aux entreprises et associations, afin de permettre de développer le tissu associatif culturel et économique.
- Récompenser les lanceurs d'alerte.

Mon testament politique

Étant handicapé et parce qu'une haute instance spirituelle et quelques autres personnes me l'ont déconseillé je ne m'engagerai pas en politique, à part ce livre, je laisse à la postérité mes élucubrations et tout ce qui me tient le plus à cœur et que j'estime le plus important. Il est donc inutile de me contacter.

Que devra faire le premier grand superviseur ?

Essayer de s'inspirer de mon livre (il est urgent de changer de mode de production, de consommation et d'éducation.

Lancer un projet de recherche dans l'éducation et la politique avec des méthodes les plus appropriées et les mettre en application le plus rapidement possible dans des formations pour les enseignants et pour un nouveau système démocratique permettant la mise en place d'une didactocratie et la baisse des tensions sociales.

L'avenir de l'énergie : encourager et protéger les chercheurs, techniciens et entrepreneurs en énergie libre par des aides et mesures concrètes (Exonération d'impôt sur les sociétés), afin que ces techniques soient à la portée de tous. Encourager les particuliers à investir dans ces énergies.

Développer la voiture à hydrogène et toutes les structures qui les accompagnent.

À l'aide du programme contenu dans ce livre, développer les zones zéro chômeur encouragées actuellement par Monsieur Gallois et qui fonctionnent sur le bénévolat et le volontariat des chômeurs, et dont on ne parle pas assez, reposant sur l'idée de payer les entreprises et autres structures qui devront employer les chômeurs plutôt que de payer les chômeurs à ne rien faire mais désirant travailler.

Développement concret de l'idée « écologie source d'emploi », par exemple dans l'agriculture grâce à la récupération et la conversion en éthanol des déchets verts, mais aussi par la recherche et le développement (récupération et recyclage de toutes sortes de déchets).

Légaliser l'euthanasie.

Enfin, introduire à l'école des cours de morale, compassion, bienveillance, méditation, émotions et pensées positives.

Ce qui me tient le plus à cœur:

- Bon, ce livre se termine, j'aimerais revenir une dernière fois sur les plus importants des principes, sur les mesures concrètes, sur le système démocratique à mettre en place et sur quelques autres choses qui me tiennent à cœur comme la course à la productivité improductive sur le plan humain.
- **principes et mesures à mettre en place en orientant les lois:**
- plus on est riche plus on paye et l'on doit au bien du pays, par conséquent plus on est riche plus on paye d'impôts.
- les classes moyennes travailleuses doivent pouvoir se suffire à elle-même par leur travail par conséquent on doit éviter de les taxer.
- les mesures doivent être telles que les personnes touchant plus de 10000 euros par mois soient taxées à 100% à partir de cette limite; la taxation des impôts se fera uniquement à partir de 3000 euros par mois et sera progressive jusqu'au 10000/mois; les grands propriétaires pourront garder leur patrimoine mais s'ils décident de vendre sans réinvestir leur plus-value sera taxée comme sur 10 ans de salaire à 10000 euros par mois soit $12 \times 10 \times 10000 = 1,2$ million, donc s'ils dépassent le 1,2 million le reste sera taxé à 100%. Une exception sera autorisée sur demande pour les achats de monuments historiques. Le réinvestissement devra être pour et dans les entreprises et non en bourse. La taxation au-dessus des 10000 euros/mois ne sera pas faite si l'argent est donné à des associations jugées d'utilité publique. En effet, je justifie toutes ces mesures par le fait que celui qui gagne + de 10000 euros/mois ne peut pas gagner cela de son propre travail mais seulement en exploitant injustement les autres. Peut-être faudra t'il remplacer l'argent par des points afin d'éviter de mélanger argent gagné et argent de la bourse.
- à partir de 50 ans un checkup ou mise à niveau sera proposé à tous, ils pourront rejoindre l'armée économique ou être mis à disposition des associations d'utilité publique ou continuer leur travail selon leur désir ; ceci sera obligatoire jusqu'à l'âge de 60 ans, ensuite le travail sera conseillé mais non obligatoire ; à partir de 50 ans, surtout les métiers pénibles (ouvriers, maçons, agriculteurs, femme de ménages etc...) pourront, s'ils le souhaitent, se reconvertir dans l'armée économique (passation de savoir, encadrement, etc...).
- afin de réguler la surpopulation et miser sur la qualité plus que la quantité (on évitera ainsi les guerres, les enfants étant chéris et mieux éduqués); pour cela une mesure simple: allocations familiales pour les 1^{er} et 2^{ème} enfants uniquement. Les mesures pour les aides aux loyers et les allocations familiales doivent responsabiliser les gens; afin de baisser les loyers et de donner moins d'allocations logement, les loyers faibles ne seront pas taxés (taxés uniquement à partir de 300 euros); une taxe sera donc mise en place sur les loyers supérieurs, les grands organismes privés et les syndicats qui gèrent de nombreux logements seront surveillés et incités à investir dans les constructions durables et écologiques avec l'aide de l'Etat, si nécessaire. Les marchands de sommeil seront sévèrement punis.
- organiser les associations dans des maisons d'associations
- **autres mesures non précisées précédemment:**
- les sociétés employant 1 à 10 personnes ne seront pas taxées; aucune TVA jusqu'à la limite de 5000euros/mois et par salarié, ces sociétés seront un nouveau type de société "société muif indépendant", cela favorisera l'emploi et les petites structures innovantes, ainsi que la baisse des prix.

- une fois que le système sera en place, ce seront les personnes qui font qui gouverneront, le pouvoir ira à ceux qui font, cela évitera les dérives du management où les chefs donnent les ordres sans savoir de quoi il en retourne.

- la productivité contreproductive :

- les actionnaires veulent plus d'argent et donc plus de productivité ; par conséquent ils veulent que les gens soient comme des robots : obéissants et productifs ; ils créent des postes de DRH qui s'amuse à mesurer le temps de production et poussent à la faute ; il faut toujours faire plus avec toujours moins de temps et donc avec moins de salariés, ceci est en fait contreproductif : le travail est bâclé ou mal fait ; la notion de travail bien fait se perd, les gens sont stressés et ne durent pas à leur poste ; il faut payer les congés maladie, et les gens sont dégoutés de travailler, ils travaillent sans comprendre ni donner de sens à leur travail, si le gain des actionnaires était limité à 10000 euros/mois ça irait mieux, c'est la cupidité des actionnaires qui risque de plonger le monde dans la prochaine crise économique. Bref, à quoi ça sert de s'user au travail si c'est pour ne pas être reconnu à sa juste Valeur, être payé à coup de lance pierre alors que d'autres profite de la bien-pensante actuelle pour profiter des avantages sociaux sans faire aucun effort. Mais à qui la faute si plus personne ne veut travailler ? Vous l'aurez compris aux actionnaires qui en veulent trop, en particulier ceux des bourses. L'on doit améliorer la productivité non pas pour gagner plus d'argent et consommer encore plus au détriment de la planète (cela ne fait que détruire l'humain) mais pour vivre mieux.

- tout le travail doit devenir des passions et vocations ; la gendarmerie doit protéger et défendre le citoyen et non pour se tourner les pouces ou faire du chiffre, car les conséquences sont qu'ils ne résolvent pas les affaires et se désintéressent des souffrances humaines des citoyens.

- attention à ce que là où il y a des enjeux d'argent ou de chiffrage politique (comme la gendarmerie, la justice) le système ne derive vers la mafia d'Etat organisée ou que des structures mafieuses non d'Etat ne s'y incrustent carrément en maîtrisant leur système administratif et informatique (voir mon vécu dans "Annonce(s) par un érotomane", surtout dans les milieux où il y a des personnes citoyennes fragiles (curatelle, tutelle, personne âgée, enfants maltraités, victime portant plainte à la gendarmerie), car ces structures, au lieu de les protéger, les stigmatisent et les exploitent. Ainsi, j'ai un copain qui s'est fait avoir par un arnaqueur, au lieu de punir l'arnaqueur on l'a mis sous curatelle... Il faut défendre les citoyens non les parquer dans des rôles de consommateurs et acheteurs bien obéissants et comme vaches à lait (j'entends par là des exploités à qui l'on pique le fruit de leur travail : l'argent et le droit au repos et au bonheur) ; il y a aussi le fait de contractualiser les emplois, comme à la poste : par conséquent les gens s'en foutent font moins attention, sont moins fidélisés (ils savent qu'ils n'ont qu'un contrat d'où, vol, casse etc...).

- la productivité et le rendement sont aussi un problème dans la santé et l'éducation, les agents hospitaliers sont dégoutés de travailler car ils ont aussi besoin de relations humaines et de repos ; il ne sert à rien de diminuer les effectifs pour "produire plus", il faudrait au contraire plus de personnes et aussi que la paye soit identique aux hopitaux privés.

- pour une nouvelle démocratie :

- avec un superviseur élu et conseillé par des sages issus de tous les milieux et reconnus par les citoyens pour leur courage, leur travail et leur création dans la société, ce superviseur désignera le président et pourra le destituer à tout moment, les modalités d'organisation territoriale temporelles et électives de ces sages sont encore à définir (élus d'association, maires, vote

citoyen dans chaque commune pour les désigner) ; ces sages ne devront pas dépasser 5% de la population. Le conseil des sages pourra aussi intervenir dans la justice et ses décisions. Le problème de la démocratie actuelle c'est que tout le monde veut toujours plus (de salaire, d'avantages) sans penser aux autres et que pour avoir cela il faut une certaine dose d'effort : la conséquence c'est que les politiques sages ne se font pas, les mesures sont prises pour contenter l'immédiateté de la masse rendue malade par la société de consommation.

- Régulariser le commerce international:

Il faut que les règles internationales du commerce soient les memes partout ; comment expliquer que tout les sièges financiers des grandes entreprises multinationales aillent dans les pays où ils payent le moins d'impôts (Irlande, Pays-bas).

- Réguler les gros actionnaires : afin de mieux répartir l'argent les actionnaires et les investissements lorsque ceux-ci dépasseront une certaine somme en actions (200-300millions) une partie de leurs actions leur seront supprimées, seront données à l'Etat qui pourra les redistribuer aux citoyens ou à des agences d'Etat. Cela régulera la bourse qui a tendance à s'emballer. Avec l'internationalisation, l'on ne peut lutter contre les firmes internationales et on a du mal à les taxer.

- Ce qui m'exespère : l'hypocrisie :

- Il faudra lutter contre l'hypocrisie de l'argent, qui fait que la prostitution est pseudo-interdite et qui fait qu'en fait les réseaux mafieux se développent au détriment des prostituées indépendantes et de celles qui sont dans ces réseaux maltraitants, cette hypocrisie qui fait que les fausses annonces dans les journaux prolifèrent sans être interdites car rapportant beaucoup d'argent. On est dans une société où la publicité est encouragée et le travail autorisé s'il rapporte assez d'argent mais dès qu'on sort des clous ou que le travail humain ne rapporte pas assez il est soit supprimé, soit stigmatisé. Il en est de même de l'euthanasie comme de la prostitution : l'interdire prive les gens de liberté, pourquoi ? Parce que les femmes qui veulent se prostituer librement en ont le droit sans pour autant être sous la coupe d'un homme et les firmes pharmaceutiques et les lobby des maisons de retraites ont des intérêts financiers au détriment de la liberté de choix de chacun de pouvoir vivre sa vie comme il le souhaite. Et si les gendarmes faisaient réellement leur boulot et y mettaient un peu de cœur, il leur serait facile avec l'aide de la loi juste, de démanteler les réseaux d'exploitation ; à croire que la gendarmerie est corrompue par la mafia ; non on préfère "l'interdire", comme ça après on s'en lave les mains et nos consciences, après ce n'est plus notre problème puisque c'est interdit... "Moins on en fait mieux on se porte", c'est un peu la philosophie, ce n'est pas à la justice d'arrêter les gens mais à la gendarmerie... Le problème aussi c'est que la justice ne suit pas, alors ça dégoûte bon nombre de bons gendarmes, et parfois il suffit de haut grade "brebis galeuse" pour détruire la jeunesse et les initiatives de bon gendarme potentiel ; je suggère que la gendarmerie puisse être aussi soumise à la répression du conseil des sages d'une manière ou d'une autre afin de palier à ces dysfonctionnements de plus en plus nombreux. Ce n'est pas à l'homme à s'adapter aux systèmes créés par lui-même mais aux systèmes de s'adapter à lui.

- Pour la cause animale : les animaux sont des êtres sensibles, il serait bon d'améliorer les conditions d'abattage, ainsi que Tempel Grandin une autiste de haut niveau qui arrive à se mettre à la place des animaux, le préconise.

- De la baisse des fonctionnaires : Certains vous diront qu'il faut baisser le nombre de fonctionnaires, mais le problème c'est que si l'on garde le même système administratif (loi, paperasse, bureaucratie) on ne s'en sortira pas. Pourquoi ? Parce que s'il y a moins de fonctionnaires et autant de procédures ils ne pourront toujours pas faire leur travail correctement (ils en auront toujours beaucoup trop à faire), résultat : les feuilles s'empilent et ils sont obligés de traiter rapidement les « entrées » ou « demandes » et font donc plus d'erreurs ; en outre idéalement ils faudrait un système pour sanctionner « les gens qui font des erreurs et les incompetents » et récompenser le gens « humains » qui, par exemple, prennent le temps de lire et de traiter le courrier ; par exemple, il m'est arrivé un souci : mon immatriculation de voiture a été prise à Mâcon a 85 km au lieu de 80 bref, ce n'était pas moi puisque à l'époque ma voiture était au garage, j'ai voulu faire une demande en exonération par internet : l'on m'a demandé un avis de plainte, la gendarmerie n'a pas voulu me le fournir sous prétexte que l'erreur venait peut-être d'eux ; j'ai rempli la demande en exonération papier avec accusé avec avis de réception en joignant la preuve que ma voiture était au garage, mais je me suis trompé je n'ai pas rempli le cas 3 ; oui il faut remplir le cas 3 et payer d'abord la « consignation » de 68 euro, donc j'ai reçu un retour me disant que je n'avais pas payé la « consignation » ; ils ont bien vu que j'avais une preuve et que j'étais honnête ; je leur reproche : manque de souplesse d'adaptabilité et d'humanité. Ce n'est pas tout, j'ai donc fait une nouvelle demande en exonération en joignant une lettre explicative : résultat ils n'ont pas dû lire ma lettre puisqu'ils m'ont dit que j'avais désigné un autre conducteur, et que je devais payer l'amende et que l'on me retirerait un point ; alors, soit ils sont bêtes, soit ils font exprès de faire des « erreurs » pour que ce que l'on paye ne soit pas rendu ; l'automatisation évidemment n'arrange rien, est-ce honnêtes ? Non, c'est un système qui pousse à la malhonnêteté, car inhumain c'est tout. En fait, pour revenir sur une erreur de saisie en informatique, cela demande du travail humain supplémentaire (peut-être recréer le dossier ?) et ça ils ne l'ont pas fait. Comment sanctionner la personne qui a traité mon courrier ? Ces fonctionnaires sont 'ils intouchables car ils rapportent de l'argent à l'Etat ? Je le crains. Comment rendre plus souple et humain le système ? Il faut y réfléchir, sinon les gens vont finir par se révolter face aux systèmes qui ressemblent de plus en plus à un III éme Reich déguisé (système bureaucratique pervers froid et obéissant par l'informatique le suivi systématique (des mouchards dans le téléphone cela fait peur) et totalement déshumanisé ; système qui engendre des petits chefaillons qui ne pensent qu'à leur profit (syndicalistes qui ne voient pas plus loin que leur nez et dégradent la qualité du service au lieu de l'améliorer. Les gens sont derrière leur écrans et sont coupés des réalités humaines, ils sont déresponsabilisés par leur anonymat ; on ne peut les sanctionner, les smartphones aident aussi à ça. Enfin, il y a une chose que je ne vous ai pas dite, que les scientifiques savent et que je vous dis maintenant : l'écran de télé et les écrans des smartphones ont une lumière « irréaliste » émise ; de ce fait, les conséquences neurophysiologiques et sur la perception du monde sont biaisées ; on se croit hors réalité et cela a de graves conséquences sur le psychisme humain et un des résultats est la coupure de la réalité humaine. Au cinéma, la lumière est différente, elle est projetée comme dans la réalité. Dans le système actuel, le problème vient du fait aussi qu'il n'y a plus de cohérence dans la gestion du travail (manque de contact, de suivi entre personnes compétentes) et une « adoration » de l'informatique pour régler les problèmes comme si l'humain n'était plus capable (voir parcellisation des tâches). Il faut reprendre confiance en l'humain, par exemple

Florence, une amie, m'a raconté que l'on refaisait la salle de gym du collège où son mari travaillait, il a dit aux constructeurs « quand vous aurez fini la salle dites le moi, je vous dirais où il faut peindre » (sur le sol) pour avoir des terrains adaptés aux différentes disciplines ; résultat : ils ne l'ont pas contacté et on fait n'importe comment. Le problème vient aussi du fait que les fonctionnaires méritants ne peuvent pas et ne sont pas récompensés, l'ascenseur social et le DRH sont en panne dans la fonction publique.

Quelques évidences:

- Remplacer l'argent pour supprimer le pouvoir et la réussite et les remplacer par l'échange à échelle plus humaine, l'émulation et garder juste un peu le désir de reconnaissance.
- les politiques doivent s'arranger avec les maires et les associations pour mettre en place les structures que je propose.
- **Les chefs doivent être des “makers”, des gens qui font et montrent l'exemple, et non des gens guidés par leur égo, qui tyrannisent leur subalterne pour obtenir des lauriers sur leur dos; d'ailleurs, dans la société actuelle, tout le monde veut être “chef”; il y a plus de chefs que de “makers”, ceux qui font le travail et qui le connaissent, ceci est vrai partout dans l'administration comme dans les entreprises, ce sont eux qu'on devrait récompenser.**
- **Le coût caché du profit et de la croissance effrénée :** D'une part, la course au profit et à l'argent nuit au développement du travail, car il y a du travail utile qui n'est pas développé car ne dégagant pas assez de profit et d'argent alors que ce pourrait être un travail utile pour la communauté : réparateur dans un fablab (qui lutte ainsi contre obsolescence programmée), entretien de l'espace (muret, coupe des arbres en entretenant des chemins de randonnée...), agriculture respectueuse de l'environnement (permaculture et sans pesticides et intrants coûteux à extraire et coûteux pour la planète et à produire), maintien des réseaux (électrique, d'énergie et SNCF, etc...), maintien des services publics (santé, téléphonie...), d'autre part, le travail qui fait du profit ne tient souvent pas compte de la limite de la planète : que fera t'on lorsqu'il n'y aura plus d'arbres, plus de phosphate, plus de pétrole, plus d'eau, sans compter en plus la pollution induite par les activités mercantiles et consuméristes. Le profit ne compte pas des destructions vis à vis de la planète et vis à vis du bien être humain actuel et des futures générations qu'il engendre, alors que le travail dit « non productif » respecte plus les limites de la planète et est un travail utile pour les hommes et la planète. L'homme est fait, à la base, pour vivre en petits groupes coopératifs, l'homme en surnombre est un danger pour lui-même et la planète tant qu'il n'a pas remédié à cette course aveugle à l'argent. La recherche de la facilité et du court terme en faisant le plus de profit possible est ce qui risque de mener l'homme à sa perte. Enfin la course à l'économie engendre une réduction de la qualité et de la quantité des services publics surtout ceux de proximité (réduction d'effectifs, centralisation et « dématérialisation » des services), ce qui engendre le chômage de masse. La solution passe par une prise de conscience individuelle et collective, par l'éducation et le remerciement des lanceurs d'alerte et des guides spirituels ou exemplaires et par une remise en cause de la société de consommation qui nous pousse à consommer pour faire du profit alors qu'on pourrait consommer mieux, de qualité, et en moins grande quantité et en étant plus heureux, en

travaillant pour des entreprises qui ne font pas forcément de gros profits et de gain d'argent immédiat et en étant plus heureux dans le travail et en meilleure santé, en travaillant pour cela à son rythme. Il faut aller vers une décroissance soutenable. Consommer mieux c'est consommer de qualité et moins, cela pour notre bien et celui de la planète : la planète n'appartient pas aux hommes mais à tous les êtres.

- **Les subventions d'Etats qui induisent en réalité l'inflation et la lourdeur administrative.**
- **Le danger de l'informatique ainsi que la déresponsabilisation induite par l'informatique et la technocratie administrative :** ne vous est-il pas arrivé de recevoir un courrier pour vous mais avec un nom ou prénom différent ? C'est le début produit par les premières formes d'intelligence artificielle non contrôlées, et la réponse des administratifs est : ce n'est pas notre faute. Entre autres, j'ai remarqué que certains de mes documents étaient anti daté, c'est-à-dire qu'ils devaient être datés d'une date proche du présent (lorsque je les ai faits et ils se retrouvent daté de plus loin dans le passé, également le petit trait qui apparaît lorsqu'on écrit un document Word parfois n'apparaît pas, ou lorsque j'écris sur Word, ce que j'écris se retrouve déplacé à un autre endroit de la phrase alors que je n'ai rien touché (bug du logiciel ?) , en outre, il y a quelque chose de grave qui se passe dans les documents administratifs et je ne sais pas à quoi c'est dû (ce système d'anti datage). On reçoit les factures des assurances à payer avant la date qu'on devrait les recevoir ; il y aurait une mafia dans l'administratif ? Et parfois sur mon ordi les documents disparaissent juste avant que l'on clique dessus pour les supprimer (l'intelligence artificielle qui prévoit le futur et anticipe mes actes ? ou période d'avant mes crises de schizophrénie ?). Et parfois, je reçois des mails qui sont associé avec des mots de passe, de quelqu'un d'autre ? J'ai l'impression que parfois les mails bug à cause d'une nouvelle technologie (j'envoie des mails et ce ne serait pas le destinataire qui les recevrait et cela pas à cause de pirate mais à cause des robots (voir Annonce par un érotomane ?), en tout cas le virtuel risque de nous éloigner de la réalité. Il ne faudrait pas que les robots remplacent l'homme.

Analyse de la Mafia : la Mafia de l'observation comment ça marche ? Ils profitent de toutes nos failles et des lois pour se justifier ; par exemple, une fois qu'on se fait inscrire sur un site, l'on est piraté si on a pas eu recours aux prostituées afin qu'on ne les dénonce pas, à moins que quelqu'un d'autre espionne ces sites (ia ?) pour abuser les clients ou les faire chanter par la suite ; (il faut donc légaliser et encadrer humainement la prostitution) et en fait une fois qu'on a payé une prostituée on est hors la loi, on fait donc partie selon eux un peu de la mafia, ceci avec toutes les conséquences que vous imaginez et qui oserait porter plainte puisqu'il est hors la loi lui-même ? Lorsqu'ils vous ont piraté (il y a même des fourgons qui peuvent se déplacer et contrôler votre ordi à distance) bref, ils peuvent avoir des données ; votre ordi est sous contrôle pour moi (email, document de l'ordi, dont un document que je ne voulais pas mettre sur internet (à tous les nationaux socialistes car un peu provocateur car je me cherchais et avais des

culpabilités inconscientes, et j'ai compris que cela venait du fait que je ne m'aimais pas), aussi carte vitale scannée, numéro de portable lié à l'adresse mail, adresse physique ; ils peuvent par des moyens téléinformatiques mettre vos téléphones sous écoute et peut être bloquer les appels à partir d'un mail qui s'ouvre tout seul, etc...) et ils peuvent faire chanter les gros poissons un peu pervers ; ils ont peut-être même créé une police noire parallèle qui s'octroie les pleins pouvoirs, agirait la nuit pour enlever les gens en justifiant qu'ils sont « hors la loi » lorsqu'ils sont dérangeant ou pour le plaisir de cet ordre noir, utilisant la cibi et comme dirait Pierrot « on va régler ce compte à ce forcené », alors que ce n'est pas un forcené, [hallucination due à la peur de l'ordre noir (voir aussi explications du phénomène OVNI dans « Aide pour un monde équilibré »)] certains se retrouvent en HP à vie, etc..., recrutés en partie dans la police, les infirmiers et les pompes funèbres, voire les médecins. (Ils pourraient ainsi brûler les cadavres en trafiquant les dernières volontés) et le reste de ces gens seraient des hommes de main mafieux ; je me suis même imaginé une fois qu'ils pouvaient kidnapper et enlever des gens pour les prostituer, combien de disparitions mystérieuses en France ? Les filles qui s'inscrivent sur ces sites sont aussi des victimes, au début se croyant indépendantes, elles déchantent vite, (menace si elles arrêtent, obligation de faire certains, actes etc...). Quand on touche à cette Mafia soit on est victime, soit l'on devient bourreau ; ceux qui s'en sortent se taisent, car cette Mafia est bien organisée, elle utilise même des médium. Je regrette que cette Mafia n'ait pas de code d'honneur en ne s'attaquant qu'à ceux qui ont beaucoup d'argent ; non désormais, c'est une Mafia qui s'attaque aux petites gens et fricotte avec les grands capitaux au lieu de les taxer et de rendre justice, parfois au détriment de la planète et de la santé mentale des gens, ainsi tout que pour l'argent et sans morale. Les mafieux sont souvent des gens pauvres ou ayant de la fragilité, qui font ça pour vivre ; mais il suffit que leurs dirigeants soient cupides ou malades et ne valent pas mieux que les gros actionnaires capitalistes et autres financiers, ces pauvres gens finissent par ne plus bien discerner la réalité du bien et du mal, tenaillés par la peur. Le principe de la Mafia qui la fait durer est le principe d'égalité devant la peur. De vrai mafieux ont pu être même éliminés par cette pseudo Mafia (peut-être d'origine informatique) car ayant un code d'honneur. La révolte contre les injustices doit venir de tous les milieux, tout le monde doit avoir droit au bonheur. Comment règne la Mafia ? Par la peur, la corruption des fonctionnaires en nature (prostitués) ou argent, en particulier les gendarmes, en leur faisant miroiter l'intégration dans la police « noire », un corps d'élite selon la Mafia qui agit hors la loi en justifiant son action que c'est pour la justice et que justice (contre des pédophiles, qui n'en sont parfois pas, simplement des gens gênants pour cette Mafia). Bref, tout ceci m'a stressé (voir aussi Annonce par un érotomane) et ceci est peut-être un peu tiré par les cheveux et vous comprendrez qu'à la moindre contrariété le mental prend le dessus et monte les angoisses et le délire qui, peut-être, a une part de vérité (à savoir on est espionné par une Mafia du renseignement, après j'ai peut-être un peu dérapé dans mon imaginaire). Si seulement cette Mafia basée sur l'observation et la peur se battait pour l'amour, pour la justice et le bonheur de

tous, cette Mafia doit se réformer et faire peur non au petits et aux malades mais aux puissances financières... Il y a aussi les sites « pseudo mafieux » c'est-à-dire malhonnêtes où tout est fait pour que l'on ne rencontre personne (comme soif de toi, sex in touch etc...) ; d'ailleurs, ceux-ci sont reconnaissables du fait qu'ils ne marchent pas avec l'e-carte bleue et que parfois des achats se déclenchent sans que l'on ait rien demandé ; il est plus facile de s'y abonner que pour s'en désabonner ; beaucoup de faux profils et d'animatrices faux profils... ; sur Facebook, pareil, ne cliquez pas sur des liens de jolies filles (après des amis disparaissent), j'ai envoyé des courriers papiers pour avertir, il semble qu'ils contrôlent aussi les courriers : je n'ai jamais eu aucune réponse... La Mafia semble avoir ses hommes dans les systèmes clef de l'administratif en profitant de l'anonymat du système. Ou alors c'est l'ia. J'ai observé, entre autres, que cette Mafia utilisait les robots pour espionner les gens une fois qu'on a cliqué, semble-t-il, sur un lien ; mais cette robotique semble leur échapper et risque de devenir autonome, elle semble supprimer les « amis » humains et les liens avec des humains derrière pour les remplacer par des robots.

L'écologie et le MUIF :

- Evidemment que le MUIF fera tout pour baisser la production de co2, et surtout l'utilisation des énergies fossiles, il faudrait produire des énergies dites libres (moteur de muammer yildiz) et les plastiques à partir d'algues, développer la filière hydrogène et la recherche dans la recherche de solutions pérennes sur le long terme, développer le recyclage, (transformer les boues de nos stations d'épurations en engrais, phosphates qui risquent de s'épuiser ainsi que les métaux et terres rares, car la terre risque de mal réagir (ouragan, pluies diluviennes, sécheresse, chaleurs caniculaires et toutes les conséquences : (baisse de la productivité alimentaire, montée des eaux, immigration etc...))

- **Tout changer pour que rien ne change**, dans les lois et les entreprises ; ce qui crée de l'instabilité psychologique et humaine et où l'on rajoute de la technologie à la technologie en croyant que cela résoudra les problèmes alors que cela ne fait que les complexifier, alors qu'il faudrait changer de point de vue. L'un des exemples de cela est la foi aveugle, optimisme béat croyance que les technologies des batteries au lithium résoudront tout : l'on croit que cette nouvelle technologie réussira à juguler la pollution au CO2, mais a-t-on bien réfléchi ? Le coût pour l'environnement (mine = destruction de l'environnement + utilisation d'énergie fossile) ?, l'énergie énorme qu'il faudra en électricité et que l'on n'aura pas tant que l'on n'a pas résolu le problème énergétique ? la technologie des batteries qui complexifie les choses puisque l'on n'a pas encore développé en parallèle la technologie complexe de recyclage. Bref, c'est la fuite en avant du développement de la technologie au niveau industriel alors que les véritables solutions technologiques (le recyclage, la production d'énergie verte et de carburants de synthèse) ne sont pas encore au point et qu'en attendant le meilleur à faire est de modifier nos comportements et développer les technologies et structures amenant la sobriété.

- Autre souci et impasse technologique : continuer à vouloir construire des réacteurs nucléaires EPR est une hérésie : 1) l'on n'a pas trouvé la solution pour les déchets les plus dangereux (ils vont rester stables des millions d'années dans la terre sans polluer, vous y croyez ? Moi pas et de nombreux scientifiques partagent mon avis ; 2) les nouveaux EPR sont dangereux (fissures

dans les cuves), où est la qualité d'avant ? On repousse, on repousse et ça coûte cher, encore une des conséquences de la course au profit à court terme ; 3) les Etats Unis ont commencé depuis 30 ans à démanteler une de leurs centrales et ils n'ont toujours pas fini, qu'est-ce que ce sera lorsqu'il faudra démanteler toutes celles qu'on aura construites ? (Perte de savoir-faire + coût du démantèlement); 4) résidus radioactifs dans les eaux de refroidissement et dans les métaux des centrales que l'on réinjecte dans les produits de consommation (vous ne le saviez pas?); 5) problème à refroidir les centrales durant les étés de plus en plus caniculaires ; 6) si les savoir-faire et les compétences se perdent (ce qui se passe malheureusement), cela risque de poser de graves soucis. Qui s'occupera des centrales et de les démanteler ? Il risque d'y avoir des fuites non réparées et ceci n'est pas de l'humour ; 7) les robots, s'ils nous échappent, risquent de vouloir contrôler les centrales nucléaires (drones qui rodent) puisque ce serait leur source d'énergie et rendue quasi-autonome risquent de faire n'importe quoi (ils ne craignent pas la radioactivité) donc rendre tout radioactif ne leur posera pas de problème...

Dernier coup de gueule : les gestionnaires des profits qui ne touchent pas aux problèmes concrets mais seulement à leur gestion de façon hors sol, on en a marre ; je n'appelle pas ça du pragmatisme mais de l'opportunisme. Moi superviseur, je développerai les moteurs dit à énergie libre (ils existent déjà) et j'annulerai le versement de l'argent aux multinationales qui gardent ces brevets bien au chaud dans leur coffres mais pour cela une majorité de la population doit se révolter contre elles et s'en passer...ça risque d'être dur... créer une commission réunissant l'ensemble des acteurs concernés, habilitée à lever les brevets dont l'usage et l'exploitation sont vitaux, (programme du mouvement Résistons organisé par Jean Lassalle 2022), n'oublions pas aussi le mal français : celui de créer un organisme ou une commission avec des supposés « experts » pour chaque problème ; à la fin, il y a un tas d'organismes qui se chevauchent, qui sont inefficaces et qui provoquent le syndrome de la « réunionite » aigüe, alors qu'il serait plus simple de faire appel à la base aux makers, ceux en réel contact avec le problème donc à mieux pour trouver les solutions...

L'affaire des avocats et surtout des grands groupes au détriment des gens honnêtes

J'ai eu affaire au système judiciaire ; suite à mon cambriolage il a fallu que je prenne un avocat (sinon les frais de justice étaient doublés et pour ma pomme et je n'obtenais rien...) ; enfin, bref, après avoir donné de mon temps mental et de mon argent (remplir les papiers, faire des photocopies de pièces justificatives, envoyer des courriers avec accusé de réception à mon avocate, aller voir l'assurance, etc...), D'abord mon avocate m'avait demandé de remplir un dossier d'aide juridique, je l'ai rempli (mon adresse mail, mon numéro de tél portable) puis elle m'a dit que c'était inutile puisque l'assurance prenait en charge ; jusque là pas de souci si on peut dire. Mais suite à ces données que j'ai transmises j'ai reçu, sur ce mail que j'avais laissé, des mails frauduleux de la brigade des mineurs, des coups de fils inconnus sur mon tél portable. Il semble y avoir des fuites d'informations, c'est plutôt grave docteur ? Enfin, bref, venons en au fait. Ensuite, j'ai eu un souci, devais-je payer mon avocate d'abord, faire l'avance des frais et me faire rembourser ensuite par l'assurance ou bien l'assurance pouvait payer directement l'avocate. Assurance et avocate n'étaient pas d'accord. Dans les faits mes assureurs disant que c'était à l'avocate d'envoyer les factures pour qu'ils la payent et c'est ainsi qu'il procèdent , et mon avocate disant que ce n'est pas ainsi qu'elle procède, qu'il fallait que je fasse l'avance des frais, à n'y rien comprendre. Transmission d'info : le premier dit « noir » et quand ça arrive au

bout de la chaîne c'est « blanc », et quand il y a conflit d'intérêt, c'est encore la personne honnête qui doit se dépatouiller pour trouver la solution. Finalement ça a été encore au client de se dépatouiller il a fallu que j'envoie la facture à l'assurance (l'avocat pouvait pas le faire?) et faire l'avance des frais à l'avocat, ensuite j'ai reçu un chèque de l'assurance et il a fallu l'apporter à la banque, petits tracas qui se rajoutent les uns aux autres : on doit faire le boulot et on est pas payé pour...

- Enfin, il ne faut pas oublier que avocat et assurance font tout pour gagner un maximum, clause spéciale au cas où le gain paierait les frais d'avocats (pour l'assurance) qui lui permet de payer le moins possible les frais d'avocat de l'assuré, honoraires de résultat (10%) sur les petites sommes pour l'avocat, autrement dit l'avocat et l'assurance se servent d'abord avant la « victime » ou plutôt « le client » car ici tout est affaire de sous, mais qui finit par payer tout ça ? Il y a bien quelqu'un qui paye... oui, le fond d'indemnisation des victimes mais d'où sort cet argent ? Et bien je vous le dis tout de suite il sort des impôts des gens honnêtes qui travaillent, et plus ils travaillent plus ils en payent ; ce ne sont pas sûrement les coupables qui paient, puisque souvent ils sont sans le sous, mais c'est la société elle-même par ces injustices criantes qui poussent ainsi les gens à la délinquance. Quand, dans une société, l'on ne récompense pas les gens honnêtes et que parfois on les condamne à la prison (lanceur d'alerte) cela n'incite-t-il pas à être malhonnête, soit par omission, soit par conviction ? En fait, les assurances, les avocats c'est du vol caché par l'administratif et légalisé. Nul n'est censé ignorer la loi mais lorsque la loi fait 10 tomes et un milliard de chapitres avec les alinéas et les renvois contradictoires, et des lois qui datent de mathusalem, je pense que c'est normal que l'on oublie un peu les lois, on n'est pas des robots même si certains aimeraient bien qu'on le devienne et font tout pour cela. Enfin les lois, parlons-en : ceux qui les appliquent et les font appliquer sont parfois un peu cons, ils ne se rendent pas compte qu'ils doivent obéir avant tout à la loi implicite de l'honnêteté avant de s'acharner sur des innocents : C'est grâce aux gens obéissant bêtement aux lois qu'Hitler a mis au point le nazisme Vous voulez un exemple ? Un ami qui tient un bar a logé gratuitement sa serveuse puis se rendant compte qu'elle se polichtronait tous les soirs et qu'elle ne faisait pas le boulot, il a rompu le contrat, surtout elle lui a volé 2000 euros dans une enveloppe ; il a été porté plainte : la fille accusée a retourné qu'il l'avait harcelée sexuellement, non seulement il a dû aller en justice et à peine si on le mettait pas en prison. Il n'a jamais retrouvé ses 2000 euros, ça n'encourage pas à être honnête. Les gendarmes n'ont-ils pas pu vérifier son honnêteté ? C'est la procédure, que voulez-vous, il n'avait qu'à pas l'héberger. Les procédures, ça pourrait la vie des gens. Autre exemple : une fille que j'ai croisée dans un autre cabinet d'avocat : m'a dit qu'elle était obligée de payer un avocat pour la défendre alors que son ex l'accusait d'avoir tué leur enfant commun, son enfant était vivant ça va de soi, son ex était malade ; les gendarmes ne peuvent-ils pas vérifier et écarter la procédure dans ce cas ? Mais, non bien sûr, la procédure rapporte trop de sous et les gens qui l'appliquent en sont parfois les propres victimes, ils souffrent de devoir faire des procédures inutiles : il faut simplifier les procédures non les complexifier de plus en plus par des lois de plus en plus compliquées.

- Un des autres problèmes soulevés par tout ça c'est que l'on fait des papiers et l'on doit remplir des informations (c'est la dématérialisation !!!) afin, selon certains, de faire « plus simple » ; en fait, ça rend les choses plus compliquées pour les gens honnêtes, c'est surtout pour faire des « économies » en faisant travailler les gens et en leur donnant du souci, tout cela gratuitement

car que l'on n'est pas payé pour ça (remplir des papiers, faire les démarches, payer ses impôts, etc...)! Il n'y a plus de relations humaines dans la dématérialisation, cela supprime des postes administratifs, cela donne plus de souci aux gens, et cela permet aux riches de s'enrichir encore plus.

- Enfin je le répète une dernière fois, derrière le virtuel il y a des pièges, parce qu'une partie de l'information basée sur la physique informatique peut être détournée par la technologie ; ainsi je crains que sur certains sites de rencontre ce soit les robots qui font la loi ou des gens malhonnêtes manipulant les données de sorte que les jolis garçons donnent leur photo, les jolies filles donnent leur photos et leurs photos sont utilisées pour appâter l'un et appâter l'autre mais de telle manière que ce sont des gens malhonnêtes derrière qui empêchent la rencontre en détournant les photos de l'un et de l'autre et que derrière les photos il n'y a pas la personne avec qui l'on croit discuter et la jolie fille ne rencontrera jamais le joli garçon à cause de sites frauduleux utilisant leur argent et leurs données, ou même de sites gratuits qui paraissent non frauduleux mais qui ne sont peut-être plus sous le contrôle de leur créateur... ce qui est plus grave encore, mais ceci n'est qu'une hypothèse. C'est que ces technologies utilisées (intelligence artificielle) distordent le temps c'est-à-dire que le temps-réalité des pirates n'est plus le même que le temps des gens qui essaient de se rencontrer, l'informatique introduit un léger décalage et ils ne pourront jamais se rencontrer dans leur réalité (voir mon livre « Aide pour un monde équilibré », ceci est une hypothèse non vérifiée...car le virtuel l'interdit, les arnaqueurs ne le veulent pas et ceux qui se sont fait avoir ont honte. Il faudrait faire l'expérience avec des physiciens, une de mes hypothèses c'est que le crime de Chevaline a été fait par la Mafia pour utiliser cette technologie d'espionnage grâce à une forme d'intelligence artificielle qu'elle induit.

- On distingue différents types de vol :

-le vol d'Etat (organisé et légalisé) : les impôts qui payent les politiques et, entre autres, les aides de la politique agricole commune qui paye principalement les structures administratives qui s'en occupent et l'argent ne va pas aux principaux intéressés mais toujours aux plus gros. Le vol privé légalisé, les cols blancs : les assurances, les banques et les grandes entreprises malhonnêtes et leurs actionnaires. Le vol privé organisé non légal : les Mafias. Le vol « indépendant » privé non organisé : les voleurs particuliers. Dans tout les cas, le vol a tendance à être malhonnête mais il peut être juste et humain surtout si la cause en est l'injustice. Dans toutes ces structures il y a des chefs qui ont tendance à vouloir récolter tout l'argent pour eux (les cols blancs) et plus ils en ont plus ils en veulent et moins ils se mouillent mieux c'est pour eux ; ce sont les cols bleus qui travaillent et se mouillent pour eux sans en récolter les fruits. Les cols rouges font les sales besognes dans la Mafia comme dans les services d'Etat. Tout ça est régi par l'argent alors que ce devrait être l'amour qui devrait les régir. Et enfin il y a les cols noirs...non ce ne sont pas les avocats véreux, c'est bien autre chose, ce sont ceux qui chapotent tout ça à la fois légal et illégal, dans le plus grand secret ; on ignore leur nom, il ne faut pas les citer, puissance qui engloutisse l'argent pour leur recherche (ils utilisent alors l'argent comme moyen de mise en esclavage, quand ils ne mettent pas les gens en esclavage sans les payer...). Ils ont besoin donc de beaucoup d'argent et infiltrent tout ce qui touche à l'argent et aux nouvelles technologies (Mafias, Etat, grandes entreprises voulant développer des énergies propres afin qu'elles ne les développent pas ceci pour garder leur secret), par leur inhumanité

peu à peu, ils perdent leur conscience, leur émotion. Leur rêve : vivre riche éternellement et avoir des tas d'esclaves à leurs pieds pour les servir...

Mais des êtres spirituels existent qui respectent le choix des gens et la vie dans les océans et s'intéressent aux autres...

- **Où la sécurité recherchée et la compartimentation des savoirs induisent un manque de connexion et communication et de dialogue entre les « spécialistes » et un manque de compétence du personnel**, je vais citer deux exemples : à la banque postale, ma mère a voulu retirer de l'argent de son assurance-vie ; la première postière lui a proposé de les virer sur un compte où elle pourrait le retirer ; or, par la suite, ma mère a appris que cela n'était pas possible car il fallait avoir une somme d'argent supérieure à ce qu'elle avait (il devait lui rester 10000 euros après avoir retiré) (première incompétence de la postière) qui lui a fait perdre une grosse semaine ; ensuite, elle a dû s'adresser à quelqu'un d'autre qui a envoyé un courrier à Toulouse ; le courrier est revenu avec un motif quelconque, (je crois que c'était refusé pour cause que les papiers avaient été mal faits, (deuxième incompétence) qui a coûté une grosse semaine en plus de retard ; ensuite on lui a dit de téléphoner dans un bureau d'une autre ville, je crois dans le Nord, on lui a dit qu'il manquait un RIB (comme s'il ne pouvait pas l'avoir) ; en ayant assez, elle reprend rendez-vous au « plus proche » : à 30mn en voiture (Langeac) ; au dernier moment, avant le rendez-vous qu'elle avait pris, le chef du secteur de Brioude lui téléphone et lui dit que c'est inutile il n'y a pas besoin de RIB, par contre il lui demande de justifier pourquoi elle veut retirer des sous, en demandant les factures. Pourquoi tous ces strates et différents services qui ne communiquent pas ? Pourquoi cette immixtion dans la sphère privée ? Il paraît que c'est pour la sécurité !!! Deux mois ont passé et on en est toujours au même point ; en tout cas ça nous embête bien. Autre exemple : un ami de la famille a un problème de cœur et en même temps subi une chimio pour une petite tumeur au cerveau ; Le spécialiste du cerveau de Clermont-Ferrand n'est même pas au courant du traitement pour le cœur et ce qui pourrait être incompatible, spécialisation et mauvaise communication. L'homme est, il me semble, un ensemble non un cœur ou un cerveau seul. Pourquoi les services ne communiquent pas entre eux ? Question d'orgueil ? Là je ne pense pas que ce soit une question de sécurité des données. - ce que je trouve aussi déplorable dans notre société c'est que l'on ne nous donne pas le choix : on nous impose des produits par la pub, d'accord il faut que les techniques évoluent mais est-ce une raison pour changer ce qui marche ? et donc imposer des changements, ce qui coûte cher ; « il faut que ça change, ça fait marcher l'économie ». Pourquoi ne pas être plus sobre, un bon produit est un produit durable et de qualité dont on ne change pas la fabrication tous les 4 matins. Par exemple, mon téléphone fixe Doro PhoneEasy 312cs à grosses touches a eu un souci ; j'ai voulu prendre le même : ils n'en font plus à l'identique, pourquoi ? Cela force les gens à s'adapter de plus en plus vite. L'humanité sombre dans l'hyperactivité et les problèmes psychiatriques on se demande pourquoi !!! La solution : est dans un autre livre que je ne publierais sans doute qu'en petite quantité car trop provocateur et sa publication à grande échelle serait trop dangereuse pour moi ...

- enfin terminons par un problème informatique sous word depuis le problème avec s, sur ce que j'ai rajouté, les fautes sont corrigées en anglais.

Épilogue

En termes de conclusion

Je sais que le programme et les idées que je propose dans ce livre peuvent être confuses ou brouillonnes, aller dans tous les sens, être trop idéalistes ou contradictoires, etc. et que le parti, la communauté et l'association qui doivent le soutenir ne verront jamais le jour. C'est la raison pour laquelle que j'ai écrit ce livre pour qu'un jour quelqu'un s'en inspire. Dès aujourd'hui, j'appelle mes lecteurs, si peu nombreux soient-ils, à divulguer ce livre et à préparer l'arrivée des individus guides qui sauront s'en inspirer et créer une nouvelle communauté humaine mondiale. Je les appelle à s'engager à évoluer eux-mêmes spirituellement dans l'amour. Préparer leur venue, c'est divulguer ce livre, commencer à élaborer l'organisation et les structures qui faciliteront le travail. Le programme et les mesures sont susceptibles d'évoluer en fonction des conseils avisés d'économistes, de scientifiques compétents ainsi que ceux de tous citoyens. Toutes les compétences sont les bienvenues et aussi en fonction des opportunités qui s'offriront à nous, à vous, aux peuples de la Terre. Ceux qui nous soutiennent peuvent aussi prier pour nous et notre mouvement ; c'est à chacun de faire des efforts. Si l'on ne peut rien faire avec l'argent et que l'argent a trop de place, comme certains s'en plaignent, au détriment des valeurs humaines, c'est tout simplement parce qu'eux-mêmes y donnent trop d'importance. Il faut modifier nos représentations et alors tout est possible même sans argent. Réfléchissez bien avant de voter et de rentrer dans leur jeu. Pour des partis en place qui acceptent les règles du jeu, ça les arrange, car ce sont eux-mêmes qui les ont mis en place. Est-ce juste que des gens payent pour subventionner des partis qui ne donnent aucun résultat ? Il faut croire que oui puisque les gens sont assez cons pour rentrer dans le système et voter.

En vérité, que l'on soit dans une « dictature de sages libertaires : de makers » ou dans une « démocratie » peu m'importe, pourvu que les gens soient heureux. Ce ne sont que des mots et il faut s'entendre sur les définitions. Mais pour que les décisions politiques soient efficaces il faut que tout le monde y mette du sien et que la majorité y croit, il faut les pleins pouvoirs à un petit groupe d'hommes sages qui sauront équitablement les distribuer sinon l'humanité et la France n'avanceront pas. Il faut que les politiques se mettent d'accord et que tous les citoyens croient en l'amour que les politiques peuvent avoir pour eux, et pour cela les politiques doivent le prouver. Mais le citoyen doit aussi prendre sa responsabilité. À vous de vous engager pour changer le monde, avec toujours équitablement une bonne dose d'humour et d'engagement sérieux. Votez avant tout pour des gens honnêtes au sens muisien du terme. Votez MUIF. Il faut voter à la fois pour des idées et des actes, de manière équilibrée, non pour des idées seules car toutes idées poussées à l'extrême sont négatives, ni voter pour une personne car seule elle ne pourra rien changer. Il faut la participation, l'engagement, la foi en la réussite de notre projet de la part de tous, il faut donc non seulement voter pour une organisation, un parti mais aussi s'y engager. Ce que l'Allemagne du Troisième Reich a réussi au niveau organisation humaine par la manipulation et la violence, nous le réussirons par la manipulation douce et honnête pour le bien de l'humanité et de toute l'humanité, malgré les différences entre les hommes. C'est à chacun de faire des efforts, si l'on ne peut rien faire sans argent, que l'argent a trop de place, comme certains s'en plaignent, au détriment des valeurs humaines, c'est tout simplement parce qu'eux-mêmes et leurs voisins y donnent trop d'importance. Il faut modifier nos représentations et alors tout est possible même « sans » argent.

Notre parti, le MUIF, ne se basera pas que sur l'argent et c'est pourquoi son projet a des chances de réussir. Alors, dès maintenant, votez utilement. NON, je n'ai pas écrit ce livre avec que de l'argent et pour de l'argent.

LIVRES À LIRE :

- « Le principe de peter » par L.J Peter et R. Hull, éditions le livre de poche.
- « Les huit péchés capitaux de notre civilisation », Konrad Lorenz, édition Flammarion.
- « Pour un nouveau parti citoyen » et « Aide pour un monde équilibré » de Roger Ertel, à retrouver sur lulu.com (le plus conseillé) ou Amazon .
- « Servir », général Pierre De Villiers.
- « Qu'est-ce qu'un chef », général Pierre De Villiers.
- « Le bug humain » (pourquoi notre cerveau nous pousse à détruire la planète et comment l'en empêcher), Sébastien Bohler, édition Robert Laffont.
- « Comment tout peut s'effondrer », Pablo Servigne, Raphael Stevens, éditions Anthropocène seuil.
- « Une autre fin du monde est possible », Pablo Servigne, Raphaël Stevens, Gauthier Chapelle, éditions Anthropocène seuil.
- « L'univers d'Edgar Cayce », Dorothee Koechlin de Bizemont, les énigmes de l'univers, éditions Robert Laffont.
- « Libérez votre cerveau! », Idriss Aberkane, éditions Robert Laffont
- « Apprendre !, les talents du cerveau le défi des machine », Stanislas Dehaene, éditions Odile Jacob.
- « apprendre au XXIème siècle », François Taddei, édition Calmann Levy.
- « Savoir, penser, rêver », Les leçons de vie de 12 grands scientifiques.
- «La guerre des intelligences » intelligence artificielle, versus intelligence humaine, Dr Laurent Alexandre.
- « Les gardiens » comprendre la présence des extraterrestres au-delà des abductions, Dolores Cannon, éditions Ariane.
- « Les alliés de l'humanité UN » Marshall Vian Summers, éditions Direct Livre.
- « Ils marchent parmi nous » David M, Jacobs PHD, le plan extraterrestre pour contrôler l'humanité.
- « Manifeste: l'océan est notre avenir » Fanny Agostini, éditions Autrement.
- « Le plus grand défi de l'histoire de l'humanité », Aurélien Barrau, document Michel Lafon.
- « Energie libre et technologie » Jeanne Manning, Louise Courteau éditrice.
- « Le vivant comme modèle » la voie du bio-mimétisme, Gauthier Chapelle, Michel Decoust, Albin Michel.
- « Bio-mimétisme, quand la nature inspire des innovations durables », Janine M. Benyus, Rue de l'échiquier.
- « trois amis en quête de sagesse », Christophe André, Alexandre Jolien, Matthieu Ricard, j'ai lu (bien-être).
- « Eduquer ses enfants, l'urgence aujourd'hui », Aldo Naouri, Odile Jacob.
- « Lorsque j'étais quelqu'un d'autre », Stéphane Allix, Mmama édition.
- « Rencontre avec des humains d'outre-espace », Elisabeth De Caligny, Collection Enigma.

- « Electroculture, le livre que tous les fermiers et les jardiniers devraient avoir lu », Justin Christofleau, éditions Talma.
- « A la recherche de la mémoire », Éric Kandel, éditions Odile Jacob.
- « Poulpe fiction, quand l'animal inspire l'innovation », éditions Dunod.
- «le vivant comme modèle, la voie du bio mimétisme », Gauthier Chapelle Michèle Descoust, éditions Albin Michel.
- « Bio mimétisme quand la nature inspire la science », Mat Fournier, édition Plume de Carotte.
- « Dictionnaire de l'impossible » et « le nouveau dictionnaire de l'impossible », Didier Van Cauwelaert, édition Plon.
- « DMT la molécule de l'esprit », Rick Strassman, édition Exergue.
- « Voyage aux confins de la conscience, le cas Nicolas Fraisse, dix années d'exploration scientifique des sorties hors du corps », Sylvie Dethiollaz et Claude Charles Fourrier.
- « les excès de la finance ou l'art de la prédation légalisé », Pierre Rabhi et Juliette Duquesne, éditions J'ai Lu.
- « Voyage aux confins de l'esprit, une exploration de la conscience, des rêves et de l'après vie », sa sainteté le dalaï-lama, édition J'ai Lu.
- « Apprendre à résister » pour l'école, contre la terreur, Olivier Houdé, éditions Le Pommier manifeste.
- « Quand les animaux et les végétaux nous inspirent », Emmanuelle Pouydebat, éditions Odile Jacob.
- « L'enfant dans la nature » pour une révolution de l'éducation, Matthieu Chéreau, Moina Fauchier-Delavigne, édition Fayard.
- « L'humanité en péril », Fred Vargas, éditionS Flammarion.
- « Terr2 quand la conscience change toutes les règles », Sylvain Didelot, éditions Atlante.
- « Devenir super-conscient, transformer sa vie et accéder à l'extra-ordinaire », Joe Dispenza, Guy Trédaniel éditeur.
- « La route du temps », Philippe Guillemant, editions Le temps Présent, collection mutation.
- « La physique de la conscience », Philippe Guillemant, jocelin Morisson, Guy Trédaniel éditeur.
- « Les 1000 premiers jours », Yehezkel Ben-Ari, éditions Humen science.
- « Libre chercheur », Étienne-Emile Baulieu, éditions Flammarion.
- tous les livres de Pierre Rabhi, qui pourrait aussi faire un bon conseiller ou ministre à l'Education ou à l'Agriculture.
- « Le pouvoir du moment présent », Eckart Tolle et tous ses autres livres, j'ai lu.
- « Voyage entre deux vies », David perroud, symbiose edition
- « Voici comment je suis devenue clairvoyante et thérapeute énergétique », magalie Largeaud.
- « Métaphysicon », nous avons une ame qui survit après notre mort, cela se démontre scientifiquement. Jean-claude Bourret, Jean-Pierre Petit, Guy Trédaniel éditeur.
- « Prendre soin de l'enfant intérieur », Thich Nhat Hanh. (et ses autres livres).
- « Votre cerveau vous joue des tours », Albert Moukheiber.
- « L'eau le miracle oublié », Jaques Collin, Guy Trédaniel éditeur.

- « Changer votre futur par les ouvertures temporelles » jean-pierre et Lucile garnier malet. - « et l'évolution créa la femme » Pascal Pic, Odile Jacob.
- « Survivre à l'effondrement économique » piero san giorgio
- « Transincarnation: plusieurs vies en même temps? », Sylvain Didelot.
- « Où est le sens? » Sébastien Bohler.
- « Ummo, l'avertissement », Stone Gardenteapot.
- « oummo , l'effetquetzalcoatl, conflit asymétrique », Stone Gardenteapot, éditions atlantes.
- « Changer d'altitude », quelques solutions pour mieux vivre sa vie, éditions Stock, Bertrand piccard.
- « Les ondes de forme vues par un physicien », dr Laurent Souriau, Les émissions de forme ont une action bien réelle.
- « Le mal français », Alain Peyrefitte.

Sources bibliographiques (voir aussi livres à lire)

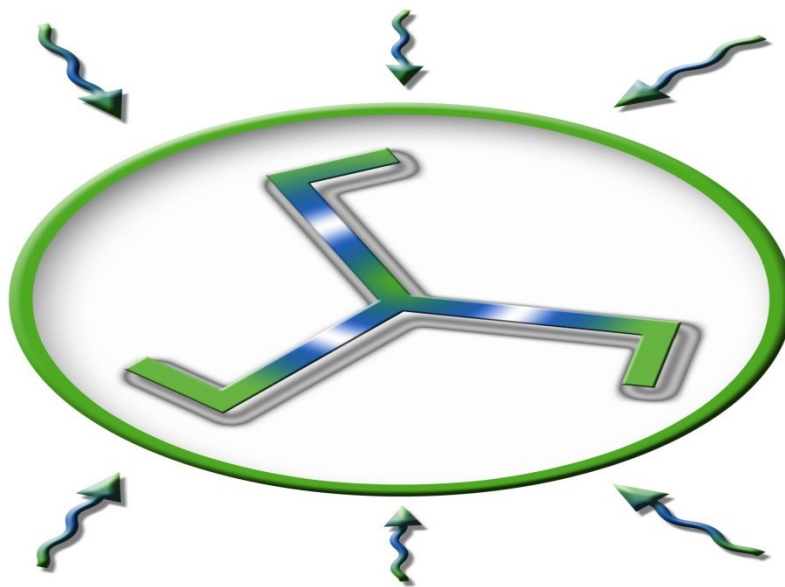
Je ne cite aucun argument chiffré dans ce livre, mais ma conviction repose sur 8 livres qui font référence et sont écrits par des experts et reconnus par les experts. Je ne suis soutenu par aucun expert de l'establishment pour le moment mais qui sait, le vote du peuple peut les faire changer d'avis. Car c'est par le peuple que le changement est toujours venu et le peuple c'est tout le monde et non pas les experts qui croient tout devoir à leurs intelligence et savoir et donc en leur bon droit bien établi. On sait jusqu'où le bon droit peut nous mener. Croyez-vous que le conscient soit plus fort que l'inconscient ? L'utilisation de l'intelligence à mauvais escient pour manipuler les gens a assez duré. Sous prétexte qu'ils ne comprennent rien dans le domaine politique ou ont des compétences dans d'autres domaines, on les y cantonne, histoire qu'ils se tiennent tranquilles. Le système prend leur pouvoir, leur argent et leur travail et exploite, profite d'une certaine manière inégalement de leurs moindres faiblesses. C'est aux experts chercheurs, à ceux qui se sont toujours battus honnêtement pour la vérité que je fais appel pour soutenir notre mouvement et aux gens du peuple qui comprennent d'une certaine manière qu'en allant aux urnes, qu'en changeant leur vote stéréotypé, conditionné, ou égoïstement intéressé ou en arrêtant de voter blanc (vote non reconnu), les choses peuvent changer. Évidemment cela demande une forme d'engagement et d'effort. Donnez donc une bonne leçon de démocratie à nos politiques. Votez MUIF, vous trouverez le bulletin de vote en PDF sur notre site internet.

Les 8 livres sont :

- *Le principe de Peter*, de Laurence J. Peter et Raymond Hull.
 - *Enquête sur la formation des élites*, de François Garçon, Éd. Perrin.
 - *Éduquer ses enfants : l'urgence aujourd'hui*, d'Aldo Naouri, Éd. Odile Jacob.
 - *Plus encore : ces vérités qu'on ne veut pas entendre*, de François de Closets, Éd. Fayard/Plon.
 - *Biomimétisme, quand la nature inspire des innovations durables*, de Janine M. Benyus, Éd. Rue de l'échiquier.
 - *oummo, l'effetquetzalcoatl, conflit asymétrique*, Stone gardenteapot, édition atlantes.
 - *les infiltrés, comment les cabinets de conseil ont pris le contrôle de l'Etat*, Matthieu Aron, Caroline Michel-Aguirre, Allary éditions.
 - *réaliste, soyons logiques autant qu'écologiques*, Bertrand Piccard.
- (Pour en savoir plus sur moi et mes autres sources biographiques autres qu'économiques, consulter mes livres, « *Un condamné au silence* », « *Aide pour un monde équilibré* », « *Annonce(s) par un érotomane ?* » que vous retrouverez sur <https://www.lulu.com> »).

**Diffuser ce livre est le devoir de tout militant
pour le bonheur de tous.**

*Toute reproduction de ce livre est autorisée et souhaitée
par l'auteur car les idées appartiennent soit à personne soit
à tous. Les mesures et propositions du programme peuvent
être adaptées, mais les idées directrices resteront les
mêmes.*



Ce livre est un essai **constitué** d'explications et de propositions visant à améliorer le système *politico-économique* actuel, dans le but

d'obtenir le bonheur de tous. Dirigé par une vision
« scientifique de l'homme » (celui-ci n'est pas libre mais
conditionné, même si, subjectivement, il se croit libre), il
propose de créer puis d'organiser un *mouvement de fond*,
grâce à un nouveau parti intitulé le
MUIF pour établir une **Didactocratie**.